

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Cahier # 1

AVRIL 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE
CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (MDDELCC)**

Inspections et budgets régionaux

1. Le nombre de postes d'inspecteurs en environnement dans le ministère le 31 mars 2018, de même que les 31 mars 2017, 2016, 2015, 2014 et 2013. Fournir également les données en ETC.
2. Le nombre d'emplois actifs (pour lesquels une paie a été émise, hormis les absences ou postes non comblés) chez les inspecteurs en environnement dans le ministère, le 31 mars 2018, de même que les 31 mars 2017, 2016, 2015, 2014 et 2013. Fournir également les données en ETC.
3. Pour 2016-2017 et 2017-2018, le nombre d'étudiants embauchés pour effectuer de la sensibilisation, de la promotion de conformité et une détection de lieux potentiellement problématiques.
4. Le nombre d'interventions effectuées en 2017-2018 par des étudiants dans le cadre des programmes de contrôle du CCEQ ou de la DGCEB.
5. Nombre d'inspections effectuées en 2017-2018 par des inspecteurs en environnement à la suite de l'intervention d'un étudiant. Ventiler par activité ou programme de contrôle.
6. Le bilan des inspections en environnement réalisées en 2017-2018, ventilées par type d'activité ou de programme de contrôle. Décliner le nombre d'inspections par programme de contrôle nationaux.
7. La programmation annuelle 2017-2018 pour l'inspection en environnement, ventilées par type d'activité ou de programme de contrôle. Décliner le nombre d'inspections par programme de contrôle nationaux.
8. Le nombre et la liste des programmes de contrôle et activités d'inspection basées sur le risque en 2017-2018. Fournir les prévisions pour 2018-2019.

9. En 2017-2018, fournir les éléments suivants concernant les dossiers d'infraction :
- a. Nombre d'inspections effectuées;
 - b. Nombre de notifications de manquement expédiées par le Centre de contrôle environnemental du Québec;
 - c. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction administrative pécuniaire en vertu de l'article 115.23 LQE a été imposée (et le montant total imposé);
 - d. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction administrative pécuniaire en vertu de l'article 115.24 LQE a été imposée (et le montant total imposé);
 - e. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction administrative pécuniaire en vertu de l'article 115.25 LQE a été imposée (et le montant total imposé);
 - f. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction administrative pécuniaire en vertu de l'article 115.26 LQE a été imposée (et le montant total imposé);
 - g. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une poursuite pénale est intentée;
 - h. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction pénale en vertu de l'article 115.29 LQE a été imposée (et le montant total imposé);
 - i. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction pénale en vertu de l'article 115.30 LQE a été imposée (et le montant total imposé);
 - j. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction pénale en vertu de l'article 115.31 LQE a été imposée (et le montant total imposé);
 - k. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction pénale en vertu de l'article 115.32 LQE a été imposée (et le montant total imposé);
 - l. Total des amendes imposées par la Cour.
10. Pour chacun des articles suivants, indiquer le nombre de cas où le ministre s'est prévalu des dispositions en matière de mesures administratives et pénales de la *Loi sur la qualité de l'environnement* en 2017-2018. Préciser aussi la personne physique ou morale visée :

Ordonnances

- a. Article 114
- b. Article 115.2
- c. Article 115.3

Refus, modifications, suspensions et révocations d'autorisations

- d. Article 115.5
- e. Article 115.7
- f. Article 115.10

11. Indiquer le nombre de condamnations et les montants obtenus (sanctions administratives pécuniaires et sanctions pénales) par le ministère pour les manquements aux règlements découlant de la *Loi sur la qualité de l'environnement* en 2017-2018. Ventiler selon le règlement.
12. Indiquer l'évolution des budgets régionaux ou dévolus aux bureaux régionaux du ministère et ses organismes en 2017-2018.

Comités interministériels

13. Indiquer la liste de tous les comités interministériels, comités directeurs, comités de suivi, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, comités de vigilance et autres comités ou groupes de travail auxquels ont participé le ministère et ses organismes en 2017-2018. Indiquer, pour chacun :
- a. le(s) mandat(s);
 - b. la liste des membres (incluant les membres externes, observateurs ou provisoires);
 - c. les rencontres tenues en 2017-2018;
 - d. les résultats détaillés des rencontres tenues en 2017-2018;
 - e. les rencontres prévues en 2018-2019 avec l'objet et l'échéancier.

Autochtones

14. Indiquer la liste des consultations menées par le ministère et ses organismes auprès des communautés autochtones en 2017-2018. Ventiler par sous-ministériat et par organisme et indiquer, pour chacun :
- a. l'objet des consultations;
 - b. le moyen utilisé;
 - c. les dates des rencontres;
 - d. les communautés et les personnes consultées;
 - e. les résultats des consultations;
 - f. les montants afférents;
 - g. les rencontres à venir au cours de l'exercice financier 2018-2019.

Programmes et aides financières versées aux bénéficiaires

15. Fournir la liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le ministère en 2017-2018, dont:
- a. Assainissement de l'air;
 - b. Programme ClimatSol;
 - c. Programme de réhabilitation des terrains contaminés;
 - d. Programmes d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent;
 - e. Soutien aux conseils régionaux en environnement;
 - f. Soutien aux organismes de bassin versant;
 - g. Autres crédits de transfert (ventiler par organisme bénéficiaire).
16. Fournir la liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert. Ventiler par secteur (changements climatiques, eau, matières résiduelles, autorisations environnementales, divers), par programme et par organisme ou municipalité bénéficiaire.

17. Fournir la ventilation de tous les contrats externes octroyés de gré à gré en 2017-2018 concernant la gouvernance du Fonds vert. Préciser :
 - a. La date de conclusion du contrat;
 - b. La date de fin du contrat;
 - c. La description du contrat;
 - d. Le nom du contractant;
 - e. Le montant du contrat initial;
 - f. Tout montant additionnel versé;
 - g. La date de versement du montant additionnel.

Eau

Gestion intégrée des ressources en eau

18. État de situation au 31 mars 2018 de l'intégration d'orientations spécifiques en matière de gestion intégrée des ressources en eau dans la révision et la mise à jour des schémas d'aménagement et de développement.
19. Fournir la ventilation des sommes consacrées en 2017-2018 aux efforts visant à protéger la ressource eau.
20. Fournir la liste des organismes rencontrés en préparation de la Stratégie québécoise de l'eau. Fournir également la liste des consultations ministérielles et interministérielles effectuées.
21. Indiquer si un rapport des consultations menées par le MDDELCC visant à alimenter la future Stratégie québécoise de l'eau a été produit.
22. Indiquer si un premier inventaire des stratégies et des politiques de l'eau dans diverses juridictions a été effectué par le MDDELCC.
23. Indiquer si une analyse comparative des modes de gouvernance, du financement et du contenu stratégique visant à alimenter la future Stratégie québécoise de l'eau a été produite.
24. Liste de tous les PDE déposés et approuvés par le MDDELCC au 31 mars 2018. Fournir l'échéancier pour 2018-2019.
25. Ventilation des sommes allouées en 2017-2018 par le ministère au financement des actions et des activités des acteurs de l'eau.
26. Indiquer les revenus annuels issus du Règlement sur la redevance exigible pour l'utilisation de l'eau en 2017. Ventiler par code SCIAN et indiquer :
 - a. la description du code SCIAN;
 - b. le volume en m³ prélevé;
 - c. le taux de redevance;
 - d. le montant perçu par code SCIAN;
 - e. le montant total perçu.

27. Indiquer les démarches effectuées en 2017-2018 par le ministère pour réviser le Règlement sur la redevance exigible pour l'utilisation de l'eau.
28. État de situation au 31 mars 2018 des démarches entreprises pour adopter une redevance sur l'eau embouteillée.
29. Fournir la liste des municipalités n'étant pas conformes à la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables au 31 mars 2018, dans le but d'en intégrer les obligations au Schéma d'aménagement, au Plan d'urbanisme et aux règlements municipaux.
30. Indiquer si un rapport des consultations du Forum Inondations, tenu en décembre 2017, a été produit.
31. Ventilation des ressources financières et techniques accordées en 2017-2018 à la mise à jour de la cartographie de l'ensemble des zones à risque d'inondation au Québec.
32. Indiquer les moyens mis en avant pour assurer la prise en compte des effets anticipés des changements climatiques sur la détermination des zones à risque.
33. Fournir l'état du réseau de stations hydrométriques du MDDELCC.
34. Indiquer les moyens mis en avant pour assurer une gestion durable des eaux pluviales.
35. Indiquer si des documents ont été préparés par le MDDELCC pour proposer une refonte du régime fiscal municipal en vue d'inciter les municipalités à mettre en place des initiatives écoresponsables qui restreignent le développement dans des zones vulnérables.
36. Nombre de dérogations et d'autorisations octroyées par le MDDELCC en 2017-2018 afin de permettre la construction en zone inondable.
37. Nombre de dérogations et d'autorisations accordées en lien avec la règle de la bande riveraine de 3 mètres en rive.
38. Nombre de dérogations et d'autorisations accordées en lien avec la règle de la « zone 0-2 ans » pour la culture avec travail du sol.
39. État de situation au 31 mars 2018 sur la mise en place du Portail gouvernemental des connaissances sur l'eau. Indiquer :
 - a. le calendrier révisé des étapes de mise en place;
 - b. les dépenses (ventilées annuellement) consacrées au projet depuis le lancement;
 - c. les ETC consacrés annuellement de 2008-2009 à 2017-2018;
 - d. la liste et la valeur totale des contrats conclus à l'externe.
40. Ventilation des sommes octroyées en 2017-2018 par le plan d'action du ministère pour couvrir les zones orphelines des PACES. Fournir le nom des projets et des partenaires associés.

Gestion intégrée du Saint-Laurent

41. État de situation au 31 mars 2018-du suivi de l'engagement de mettre en œuvre la gestion intégrée du Saint-Laurent (GISL). Fournir un état d'avancement de la mise en place des tables de concertation régionales (TCR) en 2017-2018.

Stratégie de protection et de conservation des sources destinées à l'alimentation en eau potable

42. État de situation au 31 mars 2018, incluant les sommes injectées en 2017-2018, du suivi de l'engagement d'adopter une stratégie de protection et de conservation des sources destinées à l'alimentation en eau potable. Fournir l'échéancier pour 2017-2018.
43. Ventiler les sommes dépensées depuis l'adoption de la mesure du budget 2017-2018 pour améliorer la protection des sources d'eau potable, et ce, par type de priorités mentionnées dans le budget :
 - a. réalisation d'analyses de vulnérabilité des sources d'eau potable par les municipalités (indiquer le nombre de municipalités ayant reçu du financement en ce sens);
 - b. compensation des agriculteurs affectés par de nouvelles mesures de protection des sources prévues au Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (RPEP);
 - c. mise en place de mesures de protection des sources d'eau potable.
44. Ventiler par année, de 2017-2018 à 2021-2022, le nombre estimé de municipalités concernées par la mesure du budget 2017-2018 pour améliorer la protection des sources d'eau potable.
45. Fournir les critères que devront remplir les municipalités pour pouvoir bénéficier de la mesure du budget 2017-2018 pour améliorer la protection des sources d'eau potable.
46. Ventiler par année, de 2017-2018 à 2021-2022, le nombre estimé d'agriculteurs concernés par la mesure du budget 2017-2018 pour améliorer la protection des sources d'eau potable.
47. Indiquer le nombre d'ETC et les sommes consacrés à la formation depuis l'adoption du RPEP. Ventiler par année.
48. Indiquer le nombre de municipalités concernées par la transmission d'analyses de vulnérabilité d'ici avril 2021. Indiquer le nombre de municipalités ayant complété le processus au 31 mars 2018.
49. Indiquer le budget réservé en 2017-2018 à la concertation des acteurs de l'eau et à la mise en œuvre des actions au niveau des municipalités et des MRC pour réaliser les analyses de vulnérabilité des sources d'eau potable.

Stratégie québécoise d'économie d'eau potable

50. État d'avancement des actions menées par le MDDELCC au sein de la Stratégie québécoise sur l'eau potable du MAMOT au 31 mars 2018. Sommes engagées en 2017-2018.

Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (ROMAEU)

51. Fournir la liste des exploitants d'OMAE qui, en 2017-2018, étaient en non-conformité avec l'obligation d'installation d'enregistreurs de débordement inscrite au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (Art. 9).
52. Fournir la liste des exploitants d'OMAE qui, en 2017-2018, étaient en non-conformité avec l'obligation de transmission d'un rapport annuel dans les délais prescrits par le Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (Art. 13).
53. Fournir la liste des attestations d'assainissement municipales délivrées en 2017-2018 en application du Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées.
54. Préciser, pour 2017-2018, le nombre d'inspections réalisées annuellement par le CCEQ des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées, en précisant le nombre de vérifications des avis de déversement et le nombre d'inspections effectuées à la suite de plaintes.
55. Fournir le plus récent bilan du nombre de débordements d'eaux usées répertoriés pour chaque ouvrage d'assainissement des eaux usées.
56. Fournir la liste des avis de non-conformité et des avis de réclamation d'une sanction administrative pécuniaire pour un ouvrage d'assainissement des eaux usées, en 2017-2018. Préciser :
 - a. l'exploitant d'ouvrage municipal visé;
 - b. le type de document;
 - c. l'objet du document;
 - d. la référence légale;
 - e. le montant de la sanction administrative pécuniaire;
 - f. le libellé;
 - g. le montant de la sanction pénale, le cas échéant.
57. Fournir la liste des stations d'épuration municipales existantes non conformes aux critères de performance du ROMAEU. Ventiler selon :
 - a. les stations d'épuration à risque élevé;
 - b. les stations d'épuration à risque moyen;
 - c. les stations d'épuration à risque faible;

Fournir l'échéancier de mise à niveau pour chaque niveau de risque.

58. Fournir la liste des réseaux d'égout municipaux sans station d'épuration et de stations dotées uniquement d'un dégrillage. Fournir l'échéancier de mise à niveau.

59. Fournir les obligations financières additionnelles générées par l'application du ROMAEU et la mise en œuvre des exigences éventuellement incluses dans les attestations d'assainissement au cours de l'année 2017-2018, ainsi que pour les 10, 20 et 30 prochaines années. Ventiler par :
- a. coût de mise aux normes des rejets;
 - b. coût de réalisation des plans de réduction des débordements d'eaux usées.
60. Indiquer si le Système sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (SOMAEU) est accessible à d'autres entités que les exploitants municipaux. Si oui, indiquer quels organismes y ont accès.

Algues bleu-vert

61. État de situation au 31 mars 2018 sur l'application du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées.
62. Fournir la ventilation des sommes dépensées en 2017-2018 pour lutter contre les algues bleu-vert, notamment les sommes investies par les OBV.
63. Fournir un état de situation sur la mise en place de la phase 2 pour l'implantation de solutions de rechange concernant les installations septiques des résidences isolées.
64. Fournir le nombre estimé de résidences isolées au Québec et le nombre de ces résidences qui ne sont pas conformes au Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées au 31 mars 2018.
65. Fournir le coût moyen estimé des dépenses requises pour la réfection des installations septiques des résidences isolées.

Barrages

66. Fournir le nombre d'ordonnances émises par le ministère en 2017-2018 pour s'assurer du recouvrement des montants auprès des propriétaires de barrages, ainsi que les montants récoltés.
67. Indiquer si le ministère a entrepris des consultations pour régler les problématiques d'application de la *Loi sur la sécurité des barrages* et de son règlement. Fournir la liste des personnes physiques et morales rencontrées.
68. Indiquer si le ministère a préparé un tableau de bord contenant, notamment, des indicateurs sur le taux de respect des échéances relatives au dépôt des documents d'évaluation de la sécurité, le taux de respect par le ministère du délai de l'analyse de ces documents, et le taux de respect des engagements associés aux travaux correctifs et au calendrier de mise en œuvre. Indiquer si ces renseignements requis ont été intégrés au rapport annuel de gestion.
69. Identifier les critères permettant de déterminer si un barrage est essentiel ou non à la mission de l'État. Indiquer si des consultations ont été tenues pour proposer au gouvernement le partage des responsabilités approprié. Si oui, fournir la liste des personnes physiques et morales rencontrées.

70. Indiquer si le ministère a identifié quelles modifications législatives et réglementaires pourraient être apportées afin de permettre de tarifier les bénéficiaires du parc de barrages publics retenus.
71. Indiquer quelles démarches ont été entreprises en 2017-2018 pour déposer un projet de politique de tarification des services rendus aux bénéficiaires du parc de barrages publics retenus.
72. Indiquer le nombre minimal d'activités de surveillance des barrages publics prévues au règlement.
73. Indiquer si le programme de sécurité des barrages publics a été réintroduit. Fournir la ventilation des inspections par barrage.
74. Indiquer si un programme d'entretien préventif des barrages publics a été élaboré et le nombre d'ETC ayant été requis pour mener les travaux en 2017-2018. Fournir l'état du déficit d'entretien inventorié par barrage.
75. Fournir le taux de réalisation des travaux majeurs requis par barrage public au 31 mars 2018, notamment quant aux 51 barrages gérés par le ministère.
76. Indiquer quelle solution est appliquée par le ministère concernant son double rôle (d'une part, agir comme exploitant de barrages publics et, d'autre part, comme responsable de l'application de la *Loi sur la sécurité des barrages* auprès de tous les propriétaires de barrages).

Autres

77. État de situation au 31 mars 2018 de la mise en œuvre du Rapport sur l'opportunité de modifier le *Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels*.

Industrie

78. Indiquer quels moyens ont été mis en avant par le ministère pour permettre une meilleure prise en compte des effets cumulatifs des activités dans le secteur industriel et de la capacité de support du milieu récepteur.
79. Indiquer si le ministère exige une évaluation des effets cumulatifs des pressions sur l'environnement lors de la délivrance ou du renouvellement d'une autorisation.
80. Indiquer quels mécanismes ont été mis en place afin de rendre disponible plus facilement et plus rapidement l'information nécessaire aux citoyens afin qu'ils puissent évaluer les risques environnementaux dans le secteur industriel auxquels ils sont exposés.
81. Indiquer si les renseignements suivants sont accessibles au public :
 - a. la quantité ou la concentration des contaminants émis, dégagés ou rejetés dans l'environnement par une entreprise détenant un CA;
 - b. les résultats des inspections effectuées par les représentants du MDDELCC;
 - c. les cas de non-conformité actuels et ceux qui perdurent.

Agriculture

Pesticides

82. État de situation au 31 mars 2018, incluant les sommes injectées en 2017-2018, du suivi de l'engagement de réduire la pression sur l'environnement issue de l'usage des pesticides. Indiquer :
 - a. l'échéancier d'adoption d'une nouvelle loi sur les pesticides;
 - b. l'échéancier d'adoption d'incitatifs économiques (ex. : redevances, permis et compensations) dans le but de réduire l'utilisation des pesticides les plus à risque et, ainsi, de favoriser l'utilisation de ceux les moins à risque.
83. Indiquer le nombre de consultations s'étant tenues sur le site Web du ministère afin de sensibiliser les intervenants du milieu agricole et les citoyens à l'utilisation rationnelle et sécuritaire des pesticides les plus à risque.
84. Indiquer les résultats de l'évaluation annuelle de l'effet des mesures mises en place pour réduire la fréquence des dépassements des critères de qualité de l'eau pour la protection des espèces aquatiques.
85. Indiquer si un document identifiant d'éventuels incitatifs économiques pour encourager l'adoption de meilleures pratiques, l'utilisation de solutions de rechange aux pesticides, le recours aux biopesticides et le développement des connaissances a été produit par le ministère.
86. Indiquer le nombre d'inspections en 2017-2018 visant l'utilisation des pesticides en milieu agricole dans les programmes de contrôle.
87. Indiquer le nombre d'ETC et les sommes consacrés en 2017-2018 par le ministère au « Programme de suivi de la qualité de l'eau de surface et de l'eau souterraine dans les zones des principales cultures agricoles utilisatrices de pesticides ».
88. Fournir la liste des rivières échantillonnées en 2017-2018 et de celles qui le seront en 2018-2019 pour vérifier la présence de pesticides. Préciser pour chacune le nombre d'années de suivi.

89. Bilan des réalisations du ministère pour mettre en œuvre la Stratégie phytosanitaire québécoise en agriculture 2011-2021. Préciser les actions mises en œuvre de 2011-2012 à 2017-2018, ainsi que les démarches prévues en 2018-2019, pour :
- a. l'orientation 1 (réduire l'exposition des travailleurs agricoles et de la population générale aux pesticides);
 - b. l'orientation 2 (réduire les résidus de pesticides dans les aliments et les produits végétaux);
 - c. l'orientation 3 (maintenir une biodiversité en milieu agricole et favoriser les organismes bénéfiques) et le budget consacré pour chaque action;
 - d. l'orientation 4 (accroître la protection de l'eau souterraine et de surface) et le budget consacré pour chaque action;
 - e. l'orientation 5 (accélérer le développement de connaissances en gestion intégrée des ennemis de cultures);
 - f. l'orientation 6 (renforcer l'adoption de pratiques agricoles favorisant la gestion intégrée des ennemis de cultures);
 - g. l'orientation 7 (accélérer le transfert de connaissances et encourager la diffusion d'information).

Phosphore

90. Indiquer l'état de situation concernant le bilan de phosphore des exploitations agricoles. Indiquer :
- a. le pourcentage des exploitations agricoles soumises à l'obligation d'effectuer un bilan de phosphore annuel, et ce, depuis 2011-2012. Ventiler par type de production et de culture;
 - b. le pourcentage des exploitations agricoles dont le bilan de phosphore annuel ne respecte pas l'équilibre durant toute la durée de la campagne annuelle de culture, et ce, depuis 2011-2012. Ventiler par type de production et de culture;
 - c. le pourcentage des exploitations agricoles ayant effectué les correctifs nécessaires, l'année suivant l'envoi des lettres « États de situation ».
91. Fournir la liste des rivières échantillonnées en 2017-2018 et de celles qui le seront en 2018-2019 pour vérifier la présence de phosphore. Préciser pour chacune le nombre d'années de suivi.
92. Indiquer le suivi et les mesures correctrices entreprises par le ministère en 2017-2018 pour corriger les dépassements du critère de concentration de phosphore pour la prévention de l'eutrophisation.

Biodiversité

93. Montants alloués en 2017-2018 pour répondre aux objectifs de création d'aires protégées pour 2020.
94. Budget prévu à la phase 2 de l'étude pour la désignation de l'aire marine protégée aux Iles-de-la-Madeleine.
95. Indiquer s'il existe un plan de travail pour atteindre les objectifs de 17% d'aires protégées terrestres et 10% d'aires protégées marines d'ici 2020.

96. Indiquer quelles sommes ont été allouées depuis 5 ans et prévus en 2017-2018 pour répondre aux préoccupations du Commissaire au développement durable qui jugeait insatisfaisants les efforts gouvernementaux en matière d'adoption des Orientations en matière de diversité biologique.
97. Indiquer quels montants sont alloués en 2017-2018 pour :
- a. la mise en œuvre des plans de rétablissement des espèces menacées ou vulnérables;
 - b. les rencontres et le travail des équipes de rétablissement existantes.

Milieux humides et hydriques

98. Mesures prises par le ministère en 2017-2018 pour tenir compte des milieux humides et hydriques lors des différentes étapes de planification du développement et de l'aménagement du territoire dans le but d'assurer leur conservation et leur gestion durable.
99. État de situation, au 31 mars 2018, des milieux humides et hydriques au Québec. Indiquer l'évolution des superficies, et ce, depuis 2006. Indiquer :
- a. la région administrative;
 - b. l'objet du document délivré;
 - c. le nom du demandeur;
 - d. la date de réception;
 - e. la date de délivrance;
 - f. le numéro du document;
 - g. la perte autorisée de milieu humide ou hydrique (en ha);
 - h. la description de la mesure de compensation;
 - i. la superficie totale de la compensation en milieux humides ou hydriques sur le site même (en ha);
 - j. la superficie totale de la compensation en milieux humides ou hydriques sur un site adjacent (en ha);
 - k. la superficie totale de la compensation en milieux humides ou hydriques ailleurs (en ha).
100. État de situation, au 31 mars 2018, sur le suivi des dossiers du ministère pour déterminer les superficies par type de mesures de compensation associées aux dossiers.
101. Fournir une ventilation des sommes engagées en 2017-2018 pour la Stratégie d'intervention pour l'avenir du lac Saint-Pierre.

Diversité biologique

102. État de situation, au 31 mars 2018, de la mise en œuvre des orientations gouvernementales en matière de diversité biologique (OGDB), notamment :
 - a. l'élaboration d'outils économiques favorables au maintien de la diversité biologique;
 - b. la protection des espèces menacées ou vulnérables et de leurs habitats;
 - c. la prise en compte de la diversité biologique par les entreprises;
 - d. la protection des écosystèmes afin de maintenir la production des services écologiques essentiels;
 - e. la restauration et l'aménagement des écosystèmes pour optimiser les services écologiques rendus;
 - f. l'acquisition de connaissances pour soutenir une prise de décision éclairée;
 - g. la sensibilisation, l'information et l'éducation relatives à l'importance de conserver la diversité biologique et à la valeur des services écologiques.
103. État de situation, au 31 mars 2018, sur les travaux du comité directeur interministériel sur la diversité biologique mandaté pour produire un portrait des actions en cours au regard des objectifs d'Aichi, ainsi sur les travaux des autres comités en soutien aux OGDB. Fournir les résultats obtenus par les réunions des différents comités.
104. Ventilation de toutes les aires protégées créées pour atteindre les engagements internationaux de la Convention sur la diversité biologique :
 - a. nom de l'aire protégée créée en 2017-2018;
 - b. désignation;
 - c. superficie ajoutée en km²;
 - d. superficie en pourcentage du territoire.
105. Ventilation de toutes les aires protégées en cours de désignation pour atteindre les engagements internationaux de la Convention sur la diversité biologique :
 - a. nom de l'aire protégée en cours d'élaboration en 2017-2018;
 - b. désignation;
 - c. superficie envisagée en km²;
 - d. superficie envisagée en pourcentage du territoire;
 - e. état d'avancement;
 - f. date de la prochaine étape;
 - g. description de la prochaine étape.
106. État d'avancement, au 31 mars 2018, de la désignation d'une aire marine protégée aux Îles-de-la-Madeleine. Prévisions des démarches pour 2018-2019 (consultations prévues, échéanciers, rapports attendus). Fournir :
 - a. la liste des recommandations actuellement à l'étude par le MDDELCC et Parcs Canada;
 - b. le budget prévu en 2018-2019 pour la phase 2 de l'étude;
 - c. le projet d'accord discuté au sein du Groupe de travail fédéral-provincial sur les aires marines protégées.

107. État de situation, au 31 mars 2018, de la désignation d'une aire marine protégée dans l'estuaire du Saint-Laurent. Fournir :
- a. l'état d'avancement du projet d'entente-cadre;
 - b. la date de la prochaine étape.
108. État de situation, au 31 mars 2018, de la désignation d'une aire marine protégée au Banc des Américains. Fournir :
- a. l'état d'avancement du projet d'entente-cadre;
 - b. la date de la prochaine étape.

Air et changements climatiques

Plan d'action contre les changements climatiques 2013-2020

109. Indiquer si des ETC et des sommes sont actuellement déployés par le ministère pour produire des scénarios de trajectoire des émissions de GES d'ici 2020 et d'ici 2030. Si oui, préciser les bénéficiaires des contrats.
110. Indiquer l'état d'avancement, au 31 mars 2018, des travaux de la phase 2 au Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, et indiquer, le cas échéant, si différents programmes et actions du PACC 2013-2020 ont été évalués et pourraient être modifiés.
111. Indiquer si l'estimation de 4,4 Mt d'achat de crédits hors Québec d'ici 2020 fournie par le ministère en 2009 est toujours la même au 31 mars 2018. Sinon, fournir la nouvelle estimation.

Marché du carbone

112. Indiquer l'état d'avancement des travaux d'implantation de nouveaux protocoles de crédits compensatoires pour l'Ontario et le Québec, en précisant à quelle étape le ministère en est rendu :

- a. recherche et revue détaillée de protocoles existants;
- b. recommandations sur le protocole retenu pour l'adaptation;
- c. préparation et rédaction d'un projet de protocole adapté;
- d. possibilité pour les parties prenantes et le public de fournir des commentaires lors des différentes étapes du projet;
- e. préparation d'un projet final de chaque protocole et leur remise au Québec et à l'Ontario pour leur considération finale, par le biais de leur processus de modification réglementaire;
- f. processus réglementaire avec période de consultations publiques.

Ventiler cet état d'avancement en fonction de chaque protocole projeté par le ministère :

- i. Réduction des émissions de N₂O imputables à la gestion des engrais agricoles;
- ii. Réduction des émissions imputables au bétail;
- iii. Digestion des déchets organiques;
- iv. Gestion des déchets organiques;
- v. Séquestration du carbone en milieu forestier;
- vi. Boisement;
- vii. Forêts urbaines;
- viii. Préservation des prairies indigènes;
- ix. Stockage du carbone dans les cultures;
- x. Conversion des systèmes de réfrigération.

Indiquer :

1. le total des crédits délivrés (t éq. CO₂) des projets de crédits compensatoires en date du 31 mars 2018;
2. le total des projets de crédits compensatoires (t éq. CO₂) en date du 31 mars 2018.

Politique québécoise de l'air

113. État d'avancement, au 31 mars 2018, du projet de politique québécoise de l'air.

114. Ventiler, en date du 31 mars 2018, en fonction de la ventilation de l'article 15.4.40 de la *Loi sur le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs*, les sommes annuelles portées aux crédits du Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État.

Matières résiduelles

115. Indiquer si le ministère a reçu les trois rapports de reddition de compte pour les trois premiers projets de biométhanisation en marche : Ville de Saint-Hyacinthe, MRC du Rocher-Percé et Ville de Rimouski.

116. Ventilation des LET en activité au 31 mars 2018, en fonction :

- a. des émissions de GES de chaque LET (à jour);
- b. de la contribution d'émissions de GES pour chaque LET par rapport au bilan total des émissions de GES du Québec.

117. Ventilation des LES en activité au 31 mars 2018, en fonction :

- a. des émissions de GES de chaque LES (à jour);
- b. de la contribution d'émissions de GES pour chaque LES par rapport au bilan total des émissions de GES du Québec.

Bannissement de l'enfouissement papier/carton/bois

118. État de situation, au 31 mars 2018, du bannissement de l'enfouissement papier/carton/bois. Spécifier l'échéancier d'adoption de révision du Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles pour 2018-2019.

Récupération, recyclage et valorisation du verre

119. État de situation, au 31 mars 2018, des débouchés du verre au Québec.

120. État de situation, au 31 mars 2018, de la mise en place d'une stratégie de modernisation des systèmes de récupération de contenants de boissons en fin de vie au Québec.

Gaspillage alimentaire

121. État de situation, au 31 mars 2018, de la réduction du gaspillage alimentaire et de la stratégie gouvernementale en préparation. Inclure tout document du chantier de réflexion.

Régime de compensation pour les services municipaux en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelles

122. Fournir la ventilation des compensations versées aux municipalités en 2017-2018.

123. Fournir, pour 2017-2018, le montant des frais de gestion et des autres dépenses liés au régime de compensation ainsi que ceux de Recyc-Québec.

124. Fournir l'évaluation du pourcentage de matières orphelines récupéré par les services municipaux et indiquer les démarches de Recyc-Québec et du ministère pour élargir le régime à d'autres matières orphelines.

Protection des sols et réhabilitation des sols contaminés

125. État de situation, au 31 mars 2018, de la mise en place d'un système de traçabilité des sols contaminés.

126. Liste des urgences environnementales qui ont nécessité l'intervention du ministère. Ventiler par type d'activité :

- a. liste des cas;
- b. date;
- c. coûts cumulés de l'intervention pris en charge par l'État au 31 mars 2018;
- d. montants réclamés aux fautifs pour 2017-2018;
- e. articles de loi et/ou de règlement impliqués;
- f. cas ayant nécessité l'intervention de la Santé publique.

Hydrocarbures

127. Nombre des certificats d'autorisation délivrés par le ministère concernant l'exploration ou l'exploitation de pétrole conventionnel ou de pétrole non conventionnel, de gaz conventionnel et de gaz non conventionnel au Québec. Liste des entreprises ou des personnes à qui ils ont été délivrés. Ventilation par entreprise ou par personne et par région.

128. Nombre d'avis de non-conformité à la *Loi sur la qualité de l'environnement* émis par le ministère pour les travaux de recherche d'hydrocarbures depuis 2010. Ventiler par puits.

Uranium

129. État de situation, au 31 mars 2018, de la mise en œuvre des avis et des recommandations du rapport du BAPE sur la filière uranifère par le comité interministériel en charge.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 1

Le nombre de postes d'inspecteurs en environnement dans le ministère le 31 mars 2018, de même que les 31 mars 2017, 2016, 2015, 2014 et 2013. Fournir également les données en ETC.

En 2017-2018, la Direction générale du contrôle environnemental et de la sécurité des barrages (DGCESB) du MDDELCC comptait 269 inspecteurs en environnement répartis dans les directions régionales.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 2

Le nombre d'emplois actifs (pour lesquels une paie a été émise, hormis les absences ou postes non comblés) chez les inspecteurs en environnement dans le ministère, le 31 mars 2018, de même que les 31 mars 2017, 2016, 2015, 2014 et 2013. Fournir également les données en ETC.

En 2017-2018, la Direction générale du contrôle environnemental et de la sécurité des barrages (DGCESB) du MDDELCC comptait 269 inspecteurs en environnement répartis dans les directions régionales.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 3

Pour 2016-2017 et 2017-2018, le nombre d'étudiants embauchés pour effectuer de la sensibilisation, de la promotion de conformité et une détection de lieux potentiellement problématiques.

Nombre d'étudiants

Année	Nombre d'étudiants embauchés
2016-2017	69
2017-2018	73

QUESTION PARTICULIÈRE N° 4

Le nombre d'interventions effectuées en 2017-2018 par des étudiants dans le cadre des programmes de contrôle du CCEQ ou de la DGCEsb.

Le ministère embauche chaque année des étudiants pour effectuer de la sensibilisation, de la promotion de la conformité et une détection potentielle de problèmes sur les lieux.

Nombre d'interventions effectuées par des étudiants dans le cadre des programmes de contrôle du CCEQ du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Programmes où des interventions étudiants ont été réalisées.	2017-2018		
	Visite terrain	Vérification	Total
Interventions visant l'équilibre de phosphore	0	635	635
Plan de gestion des épisodes de fleurs d'eau de cyanobactéries	2	ND	2
Vérification des avis préalables aux travaux d'entretien des cours d'eau en milieu agricole	0	15	15
Surveillance des aires protégées	39	ND	39
Inspection de réseaux d'eau potable	2	4	6
Contrôle des systèmes de distribution d'eau destinée à des fins d'hygiène personnelle : Installation se prévalant de l'affichage de pictogrammes eau non potable (PENP)	357	49	406
Environnement-Plage 2017	635	3	637
Contrôle environnemental des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (OMAE)	225	87	312
Déclaration des prélèvements d'eau et de la redevance sur l'eau	1	267	268
Contrôle des pesticides	1134	94	1228
Sensibilisation et connaissance des industries non répertoriées - carrières	423	8	431
Contrôle des sols contaminés	0	3	3
Contrôle des établissements industriels à impacts potentiels modérés	14	0	14
Programmes régionaux	43	20	63
Total	2875	1185	4060

QUESTION PARTICULIÈRE N° 5

Nombre d'inspections effectuées en 2017-2018 par des inspecteurs en environnement à la suite d'une intervention d'un étudiant. Ventiler par activité ou programme de contrôle.

Du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018, environ 203 inspections ont été effectuées par des inspecteurs à la suite d'une intervention d'un étudiant.

Le bilan des inspections en environnement réalisées en 2017-2018, ventilées par type d'activité ou de programme de contrôle. Décliner le nombre d'inspections par programme de contrôle nationaux.

Nombre d'inspectionsⁱ réalisées du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Inspections reliées à des plaintes	2527
Inspections reliées à des programmes nationaux	11 247
Inspections régionales	713
Inspections de conformité	1281
Inspections pour suivi de manquement	2599
Inspections pour suivi d'urgence	235
Intervention d'urgence-environnement (terrain)	526
Surveillance aérienne	558
Inspections hors site pour suivi des garanties financières et assurances	561
TOTAL	20 247

Inspections réalisées par le CCEQ dans le cadre d'un programme provincial
du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

	Inspections réalisées	Inspections terrains réalisées	Inspections hors site réalisées
Secteur hydrique et naturel			
H-1 : Plan de gestion des épisodes de cyanobactéries	9	9	ND
H-2 : Vérification des avis préalables à l'entretien d'un cours d'eau	77	49	28
H-3 : Contrôle des piscicultures (STRADDAQ)	suspendu 17-18		
H-6 : Suivi des travaux réalisés selon l'annexe 9 de l'Entente MTQ	44	44	ND
H-7 : Surveillance des aires protégées	89	89	ND
Secteur municipal			
M1 : Contrôle des lieux d'enfouissement, des incinérateurs et des centres de transfert de matières résiduelles non dangereuses	579	122	457
M-1F : Lieux de gestions de matières résiduelles fermés	50	30	20
M-3A : Contrôle des résultats d'analyse d'eau potable	779	12	767
M-3C : Inspections des réseaux d'eau potable	343	139	204
M-3F : Contrôle alternatif des systèmes de distribution d'eau potable	9	9	ND
M-3G : Contrôle des installations se prévalant de l'affichage de pictogrammes eau non potable (PENP)	406	357	49
M-5 : Programme Plage - 2017	638	635	3
M-6 : Vérification avis de déversement (OMAE)	1150	349	801
M-8 : Fosses septiques de plus de 3240 litres	60	60	ND
M7/9/12 : Lieux de compostage, lieux d'entreposage et de traitement des boues de fosses septiques et centre de tri de matériaux secs	161	100	61
M-11 : Déclaration des prélèvements d'eau et de la redevance sur l'eau	368	2	366
Secteur agricole			
A-2 : Suivi des visites ferme par ferme	608	608	ND
A-3 : Programme d'intervention visant l'équilibre de phosphore	690	56	634
A-5 : Contrôle des épandages de déjections animales	130	130	ND

Secteur pesticides			
P-1 : Contrôle des pesticides	1232	1138	94
P-2 : Contrôle des titulaires de permis d'utilisation de pesticides	18	18	ND
P-3 : Contrôle des pulvérisations de pesticides	23	23	ND
P-5 : Suivi du bilan annuel des ventes de pesticides au Québec	2	2	ND
Secteur industriel			
I-1 : Contrôle des rejets d'eaux usées d'origine industrielle	539	23	516
I-2 : Contrôle des émissions atmosphériques d'origine industrielle	123	66	57
I-3 : Contrôle des sols contaminés	252	236	16
I-4 : Contrôle des entreprises à impacts potentiels majeurs	1338	276	1062
I-5 : Contrôle des entreprises à impacts potentiels modérés	380	333	47
I-6 : Contrôle des résidus industriels	653	196	457
I-7 : Contrôle des problématiques actuelles et émergentes	66	43	23
I-8 : Interventions de détection et de sensibilisation - carrières	431	423	8
TOTAL	11 247	5577	5670

¹ Le nombre d'inspections inclus les inspections terrain et les inspections hors site.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 7

La programmation annuelle 2017-2018 pour l’inspection en environnement, ventilées par type d’activité ou de programme de contrôle. Décliner le nombre d’inspections par programme de contrôle nationaux.

Nombre d’inspections terrains planifiées pour 2017-2018

Inspections reliées à des plaintes	2395
Inspections reliées à des programmes nationaux	6692
Inspections régionales	620
Inspections de conformité	1230
Inspections pour suivi de manquement	2003
Inspections pour suivi d'urgence	128
Intervention d'urgence-environnement (terrain)	501
Surveillance aérienne	595
TOTAL	14 164

Nombre d’inspections terrain planifiées pour 2017-2018 dans le cadre d’un programme provincial

H-1 : Plan de gestion des épisodes de cyanobactéries	16
H-2 : Vérification des avis préalables à l'entretien d'un cours d'eau	76
H-3 : Contrôle des piscicultures (STRADDAQ)	suspendu 17-18
H-6 : Suivi des travaux réalisés selon l'annexe 9 de l'Entente MTQ	62
H-7 : Surveillance des aires protégées	131
M1 : Contrôle des lieux d'enfouissement, des incinérateurs et des centres de transfert de matières résiduelles non dangereuses	175
M-1F : Lieux de gestions de matières résiduelles fermés	148
M-3A : Contrôle des résultats d'analyse d'eau potable	N/A
M-3C : Inspections des réseaux d'eau potable	148
M-3F : Contrôle alternatif des systèmes de distribution d'eau potable	32
M-3G : Contrôle des installations se prévalant de l’affichage de pictogrammes eau non potable (PENP)	400
M-5 : Programme Plage - 2017	680
M-6 : Vérification avis de déversement (OMAE)	397
M-8 : Fosses septiques de plus de 3240 litres	112
M7/9/12 : Lieux de compostage, lieux d'entreposage et de traitement des boues de fosses septiques et centre de tri de matériaux secs	106
M-11 : Déclaration des prélèvements d'eau et de la redevance sur l'eau	20
A-2 : Suivi des visites ferme par ferme	604
A-3 : Programme d'intervention visant l'équilibre de phosphore	56
A-5 : Contrôle des épandages de déjections animales	176
P-1 : Contrôle des pesticides	1243
P-2 : Contrôle des titulaires de permis d'utilisation de pesticides	36
P-3 : Contrôle des pulvérisations de pesticides	59
P-5 : Suivi du bilan annuel des ventes de pesticides au Québec	2
I-1 : Contrôle des rejets d'eaux usées d'origine industrielle	41
I-2 : Contrôle des émissions atmosphériques d'origine industrielle	108
I-3 : Contrôle des sols contaminés	319
I-4 : Contrôle des entreprises à impacts potentiels majeurs	269
I-5 : Contrôle des entreprises à impacts potentiels modérés	435
I-6 : Contrôle des résidus industriels	326
I-7 : Contrôle des problématiques actuelles et émergentes	30
I-8 : Interventions de détection et de sensibilisation - carrières	485
TOTAL	6692

Le nombre et la liste des programmes de contrôle et activités d'inspection basées sur le risque en 2017-2018. Fournir les prévisions pour 2018-2019.

La prise en compte du concept de risque permet au CCEQ d'être plus efficient en favorisant les inspections dans des secteurs à plus forte probabilité de non-conformité et d'agir dans les secteurs où les impacts environnementaux sont les plus importants.

L'approche de risque est utilisée, aussi bien en ce qui concerne la sélection des cibles qu'en ce qui a trait au choix des fréquences d'inspection. Pour 2017-2018, le CCEQ a mis en œuvre 13 programmes de contrôle intégrant les notions de risque sur un ou l'autre de ces aspects.

- M-1F : Contrôle des lieux d'élimination de matières résiduelles fermés
- M-1 : Contrôle des lieux d'enfouissement, des installations d'incinération et des centres de transfert de matières résiduelles
- M-3C : Contrôle des systèmes de distribution d'eau potable
- M7/9/12 : Contrôle de certains lieux de valorisation de matières résiduelles
- M-8 : Contrôle des installations septiques de plus de 3240 litres par jour
- A-2 : Programme de contrôle des exploitations agricoles
- A-3 : Atteinte de l'équilibre en phosphore
- P-2 : Programme d'inspection des titulaires de permis d'utilisation
- I-1 Contrôle des rejets d'eaux usées d'origine industrielle:
- I-3: Contrôle des sols contaminés :
- I-4 Contrôle des entreprises à impacts potentiels majeurs :
- I-5 Contrôle des établissements à impacts potentiels modérés :
- I-6 Contrôle des résidus industriels

En 2017-2018, fournir les éléments suivants concernant les dossiers d’infraction :

a. Nombre d’inspections effectuées ;
Voir la réponse fournie à la QP6.

b. Nombre de notifications de manquement expédiées par le Centre de contrôle environnemental du Québec;

En 2017-2018*
Nombre : 3 329

*Pour la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018

c. Nombre de dossiers d’infraction pour lequel une sanction administrative pécuniaire en vertu de l’article 115.23 LQE a été imposée (et le montant total imposé);

En 2017-2018*	
Nombre : 3	Montant total imposé : 3 000 \$

*Pour la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018

d. Nombre de dossiers d’infraction pour lequel une sanction administrative pécuniaire en vertu de l’article 115.24 LQE a été imposée (et le montant total imposé);

En 2017-2018*	
Nombre : 79	Montant total imposé : 18 900 \$

*Pour la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018

e. Nombre de dossiers d’infraction pour lequel une sanction administrative pécuniaire en vertu de l’article 115.25 LQE a été imposée (et le montant total imposé);

En 2017-2018*	
Nombre : 165	Montant total imposé : 666 000 \$

*Pour la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018

f. Nombre de dossiers d’infraction pour lequel une sanction administrative pécuniaire en vertu de l’article 115.26 LQE a été imposée (et le montant total imposé);

En 2017-2018*	
Nombre : 26	Montant total imposé : 220 000 \$

En 2017-2018* – Bilan total	Nbr de SAP imposées	Montant imposé
Loi sur la qualité de l’environnement	264	1 078 500 \$
Règlements découlant de la LQE	175	678 000 \$
Total	441	1 756 500 \$

*Pour la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018

g. Nombre de dossiers d’infraction pour lequel une poursuite pénale est intentée ;

En 2017-2018*
Nombre : 65

*Pour la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018

h. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction pénale en vertu de l'article 115.29 LQE a été imposée (et le montant total imposé);

En 2017-2018*	
Aucune amende imposée en vertu de l'article 115.29 LQE (depuis la Loi 89)	Montant total imposé : 0 \$
Aucune amende imposée en vertu des anciens articles (avant la Loi 89)	Montant total imposé : 0 \$

*Pour la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018

i. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction pénale en vertu de l'article 115.30 LQE a été imposée (et le montant total imposé);

En 2017-2018*		Total
7 dossiers en vertu de l'article 115.30 LQE ¹ (depuis la Loi 89)	Montant total imposé : 740 000 \$	774 040 \$
3 dossiers en vertu de l'article 123.1 LQE (avant la Loi 89)	Montant total imposé : 34 040 \$	

*Pour la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018

j. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction pénale en vertu de l'article 115.31 LQE a été imposée (et le montant total imposé);

En 2017-2018*		Total
13 dossiers en vertu de l'article 115.31 LQE ¹ (depuis la Loi 89)	Montant total imposé : 262 000 \$	271 600 \$
4 dossiers en vertu des articles 22, 33, 48 et 66 LQE (avant la Loi 89)	Montant total imposé : 9 600 \$	

*Pour la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018

k. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction pénale en vertu de l'article 115.32 LQE a été imposée (et le montant total imposé);

En 2017-2018*		Total
3 dossiers en vertu de l'article 115.32 LQE ¹ (depuis la Loi 89)	Montant total imposé : 130 000 \$	196 000 \$
4 dossier en vertu de l'article 20 LQE (avant la Loi 89)	Montant total imposé : 66 000 \$	

*Pour la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018

¹La Loi 89 est entrée en vigueur le 4 novembre 2011. Étant donné que la perpétration des manquements pour lesquels des amendes pénales ont été imposées en 2017-2018 un certain nombre date encore d'avant le 4 novembre 2011 (délais normaux de traitement des dossiers qui sont inhérents au système de justice pénale).

De plus en 2017-2018, 2 sanctions pénales ont été imposées en vertu de l'article 115.37 qui permet de considérer comme des infractions distinctes toutes infractions qui se poursuivent pendant plus d'un jour pour un montant total de 11 500 \$. L'article 110 (avant la Loi 89), a été utilisé pour l'imposition de 3 sanctions pénales pour un montant de 10 800 \$.

l. Total des amendes imposées par la Cour;

En 2017-2018		Montant total imposé
Loi sur la qualité de l'environnement	1 263 940 \$	1 606 540 \$
Règlements découlant de la LQE	322 100 \$	
Loi sur les pesticides et ses règlements	16 500 \$	
Loi sur la conservation du patrimoine naturel	0 \$	
Loi sur la sécurité des barrages	4 000 \$	

Pour la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018

Pour chacun des articles suivants, indiquer le nombre de cas où le ministre s'est prévalu des dispositions en matière de mesures administratives et pénales de la Loi sur la qualité de l'environnement en 2017-2018. Préciser aussi la personne physique ou morale visée :

Ordonnances

- a. Article 114
- b. Article 115.2
- c. Article 115.3

Refus, modifications, suspensions et révocations d'autorisations

- d. Article 115,5
- e. Article 115.7
- f. Article 115.10

Année 2017-2018* :

Ordonnances		Personne physique ou morale visée
Article 114	1	Napierveau Ltée
Article 115.2	0	----
Article 115.3	0	----
Refus, modifications, suspensions et révocations d'autorisations		Personne physique ou morale visée
Articles 115.5 et 115.10	0	----
Article 115.7	0	----
Article 115.10	0	----

**Pour la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018*

Le registre des ordonnances émises par le MDDELCC peut être consulté à l'adresse suivante :

<http://www.registres.mddelcc.gouv.qc.ca/ordonnances/index.htm>

Indiquer le nombre de condamnations et les montants obtenus (sanctions administratives pécuniaires et sanctions pénales) par le ministère pour les manquements aux règlements découlant de la *Loi sur la qualité de l'environnement* en 2017-2018. Ventiler selon le règlement.

Sanctions administratives pécuniaires imposées en vertu d'un règlement adopté en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* :

En 2017-2018*		
Règlements	Nombre	Montants imposés
Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles	9	42 500 \$
Règlement sur les exploitations agricoles	64	204 000 \$
Règlement sur les halocarbures	3	4 500 \$
Règlement relatif à l'application de la LQE	1	3 500 \$
Règlement sur les lieux d'élimination de neige usée	1	5 000 \$
Règlement sur les matières dangereuses	26	94 000 \$
Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	8	22 500 \$
Règlement sur la protection des eaux et leur protection	4	30 000 \$
Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels	4	10 000 \$
Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère	15	66 000 \$
Règlement sur la qualité de l'eau potable	25	113 250 \$
Règlement sur le stockage et les centres de transfert de sols contaminés	1	1 000 \$
Règlement sur les carrières et sablières	5	32 500 \$
Règlement sur la circulation de véhicules motorisés dans certains milieux fragiles	1	250 \$
Règlement sur la déclaration des prélèvements d'eau	1	2 500 \$
Règlement sur l'entreposage des pneus hors d'usage	1	1 500 \$
Règlement sur les fabriques de pâtes et papiers	2	12 500 \$
Règlement sur la redevance exigible pour l'utilisation de l'eau	1	2 500 \$
Règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre	3	30 000 \$
TOTAL	175	678 000\$

*pour la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018

En 2017-2018 – Bilan total*	Nbr de SAP imposées	Montant imposé
Loi sur la qualité de l'environnement	264	1 078 500 \$
Règlements découlant de la LQE	175	678 000 \$
Total	441	1 756 500 \$

*pour la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018

Sanctions pénales imposées en vertu d'un règlement adopté en vertu de la LQE

En 2017-2018		
Règlements	Nombre	Montants imposé
Règlement sur les exploitations agricoles	11	56 600 \$
Règlement sur les matières dangereuses	3	41 800 \$
Règlement sur la protection des eaux et leur protection	1	500 \$
Règlement sur la qualité de l'eau potable	1	10 000 \$
Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère	1	1 000 \$
Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles	1	16 500 \$
Règlement sur les carrières et sablières	4	104 600 \$
Règlement relatif à l'application de la Loi sur la qualité de l'environnement	2	44 300 \$
Règlement sur les fabriques de pâtes et papiers	1	46 500 \$
Règlement sur la qualité de l'atmosphère	1	300 \$
TOTAL		322 100\$

**pour la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018*

En 2017-2018 – Bilan total		Montant total imposé
Loi sur la qualité de l'environnement	1 263 940 \$	1 606 540 \$
Règlements découlant de la LQE	322 100 \$	
Loi sur les pesticides et ses règlements	16 500 \$	
Loi sur la sécurité des barrages	4 000 \$	

**pour la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018*

Indiquer l'évolution des budgets régionaux ou dévolus aux bureaux régionaux du ministère et ses organismes en 2017-2018.

Exercice 2017-2018 Direction générale / région	Dépenses au 28 février 2018 en \$
Centre de contrôle environnementale du Québec (CCEQ)	
Bureau du SMA au contrôle environnemental et à la sécurité des barrages	636 671
Bas St-Laurent, Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine	1 805 123
Saguenay/Lac-St-Jean	1 397 904
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	5 790 309
Mauricie et Centre-du-Québec	2 788 320
Estrie et Montérégie	3 881 381
Montréal, Laval, Lanaudière et Laurentides	3 013 563
Outaouais	864 001
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	1 134 804
Côte-Nord	1 073 561
Total Centre de contrôle environnementale du Québec (CCEQ)	22 385 637
Direction générale de l'analyse et de l'expertise régionale	
Bureau de la direction générale à l'analyse et à l'expertise régionales	577 314
Bas St-Laurent, Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine	1 422 456
Saguenay/Lac-St-Jean	1 051 402
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	3 438 482
Mauricie et Centre-du-Québec	1 769 227
Estrie et Montérégie	4 047 400
Montréal, Laval, Lanaudière et Laurentides	3 550 411
Outaouais	634 660
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	1 570 321
Côte-Nord	1 521 466
Total Direction générale de l'analyse et de l'expertise régionale	19 583 139
Total général	41 968 776

Liste de tous les comités interministériels, comités directeurs, comités de suivi, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, comités de vigilance, et autres comités ou groupes de travail auxquels ont participé le ministère et ses organismes en 2017-2018. Indiquer, pour chacun :

- a. le(s) mandats(s);
 - b. la liste des membres (incluant les membres externes, observateurs ou provisoires);
 - c. les rencontres tenues en 2017-2018;
 - d. les résultats détaillés des rencontres tenues en 2017-2018;
 - e. les rencontres prévues en 2018-2019 avec l'objet et l'échéancier.
-

Comités	Mandats	Liste des membres
Groupe de travail sur l'écofiscalité	<p>Doter le gouvernement d'une définition commune de l'écofiscalité et en assurer la diffusion auprès des ministères et organismes, du secteur municipal et de la population. Mettre à jour l'inventaire des mesures écofiscales en vigueur au Québec. Proposer un guide gouvernemental pour le recours à l'écofiscalité. Développer des outils permettant l'intégration de l'écofiscalité dans le processus décisionnel des différentes administrations publiques du Québec afin de les aider à identifier le contexte favorable à la mise en place de telles mesures et les incitatifs les plus adaptés. Le mandat du groupe de travail s'est terminé en décembre 2017 avec la publication du document <i>Le recours à l'écofiscalité – Principes d'application</i> disponible sur le site Internet du MDDELCC http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Autres/fr/AUTFR_RecoursEcofiscalite.pdf</p> <p>Le résultat des travaux a été publié en décembre 2017 sous la forme d'un guide intitulé <i>Le recours à l'écofiscalité – Principes d'application</i>. Sept rencontres de travail ont été tenues entre décembre 2015 et décembre 2017.</p>	MDDELCC, MFQ, MESI, MAPAQ, MAMOT, MERN, MTMDET
Comité de gestion du programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles	Veiller au bon fonctionnement du Programme de subvention, proposer les critères applicables au calcul des subventions, décider des réclamations litigieuses quant à l'admissibilité aux subventions et quant au respect des conditions de versement des subventions, approuver, sur la base des critères du Programme, le quantum des subventions du Programme et voir au suivi et à l'évaluation de celui-ci.	MDDELCC RECYC-QUÉBEC FQM, UMQ, CMM MAMOT (observateur)
Comité technique du programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles	Soutient, par ses travaux, le Comité de gestion du programme de subvention.	MDDELCC RECYC-QUÉBEC FQM, UMQ, CMM MAMOT (observateur)
Comité de gestion des ententes Canada-Québec concernant les projets de biométhanisation financés dans le cadre du Fonds pour l'infrastructure verte	Assurer le suivi des ententes de financement Canada-Québec dans le cadre du Programme de traitement des matières résiduelles par biométhanisation et compostage (PTMOBC)	MDDELCC Infrastructure Canada
Comité de négociation MDDELCC – Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ)	<p>Élaboration des orientations de la troisième attestation d'assainissement des établissements de pâtes et papiers (22 mai 2014 et 21 novembre 2014).</p> <p>Toutes les rencontres se sont tenues au Complexe G.</p>	CIFQ et ses membres, MDDELCC

Comité aviseur Projet UQAC - Gestion des biosolides papetiers	Conseiller et aviser le suivi du projet Mode de gestion des biosolides papetiers (coordonné par la Direction des matières résiduelles).	CIFQ – industriels, NCASI, UQAC, MDDELCC
Comité de travail sur le renouvellement des attestations d'assainissement du secteur de l'aluminium	Comité de travail afin de définir les orientations à suivre pour la deuxième attestation d'assainissement pour le secteur des alumineries.	MDDELCC, Association de l'aluminium du Canada (AAC)
Comité conjoint MDDELCC – Association canadienne des carburants (ACCarburants)	Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives.	Différentes compagnies membres de ACCarburants MDDELCC MERN
Comité conjoint MDDELCC – Association canadienne du ciment (ACC)	Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives.	Différentes compagnies membres de l'ACC MDDELCC
Comité conjoint MDDELCC – Conseil des entreprises en technologies environnementales du Québec (CETEQ)	Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives.	CETEQ, MDDELCC MESI, Recyc-Québec
Comité conjoint MDDELCC – Regroupement des récupérateurs et des recycleurs de matériaux de construction et de démolition du Québec (3R MCDQ)	Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives.	3R MCDQ, MDDELCC Recyc-Québec, MERN MFFPQ
Comité multipartite sur les matières résiduelles fertilisantes	<p>Action 3 de la Table de concertation sur le recyclage des matières organiques – « Poursuivre les discussions et les démarches sur les problématiques et les pistes de solution (aspects agronomiques/professionnels et aspects administratifs) par rapport à l'émission des certificats d'autorisation et appuyer l'allègement des mesures administratives en cours pour le recyclage des matières résiduelles fertilisantes par épandage agricole et en sites dégradés (incluant le stockage) ».</p> <p>Rencontres tenues en 2017-2018 : 20 juin 2017 et 28 mars 2018 (objet : échanges et information relativement à la modernisation du régime d'autorisation environnementale et ses implications pour le secteur du recyclage des matières résiduelles fertilisantes)</p>	MDDELCC, Recyc-Québec Réseau Environnement MAPAQ Ordre des agronomes du Québec

Comité de travail pour la mise en œuvre de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Mise en œuvre de l'action 22 : « Étude sur le potentiel de valorisation des extrants de la production d'aluminium »	MESI, MDDELCC Association de l'aluminium du Canada (AAC) CRIQ
Comité conjoint MSSS-MDDELCC-INSPQ permanent sur la gestion des échanges de données sur la qualité de l'air et le climat	Assurer un soutien scientifique et technique au MSSS et en particulier à l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) et aux directions de santé publique.	MDDELCC MSSS INSPQ
Comité de travail fédéral, provincial et territorial (FPT) sur la nouvelle norme fédérale sur les « carburants propres » à faible teneur en carbone (Depuis janvier 2017)	Le gouvernement du Canada consulte les provinces et les territoires (FPT), ainsi qu'en parallèle les communautés autochtones, les industries et les organisations non gouvernementales, pour élaborer une norme sur les « carburants propres » à faible teneur en carbone. La Colombie-Britannique copréside le comité FPT.	Environnement et Changement Climatique Canada (ECCC) MERN (responsable pour le Québec) MDDELCC Provinces et territoires

Comité-conseil sur les changements climatiques	Conseiller la ministre sur les orientations et sur les actions les plus porteuses en matière de lutte contre les changements climatiques (référer aussi à la question QG_46J qui concerne les ententes de confidentialité)	Équiterre Conseil patronal de l'environnement du Québec Association du transport urbain du Québec Cascades Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec Dunsky Expertise en énergie ÉcotachÉcotech Québec Fondation David Suzuki Union des municipalités du Québec Centre hospitalier de l'Université de Montréal Vivre en ville HEC Montréal Énergir Université de Sherbrooke MDDELCC
Comité de travail sur les piscines et autres bassins artificiels	Créé au printemps 2014 dans la foulée du Rapport sur l'opportunité de mettre à jour le Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels, ce comité est chargé du développement d'outils de gestion et d'actions de promotion de la qualité de l'eau.	MDDELCC MSSS MAMOT INSPQ Société de sauvetage Association des responsables aquatiques du Québec Ville de Montréal Ville de Québec

Commission de planification de la régularisation de la rivière des Outaouais - CPRRO	Assurer la régularisation intégrée des principaux réservoirs du bassin versant de la rivière des Outaouais afin de protéger contre les inondations, les riverains de la rivière des Outaouais, de ses affluents et de la région de Montréal.	MDDELCC, HQ, OPG TPSGC MPO ECCC MNRF-Ontario
Comité interministériel de concertation Baie Missisquoi du Lac Champlain	<ul style="list-style-type: none"> • Coordonner la mise en œuvre du Plan d'action sur la réduction des charges de phosphore dans le bassin versant de la Baie Missisquoi (lac Champlain) dans le cadre de l'Entente Vermont/Québec. • En 2017-2018, coordination pour mettre à jour le Plan d'action en fonction d'une nouvelle entente avec le Vermont. 	MDDELCC, MERN, MAMOT MAPAQ, MSP, MTMDet RRSSS, MFQ
Groupe de travail technique sur la réduction du phosphore de la Baie Missisquoi	<p>Participer au suivi de la qualité de l'eau de la Baie Missisquoi et de ses tributaires dans le but d'estimer l'impact des efforts d'assainissement déployés par les deux gouvernements en vue d'abaisser les concentrations de phosphore dans la Baie.</p> <p>En 2018-2019, 4 rencontres sont prévues avec nos partenaires du Vermont pour finaliser le renouvellement de L'Entente Vermont/Québec et la mettre en œuvre.</p>	MDDELCC (régional et central) Vermont Department of Environmental Conservation
Comité interministériel - Nouvelles technologies environnementales	Mise à jour des programmes et des projets de nouvelles technologies environnementales afin d'avoir une vue d'ensemble du financement dans ce secteur.	MDDELCC, MFQ, MAPAQ MERN MTMDet
Comité interministériel sur la gestion intégrée de l'eau (CIGIE)	<p>Le mandat du Comité interministériel sur la gestion intégrée de l'eau (CIGIE) découle des objectifs de la Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection (Loi sur l'eau). Le CIGIE remplace la Table interministérielle de la Politique nationale de l'eau (TIPNE), car il est de portée plus large. Il est un forum d'échange d'information et de concertation.</p> <p>Aucune réunion en 2017-2018</p>	MDDELCC, MAMOT, MAPAQ MERN, MSP, MRIF, MTMDet, MSSS, MCE (SAA) MTO
Conseil de gestion de l'Approche de coopération en réseau pour l'information l'Approche de coopération en réseau pour l'information géographique (ACRIgéo)	Assumer la gestion courante de la coopération interministérielle en vue de mettre en application les décisions de la Table gouvernementale de coopération en information géographique et du Comité stratégique de la géomatique	MERN, MDFFP, MTMDet, MAMOT, MDDELCC, MAPAQ, MDG, MSP, MELS, DGEQ

Table gouvernementale de coopération en information géographique	Partage d'une vision commune de l'information géographique entre tous les acteurs gouvernementaux. Réseau interministériel de partage et de diffusion des données géographiques. Réseau interministériel de partage et de diffusion des données géographiques.	MERN, MFFP, MTMDDET, SQ, MSP, MAMOT, MDDELCC, FADQ, CPTAQ, MAPAQ, DGEQ, ISQ, MÉES,, MTESS, MSSS. MF, MT, MSG, CSPQ, Service Québec, Commission de toponymie, SHQ, etc...
Centre de données du patrimoine naturel du Québec (CDPNQ) - Comité de coordination et de direction du CDPNQ - Présidence	Favoriser la concertation et les échanges entre les différents partenaires du CDPNQ. 2017-2018 : 6 rencontres (3 du Comité de direction et 3 du Comité de coordination) Prévisions 2018-2019 : à déterminer	MDDELCC, MFFP, Environnement Canada (EC)
Comité de coordination du projet d'aires protégées polyvalentes - Présidence	Adapter le concept d'aires protégées polyvalentes au contexte du territoire québécois. Le projet d'expérimentation d'aires protégées polyvalentes est terminé. Les trois tomes qui présentent les résultats de cette expérimentation sont publiés. Le comité a recommandé des essais de mise en œuvre.	MDDELCC, MERN, MFFP, SÉPAQ, Université Laval
Groupe de travail interministériel sur les Objectifs d'Aichi - Présidence	Faire un portrait des actions gouvernementales au regard des objectifs d'Aichi, établir les mesures à mettre en place en vue de doter le Québec de cibles spécifiques, faire rapport au CDDB, partager son expérience et son expertise au sein du Comité consultatif des gouvernements infranationaux pour la biodiversité. 2017-2018 : Aucune activité Prévisions 2018-2019 : à déterminer	MDDELCC, MAMOT, MAPAQ, MÉES, MRIF, MFFP, MERN
Groupe bilatéral sur les aires marines protégées – Québec (Présidence-SMA)	Préparer des positions provinciales dans le dossier des aires marines protégées.	MDDELCC, MAPAQ, MFFP, MERN, SQRC
Groupe de travail interministériel sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages (APA) – Présidence	Faciliter le partage des informations sur l'APA; traiter à une même table des actions des différents ministères et organismes concernés; élaborer la position du Québec eu égard à un éventuel cadre de référence canadien et aux négociations canadiennes et internationales sur l'APA. 2017-2018 : 1 rencontre Prévisions 2018-2019 : à déterminer	MDDELCC, MAPAQ, MERN, MCE (SAA, SQRC), MRIF, MFQ

Comité interministériel sur les organismes génétiquement modifiés	Faciliter le partage de l'information sur les OGM, la consultation sur des positions et des actions à prendre, élaborer des avis et des positionnements québécois sur les enjeux environnementaux, sociétaux et économiques associés aux OGM. 2017-2018 : Aucune activité Prévisions 2018-2019 : Aucune activité	MDDELCC, MAPAQ, MERN, MRIF, MFQ, MCE (SQRC), MSSS, CEST, MFFP
Comité interministériel sur les espèces exotiques envahissantes	Favoriser le maillage et la concertation entre les ministères et organismes gouvernementaux québécois dans le domaine des espèces exotiques envahissantes. 2017-2018 : aucune activité Prévisions 2018-2019 : à déterminer	MDDELCC, MAPAQ, MERN MSP, MFFP, MFQ, MRIF SÉPAQ, MTMDet, MAMOT MTO
EEE - Northeast Aquatic Nuisance Species Panel	À l'échelle de la Nouvelle-Angleterre, faciliter la collaboration et l'échange d'information sur les espèces aquatiques envahissantes floristiques et fauniques, marines et d'eau douce. Développe des outils communs de communication, de détection et de contrôle des EEE. Le Québec est représenté par le MDDELCC et le MFFP. Une concertation est faite avec le MAPAQ et Pêches et Océans Canada en ce qui a trait aux espèces marines. 2017-2018 : communication par courriel uniquement Prévisions 2018-2019 : 1 ou 2 rencontres (avril 2018 et autre à déterminer)	États de la Nouvelle-Angleterre, le Québec et les provinces canadiennes des Maritimes.
Groupe de national (travail fédéral-provincial-territorial) sur les espèces exotiques envahissantes	Renforcer les cadres de politiques pour le dossier des EEE; coordonner des études et des analyses nationales; encourager la collaboration et les partenariats. 2017-2018 : 1 conférence téléphonique d'inauguration Prévisions 2018-2019 : 4-5 conférences téléphoniques et 1 rencontre	Ministères de l'environnement des provinces et territoires canadiens (professionnels) et ECCC
Groupe de travail sur les espèces aquatiques envahissantes du Conseil des gouverneurs et des premiers ministres des États et des provinces des Grands Lacs (AIS Task Force on Aquatic nuisance species of the Council of the Great Lakes Governors)	Mise en œuvre des engagements pris par les gouverneurs et les premiers ministres pour lutter contre les EAE, mise en œuvre de l'entente d'aide mutuelle 2017-2018 : 1 conférence téléphonique Prévisions 2018-2019 : maintien des activités	Professionnels des provinces et États des Grands Lacs, environnement et faune

Comité national sur les espèces aquatiques envahissantes	Favoriser l'échange d'informations, améliorer la coopération et la coordination des activités nationales et intergouvernementales sur les espèces aquatiques envahissantes. 2017-2018 : 1 rencontre en janvier 2018 et 2 conférences téléphoniques Prévisions 2018-2019 : 1 rencontre et 4-5 conférences téléphoniques	Professionnels des provinces et territoires, environnement et faune, MPO
Groupe directeur sur la conservation, la faune et la biodiversité (SMA)	Structure intergouvernementale sous la présidence d'ECCC qui traite des dossiers transversaux sur la biodiversité, notamment les espèces en péril, les espèces exotiques envahissantes, les objectifs internationaux de conservation de la biodiversité et les dossiers fauniques. 2017-2018 : 10 rencontres en ligne Prévisions 2018-2019 : 10 rencontres en ligne	MDDELCC, MFFP, ECC, autres provinces et territoires
Groupe de travail de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA-PMEC) sur la connectivité écologique	Sous la co-présidence de l'État du Vermont et du MFFP, ce groupe de travail vise la collaboration des organismes gouvernementaux de chaque côté des frontières dans les efforts de planification territoriale et de protection qui contribuent à la connectivité écologique ainsi qu'à la gestion durable des terres privées et publiques et des systèmes aquatiques. Le MFFP préside le Comité interministériel qui soutient les travaux du Groupe de travail.	MFFP, MTMDET, MRIF, MDDELCC, Gouvernements des Maritimes et États de la Nouvelle-Angleterre et du Vermont
Comité directeur interministériel sur la diversité biologique(SMA) – Présidence	Le mandat du CDDB vise à mettre en œuvre les orientations gouvernementales, à partager les actions ministérielles en lien avec la diversité biologique et à faire le portrait des actions gouvernementales au regard des objectifs d'Aichi de la Convention sur la diversité biologique (CDB) en vue de conseiller le gouvernement sur les mesures à prendre pour être au rendez-vous de 2020. 2017-2018 : 1 rencontre Prévisions 2018-2019 : 1 rencontre	MDDELCC, MERN, MCC MFFP, MAMOT, MAPAQ MRIF, MERN, MÉES MAMOT
Espèces menacées ou vulnérables - Comités de gestion (DG) et de coordination (professionnels) Canada-Québec – Loi sur les espèces en péril - Coprésidence	Assurer une mise en œuvre efficace de l'Entente de collaboration Canada-Québec pour la protection et le rétablissement des espèces en péril au Québec par l'établissement, notamment, de programmations communes annuelles. 2017-2018 : 3 rencontres (1 du Comité de gestion et 2 du Comité de coordination) Prévisions 2018-2019 : mêmes activités	MDDELCC, MFFP, MAPAQ, ECCC, MPO et Agence Parcs Canada

<p>Espèces menacées ou vulnérables - Comité directeur de l'Entente MDDELCC-MFFP, espèces menacées ou vulnérables (DG) - Coprésidence</p>	<p>Approbation du plan d'action annuel élaboré par les comités et les sous-comités de l'entente et des mesures de protection à mettre en œuvre sur le territoire forestier public à l'égard de certaines espèces menacées ou vulnérables.</p> <p>2017-2018 : 1 rencontre</p> <p>Prévisions 2018-2019 : 1 à 2 rencontres</p>	<p>MDDELCC MFFP</p>
--	---	-------------------------

Espèces menacées ou vulnérables – Comité de coordination et sous-comité flore de l'Entente MDDELCC-MFFP (professionnels) - Coprésidence	Assurer le bon fonctionnement de l'entente administrative en établissant et en mettant en œuvre un plan d'action annuel. 2017-2018 : 7 rencontres (5 du comité de coordination et 2 du sous-comité flore) Prévisions 2018-2019 : mêmes activités	MDDELCC MFFP
Comité de travail interministériel sur la certification de terrains industriels	Sous la présidence du MESI, voir à développer les critères et modalités d'un programme de certification de terrains industriels	MESI, MDDELCC, MERN MAMOT, MTMDet, MFFP
Groupe de travail pour la planification des aires protégées au Nunavik - Présidence	Identifier les opportunités de conservation et de développement économique, ainsi que les contraintes et les solutions à la mise en place de mesures de conservation au Nunavik.	MDDELCC, MERN, MFFP Administration régionale Kativik Société Makivik
Groupe bilatéral (Canada –Québec) sur les aires marines protégées - Coprésidence	Favoriser l'établissement d'aires marines protégées dans le milieu marin québécois. Un projet d'entente cadre est entré en vigueur à cette fin le 22 mars 2018 ainsi qu'un projet d'accord intergouvernemental pour la désignation d'une aire marine protégée conjointe au Banc-des-Américains, en Gaspésie.	MDDELCC, MAPAQ, MFFP, MERN, MPO, PC
Groupe de mise en œuvre des aires protégées en lien avec le rétablissement du caribou forestier - Coprésidence	Proposer des territoires d'intérêt en forêt aménagée pour la création d'aires protégées et des zones de connectivité. Proposer deux territoires d'intérêt, principalement au Nord de la forêt aménagée, pour la création de très grandes aires protégées. Deux rapports ont été produits; un portant sur la création d'aires protégées en forêt aménagée, et l'autre sur la création d'une ou deux aires protégées, principalement au nord de la limite nordique des forêts attribuables. Le prochain mandat consiste en la réalisation de l'analyse de connectivité.	MDDELCC, MERN, MFFP Conseil de l'industrie forestière du Québec Grand Conseil des Cris Nature Québec Première Nation innue de Mashteuiatsh SNAP Québec Université Laval

Comité connaissance sur le territoire nordique québécois – Présidé par le MERN	Assurer la coordination des activités de connaissance et d'acquisition et de diffusion des données géographiques à référence.	MERN, MDDELCC, MTESS MCC, MTMDDET, MFFP MAPAQ, MAMOT, MTO MÉES
Comité directeur du développement durable (CDDD) – Présidé par le MDDELCC	<ul style="list-style-type: none"> Assurer un leadership de promotion, de développement et de suivi visant la convergence des actions gouvernementales dans l'une ou l'autre des grandes missions de l'État, en prenant assise sur les trois dimensions du développement durable. Définir des actions stratégiques majeures et horizontales qui feront l'objet d'une attention et d'une reddition de comptes prioritaires. Examiner régulièrement les progrès réalisés et veiller au respect des engagements gouvernementaux en matière de développement durable. 	MDDELCC MAMOT MCC MTESS MERN MESI MSSS
Comité directeur sur les aires protégées – Présidé par le MDDELCC	Concerter le MDDELCC, le MERN et le MFFP dans la réalisation des orientations stratégiques du Québec en matière d'aires protégées pour atteindre les cibles gouvernementales.	MDDELCC, MFFP MERN, SÉPAQ
Comité interministériel de coordination de l'aquaculture durable (CICAD)	Assurer la mise en œuvre de l'entente STRADDAQ (Stratégie de développement durable de l'aquaculture en eau douce au Québec).	MDDELCC MAPAQ
Comité directeur pour la mise en œuvre des mesures d'écoconditionnalité du bilan de phosphore	Assurer la mise en œuvre des mesures d'écoconditionnalité applicables au respect des dispositions du bilan de phosphore dans le respect du Règlement sur les exploitations agricoles (REA) dans les programmes de la FADQ et du MAPAQ.	MDDELCC MAPAQ FADQ

Comité interministériel du développement durable (CIDD) – Présidé par le MDDELCC	<ul style="list-style-type: none"> Concierter les intervenants (ministères et organismes) visés par la Loi sur le développement durable (LDD) pour la promotion et la réalisation du développement durable. Participer à la coordination de la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable et à la production des rapports requis par la LDD. 	Tous les MO suivants :	
		Ministères (20)	Organismes (34)
		MDDELCC	AMT OPC
		MCC	BANQ OPHQ
		MFA	BAPE RAMQ
		MJQ	CRIQ RÉ
		MSSS	CSPQ RRQ
		MSP	CSBE RBQ
		MAPAQ	CCQ RC
		MESI	CNESST Revenu-Qc
		MÉES	CPTAQ Recyc-Qc
		MTES	CDPDJ Retraite-Qc
		MERN	CCQF SAAQ
		MIDI	FRQ (3) SAQ
		MAMOT	HQ SÉPAQ
		MFQ	Invest-Qc STQ
		MFFP	ISQ SHQ
		MRIF	INSSS SCCQ
		MTMDET	Loto-Qc SPN
		MCE	SQI
		MTOU	
		SCT	
Comité de pilotage STRADDAQ – Comité sous la responsabilité du MAPAQ	Assurer le suivi de la <i>Stratégie québécoise de développement durable de l'aquaculture en eau douce au Québec (STRADDAQ)</i> et discuter des enjeux et problématiques liés au développement de ce secteur d'activités.	MAPAQ MDDELCC AAQ	
Groupe d'experts interministériel en bruit environnemental (GEIBE)	Partager les connaissances, accroître la collaboration entre les ministères en vue de proposer des orientations gouvernementales et développer des documents de références ou outils de sensibilisation visant à atténuer les effets nuisibles du bruit environnemental sur la santé, la sécurité et la qualité de vie.	MSSS, MDDELCC, MTMDET MAMOT, MERN, INSPQ	

Table de concertation sur les pratiques d'acquisition écoresponsable – Présidé par le MDDELCC	<p>Contribuer au développement et à l'application de pratiques d'acquisition écoresponsables par l'administration publique en regard des orientations gouvernementales en cette matière, définies dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.</p> <p>Les travaux de cette table sont liés à une activité incontournable de la Stratégie gouvernementale de développement durable.</p> <p>Aucune rencontre n'a été tenue en 2017-2018.</p>	<p>MDDELCC, CSPQ, SCT, MAPAQ SAAQ, SAQ, Loto-Québec HQ, Recyc-Qc, MESI FGRM</p> <p>Pour l'accompagnement des réseaux et des organismes municipaux :</p> <p>MSSS MÉES MAMOT MESI</p>
Table d'accompagnement conseil des entreprises du secteur privé pour le développement durable – Co-présidé par le MDDELCC	<p>Concier, développer l'expertise des ministères et organismes, les capacités et les outils nécessaires afin d'aider les entreprises québécoises à prendre le virage du développement durable.</p> <p>Les travaux de cette table sont liés à une activité incontournable de la Stratégie gouvernementale de développement durable visant à ce que les ministères et organismes du gouvernement dont le mandat concerne le développement économique et l'appui aux entreprises mettent en œuvre au moins une action pour accroître à 30 %, d'ici 2020, la proportion des entreprises québécoises qui ont amorcé une démarche de développement durable, y compris celles qui sont présentes à l'étranger.</p> <p>Trois rencontres ont été tenues en 2017-2018.</p>	<p>MESI – présidence MDDELCC – co-présidence MFQ, RQ, IQ, Recyc-Québec CCQ, SHQ, MCC, MTO, SPN MFFP, CRIQ, FADQ, MFA MTESS, CNESST, MAPAQ MTESS – Emploi Québec MERN, Loto-QC, MRIF, MTO</p>
Table d'accompagnement conseil des organismes municipaux – Co-présidé par le MDDELCC	<p>Favoriser l'adoption par les organismes municipaux de démarches intégrées de développement durable.</p> <p>Les travaux de cette table sont liés à une activité incontournable de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020 qui vise à mobiliser les organismes municipaux à entreprendre une démarche de développement durable.</p>	<p>MAMOT : Responsable présidence MDDELCC : co-responsable présidence MAPAQ, MSP, MFFP, MCC MERN, MFA, MSSS, MTMDT SPN, UMQ, TEQ, FQM Ville de Montréal Ville de Québec</p>

Table d'accompagnement conseil du réseau de l'éducation – Co-présidé par le MDDELCC	<p>Favoriser l'adoption par les organismes scolaires de démarches de développement durable et d'une éducation au DD et les accompagner à cet égard. Élaborer un plan d'accompagnement des organismes scolaires ainsi que des outils qui visent à la fois les enjeux d'éducation au développement durable et ceux de gestion administrative et de gouvernance.</p> <p>Les travaux de cette table sont liés à une activité incontournable de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020 qui vise à mobiliser les organismes scolaires à entreprendre une démarche de développement durable.</p>	<p>MÉES : présidence MDDELCC : co-présidence</p> <p>FCSQ (Fédération des commissions scolaire du Québec)</p> <p>ADIGECS (Association des directions générales des commissions scolaires)</p> <p>ADGCSAQ (Association des directions générales des commissions scolaires anglophones du Québec)</p> <p>FEPP (Fédération des établissements d'enseignement privés)</p> <p>Université Laval</p> <p>CS de la Capitale</p> <p>CS des Navigateurs</p> <p>CS des découvreurs</p> <p>Participation occasionnelle de certain MO identifiés selon les besoins</p> <p>MAMOT, MSSS, MÉSI, MÉES</p>
Conseil régional des ressources en eaux des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent	<p>Assurer la mise en œuvre de l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent</p> <p>Réunions en juin et décembre 2017 et quelques rencontres téléphoniques de suivi, rencontre du 14-15 mars 2018</p>	<p>Les Parties signataires de l'Entente, c'est-à-dire les huit États américains (Minnesota, Wisconsin, Illinois, Indiana, Ohio, Michigan, Pennsylvania, New York), l'Ontario et le Québec</p>

<p>Groupe d'accompagnement conseil du réseau de la santé et des services sociaux – Co-présidé par le MDDELCC</p>	<p>Favoriser l'adoption par les établissements appartenant au réseau de la santé et des services sociaux de démarches de développement durable.</p> <p>Les travaux de cette table sont liés à une activité incontournable de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020 qui vise à mobiliser les établissements du réseau de la santé et des services sociaux à entreprendre une démarche de développement durable.</p>	<p>MSSS : présidence MDDELCC : co-présidence MAMOT TÉQ CSPQ Recyc-Québec CGER CIUSSS de l'Estrie – CHUS CHU de Québec – Université Laval CISSS de la Montérégie-centre Groupe d'approvisionnement en commun de l'Est du Québec (GACEQ)</p>
<p>Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent 2011-2026 / Plan d'action Saint-Laurent (PASL)</p> <p>Comité directeur de l'Entente (CDE)</p>	<p>Assurer la mise en œuvre et la gestion de l'entente.</p> <p>Deux rencontres (juin et novembre 2017)</p>	<p>MDDELCC, MAMOT, MERN MAPAQ, MTMDDET, MSSS, MTO MSP, ECCC, MPO (Pêches et Océans Canada) AAC (Agriculture et Agroalimentaire Canada) ACÉE (Agence canadienne d'évaluation environnementale) PC (Parcs Canada) ASPC (Agence de la santé publique du Canada) SC (Santé Canada) TC (Transports Canada) SPAC (Services publics et Approvisionnement Canada)</p>

Comité exécutif de l'Entente (PASL)	Rendre opérationnel les décisions prises par le CDE et de régler les questions administratives. Il assure un suivi des actions déterminées par le CDE et effectue un suivi de la planification annuelle des produits et activités de communication. Deux rencontres : mai et octobre 2017	Les coprésidents de l'Entente (un pour le Québec et un pour le gouvernement fédéral), deux secrétaires et deux représentants du Secrétariat responsables de la coordination de l'Entente (l'un provenant d'ECCC et un second du MDDELCC)
Secrétariat de l'Entente (PASL)	Assure la coordination du PASL. Il appuie le CDE et le CE dans leurs responsabilités et offre un soutien logistique aux comités de suivi et aux groupes de travail. Il fait le suivi en continu de l'avancement des actions conjointes prévues aux annexes du PASL. Deux rencontres : avril et septembre 2017	Membres provenant du bureau de coordination du PASL d'ECCC et du MDDELCC : deux co-secrétaires, deux responsables de la coordination de l'Entente (un fédéral et un provincial), les coordonnateurs des comités de suivi et des groupes de travail et deux conseillers en communication.
Comité de suivi Amélioration de la qualité de l'eau (PASL)	Suivre l'avancement des projets inscrits sous l'enjeu qualité de l'eau et effectuer la reddition de compte auprès du Comité directeur de l'Entente (CDE). Au moins deux rencontres par année (avril et octobre)	MDDELCC, MFFP MERN, MAPAQ MSP, MSSS, ECCC, MPO, SC, ASPC, APC, AAC
Comité de suivi Conservation de la biodiversité (PASL)	Suivre l'avancement des projets inscrits sous l'enjeu biodiversité et effectuer la reddition de compte auprès du CDE. Au moins deux rencontres par année (avril et octobre)	MDDELCC, MFFP, MERN, MAPAQ ECCC, MPO, APC, AAC
Comité de suivi Pérennité des usages (PASL)	Suivre l'avancement des projets inscrits sous l'enjeu usages et effectuer la reddition de compte auprès du CDE. Au moins deux rencontres par année (avril et octobre)	MDDELCC, MERN, MTMDDET, MTO MAMOT, MSP, ECCC, MPO, TC, ASC, TPSGC, ACÉE, APC
Groupe de travail Suivi de l'état du Saint-Laurent (PASL)	Assurer la mise en œuvre de la programmation du groupe de travail SÉSL et effectuer la reddition de compte auprès du CDE. Au moins deux rencontres par année (avril et octobre)	MDDELCC, MFFP, ECCC, MPO APC, Stratégies Saint-Laurent
Groupe de travail Prévion numérique environnementale (PASL)	Assurer la mise en œuvre de la programmation du groupe de travail et effectuer la reddition de compte auprès du CDE. Au moins deux rencontres par année (avril et octobre)	MDDELCC, ECCC, MPO
Comité de concertation sur les changements climatiques (PASL) co-présidence	Identifier les principaux enjeux et les besoins en matière de recherche relatifs aux impacts des changements climatiques, aux vulnérabilités et aux options d'adaptation et favoriser le partage d'expertise dans ce domaine.	MDDELCC ECCC

Comité de concertation sur la navigation (CNN) (PASL)	Le CCN a pour but de poursuivre et d'accroître l'efficacité et la qualité de la concertation entre les intervenants touchés par les questions de navigation sur le fleuve Saint-Laurent en adéquation avec les principes de développement durable. Entre 3 et 5 rencontres par année	MDDELCC, MFFP, MTMDDET MTO, ECCC, MPO, TC
Comité sur la gestion intégrée du dragage et des sédiments (CGIDS) (PASL)	Le CGIDS se préoccupe de la gestion intégrée du dragage des sédiments, l'un des enjeux majeurs de la Stratégie de navigation durable issue du Comité de concertation navigation du PASL. Le CGIDS a ainsi pour mandat d'améliorer la gestion des activités de dragage au Québec afin d'assurer une protection adéquate des écosystèmes et de la santé publique, tout en permettant le développement de la navigation sur le Saint-Laurent. 3-4 réunions par année	MDDELCC (présidence) MFFP, ECCC, MPO, TC, TPSGC ONG & SSL APM
Groupe de travail sur les connaissances reliées au risque de déversement d'hydrocarbures (PASL)	Consolider les connaissances reliées au risque de déversement d'hydrocarbures en milieu marin et élaborer des outils opérationnels permettant de guider, en préparation et en intervention, les responsables de la gestion des incidents maritimes Entre 3 et 5 rencontres par année	MDDELCC MSP MPO
<ul style="list-style-type: none"> Comité sur les technologies de traitement d'eaux usées Comité sur les technologies de traitement en eau potable Comité directeur sur les technologies de traitement de l'eau (note : ces trois comités contribuent au même mandat avec les mêmes entités)	Valider la performance des nouvelles technologies de traitement des eaux afin de s'assurer que les installations de traitement autorisées par le MDDELCC sont en mesure de respecter les exigences du Règlement sur la qualité de l'eau potable ou les exigences relatives aux rejets pour les ouvrages d'assainissement et, pour le MAMOT, de s'assurer de la pérennité des installations de traitement subventionnées.	MAMOT MDDELCC BNQ
Comité de mise en œuvre de l'Entente de collaboration concernant les infrastructures municipales d'eau potable et d'eaux	Préciser les mécanismes d'échanges et de collaboration entre les deux ministères relativement à l'entente administrative	MDDELCC MAMOT
Comité directeur interministériel pour l'élaboration de la Stratégie québécoise sur l'eau	Assurer la coordination interministérielle dans le cadre de l'élaboration d'une nouvelle stratégie gouvernementale sur l'eau Aucune rencontre en 2017-2018	MDDELCC, MAMOT, MFFP, MESI MCE-SAA, MSP, MAPAQ, MRIF MERN, MSSS, MTMDDET
Comité de suivi de l'Opération « Mise aux normes Arsenic » - Eau potable	Effectuer un suivi systématique et périodique des démarches entreprises en vue de régulariser la situation des réseaux municipaux et privés problématiques eu égard au dépassement de la nouvelle norme édictée en mars 2012.	MDDELCC, MSSS, MAMOT MAPAQ

Comité de liaison MDDELCC – MAMOT - Emploi-Québec – Formation et certification des opérateurs en eaux usées	Assurer le développement du programme de certification concernant la compétence des opérateurs de stations d'épuration municipale selon les nouvelles exigences du Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées et voir à l'ajustement des programmes de formation.	MDDELCC, MAMOT Emploi-Québec
Comité de suivi MDDELCC-MAMOT sur la mise aux normes des installations municipales d'eau potable (Opération 200 et 90)	Faire le suivi des opérations 90 et 200 (Mise aux normes des installations d'eau potable).	MDDELCC, MAMOT
Comité interministériel/Groupe de travail sur les solutions alternatives	Le mandat du groupe de travail consiste à discuter de solutions alternatives, permanentes ou temporaires, pour assurer un approvisionnement adéquat en eau potable dans un contexte de petits réseaux de distribution pour lesquels les solutions usuelles ne sont pas financièrement viables	MDDELCC, MAMOT, MSSS
Groupe ad hoc sur l'eau potable MSSS-INSPQ-DRSP	Discussions sur les informations à transmettre aux directions régionales de santé publique (DRSP) par les directions régionales du MDDELCC (DR MDDELCC). Harmonisation des demandes des DRSP.	MDDELCC MSSS-INSPQ-DRSP
Comité interministériel MERN - MDDELCC sur la mise en œuvre de la stratégie minérale	Assurer la mise en œuvre des éléments de la Stratégie minérale du Québec et des recommandations inscrites dans le rapport du Vérificateur général du Québec qui interpellent les deux ministères. Harmoniser l'application de la modification de la Loi sur les mines et la coordination des actions des deux ministères dans le secteur minier.	MERN, MDDELCC
Comité directeur de SAgE pesticides	Assurer la mise en œuvre de l'Entente de partenariat 2012-2017 relative à SAgE pesticides, à la base de données sur les caractéristiques des pesticides d'usage agricole, à l'indicateur de risque des pesticides du Québec-IRPeQ et à l'IRPeQ express.	MDDELCC, MAPAQ INSPQ (MSSS)
Table québécoise sur la saine alimentation (TQSA)	Développer une politique permettant au gouvernement, avec des partenaires de l'industrie et du commerce, de promouvoir, de développer et de maintenir des habitudes de saine alimentation pour la société québécoise.	MSSS, MDDELCC, MAMOT MAPAQ, MFQ
Comité interministériel MERN-MDDELCC sur les projets d'exploitation de tourbe	Établir un mécanisme de concertation interministérielle pour le traitement des dossiers d'exploitation de la tourbe. Produire un formulaire spécifique aux demandes d'autorisation pour des projets d'exploitation de tourbe	MERN, MDDELCC, APTHQ

Comité expert sur la rivière Chaudière – sous la responsabilité du MDDELCC	Proposer un plan de gestion de la contamination résiduelle par les hydrocarbures pétroliers dans la rivière Chaudière à la suite de l'accident ferroviaire à Lac-Mégantic et coordonner sa mise en œuvre. 3 rencontres / année	MDDELCC, MFFP
Comité directeur de la Stratégie maritime	Assurer la coordination interministérielle et la cohérence des actions proposées dans le cadre du projet d'implantation de la Stratégie maritime et du Plan quinquennal 2015-2020. En 2017-2018, une rencontre a eu lieu le 24 janvier 2018, mais le MDDELCC n'a pu y être présent exceptionnellement.	MERN, MDDELCC, MAMOT MAPAQ, MTESS, MCE, MESI MÉES, MTMDDET, MRIF, MFQ MFFP, MSP, MTO, Société du Plan Nord
Comité externe - Table de travail pour favoriser la valorisation des résidus miniers	Objectif : Favoriser la valorisation de résidus miniers dans l'optique de réduire l'empreinte environnementale des activités industrielles des établissements miniers. Résultats atteints : <i>Le document Guide explicatif – Droits annuels exigibles des titulaires d'attestation d'assainissement en milieu industriel a été modifié en janvier 2016.</i>	MDDELCC, AMQ, MERN IRME-UQAT
Comité directeur sur les changements climatiques de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA-PMEC)	Sous la responsabilité du Comité sur l'environnement, assurer la coordination et la mise en œuvre du plan d'action régional contre les changements climatiques et des décisions/résolutions des premiers ministres et des gouverneurs concernant les changements climatiques. <ul style="list-style-type: none">• Conférences téléphoniques aux 2 semaines en 2017-2018 pour la mise en œuvre du plan d'action régional et pour la mise à jour du plan.• En août 2017, adoption de la mise à jour du Plan d'action régional contre les changements climatiques. Participation à la 41 ^e CGNA-PMEC.	MDDELCC, MERN États de la Nouvelle-Angleterre et provinces maritimes

Comité directeur sur le transport et la qualité de l'air de la CGNA-PMEC	Assurer la coordination et la mise en œuvre du plan d'action régional sur le transport et la qualité de l'air et des décisions/résolutions des premiers ministres et des gouverneurs concernant les transports et la qualité de l'air. Participation à 4 conférences téléphoniques en 2017-2018 pour le suivi de la mise en œuvre du plan régional sur le transport et qualité de l'air	MDDELCC États de la Nouvelle-Angleterre et provinces maritimes
Comité directeur de la Coalition Under 2	Proposer des initiatives pour favoriser des échanges de meilleures pratiques en matière de changements climatiques et développer des initiatives de la Coalition à l'international.	MDDELCC , MRIF Autres États fédérés
RegionsAdapt (nrg4sd) –Groupes de travail sur l'adaptation aux changements climatiques dans les thèmes : biodiversité, eau, impacts économiques, résilience et gestion des risques, ressources en eau	Participer à la promotion, la coopération et le partage des meilleures pratiques et expériences en adaptation aux changements climatiques.	MDDELCC INSPQ, MFFP, MAPAQ, MESI, Ouranos, Autres États
Comité directeur de l'International Carbon Action Partnership (ICAP)	Le Partenariat International D'Action sur le Carbone (ICAP) est un forum international pour les gouvernements et les pouvoirs publics ayant mis en œuvre ou envisageant des systèmes d'échange de quotas d'émission (ETS) pour les émissions de gaz à effet de serre. Les membres ont la possibilité de discuter en profondeur des questions relatives au développement et à la mise en œuvre d'un ETS et de questions de compatibilité entre ETS, ainsi que de partager les meilleures pratiques, en vue de créer un marché mondial du carbone efficace. Le partenariat compte des autorités nationales, infranationales et supranationales des quatre continents. Le Québec est co-président de cet organisme.	MDDELCC (pour le Québec) Autres gouvernements participants
Conseil d'administration du consortium Ouranos	Gestion des activités courantes prévisionnelles du Consortium Ouranos	MDDELCC, MTMDET, MSP, MSSS, Hydro-Québec Universités (3) Environnement et changement climatique Canada (ECCC) 2 partenaires externes

Unité de vigilance permanente sur les hydrocarbures	<p>L'unité de vigilance s'assure pour l'ensemble des projets d'infrastructures de transport de pétrole et de gaz au Québec :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du maintien des relations avec les communautés concernées en effectuant un suivi régulier des opérations; • que toute l'information relative à la sécurité et à la protection de l'environnement est transmise aux acteurs directement concernés; • que la formation donnée aux intervenants d'urgence est adaptée aux besoins; • que des mesures de protection des plans d'eau appropriées sont appliquées; • que les entreprises disposent de plans d'urgence et environnementaux complets et adéquats. 	<p>MERN, MDDELCC, MAPAQ MFQ, MAMOT, MSP, RBQ</p> <p>Compagnies pétrolières lorsque requis</p> <p>Canadien National si requis Armateur si requis</p>
Groupe d'étude international du Lac Champlain et de la rivière Richelieu de la Commission mixte internationale (CMI) Canada et États-Unis	Mettre en œuvre un plan de travail pour atténuer les impacts des inondations du lac Champlain et de la rivière Richelieu et en encadrer la réalisation.	MDDELCC, ECCC, US- NWS USGS, LCBP, CMI, Vermont-DEC NY State-DEC
Table nationale des administrateurs de réseau hydrométrique	Fournir une orientation aux activités du Programme hydrométrique au Canada en se concentrant sur les questions d'intérêt commun	MDDELCC, ECCC Provinces et territoires canadiens
Comité des coordonnateurs du programme national de relevés hydrométriques	Assurer la mise en œuvre du Programme national d'hydrométrie pour lequel le Québec entretient une entente de collaboration avec Environnement Canada concernant la surveillance hydrométrique sur le territoire québécois.	MDDELCC, ECCC Provinces et territoires canadiens
<p>Comités de programme d'Ouranos :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ressources hydrique - Écosystèmes et biodiversité - Forêt et Agriculture - Nord - Santé - Énergie - Tourisme - Environnement bâti 	L'objectif de ces comités de programme est de favoriser le développement des connaissances et de solutions d'adaptation dans ces domaines, en concertations avec les acteurs impliqués et le milieu.	<p>Ouranos (responsable) MDDELCC</p> <p>Plusieurs dizaines de MO et partenaires externes</p>

Comité intersectoriel sur la contamination environnementale dans l'arrondissement Limoilou	Réduire à la source les émissions de contaminants dans l'air ambiant provenant de l'arrondissement La Cité-Limoilou. Mettre en place des mesures de mitigation appropriées et réalistes qui permettront de réduire la contamination dans l'air ambiant.	MDDELCC Direction régionale de santé publique de la Capitale-Nationale Conseil régional de l'environnement de la Capitale-Nationale (CRE) MTMDET Papier White Birch Ville de Québec AIM Arrimage Saint-Laurent (ASL) Administration portuaire de Québec
Comité directeur du Plan de conservation des habitats de l'Est (PCHE)	Assurer la planification et la vision du PCHE en établissant les objectifs et priorités de conservation des habitats de la sauvagine et en coordonnant l'élaboration de programmes de conservation. Le comité soutient aussi la démarche de propositions des partenaires en lien avec le financement disponible au Conseil du PCHE (États-Unis).	MDDELCC, MFFP, SCF, Canards Illimités Canada, Fondation de la Faune, Conservation de la Nature Canada
Comité consultatif de l'environnement Kativik	Surveiller le régime de protection de l'environnement et du milieu social s'appliquant au Nunavik	Québec Canada Administration régional Kativik
Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James	Surveiller le régime de protection de l'environnement et du milieu social s'appliquant au territoire de la Baie-James	Québec, Canada Gouvernement de la nation Crie
Négociation territoriale globale avec les Attikameks	Rédiger une entente de principe avec les trois communautés attikameks et le gouvernement fédéral.	Québec (SAA, MDDELCC, MFFP, MERN, SQRC) ; Canada ; Attikamek
Négociation territoriale globale avec les Innus	Rédiger un traité avec trois communautés innues et le gouvernement fédéral.	Québec (SAA, MDDELCC, MFFP, MERN, SQRC) ; Canada ; Innus (Essipit, Mashteuiatsh, Natsahquan)
Groupe interministériel de soutien à la consultation autochtone	Conseiller les ministères sur la consultation des communautés autochtones. Établir les balises et les documents d'orientation.	SAA, MDDELCC, MFFP, MERN, MCC, MAMOT, MTMDET

Comité sur les relations avec les Autochtones – aires protégées et biodiversité	Échanger de l'information sur les relations autochtones en lien avec les mandats des équipes concernées. 2017-2018 : 4 réunions tenues 2018-2019 : 4 à 6 réunions à prévoir	MDDELCC, MFFP-Parcs
Comité directeur de la Géobase du réseau hydrographique du Québec (GRHQGRH)	Coordonner les approches relatives à la cartographie du réseau hydrographique du Québec et à la mise en œuvre de l'entente de partenariat pour la mise en place de la GRHQ 1 rencontre par année	MERN, MDDELCC
Comité de pilotage de la Géobase du réseau hydrographique du Québec (GRHQ)	Assurer la production, le maintien et la mise à jour des données telles que convenu dans l'entente de partenariat pour la mise en place de la GRHQ 2017-2018 : 3 rencontres 2018-2019 : 3 rencontres à prévoir	MDDELCC
Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC)	Évaluer la situation des espèces sauvages menacées de disparition au Canada en vue de leur désignation comme espèces en péril au Canada en vertu de la Loi sur les espèces en péril (LEP) 2017-2018 : 1 rencontre Prévisions 2018-2019 : 2 rencontres	Québec (MFFP), ECCC, MPO, Parcs Canada, Musée canadien de la Nature, représentants des gouvernements provinciaux et territoriaux, experts sur les groupes d'espèces, ONG.
Équipe de rétablissement des espèces canadiennes en péril (RESCAPÉ)	Veiller au rétablissement des espèces en péril au Canada 2017-2018 : 2 rencontres en personne et 7 conférences téléphoniques Prévisions 2018-2019 : 1 rencontre en personne et 5 conférences téléphoniques	Québec (MDDELCC, MFFP), MPO, Parcs Canada, représentants des gouvernements provinciaux et territoriaux, Conseils de gestion de la faune, ONG.
Comité aviseur sur la flore menacée ou vulnérable	Évaluer la situation des espèces floristiques en vue de l'attribution d'un statut légal de protection en vertu de la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables au Québec (LEMV). 2017-2018 : 1 rencontre Prévisions 2018-2019 : 2 rencontres.	MDDELCC, Agriculture Canada, IRBV, Parc Canada, Jardin Botanique

Comité d'accréditation des laboratoires d'analyse et Comité d'accréditation d'échantillonnage environnemental	Évaluer les dossiers des laboratoires et des entreprises concernant les demandes d'accréditation, d'extension de la portée et de maintien de l'accréditation. Le Comité transmet ses recommandations au ministre pour décision.	MDDELCC Ordre des chimistes du Québec Association des microbiologistes du Québec Association des consultants et des laboratoires experts Ordre des agronomes du Québec UPA, MAPAQ, IRSST
Comité d'accréditation du programme d'accréditation des établissements d'analyse des émissions des véhicules lourds	Le Comité est consulté sur les questions relatives aux modifications des orientations du Programme.	MDDELCC Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie du transport routier du Québec (Camo-Route) CAA-Québec Comité paritaire de l'industrie des services automobiles de la région de Montréal
Comité permanent de liaison Environnement / Municipalités (COPLEM)	Le COPLEM est un mécanisme d'échange d'information, de consultation et de concertation à l'égard des dossiers environnementaux touchant l'ensemble des municipalités. Présidé par le MDDELCC, le COPLEM d'orientation est de niveau sous-ministres adjoints et directeurs généraux. Relevant de ce COPLEM, le COPLEM technique approfondit les dossiers sous l'angle technique et administratif.	MDDELCC MAMOT FQM UMQ Ville de Québec Ville de Montréal
Comité conjoint MDDELCC/ACRGQTQ	L'Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec (ACRGQTQ) regroupe les principaux entrepreneurs dans le domaine de la construction de routes et d'ouvrages civils ainsi que des exploitants de carrières et sablières. Le Comité conjoint vise à échanger sur les dossiers d'intérêt commun, dans une perspective de développement durable de ce secteur et d'amélioration des pratiques environnementales.	MDDELCC ACRGQTQ
Comité conjoint MDDELCC/AMQ	L'Association minière du Québec (AMQ) regroupe des entreprises productrices de métaux, minéraux et métallurgiques. Le Comité conjoint vise à échanger sur les dossiers d'intérêt commun, dans une perspective de développement durable de ce secteur et d'amélioration des pratiques environnementales.	MDDELCC AMQ

Comité conjoint MDDELCC/CIFQ	<p>Le Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ) regroupe des entreprises dans les secteurs du bois de sciage ainsi que dans la production de panneaux, de pâtes, de papier et de carton.</p> <p>Le Comité conjoint vise à échanger sur les dossiers d'intérêt commun, dans une perspective de développement durable de ce secteur et d'amélioration des pratiques environnementales.</p>	MDDELCC CIFQ
Comité conjoint avec l'Association canadienne de l'industrie de la chimie (ACIC)	<p>Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives.</p> <p>L'ACIC regroupe des représentants de l'industrie de la chimie organique et inorganique au Québec.</p>	MDDELCC ACIC
Comité conjoint avec l'Association de l'aluminium du Canada (AAC)	<p>Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives. L'AAC regroupe les trois compagnies productrices d'aluminium au Québec : Alcoa Canada, Aluminerie Alouette et Rio Tinto Alcan. Ces trois compagnies exploitent huit alumineries distinctes et différentes usines connexes ou en support à la production d'aluminium.</p>	MDDELCC AAC et des représentants de chacune des compagnies productrices d'aluminium au Québec
Comité conjoint avec l'Industrie de la métallurgie du Québec (IMQ)	<p>Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives. L'IMQ regroupe des représentants de l'industrie de la métallurgie au Québec.</p>	MDDELCC IMQ Regroupement des représentants de certaines industries de la métallurgie
Comité conjoint avec le Regroupement de l'industrie des composites du Québec (RICQ)	<p>Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives.</p>	MDDELCC RICQ (regroupement de l'industrie des composites)

Groupe de travail Québec - Californie sur la coopération en matière de véhicules à zéro émission (VZE)	<p>Échanges d'information sur les pratiques exemplaires en matière d'électrification des transports afin d'accélérer le déploiement des véhicules à zéro émission au cours des deux prochaines années.</p> <p>Identifier les moyens de promouvoir les avantages liés aux véhicules à zéro émission et à la mobilité durable auprès des consommateurs et de l'entreprise privée.</p> <p>Faciliter l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et d'initiatives soutenant l'offre et l'achat de VZE sur les deux territoires.</p>	<p>California Air Resources Board (CARB)</p> <p>MDDELCC</p> <p>MRIF (bureau du Québec à Los Angeles)</p>
Comité consultatif Québec-Californie-Ontario relatif à l'entente de liaison des marchés et à la mise en œuvre conjointe des systèmes de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre.	Faciliter et maintenir la cohérence et la compatibilité continue des réglementations québécoises, californiennes et ontariennes à l'égard du marché du carbone et assurer la bonne gestion conjointe de ce marché.	<p>MDDELCC</p> <p>California Air Resources Board</p> <p>Ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique de l'Ontario (MOECC)</p>
<p>Dans le cadre de l'Accord de coopération environnementale Québec-Ontario :</p> <p>Comité Québec - Ontario sur la mise en œuvre du Protocole d'entente concernant les actions concertées sur les changements climatiques et les mécanismes de marché</p>	<p>Assurer la mise en œuvre des engagements du Protocole d'entente concernant les actions concertées sur les changements climatiques et les mécanismes de marché.</p> <p>Depuis 2016, ce comité relève de l'Entente Québec-Ontario concernant la coopération en matière d'environnement.</p>	<p>MDDELCC</p> <p>Ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique de l'Ontario (MOECC)</p>
Conseil d'administration et comité directeur de l'organisme Western Climate Initiative (WCI Inc.)	L'organisme WCI Inc. a pour mandat d'offrir des services techniques et administratifs afin de supporter la mise en œuvre conjointe des Systèmes de plafonnement et d'échange de droits d'émission de GES de ses membres, notamment : registre de détention des droits d'émission de GES, plateforme de vente aux enchères, services financiers relatifs à la tenue de ventes aux enchères, service à la clientèle, surveillance du marché, etc.	<p>MDDELCC</p> <p>California Air Resources Board (CARB) et California Environmental Protection Agency (Cal-EPA)</p> <p>MOECC</p> <p>Climate Action Secretariat de la Colombie-Britannique</p> <p>WCI Inc.</p>

<p>Groupes de travail WCI, inc.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tracking system Working Group - Monitoring Working Group - Auction Monitoring Working Group 	<p>Groupes de travail dont le mandat est d'assurer la coordination des opérations techniques en support à la mise en œuvre du marché du carbone (notamment pour ce qui concerne les ventes aux enchères)</p>	<p>MDDELCC</p> <p>California Air Resources Board (CARB) et California Environmental Protection Agency (Cal-EPA)</p> <p>MOECC</p> <p>WCI Inc.</p> <p>Autres fournisseurs de service au besoin (ex. : CSRA)</p>
<p>Comité conjoint MDDELCC-Hydro-Québec</p>	<p>Suivi des dossiers réglementaires ou des politiques en cours et autres grands dossiers d'intérêt pour HQ. Des problématiques techniques particulières peuvent être abordées à ce comité, à l'occasion</p>	<p>MDDELCC</p> <p>Hydro-Québec</p>
<p>Comité fédéral, provincial et territorial sur la lutte antiparasitaire et les pesticides (Comité FPT)</p>	<p>Ce comité rassemble des représentants d'organismes fédéraux, provinciaux et territoriaux pour l'échange d'information et d'expertise. Le comité FPT conseille et oriente les gouvernements sur les programmes, les politiques et les questions concernant les pesticides, et recherche activement des solutions à des problèmes communs grâce à l'activité de ses groupes de travail. Des progrès sont réalisés pour améliorer les pratiques de lutte antiparasitaire durable au Canada et harmoniser, partout où c'est possible, les programmes et les politiques touchant aux pesticides, des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.</p>	<p>MDDELCC</p> <p>MAPAQ</p> <p>Santé Canada</p> <p>Représentants des provinces canadiennes et des territoires</p>
<p>Comité opérationnel Hydro-Québec – MDDELCC (PEI-DMDP-DPRRILC)</p>	<p>Assurer le suivi et la mise en œuvre du plan d'action Hydro-Québec MDDELCC concernant les matières dangereuses et les lieux contaminés</p> <p>Toutes les rencontres 2017-18 ont eu lieu en visioconférence</p>	<p>MDDELCC (Pôle d'expertise industriel, BEC, Direction des matières dangereuses et des pesticides, Direction du Programme de réduction des rejets industriels et des lieux contaminés)</p> <p>Hydro-Québec</p>
<p>Comité directeur sur la justification agronomique</p>	<p>Proposer des orientations techniques concernant la mise en place de la recommandation agronomique pour l'utilisation des pesticides (Stratégie québécoise sur les pesticides 2015-2018).</p>	<p>MDDELCC</p> <p>OAQ</p>

Comité technique sur la justification agronomique	Mettre en application la grille de référence et développer des outils d'aide à la décision pour élaborer un diagnostic phytosanitaire menant à la recommandation agronomique.	MDDELCC, OAQ, UPA Entreprises de fabrication et de vente de pesticides Club-conseil en agroenvironnement
Comité de travail sur la recommandation agronomique de pesticides (MDDELCC/MAPAQ/Ordre des agronomes du Québec)	Proposer des orientations techniques concernant la mise en place de la recommandation agronomique pour l'utilisation des pesticides (Stratégie québécoise sur les pesticides 2015-2018).	MDDELCC, MAPAQ, OAQ
Groupe de travail sur l'affectation prioritaire de 30 % du territoire du Plan Nord à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement	<p>Dans le cadre du Plan Nord, le 8 avril 2015, le gouvernement du Québec a confirmé son engagement à mettre 50 % du territoire situé au nord du 49^e parallèle à l'abri d'activités industrielles d'ici 2035. Pour ce faire, il vise à ce que 20 % de ce territoire soit constitué d'aires protégées d'ici 2020, dont au moins 12 % en forêt boréale au nord du 49^e parallèle.</p> <p>Dans la même veine, il s'est engagé à mettre en place un mécanisme d'affectation prioritaire du 30 % résiduel du territoire qui sera voué à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement (Gouvernement du Québec, 2015).</p> <p>Le mandat du groupe de travail est de proposer au gouvernement du Québec un mécanisme d'affectation prioritaire de 30 % du territoire du Plan Nord dédié à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement qui serait mis en œuvre en 2020.</p>	<p>Co-présidence : Société du Plan Nord et MDDELCC</p> <p>Membres :</p> <p>MERN, MFFP, MCE (SAA)</p> <p>Centre d'études nordiques (CEN)</p> <p>Institut nordique du Québec</p> <p>ARK, Société Makivik</p> <p>Gouvernement de la nation crie</p> <p>Nation Naskapi, Communauté innues</p> <p>GREIBJ, AEMQ, AMQ, CIFQ</p> <p>Nature Québec, SNAP, IBC</p> <p>Hydro-Québec</p>
Groupe de travail ECCC/MDDELCC/MFFP sur la protection des espèces en péril et de leurs habitats au Québec	<p>Identifier des pistes de solutions et mettre en place des façons de faire à court terme et à moyen termes pour éviter les situations qui pourraient requérir l'utilisation des différents décrets prévus par la LEP (articles 34, 61 et 80) pour protéger les espèces terrestres en péril au Québec sur les terres non domaniales fédérales.</p> <p>2017-2018 : aucune activité; travaux complétés en 2016</p>	<p>ECCC</p> <p>MDDELCC</p> <p>MFFP</p>

Comité directeur sur la gestion des barrages au Québec	Présidé par un expert indépendant, M. Daniel Rivard, ancien vice-président à Hydro-Québec, et composé de représentants provenant de l'externe et du Ministère, ce comité a élaboré et mis en œuvre un plan d'action en trois phases visant à répondre aux recommandations du VGQ et à optimiser les façons de faire en matière de gestion des barrages.	MDDELCC (Sous-ministre, Direction générale des barrages de l'État, Sous-ministériat au Contrôle environnemental et à la Sécurité des barrages, Direction des communications et Direction des affaires juridiques) Experts indépendants (3)
Forum de coopération environnementale Québec-Ontario	Superviser la mise en œuvre de l'Entente Québec-Ontario concernant la coopération en matière d'environnement (2016) et les travaux des comités sectoriels conjoints qui relèvent de l'Entente. Le Forum peut inviter d'autres ministères du Québec ou de l'Ontario pouvant être concernés par des questions environnementales d'intérêt commun.	MDDELCC Ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique de l'Ontario
Comité conjoint Ontario-Québec sur la gestion de l'eau	Promouvoir et faciliter la coopération entre les Parties; Permettre l'établissement d'un forum de discussion sur les politiques et les programmes de chacun des ministères; Rechercher des solutions communes pour la gestion des bassins versants partagés par les Parties ou pour tout autre enjeu d'intérêt commun dans le domaine de l'eau. Depuis 2016, ce comité relève de l'Entente Québec-Ontario concernant la coopération en matière d'environnement. Une rencontre a eu lieu le 24 mai 2017, par téléconférence	MDDELCC Ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique
Comité conjoint Québec-Ontario sur les urgences environnementales	Coopérer en matière de prévention et d'intervention en cas d'urgence environnementale transfrontalière. Mettre en place et faire le suivi d'une procédure de déclaration des événements environnementaux transfrontaliers. Partager les connaissances et les meilleures pratiques.	MDDELCC

Comité de suivi des travaux de Pétrolia à Haldimand (Gaspé)	Le comité a pour mission d'agir comme agent de liaison, entre la population et le promoteur, dans l'objectif du respect du développement durable. Le projet doit répondre aux besoins présents sans compromettre la qualité de vie des générations futures, et ce, en considérant les dimensions environnementale, sociale et économique.	Pétrolia Chambre de commerce et de tourisme de Gaspé Ville de Gaspé MRC de La Côte-de-Gaspé Conseil régional de l'environnement de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine MDDELCC, MERN
Comité de gestion de l'eau (CGE) du CCME	Le CGE a pour mandat de coordonner les démarches intergouvernementales dans le domaine de l'eau au Canada. Il recommande des priorités de collaboration sur des enjeux existants et émergents dans le domaine de l'eau et coordonne l'exécution des activités prévues dans le cadre de la vision stratégique du CCME pour l'eau. 1 rencontre en personne en octobre 2017 et 8 conférences téléphoniques en 2017-2018-2017.	Un représentant par juridiction au Canada Pour le Québec : MDDELCC
Sous-comité du CGE (CCME) sur les débits environnementaux (EFN)	Sous-comité ayant pour objet d'améliorer la capacité des autorités compétentes à évaluer les impacts cumulatifs de l'allocation et des prélèvements d'eau de surface et d'eau souterraine. 5 conférences téléphoniques en 2017-2018	Un représentant par juridiction au Canada Pour le Québec : MDDELCC
Comité interministériel sur la problématique de la baie de Lavallière	Recommander une approche globale permettant la résolution à long terme de la problématique vécue à la baie Lavallière et présenter des pistes de solutions	MDDELCC, MFFP, MAMOT, MERN MAPAQ
Comité ad hoc sur l'analyse de sols en laboratoire	Étudier et valider la préparation et la granulométrie des échantillons de sols pour l'analyse Mehlich 3 en vue d'une recommandation à la Commission chimie et fertilité des sols et en vue d'un suivi auprès de la direction responsable de l'accréditation des laboratoires au MDDELCC.	CRAAQ, MDDELCC, IRDA MAPAQ, Université Laval et de nombreux laboratoires du milieu agricole

Comité conjoint MDDELCC-ROBVQ	<p>Ce comité vise à partager différents points d'information sur les travaux du MDDELCC et du Regroupement des organismes de bassins versants du Québec (ROBVQ) C'est également le lieu d'échange sur certaines problématiques et collaboration entre les deux Parties.</p> <p>Aucune réunion en 2017-2018-2017. Habituellement, environ 2 réunions par année.</p>	MDDELCC-DGPE-DGIE ROBVQ
Comité provincial pour la protection de l'eau souterraine	<p>Comité découlant de la Stratégie phytosanitaire québécoise en agriculture 2011-2021</p> <p>Le comité a pour mandats de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dresser un portrait de la contamination des eaux souterraines par les pesticides; • Établir des critères de vulnérabilité des eaux souterraines, tels que la vulnérabilité des nappes et la localisation des aires d'alimentation et de protection autour d'un puits; • Promouvoir un choix de pratiques agricoles souhaitables pour protéger l'eau souterraine de la contamination par les pesticides; • Réévaluer les exigences du Code de gestion des pesticides concernant les distances d'éloignement à respecter par rapport aux puits et aux installations de captage d'eau souterraine; • Assurer la diffusion d'outils de sensibilisation, de promotion et de formation pour les producteurs agricoles et les conseillers, en ce qui a trait aux impacts de l'usage des pesticides sur les nappes d'eau souterraine, et en développer de nouveaux au besoin. 	MDDELCC UPA INSPQ MAPAQ

Comité interministériel chargé d'étudier les situations conflictuelles entre les producteurs agricoles et la protection des sources d'eau potable	<p>Comité établi en 2014 à la demande du MAPAQ en lien avec l'adoption du Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection. Le comité fournirait des avis sur d'éventuels conflits entre des municipalités et des producteurs agricoles dans le cadre des mesures de protection des captages d'eau potable.</p> <p>Résultat : les membres de ce comité, auquel se sont joints pour l'occasion des représentants de l'UPA et de la FQM, ont contribué à la mise à jour du <i>Guide sur les principes d'indemnisation des producteurs agricoles relativement aux puits municipaux</i> qui avait été publié par le MAMOT en 2006.</p>	MDDELCC MAPAQ MAMOT
Comité de gestion du Réseau québécois sur les eaux souterraines	<p>Ce comité administre le Réseau québécois des eaux souterraines. Ce réseau a pour mission de consolider et d'étendre les collaborations entre les équipes de recherche universitaire et le MDDELCC, ainsi que les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, les consultants, les établissements d'enseignement et les autres organismes intéressés au domaine des eaux souterraines au Québec en vue de la mobilisation des connaissances scientifiques sur les eaux souterraines.</p> <p>Le représentant du MDDELCC est présent à titre d'observateur.</p>	UQÀM UQÀT UQÀC UQÀR ROBVQ FQM CRÉ MDDELCC (observateur)
Comité de coordination de l'Entente administrative relative aux modalités d'application des dispositions réglementaires en matière de qualification des opérateurs chargés du fonctionnement des installations de captage, de traitement et de distribution de l'eau potable	<p>Le mandat de ce comité est de donner suite à l'entente signée entre les deux ministères en 2005 et de traiter les situations qui requièrent des décisions conjointes. Le Programme de qualification des opérateurs en eau potable a été mis sur pied par Emploi-Québec pour assurer la qualification des opérateurs d'installations d'eau potable qui doivent se conformer à l'article 44 du Règlement sur la qualité de l'eau potable.</p>	MDDELCC Emploi-Québec

Comité interministériel sur la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable	<p>Comité de soutien au MAMOT dans la mise en œuvre de la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable lancée en 2011.</p> <p>Mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Commenter les documents techniques produits dans le cadre de la Stratégie • Faire le suivi de l'atteinte des objectifs et proposer, si requis, des ajustements au plan d'Action pour la mise en œuvre de la Stratégie • Diffuser les meilleures pratiques au sein de chaque organisation • Partager les expériences acquises • Commenter et diffuser les outils disponibles • Valider les modèles de tarification adéquate proposés • Valider et diffuser les rapports périodiques 	<p>MAMOT</p> <p>MDDELCC</p> <p>RBQ</p> <p>MESI</p> <p>MSSS</p> <p>MEES</p> <p>SQI</p>
CCME-Groupe de travail sur les recommandations pour la qualité des sols du Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME)	Le Groupe de travail sur les recommandations pour la qualité des sols (GTRQS) met ses connaissances techniques sur les lieux contaminés au service des initiatives du CCME dans les domaines du développement de critères de qualité des sols et de la caractérisation, et la gestion des terrains contaminés.	<p>Un représentant par juridiction au Canada</p> <p>Pour le Québec : MDDELCC</p> <p>DPRRILC</p> <p>CCME</p>
CCME – Groupe de travail sur les urgences environnementales	<p>Améliorer la planification, la préparation ainsi que l'intervention lors d'urgences environnementales :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rôles et responsabilités des organismes d'intervention et de gestion des ressources; • Glossaire des urgences environnementales; • Entente interministérielle pour la prestation d'aide mutuelle; • Mise en commun des possibilités de formation; • Système de commandement des incidents; • Conseils pour les premiers intervenants. 	<p>Un représentant par juridiction au Canada</p> <p>Pour le Québec : MDDELCC (BCU)</p> <p>CCME</p>
Comité directeur de la stratégie québécoise de gestion des sels de voirie	Assurer le suivi de la mise en œuvre de la Stratégie québécoise de gestion des sels de voirie	<p>MTMDDET, MAMOT, MDDELCC</p> <p>UMQ, FQM</p>

Comité de vigilance de la Société de gestion des huiles usagées (SOGHU)	Comité de consultation de la SOGHU, l'organisme de gestion reconnu (OGR) pour les huiles usées constitué dans le cadre de l'application du Règlement sur la récupération et la valorisation des produits par les entreprises.	FCQGED, SOGHU RECYC-QUÉBEC, UMQ CQCD, MDDELCC, CAA-Québec Campor Environnement Inc. Solva-Rec Environnement Inc.
Comité sur la réduction et la récupération de matières résiduelles du Conseil canadien des de l'environnement (CCME)	<p>Le Groupe de travail sur la gestion des matières résiduelles est responsable des travaux du CCME sur la gestion des matières résiduelles. Les priorités actuelles sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer une approche visant à favoriser l'économie circulaire avec une attention particulière sur la gestion des plastiques; • élaborer des outils et de bonnes pratiques pour réduire considérablement les matières résiduelles acheminées à l'élimination tant dans le secteur résidentiel que dans les secteurs institutionnel, commercial et industriel (ICI) et dans le secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD); identifier des indicateurs et explorer des options pour évaluer les progrès accomplis dans l'amélioration du bilan du Canada en matière de réduction et de recyclage des matières résiduelles; • collaborer avec ses partenaires issus du monde des affaires, du gouvernement des municipalités et des collectivités; • continuer à progresser dans la mise en œuvre du <u>Plan d'action pancanadien pour la responsabilité élargie des producteurs (PAPREP)</u>, notamment en travaillant avec les intervenants pour accroître la cohérence des principaux éléments des programmes de REP. • Pour les années 2018-2019 et 2019-2020, le Québec agit comme co-président de ce comité, ce qui implique une participation accrue dans les divers travaux et rencontres. 	MDDELCC Un représentant du gouvernement fédéral et de chaque province et territoire

Comité sur les politiques d'adaptation du Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME)	Ce groupe de travail favorise la concertation en matière d'adaptation aux impacts des changements climatiques. Les priorités actuelles sont : - les infrastructures vertes - les indicateurs	MDDELCC (ET) Un représentant du gouvernement fédéral et de chaque province et territoire
Communauté de pratique pancanadienne pour le leadership climatique du Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME)	Ce groupe de travail vise à favoriser l'échange de bonnes pratiques en matière d'exemplarité de l'État.	MDDELCC (ET) Un représentant du gouvernement fédéral et de chaque province et territoire
Groupe de travail sur les projections d'émissions de GES du Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME)	Ce groupe de travail vise à favoriser l'échange d'expertise et de bonnes pratiques en matière de modélisation de projections d'émissions de GES	MDDELCC (ET) Un représentant du gouvernement fédéral et de chaque province et territoire
Groupe de travail du Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME) sur le développement d'indicateurs pour aider à mesurer les résultats du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques	Ce groupe de travail vise à améliorer le suivi et la reddition de comptes du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques au moyen d'indicateurs.	MDDELCC (ET) Un représentant du gouvernement fédéral et de chaque province et territoire
Équipe de rétablissement du caribou forestier au Québec	Élaboration et mise à jour des plans de rétablissement du caribou forestiers au Québec; mise en œuvre et suivi des actions identifiées pour favoriser le maintien et le rétablissement de cet écotype vulnérable.	MDDELCC, MERN, MFFP, Conseil de l'industrie forestière du Québec, Grand Conseil des Cris, Nature Québec, Première Nation innue, SNAP Québec, U. Laval, etc.
Comité technique pour la création d'une grande aire protégée pour le caribou forestier (présidence)	Création d'une grande aire protégée pour le caribou forestier annoncée en novembre 2017	MDDELCC, MERN, MFFP
Comité conseil des nations du Nunavik (co-présidence)	Faire en sorte que les nations du Nunavik (Inuits, Cris, Naskapis) puissent travailler en collaboration avec l'Administration régionale Kativik et le MDDELCC à la planification des aires protégées au Nunavik.	MDDELCC, ARK, Cris, Naskapis, Inuits
Table Cris-Québec sur l'environnement et les aires protégées (présidence)	Échanger au sujet de la planification des aires protégées en Eeyou-Istchee, de même que sur d'autres sujets environnementaux d'actualité.	MDDELCC Gouvernement de la Nation Crie

Conseil canadien des aires écologiques	Représenter le Québec sur toutes préoccupations sur les aires protégées à l'échelle canadienne.	MDDELCC (pour le gouvernement du Québec Autres provinces du Québec Fédéral
Comité interministériel des sous-ministres – PACC 2013-2020	Comité interministériel des sous-ministres pour assurer une coordination des dossiers relatifs à la gestion du volet PACC 2013-2020 du Fonds vert avec les ministères et organismes partenaires du Fonds vert. (inactif les dernières années mais va reprendre sous une autre forme avec l'élaboration d'un prochain PACC)	MDDELCC (ET) Tous les ministères et organismes partenaires au Plan d'action sur les changements climatiques
Table de coordination des ressources financières – Fonds vert – Plan d'action sur les changements climatiques	Table de coordination des directeurs de ressources financières pour assurer une coordination des dossiers financiers et budgétaires reliés à la gestion du volet PACC 2013-2020 du Fonds vert. Un représentant du Conseil de gestion du Fonds vert assiste aux rencontres.	MDDELCC (? CGFV?) Tous les ministères et organismes partenaires au Plan d'action sur les changements climatiques
Comité sur l'analyse de l'amiante dans les sols	Documenter et évaluer les méthodes d'analyse de l'amiante permettant d'obtenir des résultats exacts et reproductibles pour des échantillons de sols ou autres matériaux connexes.	CNESST, MDDELCC, COREM IRSST
Comité régional Chalk River Outaouais	Produire et mettre à jour un plan des mesures d'urgence nucléaire externe (PMUNE-LCR) afin de répondre efficacement à toute situation d'urgence nucléaire susceptible d'avoir une incidence en dehors des limites du site des LCR-LNC à Chalk River, sur le territoire québécois. Ce plan constitue, en cas de situation d'urgence, la base d'une intervention coordonnée entre les organisations nationales, provinciales, régionales et locales concernées par la réponse au sinistre. Le PMUNE-LCR s'inscrit en complémentarité du Plan national de sécurité civile (PNSC).	CCSN, LNC (Chalk River) Santé Canada, EMO Ontario MSP, DSP, CISSSO, MAMOT MAPAQ, MDDELCC, MTMDDET MFFP, Service Québec SQ, ville de Gatineau MRC Pontiac

Comité interministériel sur la mérule pleureuse	<p>À la suite de la médiatisation de quelques cas de mérule pleureuse (<i>Serpula lacrymans</i>) qui ont affecté l'habitation de citoyens et constatant le peu d'informations disponibles sur l'ampleur du phénomène, les mesures de prévention, le diagnostic et les techniques de décontamination, la Société d'habitation du Québec a annoncé, le 8 juillet 2016, la mise sur pied d'un comité interministériel chargé d'analyser les problématiques engendrées par la mérule pleureuse. Son mandat consiste principalement à documenter la situation des bâtiments contaminés par la mérule pleureuse et à émettre des recommandations au gouvernement. Les principales actions de ce comité doivent permettre de produire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un portrait des politiques publiques des cas de mérule au Québec, au Canada et à l'échelle internationale; • une évaluation des impacts du champignon sur la santé et l'environnement; • une précision des rôles et des responsabilités des différents intervenants; • une identification des approches préconisées pour l'éradication et l'élimination des matériaux contaminés par la mérule; • une définition des bonnes pratiques de construction et de rénovation; • la détermination et la mise en place d'un mécanisme de suivi de la situation. 	<p>SHQ INSPQ MAMOT MDDELCC MSSS PSP RBQ</p>
Groupe de travail FPT sur les secteurs industriels à forte intensité d'émissions qui sont exposés aux échanges commerciaux	Étudier les pratiques exemplaires pour répondre aux risques potentiels liés à la compétitivité et aux fuites de carbone pour des secteurs à forte intensité d'émissions qui sont exposés aux échanges commerciaux (FIEEEEC) résultant de l'application de la tarification du carbone.	<p>MDDELCC (co-président) Environnement et Changement Climatique Canada (ECCC, co-président) Ministère des Finances du Canada Ministères de l'Environnement de différentes provinces canadiennes</p>
Groupe de travail du CCME portant sur la reconnaissance des Résultats d'atténuations transférés au niveau international (RATI)	Représenter les intérêts du Québec, notamment à titre de co-président, au groupe de travail interprovincial portant sur la reconnaissance des RATI et leurs implications dans les règles de fonctionnement du marché du carbone Québec-Californie.	<p>MDDELCC (co-président) ECCC Autres provinces participantes</p>

Comité directeur de l'Alliance internationale sur les véhicules zéro émission	Identifier les domaines de collaboration en matière de politiques publiques sur l'électrification des transports, commenter les études, planifier des événements publics.	MDDELCC, MTMDET, MERN, MRIF MESI Autres gouvernements participants
Comité directeur de nrg4SD	Assurer la concertation des gouvernements d'États fédérés et des régions et la promotion de leur rôle ainsi que de leurs actions dans les domaines de la lutte contre les changements climatiques, du développement durable et de la protection de la biodiversité.	MDDELCC, MRIF Autres gouvernements participants
Comité de l'Alliance sur l'acidification des océans	Établir et contribuer à la mise en œuvre du plan de travail de l'Alliance pour la prochaine année	MDDELCC, MRIF (collaboration) Autres États membres
Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME)	Principal forum permettant aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux (FPT) de mener une action concertée face à des dossiers environnementaux d'intérêt pancanadien et international. Privilégiant une approche par consensus, chaque gouvernement demeure responsable de mettre en œuvre les critères, les standards, les stratégies et les objectifs environnementaux développés conjointement et mutuellement convenus au CCME dans le respect de ses compétences. 1 rencontre en personne en novembre 2017 à Vancouver	MDDELCC Ministres de l'Environnement de toutes les provinces et territoires et du gouvernement fédéral.
Comité des sous-ministres du CCME	Le Comité des sous-ministres est le conseil d'administration officiel du CCME. Il précise les orientations stratégiques en fonction des priorités identifiées par les ministres. 2 rencontres en personne en 2017 à Toronto	MDDELCC Sous-ministres des gouvernements provinciaux, territoriaux et fédéral
Comité de planification et de protection de l'environnement (CPPE) du CCME	Sous la direction stratégique du Comité des sous-ministres, le CPPE élabore des plans d'action, des stratégies et des approches pour résoudre des questions et des problèmes environnementaux d'intérêt pancanadien, conformément aux priorités identifiées par les ministres. Le comité élabore et recommande des lignes directrices, des objectifs et des guides sur les meilleures pratiques dans les domaines prioritaires préalablement déterminés. 1 rencontre en personne à Montréal en mars 2018	MDDELCC Sous-ministres adjoints/ Directeurs généraux des gouvernements provinciaux, territoriaux et fédéral

Comité sur les changements climatiques (CCC) du CCME	<p>Le CCC a comme mandat de</p> <ul style="list-style-type: none"> • favoriser une coopération fédérale-provinciale-territoriale pour soutenir la mise en œuvre du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques; • réaliser des études et des analyses à la demande des comités supérieurs du CCME en vue de formuler des recommandations et de proposer des initiatives; • promouvoir une action complémentaire, harmonisée et, s'il y a lieu, collective de la part de certains ou de l'ensemble des gouvernements pour atteindre les objectifs en matière de changements climatiques. 	<p>MDDELCC</p> <p>Représentants des gouvernements provinciaux, territoriaux et fédéral</p>
Groupe de travail sur les sources mobiles	<p>Vise à améliorer la collaboration dans le développement et l'implantation de mesures de réduction des émissions provenant des sources mobiles. Il a été mis sur pied par le CCME et est un sous-groupe lié au Comité de gestion de l'air (CGA) qui supervise des démarches intergouvernementales sur des questions de qualité de l'air au Canada. Les premiers travaux du groupe visaient à soutenir le déploiement des technologies automobiles de pointe, soutenir les programmes d'entretien et d'inspection des véhicules et promouvoir des moyens de réduire les émissions des vieux véhicules et moteurs diesel actuellement en usage sur la route et hors route. Les priorités actuelles sont l'étude de stratégies afin de réduire les émissions des véhicules lourds de transport (marchandise, autobus urbains et scolaires), et celles des équipements et véhicules hors routes (commercial et résidentiels).</p>	<p>MDDELCC</p> <p>MTMDET</p> <p>Environnement et Changement Climatique Canada (ECCC)</p> <p>Ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique de l'Ontario (MOECC)</p> <p>Ministère des transports de l'Ontario</p> <p>Ressources naturelles Canada</p> <p>Santé Canada</p> <p>Transport Canada</p> <p>Ministères de l'environnement des provinces et territoires</p>
Partnership for market readiness - Banque mondiale	<p>Partenariat mondial, le PMR rassemble les principaux acteurs - pays, organisations et experts - pour susciter des approches novatrices en matière d'atténuation des GES en utilisant les marchés et la tarification du carbone.</p>	<p>MDDELCC et 8 autres partenaires techniques</p> <p>13 participants contributeurs</p> <p>19 pays participants (en phase d'implantation)</p>
Groupes de travail de la Carbon Pricing Leadership Coalition - Banque mondiale	<p>La Coalition réunit des dirigeants de l'ensemble du gouvernement, du secteur privé et de la société civile afin de partager leur expérience en matière de tarification du carbone et d'élargir les bases factuelles des systèmes et politiques de tarification du carbone les plus efficaces.</p>	<p>MDDELCC</p> <p>MRIF</p> <p>31 autres États fédérés</p> <p>>130 entreprises</p>

Groupe de travail Québec-Mexique relatif au renforcement de la coopération en matière d'environnement et de changements climatiques.	Le Groupe de travail met en œuvre le plan d'action conjoint avec le Mexique visant à renforcer la coopération en matière d'environnement et de changements climatiques afin d'opérationnaliser l'Entente sur le même sujet (octobre 2015).	MDDELCC Secrétariat Secrétariat de l'environnement et des ressources naturelles des États-Unis mexicains Californie
Conseil d'orientation du Programme de coopération climatique internationale (PCCI)	Le conseil d'orientation a pour mandat de soutenir et de conseiller le gouvernement pour tout ce qui touche l'élaboration et la mise en œuvre du PCCI, notamment les objectifs, les grandes orientations, les modalités, le choix des thématiques sectorielles et les lignes directrices. (mai 2017)	MDDELCC, MRIF, MESI Catherine Potvin, Denis Leclerc Jean-Lemire, Jean-Paul David Jean-Pierre Ndoutoum Jimmy Royer, Michèle Asselin Nathalie Noel, Patrice Bellefleur
Comité interministériel pour l'analyse des conclusions du BAPE sur la filière uranifère	Examiner les recommandations du BAPE dans le but de proposer des orientations au Gouvernement du Québec.	MDDELCC, MERN, MFFP, MESI MSP, MSSS, MAMOT, MTMDET SAA, Société du Plan Nord Société de développement de la Baie-James
Comité intersectoriel sur la contamination environnementale et la qualité de l'air dans le secteur la Cité-Limoilou (CICEL)	Améliorer la qualité de l'air ambiant dans le secteur la Cité-Limoilou de la Ville de Québec	Administration portuaire de Québec QSL –Arrimage Québec Papiers White Birch AIM, Glencore, Ville de Québec Conseil régional de l'Environnement et du Développement durable de la Capitale-Nationale MDDELCC, MTMDET CIUSSS de la Capitale-Nationale

Comité de vigilance des activités portuaires (CVAP)	Proposer des recommandations quant aux améliorations à apporter aux activités portuaires et sur les mesures pour en atténuer les impacts négatifs.	Administration portuaire de Québec CIUSSS de la Capitale-Nationale Ville de Québec Conseil régional de l'Environnement et du Développement durable de la Capitale-Nationale MDDELCC Arrondissement de La Cité-Limoilou Conseil de quartier de Maizerets Conseil de quartier de Lairet Conseil de quartier du Vieux-Limoilou Conseil de quartier Saint-Jean-Baptiste Conseil de quartier du Vieux-Québec–Cap-Blanc–Colline parlementaire Conseil de quartier de Saint-Roch
Comité de vigilance environnementale - Sanimax aci inc.	Améliorer la qualité de l'air ambiant dans le secteur et diminuer les effets négatifs de l'entreprise sur la qualité de vie des résidents.	Sanimax, MDDELCC, MAPAQ Ville de Lévis Député de Chutes-de-la-chaudière à l'assemblée nationale (ou son représentant) Représentants des citoyens
Organisation de sécurité civile du Québec (OSCQ)	Planification gouvernementale en matière de sécurité civile et mise en œuvre du plan national de sécurité civile (PNSC) lorsqu'une situation le requiert.	Bureau du Coroner, CSPQ, CNESST HQ, MAMOT, MAPAQ, MCE MCC, MDDELCC, MESI, MEES MERN, MFQ, MFA, MIDI, MJQ MRIF, MSP, MSSS, MTO, MTMDDET MTESS, MFFP, RBQ REVENU QUÉBEC, SAA, SCT, SHQ SQ

Sous-comité de l'OSCQ sur la préparation au Sommet du G7	En vue de la tenue du G7, ce sous-comité de l'OSCQ, coordonné par le MSP verra à planifier la réponse gouvernementale québécoise et les divers soutiens possibles au déroulement des opérations de l'événement et à préparer l'appareil gouvernemental québécois à intervenir advenant une situation nécessitant d'autres mesures de la structure de sécurité civile en marge du Sommet.	Bureau du Coroner, CSPQ, CNESST HQ, MAMOT, MAPAQ, MFA MCE, MDDELCC, MEES, MFQ MIDI, MJQ, MRIF, MSP, MSSS MTESS, MTMDDET, SQ
Table des responsables de mission (TRM)	Échange et la concertation entre les responsables de mission du plan national de sécurité civile (PNSC). Ce comité assure la planification de la réponse gouvernementale en adoptant une approche tout risque. De plus, elle développe, maintient à jour et révisé le PNSC, les missions, les plans spécifiques ou tout autre projet en lien avec le PNSC et la sécurité civile, à la demande de l'OSCQ.	MAMOT, MAPAQ, MDDELCC, MERN, MESI, MSP, MSSS, MTESS MTMDDET, HQ, SHQ, SCT, CSPQ SQ
Groupe de travail de la TRM sur l'eau potable	Rendre disponible aux municipalités une trousse contenant Plusieurs fiches traitant de la gestion de l'approvisionnement en eau lors de pénurie ou de contamination de l'eau potable.	MAMOT, MAPAQ, MDDELCC, MSSS, MTMDDET, MSP
Sous-comité sur le plan d'action national de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024	Établir le plan d'action national et en assurer le suivi au cours des dix années à venir. Ce plan doit interpeller tous les acteurs de la société, du citoyen aux ministères et organismes (MO), en passant par les municipalités locales et régionales ainsi que les organisations et entreprises de toutes natures.	MAMOT, MAPAQ, MCE, MDDELCC, MTESS, MRIF, MERN, MSSS, MSP MTMDDET, SQ, HQ, MEIE, SCT
Comité conjoint Québec-Nouveau-Brunswick sur les événements environnementaux transfrontaliers	Établir, dans le respect des lois, règlements et procédures du Québec et du Nouveau-Brunswick, des mécanismes d'échanges, de coopération et de concertation en matière de répercussions environnementales transfrontalières entre le Québec et le Nouveau-Brunswick.	MDDELCC (BCU) Ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux du Nouveau- Brunswick
Comité maritime – comité d'experts internes	Étudier et émettre des avis sur les enjeux environnementaux liés aux risques de déversements d'hydrocarbures et autres matières dangereux en milieu marin. Comité convoqué lorsqu'un enjeu particulier est soulevé.	MDDELCC
Comité Garde côtière canadienne – MSP – MDDELCC	Définir clairement le rôle et les responsabilités de chacune des organisations gouvernementales impliquées lors d'incidents maritimes afin que les actions entreprises soient pleinement efficaces, et ce dans les intérêts de la population, de l'environnement et de l'économie. De 3 à 4 rencontres par année.	MDDELCC MSP MPO

Centre d'expertise sur la gestion des risques d'incidents maritimes (CEGRIM)	Dans le cadre de la Stratégie maritime, mettre en place un centre d'expertise sur la gestion des risques d'incidents maritimes aux Iles-de-la-Madeleine, ayant comme mandat principal de fournir un support-conseil de pointe pour permettre au gouvernement du Québec et aux municipalités locales d'assurer la sécurité de la population et des biens ainsi que de préserver l'écosystème fragile du Saint-Laurent en agissant dans les champs de compétence propres au Québec et en complémentarité avec le système de réglementation fédéral.	MDDELCC MSP MAMOT MAPAQ MERN MFFP MTMDET
Comité Cadre de référence intervention pipelines (CRIP)	Fournir un cadre de référence afin que les actions entourant la gestion des mesures d'urgence suite à un incident impliquant un pipeline sur le territoire québécois soient rapides, concertées et basées sur un partage clair des rôles et responsabilités de l'ensemble des acteurs impliqués et ce, jusqu'au rétablissement de la situation. 4 rencontres par année	MDDELCC, MSP, SPC, ONÉ, MERN RBQ, Ville de Terrebonne
Comité d'experts sur le transport ferroviaire des hydrocarbures	Consolider l'état de préparation des différents partenaires, dont le CN et les autorités municipales, à faire face à un sinistre majeur impliquant des wagons-citernes transportant des hydrocarbures.	MDDELCC, MSP, INSPQ, MSSS DSP (régions 01, 05, 06, 16) MTMDET, Ville de Longueuil, Ville de Rimouski
Comité interministériel MAPAQ-MDDELCC-MESI sur le traitement des demandes d'autorisation à des fins de recherche et d'expérimentation et le	Comité en lien avec la modernisation de la LQE. Ce comité a pour mandat d'opérationnaliser le traitement des demandes d'autorisation à des fins de recherche et d'expérimentation afin d'en assurer le traitement dans des délais optimaux.	MAPAQ, MESI, MDDELCC TEQ, RECYC-QC
Comité directeur pour le programme de mise en valeur du saumon Atlantique sur la Côte-Nord – Présidé par le MDDELCC-DÉEPHI	Dans le cadre du projet d'aménagement hydroélectrique du complexe la Romaine, Hydro-Québec s'est engagé, notamment, à déboursé un montant pour la mise en place d'un programme pour la valorisation du saumon atlantique sur la Côte-Nord comme mesure d'atténuation. Le comité directeur évalue les projets déposés par différents promoteurs qui désirent obtenir une subvention pour faire un aménagement faunique pour le saumon atlantique ou encore un programme de recherche. Le comité directeur se rencontre environ 2 fois par année et une visite de terrain est prévue aux 2 ans environ. Pour des décisions mineures, les communications courriels sont privilégiées.	MDDELCC MFFP Hydro-Québec FQSA

Comité interministériel sur la modernisation de la Procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement (PEEIE) et sur l'optimisation des délais associés à celle-ci – Présidé par le MDDELCC	<p>Examiner comment la PEEIE pourrait être davantage optimisée, notamment afin de réduire de manière significative les délais de la procédure et d'identifier des options de réduction des délais de traitement afin que les délais gouvernementaux d'analyse des dossiers ne dépassent pas 10 mois. Les conclusions du Comité permettront au MDDELCC de déterminer si des mesures d'optimisation supplémentaires doivent être mises en place et si des ajustements doivent être apportés au règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement.</p> <p>4 rencontres tenues en 2017-2018 : Rapport déposé au CMECEDD comportant 14 recommandations.</p> <p>Il a été recommandé que le comité soit pérennisé et ses travaux se poursuivront à l'automne 2018.</p>	MDDELCC, MERN, MFFP, MESI, MFQ, SAA, MSSS, MTMDDET
Comité interministériel central de l'Entente administrative concernant l'autorisation générale découlant de l'article 128.8 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la délivrance du certificat d'autorisation découlant de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement	<p>Veiller à la mise en œuvre et au suivi de l'entente administrative et produire un rapport annuel à ce sujet,</p> <p>Assurer la formation et l'information des intervenants régionaux liés à l'interprétation et à l'application de l'entente</p> <p>Traiter les problèmes d'application de l'entente.</p>	MDDELCC MTMDDET MFFP
Comité directeur sur le Règlement sur l'aménagement durable des forêts	<p>Réviser l'entente administrative RNI en lien avec l'entrée en vigueur du RADF.</p> <p>Veiller à la mise en œuvre et au suivi de l'entente administrative</p> <p>Assurer la formation et l'information des intervenants régionaux liés à l'interprétation et à l'application de l'entente</p> <p>Traiter les problèmes d'application de l'entente.</p>	MDDELCC MFFP
Comité directeur de l'entente de guichet unique avec le MFFP	<p>Réviser l'entente administrative en lien avec la modernisation de la LQE</p> <p>Veiller à la mise en œuvre et au suivi de l'entente administrative</p> <p>Assurer la formation et l'information des intervenants régionaux liés à l'interprétation et à l'application de l'entente</p> <p>Traiter les problèmes d'application de l'entente.</p>	MDDELCC MFFP

Comité interministériel de Route Verte	Assurer l'harmonisation des différents programmes gouvernementaux afin de faciliter la réalisation du projet de la Route verte. Analyser et accepter les tracés et les ajouts proposés par les régions. Recommander au gouvernement du Québec les mesures ou les programmes de même que les dépenses susceptibles d'assurer la réalisation du projet de la Route verte, sa promotion et sa mise en marché.	MTMDET, MDDELCC, MTO, MEES MAMOT, Vélo Québec, MAPAQ MERN, MEIE, MCE, MFFP
Table de coordination interministérielle de l'affectation des terres publiques	Suivi et mise en œuvre des Plans d'affectation des terres publiques au Québec (PATP)	MERN, MTMDET, MFFP MSP, Hydro-Québec MAMOT, MAPAQ, MCC, MÉSI
Groupe de travail sur la gestion des matières résiduelles en milieu nordique (Nunavik)	Examiner les possibilités d'amélioration à apporter dans la gestion des matières résiduelles (MR) pour les villages nordiques Promouvoir des scénarios de gestion de MR	MDDELCC Société du Plan Nord Administration régionale Kativik Recyc-Québec
Groupe de travail sur la gestion des matières résiduelles dans les régions nordiques (<i>Waste to energy</i>)	Projet pilote pour l'évaluation et l'implantation d'un incinérateur à Kuujuaq, pouvant libérer de l'énergie pour le chauffage	Société du Plan Nord MDDELCC Village nordique de Kuujuaq Administration régionale Kativik Corporation foncière de Kuujuaq SOGHU, Recyc-Québec
Comité de suivi : Projet climatique et hydrologique en région Eeyou Istchee Baie-James et Nunavik	Développer des scénarios climatiques et hydrologiques futurs dans les régions d'Eeyou Istchee Baie-James (EIBJ) et du Nunavik (pour certains extrêmes) en soutien à l'adaptation aux changements climatiques	MTMDET Administration régionale Kativik COMEX, MAMOT Gouvernement de la nation crie CCEBJ, Ouranos

Comité d'orientation de la Chaire de recherche CRSNG-UQAT sur la biodiversité nordique	Suivi des projets de recherche visant à comprendre et à diminuer l'empreinte écologique reliée à l'activité minière	UQAT, MFFP, MDDELCC Représentants de l'Industrie minière Abitibiwinni, Ouranos Gouvernement de la nation crie
Comité sur le Programme volontaire d'autogestion	Assurer le suivi annuel du programme volontaire d'autogestion des terrains contaminés sous la responsabilité de la compagnie Irving Oil Limited.	MDDELCC, Irving Oil Limited
Dans le cadre de l'Entente de coopération pour la gestion du lac Champlain Comité directeur et exécutif et consultatif	Mettre en œuvre un l'entente et le plan d'action du lac Champlain. 12 rencontres de prévues en 2018-2019.	MDDELCC (regional) LCBP, Vermont-DEC NY State-DEC
Comité directeur de l'entente Québec-Vermont sur le lac Memphrémagog et Comité technique de l'entente Québec-Vermont sur le lac Memphrémagog	Découlent de l'entente de collaboration entre le Québec et l'état du Vermont sur les enjeux touchant le lac Memphrémagog et son bassin hydrographique. Le comité technique se penche davantage sur les aspects scientifiques. L'enjeu québécois est qu'il s'agit de la source d'eau potable d'environ 200 000 citoyens.	MDDELCC, VTDEC VTFWS, VTAAFM MAPAQ, USDA, CMI Office of US Senator Patrick Leahy Villes limitrophes et Ville de Sherbrooke MRC Memphrémagog Groupes environnementaux
Comité de suivi du site d'enfouissement de Coventry à Newport au Vermont	Assurer le suivi des activités d'exploitation du lieu d'enfouissement technique (LET) de Coventry et la minimisation des impacts de l'exploitation sur la qualité de l'eau du lac Memphrémagog. Partage de connaissances avec les différents partenaires, principalement américains, sur la gestion des matières résiduelles et la protection de l'environnement.	MDDELCC New England Waste Services of Vermont Inc. Waite-Heindel Environmental Management Sanborn Head Vermont Agency of Natural Resources MRC Memphrémagog Ville de Sherbrooke, Memphremagog Watershed Association Gravel and Shea, Act 250 Land Use District Commission

Comité interministérielle sur le parc récréotouristique de la ville d'Asbestos (Mine Jeffrey)	Mise en valeur du site minier, mine Jeffrey à Asbestos, en coordination avec les autres intervenants.	MDDELCC, MÉSI, MAMOT MSSS, MSP, MERN Ville d'Asbestos
Comité interministérielle Alliance Magnésium inc. (AMI)	Comité interministériel pour le développement de l'industrie Alliance Magnésium (AMI) sur le site de l'ancienne usine Magnola à Asbestos. Cette industrie bénéficie d'un prêt du Fonds de diversification économique de la MRC des Sources. L'usine AMI vise l'extraction de magnésium à partir des résidus miniers de la mine Jeffrey et de magnésium recyclé.	MDDELCC, MERN, MÉSI, IQ MFQ, Énergir, Hydro-Québec AMI (Alliance Magnésium) Glencore Alternative Capital Group (investisseur privé)

<p>Comité consultatif pancanadien « Initiative de recherche à partenaires multiples en cas de déversement d'hydrocarbures du plan de protection des océans (PPO) »</p>	<p>Établir un programme de recherche intégrée qui permettra de faire progresser la recherche sur les déversements de pétrole au Canada et améliorer le niveau de préparation et la capacité d'intervention.</p> <p>Forum de discussion, lieu privilégié pour fournir nos recommandations par rapport aux besoins et priorités de recherche du futur programme de recherche.</p>	<p>MDDELCC Pêche et Océan Canada Ministère de l'Environnement de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, du Nunavut, de Terre-Neuve-et-Labrador Congress of Aboriginal People Inuit Tapiriit Kanatami Women of Metis Nation University of Alberta, Queens University Memorial University SIMEC, Point Tupper Marine Services, Atlantic Emergency Response Team, Western Canada Marine Response, United States Environmental Protection Agency National Oceanic and Atmospheric Administration SINTEF Ocean Trix</p>
<p>Comité fédéral, provincial et territorial de gestion de l'air (AMC)</p>	<p>Le mandat de l'AMC est de gérer les approches intergouvernementales en matière de qualité de l'air notamment l'implantation du système pancanadien de gestion de qualité de l'air incluant la gestion par zones et bassins atmosphériques, le développement des normes canadiennes de qualité de l'air ambiant et l'implantation des exigences de base relatives aux émissions industrielles (EBEI).</p>	<p>Santé Canada Environnement et Changements Climatiques Canada (ECCC) MDDELCC Ville de Montréal Metro Vancouver Provinces et territoires</p>

Groupe de travail fédéral, provincial et territorial sur l'élaboration et l'examen des normes canadiennes de qualité de l'air ambiant (CDRWG)	Les provinces et les territoires (FPT) avec le gouvernement fédéral collaborent, ainsi qu'en parallèle les communautés autochtones, les industries et les organisations non gouvernementales, à l'élaboration des normes canadiennes de qualité d'air ambiant.	Santé Canada Environnement et Changements Climatiques Canada (ECCC) MDDELCC Metro Vancouver Provinces et territoires New Brunswick Lung Association Clean Air Partnership (by-phone) Canadian Association of Petroleum Producers Canadian Fuels Association David Suzuki Foundation Canadian Public Health Association Prairie Acid Rain Coalition Rio Tinto Canadian Electricity Association Maritime Aboriginal Peoples Council Cement Association of Canada Forest Products Association of Canada
---	--	--

Groupe de travail fédéral, provincial et territorial consultatif des intervenants (SAG)	Le SAG a pour mandat de consulter les secteurs industriels et les organismes à but non lucratif concernées par le SGQA. Le SAG révisé la documentation produite à l'AMC et agit à titre de conseiller à l'application du SGQA concernant l'implantation des CAAQS, la publication du State of the Air reports.	Santé Canada Environnement et Changements Climatiques Canada (ECCC) MDDELCC Metro Vancouver Provinces et territoires Canadian Association of Petroleum Producers Canadian Electricity Association Canadian Fuels Association Cement Association of Canada Chemistry Industry Association of Canada Forest Products Association of Canada Clean Air Hamilton Clean Air Partnership Wapole Island First Nation New Brunswick Lung Association Prairie Acid Rain Coalition
Groupe de travail fédéral, provincial et territorial sur les émissions (EWG)	Le mandat du EWG est de s'assurer que les inventaires d'émissions de GES soient disponibles pour le système pancanadien de gestion de qualité de l'air ,de partager les meilleures pratiques et de travailler en collaboration sur des projets permettant de perfectionner l'inventaire des contaminants	Santé Canada ECCC, MDDELCC Provinces et territoires
Groupe de travail sur les sources mobiles (MSWG)	Le MSWG a pour but de partager de l'information et identifier les axes d'intérêts entre les provinces afin de partager des initiatives permettant la réduction de la pollution atmosphérique et des émissions de gaz à effet de serre.	Santé Canada ECCC MDDELCC Ville de Montréal Metro Vancouver Provinces et territoires

Groupe de travail MDDELCC-ECCC sur l'harmonisation de la réglementation pour le secteur industriel	Le Québec et le fédéral collabore à la signature d'une entente d'équivalence visant à éviter les doublages réglementaires entre le Règlement multisectoriel des polluants atmosphériques (RMSPA) et le Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère (RAA).	ECCC MDDELCC
Comité de la qualité de l'air Canada-États-Unis	Le Canada et les États-Unis ont signé l' <u>Accord Canada - États-Unis sur la qualité de l'air</u> en vue de lutter contre la pollution atmosphérique transfrontalière. Les deux pays échangent de l'information et participent à la rencontre annuelle du Comité de la qualité de l'air de l'Accord Canada-États-Unis sur la qualité de l'air.	ECCC Quelques Provinces et territoires
Comité de suivi de l'Entente Québec-Ontario sur la collaboration dans le domaine de la qualité de l'air	Le comité conjoint sur la gestion de la qualité de l'air permet à l'Ontario et le Québec d'échanger sur les quatre axes de collaboration liés à la qualité de l'air définis dans l'Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario concernant la coopération en matière d'environnement.	Ministère de l'Environnement et de l'action en matière de changements climatiques (MOECC) MDDELCC
Comité de suivi de l'entente de 1981 entre la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), anciennement la Communauté urbaine de Montréal, et le gouvernement du Québec portant sur la gestion de la qualité de l'air sur le territoire de l'île de Montréal	Le comité de suivi de l'entente définit les modalités de mise en œuvre de l'entente et formule des recommandations en ce qui a trait à l'amélioration de l'efficacité de celle-ci. Actuellement, le comité œuvre à la réalisation d'un exercice de comparaison réglementaire et à la modernisation des modalités de reddition de compte.	CMM MDDELCC
Comité de gestion interministériel en bruit environnemental (CGIBE)	<ul style="list-style-type: none"> • Approuver la mise en place du GEIBE ainsi que son mandat (anciennement comité interministériel sur le bruit environnemental (CIBE)); • Approuver le plan de travail et les échéanciers proposés par le GEIBE. • Définir les enjeux, orientations stratégiques et priorités liés à la mise en œuvre du plan de travail du GEIBE; • Assurer l'encadrement de la mise en œuvre du plan de travail du GEIBE. 	MSSS MDDELCC MTMDET MAMOT MERN INSPQ

Comité fédéral-provincial-territorial sur l'eau potable	<p>Ce comité regroupe des représentants de toutes les provinces et de tous les territoires ainsi que des représentants de Santé Canada et d'autres ministères fédéraux concernés par la production d'une eau potable sécuritaire. Les rencontres de travail permettent d'élaborer et de proposer des recommandations relativement à la qualité de l'eau potable au Canada. Les recommandations produites sont utilisées par le Québec comme base scientifique afin de mettre à jour les normes et exigences de contrôle de la qualité édictées par son Règlement sur la qualité de l'eau potable.</p> <p>Deux réunions par année.</p>	<p>MDDELCC</p> <p>Santé Canada</p> <p>Représentants des provinces canadiennes et des territoires</p>
Sous-comité « Eau souterraine » du comité «Eau» du Conseil canadien des ministres de l'environnement	<p>Ce sous-comité rassemble des représentants d'organismes fédéraux, provinciaux et territoriaux pour l'échange d'information et d'expertise. Le sous-comité conseille et oriente les gouvernements sur les programmes, les politiques et les questions concernant les eaux souterraines, et recherche activement des solutions à des problèmes communs grâce à l'activité de ses groupes de travail.</p> <p>Visioconférences.</p>	<p>MDDELCC</p> <p>Environnement Canada</p> <p>Représentants des provinces canadiennes et des territoires</p>
Comité de vérification et d'évaluation de programme (CVEP)	<p>Les objectifs du CVEP sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'aider le sous-ministre à s'acquitter de ses responsabilités en matière de vérification interne et d'évaluation de programme; - de favoriser l'indépendance des fonctions de vérification interne et d'évaluation de programme; - d'assurer la crédibilité et la qualité des travaux de vérification et d'évaluation; - de contribuer à renforcer le système de contrôle interne au Ministère. <p>Le comité a été relancé en 2017. Il se réunit un minimum de deux fois par année.</p>	<p>MDDELCC</p> <p>Membres externes :</p> <p>Serge Hamel (retraité, spécialiste en évaluation de programme)</p> <p>Sylvie Laflamme (retraîtée, spécialiste en vérification)</p>

QUESTION PARTICULIÈRE N° 14

Indiquer la liste des consultations menées par le ministère et ses organismes auprès des communautés autochtones en 2017-2018. Ventiler par sous-ministériat et par organisme et indiquer pour chacun :

- a. L'objet des consultations
- b. Le moyen utilisé
- c. Les dates de rencontres
- d. Les communautés et les personnes consultées
- e. Les résultats des consultations
- f. Les montants afférents
- g. Les rencontres à venir au cours de l'exercice financier 2018-2019

Note : Il y a obligation de la Couronne de consulter et d'accommoder les Autochtones à la suite des arrêts Haïda et Taku River rendus par la Cour suprême du Canada. Ces consultations ont été effectuées selon le Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones.

Ces consultations ont été menées par la Direction générale de l'évaluation environnementale et stratégique du MDDELCC :

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2018-2019
-------------------------	---------------	---------------------	-------------------------------------	-----------------------------	--------------------	----------------------

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2018-2019
Aménagement des bassins B+ et Nord-Ouest sur le site du Mont-Wright (Arcelor Mittal)	Correspondance	Aucune	Innus d'Uashat Maliotenam Innus de Matimekosh-Lac-John	<p>Consultations à mi-parcours, à l'étape de l'analyse environnementale du projet.</p> <p>À ce jour, les communautés n'ont pas participé à la consultation.</p> <p>Une entente sur les répercussions et les avantages (ERA) a été signée en 2012 entre l'initiateur et Uashat Maliotenam (incluant Matimekosh-Lac-John pour les emplois).</p>	0 \$	Aucune prévue à ce jour

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2018-2019
Projet de mine de graphite du lac Knife (Focus Graphite Inc.)	Correspondance	Aucune	Innus de Uashat-Maliotenam Innus de Matimekosh-Lac-John	Consultations débutées mais suspendues jusqu'à la reprise de l'analyse de recevabilité de l'étude d'impact (en attente des documents de l'initiateur).	0 \$	Aucune prévue à ce jour
Projet d'exploitation du gisement de graphite du lac Guéret	Correspondance Contact téléphonique Rencontre	19 octobre 2016	Innus de Pessamit	Consultation en fin de parcours. Pas d'opposition au projet et bonne collaboration entre la communauté et l'initiateur. ERA signée à l'été 2017.	0\$	Aucune autre rencontre envisagée

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2018-2019
Projet Horne 5	Correspondance Échanges téléphoniques	Aucune	Première nation Abitibiwinini (Pikogan)	<p>Consultation en début de parcours, réalisée en vertu de l'Entente sur la consultation et l'accommodement conclu entre le gouvernement du Québec et cette communauté.</p> <p>Étude d'impact transmise et analyse de recevabilité en cours.</p> <p>En attente d'un retour de la Pikogan concernant l'étude d'impact.</p>	0 \$	Possiblement une rencontre à venir

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2018-2019
Projet Akasaba Ouest	Correspondance Communication téléphonique et échanges de courriel	Aucune	Algonquins de Lac Simon	<p>Consultation en fin de parcours.</p> <p>Préoccupation de la communauté à l'égard de la survie de la harde de caribous de Val-D'or.</p> <p>L'Agence canadienne conclut dans son rapport que le projet a des impacts cumulatifs négatifs importants sur les droits des Algonquins.</p> <p>Demande de décret d'urgence fait par Lac-Simon auprès d'Environnement Canada en vertu de la Loi sur les espèces en péril.</p>	0 \$	Pas de rencontre prévue.

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2018-2019
Projet de mine de graphite Matawinie de Nouveau Monde Graphite	Correspondance	Aucune	Attikameks de Manawan	Consultation en début de parcours. Entente-cadre signée avec l'initiateur.	0 \$	Rencontre à prévoir.

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2018-2019
Projet de Ligne à 735 kV Micoua-Saguenay	Correspondance Échanges téléphoniques	Aucune	Innus de Mashteuiatsh Innus d'Essipit Innus de Pessamit	Consultations en cours, débutées avec l'envoi de l'avis de projet. La consultation de la communauté d'Essipit a débuté après une modification au tracé du projet. La communauté de Pessamit démontre une préoccupation marquée pour le caribou.	0 \$	Une rencontre pourrait être à prévoir.

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2018-2019
Projet éolien Apuiat (Anciennement Lévesque)	Correspondances Échanges de courriels	Aucune	Innus de Matimekosh-Lac-John Innus de Uashat-Maliotenam	Consultations débutées mais suspendues temporairement jusqu'à la reprise de l'analyse de recevabilité. Signatures de deux ERA avec l'initiateur à l'été 2017. Ce projet est issu d'une entente entre les communautés innues et Hydro-Québec sur les énergies renouvelables.	0\$	Aucune prévue à ce jour

Agrandissement du lieu d'enfouissement technique d'Hébertville-Station	Correspondance	Aucune	Innus de Mashteuiatsh	<p>Consultation en début de parcours.</p> <p>En attente de l'étude d'impact.</p> <p>La communauté a manifesté son désir de participer à la consultation.</p>	0\$	Aucune prévue à ce jour
--	----------------	--------	-----------------------	--	-----	-------------------------

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2018-2019
Projet d'usine de Métaux BlackRock	Correspondance	Aucune	Innus de Mashteuiatsh Innus d'Essipit	Consultation en cours. Recevabilité en cours et bonne participation des communautés autochtones. Les enjeux sont surtout fauniques.	0\$	Possiblement une rencontre à tenir

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2018-2019
Projet de réfection de la prise d'eau brute dans le lac Saint-Louis pour l'usine de production d'eau potable Lachine / Ville de Mtl	Correspondance Rencontre (2015)	Aucune	Mohawks de Kahnawake	Consultation en fin de parcours. Évaluation environnementale pratiquement terminée. Intérêt pour les plans de compensation.	0 \$	Aucune prévue à ce jour
Projet Agrandissement des installations portuaire en eau profonde à Salaberry-de-Valleyfield	Correspondance	Aucune	Mohawks de Kahnawake	Consultation débutée mais en suspens. En attente d'une reprise de la consultation sur la base des nouveaux documents à produire par l'initiateur. Préoccupation connue de la communauté pour l'augmentation du trafic maritime et l'habitat du poisson en lien avec le projet.	0 \$	Aucune prévue à ce jour.

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2018-2019
Programme décennal de dragage d'entretien et réfection des quais des installations portuaires de Port-Alfred à La Baie.	Correspondance et échanges de courriels	Aucune	Innus de Mashteuiatsh et Essipit	<p>Consultations à mi-parcours (phase de l'analyse environnementale du projet)</p> <p>Le MDDELCC a reçu les préoccupations de la communauté en février 2017.</p> <p>Intérêt pour la question des sédiments de la part d'Essipit.</p>	0 \$	Une rencontre est possible.
Projet d'usine de fonte en gueuse au Saguenay	Correspondance Appels Courriels	Aucune	Innus d'Essipit Innus de Mashteuiatsh	<p>Consultations à mi-parcours, mais suspendues jusqu'à la reprise de l'analyse de recevabilité (en attente des réponses de l'initiateur).</p> <p>Préoccupations pour l'archéologie et pour l'augmentation du trafic maritime.</p>	0 \$	Rencontre à prévoir si le projet reprend.

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2018-2019
Programme de stabilisation des berges du Lac St-Louis	Correspondance Courriels	Aucune	Mohawks de Kahnawake	Consultation en cours. Réception des questions des Mohawk et envoi subséquent de la rétroaction à ces derniers. En attente des réponses de l'initiateur. Préoccupations connues pour l'habitat du poisson et l'archéologie.	0 \$	Possiblement une rencontre est à prévoir.

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2018-2019
Projet d'aménagement de centrale hydroélectrique Manouane Sipi	Correspondance	Aucune	Attikameks de Manawan et Wemotaci	<p>Consultation en début de parcours.</p> <p>En attente de l'étude d'impact.</p> <p>Consultation particulière puisque la communauté de Wemotaci est en partie l'initiateur du projet avec la Ville de La Tuque et souhaite tout de même être consultée.</p>	0 \$	Aucune prévue à ce jour.

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2018-2019
Projet d'usine de fer préréduit briqueté à chaud au parc industriel et portuaire de Bécancour (Société internationale métallique (Canada) Ltée)	Correspondance	Aucune	Abénaquis de Wôlinak	<p>Consultation en cours, à l'étape de l'analyse de recevabilité.</p> <p>À la suite de sa première analyse et des réponses fournies par le Ministère, le Grand Conseil de la Nation Waban-Aki n'a pas soumis de préoccupations additionnelles.</p>	0 \$	Aucune prévue à ce jour.

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2018-2019
Projet de développement hydroélectrique Énergie Shannon Power	Correspondance	Aucune	Nation huronne-wendat de Wendake	<p>Consultation débutée, mais suspendue jusqu'à la reprise de l'analyse de recevabilité de l'étude d'impact.</p> <p>Préoccupations de la Première nation axées essentiellement sur des demandes de nature économique.</p>	0 \$	Aucune prévue à ce jour.

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2018-2019
Énergie Saguenay : complexe de liquéfaction de gaz naturel à Saguenay (GNL Québec)	Correspondance	Aucune	Innus de Mashteuiatsh Innus d'Essipit	Consultations débutée, en attente du dépôt de l'étude d'impact. Préoccupations préliminaires transmises.	0\$	Rencontre à prévoir.

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2018-2019
Projet de dragage des canaux de la municipalité de Saint-Zotique et construction d'un brise-lames	Correspondance	Aucune	Mohawk d'Akwesasne	Consultation amorcée avec l'étude d'impact. Recevabilité en cours. La communauté manifeste son intérêt pour la consultation.	0\$	Possiblement une rencontre est à prévoir

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2018-2019
Programme de stabilisation des berges du Lac St-Louis	Correspondance Courriels	Aucune	Mohawks de Kahnawake	Consultation en cours. Réception des questions des Mohawk et envoi subséquent de la rétroaction à ces derniers. En attente des réponses de l'initiateur. Préoccupations connues pour l'habitat du poisson et l'archéologie.	0 \$	Possiblement une rencontre est à prévoir.

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2018-2019
Projet d'aménagement de centrale hydroélectrique Manouane Sipi	Correspondance	Aucune	Attikameks de Manawan et Wemotaci	<p>Consultation en début de parcours.</p> <p>En attente de l'étude d'impact.</p> <p>Consultation particulière puisque la communauté de Wemotaci est en partie l'initiateur du projet avec la Ville de La Tuque et souhaite tout de même être consultée.</p>	0 \$	Aucune prévue à ce jour.

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2018-2019
Projet d'usine de fer préréduit briqueté à chaud au parc industriel et portuaire de Bécancour (Société internationale métallique (Canada) Ltée)	Correspondance	Aucune	Abénaquis de Wôlinak	<p>Consultation en cours, à l'étape de l'analyse de recevabilité.</p> <p>À la suite de sa première analyse et des réponses fournies par le Ministère, le Grand Conseil de la Nation Waban-Aki n'a pas soumis de préoccupations additionnelles.</p>	0 \$	Aucune prévue à ce jour.

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2018-2019
Projet de développement hydroélectrique Énergie Shannon Power	Correspondance	Aucune	Nation huronne-wendat de Wendake	<p>Consultation débutée, mais suspendue jusqu'à la reprise de l'analyse de recevabilité de l'étude d'impact.</p> <p>Préoccupations de la Première nation axées essentiellement sur des demandes de nature économique.</p>	0 \$	Aucune prévue à ce jour.

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2018-2019
Énergie Saguenay : complexe de liquéfaction de gaz naturel à Saguenay (GNL Québec)	Correspondance	Aucune	Innus de Mashteuiatsh Innus d'Essipit	Consultations débutée, en attente du dépôt de l'étude d'impact. Préoccupations préliminaires transmises.	0\$	Rencontre à prévoir.

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2018-2019
Agrandissement de la marina du Camping des Roses	Correspondance	Aucune	Attikameks de Manawan	<p>Consultation en début de parcours.</p> <p>Avis de projet transmis.</p> <p>La communauté souhaite participer à la consultation.</p> <p>En attente de l'étude d'impact.</p>	0\$	Aucune prévue à ce jour.

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRES	COMMUNAUTÉS ET PERSONNES CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRENTS	RENCONTRES 2018-2019
Atténuation du risque à la sécurité publique lié aux munitions explosives non explosées au lac Saint-Pierre (Défense nationale)	Correspondance	Aucune	Abénaquis d'Odanak Abénaquis de Wôlinak	Consultation en début de parcours. Avis de projet et directive ministérielle transmis. En attente de l'étude d'impact. Aucun retour des Abénaquis pour le moment.	0\$	Aucune prévue à ce jour.

Mireille Paul
418 521-3933, poste 4656
21 mars 2018

QUESTION PARTICULIÈRE N° 15

Fournir la liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le ministère en 2017-2018, dont :

- a. Assainissement de l'air;
- b. Programme ClimatSol;
- c. Programme de réhabilitation des terrains contaminés;
- d. Programmes d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent;
- e. Soutien aux conseils régionaux en environnement;
- f. Soutien aux organismes de bassin versant;
- g. Autres crédits de transfert (ventiler par organisme bénéficiaire).

Veuillez vous référer à la question 13 des renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 16

Fournir la liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert. Ventiler par secteur (changements climatiques, eau, matières résiduelles, autorisations environnementales, divers), par programme et par organisme ou municipalité bénéficiaire.

Veillez vous référer à la réponse de la question 54 des renseignements généraux.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 17

Fournir la ventilation de tous les contrats externes octroyés de gré à gré en 2017-2018 concernant la gouvernance du Fonds vert. Préciser :

- a. La date de conclusion du contrat;**
 - b. La date de fin du contrat;**
 - c. La description du contrat;**
 - d. Le nom du contractant;**
 - e. Le montant du contrat initial;**
 - f. Tout montant additionnel versé;**
 - g. La date de versement du montant additionnel.**
-

Veuillez vous référer à la réponse de la question 7 des renseignements généraux.

État de situation au 31 mars 2018 de l'intégration d'orientations spécifiques en matière de gestion intégrée des ressources en eau dans la révision et la mise à jour des schémas d'aménagement et de développement.

L'exercice de révision des orientations gouvernementales en aménagement du territoire en vue de la mise à jour des schémas d'aménagement et de développement (SAD) des municipalités régionales de comté est sous la responsabilité du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT). Une orientation spécifique à la gestion intégrée des ressources en eau est dans la liste du programme de renouvellement des orientations gouvernementales.

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) est le coordonnateur de cette orientation. Un document d'orientation a été rédigé et a fait l'objet de consultations par le MAMOT auprès des associations municipales, soit l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités. Le MDDELCC procède à l'analyse des commentaires reçus par ces associations.

Les thèmes abordés dans le document d'orientation sont notamment la gestion des eaux pluviales, la gestion par bassin versant, la compatibilité des usages, la protection des sources d'alimentation en eau potable, la dynamique des cours d'eau, l'arrimage des SAD et des plans directeurs de l'eau.

Fournir la ventilation des sommes consacrées en 2017-2018 aux efforts visant à protéger la ressource eau.

En plus des ressources internes du MDDELCC, les sommes suivantes ont été consacrées à des efforts visant à protéger la ressource eau par le biais de contrats, ententes ou programmes :

	ventilation des sommes (M\$)	Remarques
Financement d'activités régulières des 40 organismes de bassin versant et du Regroupement des organismes de bassins versants du Québec	33,94	total de 4 987 000 \$ pour 2017-2018 total de 28 950 000 \$ pour 2018-2021
Mesure 10.6.2 du Plan d'action économique 2017-2018 visant à bonifier les connaissances sur les eaux souterraines	1,00	Projets d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines
Financement des activités régulières des Tables de concertation régionales (TCR)	0,75	financement de 6 Tables de concertation régionales pour un total de 750 000 \$
Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020	0,53	331 093\$ pour des contrats dans le cadre de l'action 30.3.2 « Adaptation et consolidation du réseau de suivi des eaux souterraines du Québec » : 7 contrats dans le cadre de l'action 30.3.3.
Plan d'action Saint-Laurent - Programme interactions communautaires (PIC)	0,14	11 projets financés
Réévaluation des normes de protection des prélèvements d'eau et développement d'outils par des experts externes	0,12	Cinq études produites ont été publiées sur le site WEB du MDDELCC
Programme annuel de qualité de l'eau en milieu agricole	0,06	sommes consacrées à l'échantillonnage afin de mesurer la qualité de l'eau dans le cadre de projets réalisés en collaboration avec le MAPAQ
Programme de suivi permettant l'évaluation de la qualité de l'eau pour les petits bassins versants agricoles	0,07	Échantillonnage d'eau et aux analyse des échantillons dans le cadre de 7 projets portant sur des nouvelles pratiques agricoles réalisés en collaboration avec le MAPAQ.
Programme de soutien agricole (PSMA)	0,04	recherche visant à favoriser une gestion environnementale des exploitations agricoles par l'utilisation de mesures innovatrices permettant de réduire la pollution en milieu agricole. Études réalisées: o Mise à jour de la base de données sur les effluents d'élevage; o Évaluation juridique de mesures de protection des rives à perpétuité; o Impact résiduel de sites de stockage ou d'accumulation des fumiers; o Utilisation de cartes satellites afin de vérifier l'augmentation des superficies en culture.
contrats octroyés afin de documenter diverses problématiques en lien avec la protection de la ressource eau	0,06	o Documenter les développements domiciliaires sans services ou partiellement desservis par un réseau d'aqueduc et d'égout o Gestion durable des eaux pluviales en climat continental froid et humide o Rédaction d'un nouveau chapitre qui s'ajoutera au Guide pour l'analyse des technologies conventionnelles de traitement des eaux usées d'origine domestique o Méthode de détermination de la ligne des hautes eaux pour le domaine maritime (estuaire moyen, estuaire maritime et golfe du Saint-Laurent) dans un contexte de changements climatiques
Activités de gestion des connaissances de l'eau	0,24	
TOTAL	36,94	

QUESTION PARTICULIÈRE N° 20

Fournir la liste des organismes rencontrés en préparation de la Stratégie québécoise de l'eau. Fournir également la liste des consultations ministérielles et interministérielles effectuées.

Il n'y a pas eu de consultations ciblées sur la Stratégie québécoise de l'eau au cours de l'année 2017-2018.

Toutefois, plus de 10 séances se sont tenues à travers le Québec en mai et juin 2016 où plus de 130 organismes régionaux ont été rencontrés. Une consultation web s'est également déroulée en octobre 2016.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 21

Indiquer si un rapport des consultations menées par le MDDELCC visant à alimenter la future Stratégie québécoise de l'eau a été produit.

Aucun rapport n'a été publié.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 22

Indiquer si un premier inventaire des stratégies et politiques de l'eau dans diverses juridictions a été effectué par le MDDELCC

L'étude des documents d'orientations gouvernementales relatives à l'eau au Canada et ailleurs dans le monde a été réalisée en continu au cours des dernières années.

Dans tous les cas, le travail a mis en lumière les différences au niveau des contenus stratégiques des politiques publiques, du mode de gouvernance, de la participation citoyenne et des mécanismes de financement du modèle et cela a alimenté l'élaboration de la Stratégie québécoise de l'eau (SQE).

Indiquer si une analyse comparative des modes de gouvernance, du financement et du contenu stratégique visant à alimenter la future Stratégie québécoise de l'eau a été produite.

L'étude des documents d'orientations gouvernementales relatives à l'eau au Canada et ailleurs dans le monde a été réalisée en continu au cours des dernières années en vue de l'élaboration de la Stratégie québécoise de l'eau (SQE).

Dans tous les cas, le travail a mis en lumière les différences au niveau des contenus stratégiques des politiques publiques, du mode de gouvernance, de la participation citoyenne et des mécanismes de financement du modèle.

Gestion intégrée des ressources en eau

Liste de tous les Plans directeurs de l'eau (PDE) déposés et approuvés par le MDDELCC au 31 mars 2018. Fournir l'échéancier pour 2018-2019.

En date du 31 mars 2018, les 40 organismes de bassin versant (OBV) ont reçu l'approbation de leur Plan directeur de l'eau (PDE). La liste des PDE déposés et approuvés se retrouve au tableau suivant :

Zone de gestion	PDE déposé	Date de dépôt	Date d'approbation du PDE
Abitibi-Jamésie	X	2014-04-02	2016-12-13
Baie-Missisquoi	X	2014-05-01	2015-11-25
Batiscan-Champlain	X	2014-03-31	2016-04-26
Bayonne	X	2013-07-09	2017-01-19
Bécancour	X	2014-03-31	2016-04-26
Capitale	X	2014-03-28	2016-08-26
Charlevoix-Montmorency	X	2013-07-04	2015-01-21
Châteauguay	X	2014-03-31	2016-01-25
Chaudière	X	2014-03-31	2016-01-25
Chêne, du	X	2014-03-31	2015-11-25
Côte-du-Sud	X	2013-10-17	2014-10-22
Duplessis	X	2014-03-31	2015-08-14
Etchemin	X	2014-09-04	2016-02-11
Gaspésie-Nord	X	2014-06-30	2016-08-26
Gaspésie-Sud	X	2014-04-03	2017-12-06
Haute-Côte-Nord	X	2014-03-03	2015-03-12
Jacques-Cartier	X	2013-04-11	2014-10-22
Kamouraska-L'Islet-du-Loup	X	2013-09-05	2014-10-17
L'Assomption	X	2014-10-02	2016-04-26
Lac Saint-Jean	X	2013-03-31	2014-08-19
Lièvre-du	X	2013-04-26	2014-08-19
Loup-Yamachiche	X	2013-04-22	2014-08-14
Manicouagan	X	2013-04-02	2014-07-25
Maskinongé	X	2014-03-27	2016-04-26
Matapédia-Restigouche	X	2014-04-03	2017-06-08
Mille-Îles	X	2014-03-24	2015-11-24
Nicolet	X	2014-04-03	2015-11-11
Nord, du	X	2013-05-21	2015-08-11
Nord-Est-du Bas-Saint-Laurent	X	2014-03-31	2016-04-26
Richelieu	X	2014-03-31	2016-02-11
Rouge-Petite Nation-Saumon	X	2013-05-02	2014-11-19
Saguenay	X	2014-03-31	2016-01-25
Sainte-Anne	X	2014-04-07	2016-04-26
Saint-François	X	2014-03-31	2016-01-25
Saint-Jean, Fleuve	X	2014-04-02	2016-08-22
Saint-Maurice	X	2013-04-10	2014-11-13
Sept, des	X	2013-04-02	2014-10-22
Témiscamingue	X	2014-01-13	2015-08-11
Vaudreuil-Soulanges	X	2014-03-31	2016-01-25
Yamaska	X	2014-07-16	2016-04-26
Total	40	-	

Ventilation des sommes allouées en 2017-2018 par le ministère au financement des actions et des activités des acteurs de l'eau.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la gestion intégrée de l'eau par bassin versant (GIEBV), le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) soutient financièrement les 40 organismes de bassins versants (OBV) reconnus au Québec ainsi que le Regroupement des organismes de bassins versants du Québec (ROBVQ).

Ainsi, dans le cadre des conventions d'aide financière 2013-2018 liant le Ministère et chacun de ces organismes, le gouvernement subventionne la GIEBV à raison de 5,2 M\$ annuellement. Cela correspond à un montant moyen de 125 000 \$ par OBV et de 200 000 \$ pour le ROBVQ.

Pour les OBV, ce financement vise à fournir les ressources nécessaires à ces organisations pour :

- favoriser la concertation des acteurs de l'eau régionaux concernés par les enjeux de l'eau sur leur territoire respectif;
- informer, mobiliser, consulter et sensibiliser la population ainsi que promouvoir la gestion intégrée des ressources en eau sur leur territoire;
- élaborer un plan directeur de l'eau (PDE) représentatif des préoccupations et de la vision d'avenir du milieu, le mettre à jour et assurer le suivi de sa mise en œuvre.

Pour le ROBVQ, regroupement des 40 OBV, le financement statutaire de l'organisme sert à :

- Soutenir les organismes de bassins versants;
- Participer à l'élaboration d'outils pour les OBV;
- Représenter les organismes de bassins versants auprès du Ministère
- Promouvoir les grands principes de la gouvernance et de la gestion intégrée et concerter de l'eau par bassin versant et des écosystèmes aquatiques;
- Réaliser toute autre activité convenue avec le Ministère.

Le 13 mars 2018, un nouveau CT (CT-218768) au montant de 30 M\$ a été approuvé pour permettre le soutien à la mission et la poursuite des activités des OBV et du ROBVQ pour la période 2018-2021. La totalité des subventions pour chacun de ces organismes (moyenne de 720 K\$/organisme), provenant du Fonds de suppléance du gouvernement du Québec, a été versée au cours de l'exercice financier 2017-2018. Les mandats spécifiés pour cette période pour les OBV sont similaires à ceux établis pour 2013-2018 à l'exception de l'abandon de l'élaboration d'un plan directeur de l'eau.

Pour le ROBVQ, un décret de 1, 05 M\$ (Décret 289-2018), lié au CT-218768, a été approuvé par le Conseil des ministres le 21 mars 2018 pour assurer le soutien à la mission de l'organisme pour les trois prochaines années. Les mandats du ROBVQ sont également similaires à ceux de 2013-2018.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre de la gestion intégrée du Saint-Laurent (GISL), le MDDELCC soutient les Tables de concertation régionale (TCR) qui ont des mandats très similaires à ceux énoncés plus haut pour les OBV, mais pour les zones de gestion intégrée du Saint-Laurent. Au lieu d'un PDE, chaque TCR doit produire un plan de gestion intégrée régional (PGIR) représentatif des préoccupations et des enjeux des acteurs de la zone de gestion intégrée du Saint-Laurent. En octobre dernier, le Ministère a renouvelé les conventions d'aide financière liant chaque organisme désigné pour la coordination de la TCR et le Ministère, et ce, jusqu'au 31 mars 2021. En 2016-2017, le Ministère a soutenu financièrement les six TCR en place pour un montant total de 750 k\$, à raison de 125 000 \$ par TCR.

De plus, dans le cadre de la mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau (GIEBV et GISL), les acteurs de l'eau présents sur le territoire (ex. milieux municipal, économique, communautaire, gouvernemental, autochtone et environnemental) contribuent, selon leurs capacités (humaine, financière, technique, etc.), à la mise en œuvre d'actions inscrites dans les PDE et les PGIR. Le Ministère ne finance pas la mise en œuvre des actions inscrites dans ces deux documents de planification.

Indiquer les revenus annuels issus du Règlement sur la redevance exigible pour l'utilisation de l'eau en 2017. Ventiler par code SCIAN et indiquer :

- a. La description du code SCIAN;
 - b. Le volume en m³ prélevé;
 - c. Le taux de redevance;
 - d. Le montant perçu par code SCIAN;
 - e. Le montant total perçu.
-

Voir le tableau ci-joint

Note : Données extraites en date du 9 avril 2018.

2017				
CODE SCIAN	DESCRIPTION CODE SCIAN	TAUX (\$/m³)	VOLUME (m³)	MONTANT REDEVANCE (\$)
2122	Extraction de minerais métalliques	0,0025	70 238 137,12	175 595,38
2123	Extraction de minerais non métalliques	0,0025	60 328 424,51	150 821,13
3112	Mouture de céréales & de graines oléagineuses	0,0025	1 547 031	3 867,57
3114	Préservation & congélation de fruits & légumes	0,0025	2 322 895,01	5 807,24
3115	Fab. de produits laitiers	0,0025	17 498 592	43 746,51
3116	Fab. de produits de viande	0,0025	10 416 754,34	26 041,91
3117	Préparation & cond. de poissons & fruits de mer	0,0025	2 700 818	6 752,06
3118	Boulangeries & fab. de tortillas	0,0025	400 658,72	1 001,63
3119	Fab. d'autres aliments	0,0025	4 811 136,4	12 027,86
3121	Fab. de boissons	0,0700	4 332 155,43	303 250,88
3122	Fab. du tabac	0,0025	69 077	172,69
3131	Usines de fibres, de filés & de fils	0,0025	264 263,01	660,66
3133	Finissage de textiles, tissus & revêt. tissus	0,0025	766 043,96	1 915,12
3149	Usines d'autres produits textiles	0,0025	2579	6,45
3211	Scieries & préservation du bois	0,0025	1 101 306,61	2 753,27
3212	Fab. placage, contrepl. & produit bois reconst.	0,0025	2 773 221,9	6 933,07
3219	Fab. d'autres produits en bois	0,0025	592 684,74	1 481,71
3221	Usines de pâte à papier, de papier & de carton	0,0025	379 708 969,8	949 272,45
3222	Fab. de produits en papier transformé	0,0025	380 979,7	952,45
3241	Fab. de produit du pétrole & du charbon	0,0025	10 077 447,48	25 193,62
3251	Fab. de produits chimiques de base	0,0025	50 865 370,92	127 163,44
3251	Fab. de produits chimiques de base	0,0700	5 870 205,49	410 914,39
3252	Fab. caoutchouc, fibre & filam. synth. & résine	0,0025	2 388 787,98	5 971,97
3254	Fab. de produits pharmaceutiques & médicaments	0,0025	1 158 398	2896,00
3255	Fab. de peintures, de revêtements & d'adhésifs	0,0025	876 949	2 192,38
3256	Fab. de savon, détachant & produit de toilette	0,0025	175 483	438,71
3259	Fab. d'autres produits chimiques	0,0025	6 298 623,1	15 746,56
3261	Fab. de produits en plastique	0,0025	541 941,67	1 354,87
3262	Fab. de produits en caoutchouc	0,0025	5 511 176,4	13 777,95
3271	Fab. de produits réfractaires & en argile	0,0025	2 445,4	6,12
3271	Fab. de produits réfractaires & en argile	0,0700	34 959	2 447,13
3272	Fab. de verre & de produits en verre	0,0025	73 895	184,74
3273	Fab. de ciment & de produits en béton	0,0025	3 464 513,463	8 661,29
3273	Fab. de ciment & de produits en béton	0,0700	754 596,77	52 821,77
3274	Fab. de chaux & de produits en gypse	0,0025	560	1,40
3274	Fab. de chaux & de produits en gypse	0,0700	240 603	16 842,21
3279	Fab. d'autres produits minéraux non métalliques	0,0025	9 128 026,08	22 820,07
3311	Sidérurgie	0,0025	74 000 606,25	185 001,51
3312	Fab. produits en acier à partir d'acier acheté	0,0025	388 177	970,44
3313	Production & transformation d'alumine & d'Al	0,0025	8 488 921,19	21 222,33
3314	Product. & transf. métaux non ferreux (sauf Al)	0,0025	53 857 206,96	134 643,04
3315	Fonderies	0,0025	9 059 890	22 649,74
3321	Forgeage & estampage	0,0025	2 746 183	6 865,46
3322	Fab. de coutellerie & d'outils à main	0,0025	126 936	317,34
3327	Atelier d'usinage, fab. prod. tournés & conn.	0,0025	85 146	212,87
3328	Revêt., gravure, trait. therm. & act. analogues	0,0025	129 635,5	324,09
3329	Fab. d'autres produits métalliques	0,0025	381 272,6	953,18
3333	Fab. machines comm. & pour ind. des services	0,0025	82 719	206,80
3336	Fab. moteurs, turbines & mat. transm. puissance	0,0025	27 357,8	68,39
3344	Fab. semi-conducteurs & autres comp. électron.	0,0025	404 747	1 011,87
3353	Fab. de matériel électrique	0,0025	44 635	111,59
3361	Fab. de véhicules automobiles	0,0025	41 427	103,57
3363	Fab. de pièces pour véhicules automobiles	0,0025	37 280,7	93,20
3364	Fab. de produits aérospatiaux & de leurs pièces	0,0025	1 629 340	4 073,36
3366	Construction de navires & d'embarcations	0,0025	263 386	658,47
3369	Fab. d'autres types de matériel de transport	0,0025	81 612,2	204,04
3372	Fab. de meubles de bureau incl. art. d'ameubl.	0,0025	48 372	120,93
3399	Autres activités diverses de fab.	0,0025	5 528 399	13 821,00
4132	Grossistes de boissons	0,0700	20 478,15	1 433,47
	TOTAL		815 193 438,3	2 797 561,35

QUESTION PARTICULIÈRE N° 27

Indiquer les démarches effectuées en 2017-2018 par le ministère pour réviser le Règlement sur la redevance exigible pour l'utilisation de l'eau.

Aucune démarche n'a été effectuée en 2017-2018 par le Ministère pour réviser le Règlement sur la redevance exigible pour l'utilisation de l'eau. Par contre, un rapport sur la mise en œuvre du Règlement a été publié en février 2018.

État de situation au 31 mars 2018 des démarches entreprises pour adopter une redevance sur l'eau embouteillée.

Le recyclage des bouteilles d'eau fait partie des réflexions en cours sur la modernisation de la consigne et de la collecte sélective.

Le gouvernement est d'avis qu'il faut revoir les systèmes de récupération afin d'accroître nos performances environnementales en vue de la création d'une société sans gaspillage de même que pour faire face aux enjeux liés à la lutte contre les changements climatiques et à l'épuisement des ressources non renouvelables.

Liste des municipalités n'étant pas conformes à la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables au 31 mars 2018, dans le but d'en intégrer les obligations aux schémas d'aménagement et de développement, aux plans d'urbanisme et aux règlements municipaux.

Au 31 mars 2018, la quasi-totalité des municipalités régionales de comté (MRC) du Québec ont intégré les normes de la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (PPRLPI) dans leur schéma d'aménagement et de développement (SAD), à l'exception de la MRC de la Haute-Gaspésie dont le SAD révisé a été jugé non conforme par le gouvernement. Cette MRC a été appelée à présenter un règlement de remplacement.

En mai 2015, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) a entrepris un exercice de suivi de la conformité des règlementations municipales à la PPRLPI. Cet exercice a été complété en novembre 2017.

Selon les résultats, 94 municipalités, représentant 2,90 % de la population québécoise en date du 1^{er} juillet 2017, n'ont pas intégré les dispositions de la PPRLPI (version 2005 ou plus récente).

Voici la liste des 94 municipalités :

Région	MRC	Municipalités
Capitale-Nationale (03)	La Jacques-Cartier	Lac-Delage
		TNO du Lac-Croche
	Charlevoix	Saint-Urbain
		Saint-Hilarion
		TNO Lac-Pikauba

Région	MRC	Municipalités
Mauricie (04)	Maskinongé	Louiseville
		Maskinongé
		Saint-Alexis-des-Monts
		Saint-Étienne-des-Grès
		Saint-Paulin
		Saint-Sévère
		Saint-Angèle-de-Prémont
	Mékinac	Notre-Dame-de-Montauban
		Saint-Roch-de-Mékinac
		Saint-Séverin
		Sainte-Thècle
		Trois-Rives

Région	MRC	Municipalités
Estrie (05)	Memphrémagog	Eastman
		Hatley
		North Hatley
		Orford
		Potton
		Sainte-Catherine-de-Hatley
		Stantead Village
		Stantead Canton
Région	MRC	Municipalités
Outaouais	La Vallée-de-la-Gatineau	Gracefield
		Lac-Sainte-Marie
		Maniwaki
Région	MRC	Municipalités
Abitibi-Témiscamingue (08)	Abitibi-Ouest	Authier
		Authier-Nord
		Chazel
		Clermont
		Clerval
		Duparquet
		Dupuy
		La Reine
		La Sarre
		Normétal
		Palmarolle
		Poularies
		Rapide-Danseur
		Roquemaure
		Saint-Lambert
		Sainte-Germaine-Boulé
		Sainte-Hélène-de-Mancebourg
		Taschereau
		Val-Saint-Gilles
Région	MRC	Municipalités
Côte-Nord (09)	Minganie	Aguanish
		Baie-Johan-Beetz
		Havre-Saint-Pierre
		L'Île d'Anticosti
		Longue-Pointe-de-Mingan
		Natashquan
		Rivière-au-Tonnerre
		Rivière-Saint-Jean
	Caniapiscau	Fermont
		Sherfferville

Région	MRC	Municipalités
Nord-du-Québec (10)	Eeyon Istchee Baie-James	Chapais
		Lebel-sur-Quévillon

Région	MRC	Municipalités
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (11)	la Haute-Gaspésie	Cap-Chat
		Sainte-Anne-des-Monts
		La Martre
		Marsoui
		Rivière-à-Claude
		Mont-Saint-Pierre
		Saint-Maxime-du-Mont-Louis
		Sainte-Madeleine-de-la-rivière-Madeleine
		TNO Mont-Albert
		TNO Coulée-des-Adolphe
	Le Rocher-Percé	Port-Daniel-Gascons
		Chandler
		Grande-Rivière
		Sainte-Thérèse-de-Gaspé
		Escumimac
		L'Ascension-de-Patapédia
		Nouvelle
		Matapédia
		Pointe-à-la-Croix
		Ristigouche-Partie-Sud-est
		Saint-Alexis-de-Matapédia
		Saint-André-de-Restigouche
		Saint-François-d'Assise
		TNO Rivière-Nouvelle
		TNO Ruisseau-Ferguson

Région	MRC	Municipalités
Lanaudière (14)	Joliette	Notre-Dame-de-Lourdes
		Sainte-Mélanie
		Saint-Paul
		Saint-Pierre

Région	MRC	Municipalités
Laurentides (15)	Rivière-du-Nord	Prévost
		Sainte-Sophie
		Saint-Hippolyte
		Saint-Jérôme

Région	MRC	Municipalités
Montérégie (16)	Les Maskoutains	Saint-Bernard-de-Michaudville
		Saint-Louis

Indiquer si un rapport des consultations du Forum Inondations, tenu en décembre 2017, a été produit

Le Forum Inondations, qui s'est tenu les 6 et 7 octobre 2017, couvrait trois thématiques : la gestion des bassins versants et la cartographie, la gestion des zones inondables en prenant en considération les changements climatiques, l'aménagement du territoire et la planification urbaine et la révision du cadre normatif en zone inondable.

L'ensemble des présentations faites lors du Forum sont disponibles sur le site Internet du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

De plus, le 19 décembre 2017, le ministère de la Sécurité publique a tenu l'événement « Inondations 2017 ». Les discussions se sont articulées autour de trois blocs, soit la prévention et la préparation, l'intervention et le rétablissement. À la suite de cet événement, ce ministère a annoncé le 1^{er} mars 2018 un plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations. Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques collaborera à sa mise en œuvre.

Ventilation des ressources financières et techniques accordées en 2017-2018 à la mise à jour de la cartographie de l'ensemble des zones à risque d'inondations au Québec

Le 19 décembre 2017 a eu lieu l'événement « Inondations 2017 : Bilan et perspectives » organisé par le MSP. Les discussions se sont articulées autour de trois blocs, soit la prévention et la préparation, l'intervention et le rétablissement.

Le gouvernement du Québec a dévoilé, le 1^{er} mars 2018, le « Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations : vers une société québécoise plus résiliente aux catastrophes ». Le plan d'action comporte 24 mesures regroupées sous trois thèmes principaux :

- 1. Pour un niveau accru de la mobilisation : un accroissement de la préparation, de la prévention et de la connaissance;
- 2. Pour un accompagnement personnalisé : une nouvelle approche de la gestion du rétablissement;
- 3. Pour faire face aux défis actuels et futurs : une évolution des pratiques.

Le gouvernement a également annoncé un investissement immédiat de 75 M\$ répartis ainsi :

- 20 M\$ pour soutenir financièrement les municipalités dans l'élaboration de leur plan de sécurité civile;
- 20,5 M\$ pour actualiser la cartographie des zones inondables répartis de la façon suivante :

Aide financière aux MRC et aux municipalités	
	Montant (en M\$)
Communauté métropolitaine de Montréal	5,5
Communauté métropolitaine de Québec	3,5
Ville de Gatineau	2,8
MRC de Maskinongé	1,5
Ville de Sherbrooke et municipalités régionales de comté (MRC) du Haut-Saint-François et de Coaticook	2,7
MRC de Robert-Cliche, de La Nouvelle-Beauce et de Beauce-Sartigan	2
MRC d'Argenteuil, de Deux-Montagnes et de Vaudreuil-Soulanges	1,5
MRC de Bonaventure	1
TOTAL	20,5

- 6,9 M\$ pour des travaux de recherche sur les zones inondables par l'organisme Ouranos qui aura notamment le mandat de réaliser des études exhaustives des crues historiques ainsi que des simulations, des scénarios et des analyses climatiques permettant de considérer les incidences des changements climatiques.
- 27,6 M\$ sur cinq ans afin de mettre en œuvre le projet INFO-Crue, qui vise notamment à délimiter les zones inondables et contribuer à l'aménagement durable du territoire. La mise en place de ce système de prévision en temps réel fournira une cartographie des secteurs qui pourraient être inondés. Cette prévision couvrira le Québec méridional et permettra de mieux anticiper les interventions de sécurité civile et environnementales nécessaires avant et pendant une crue.

Indiquer les moyens mis en avant pour assurer la prise en compte des effets anticipés des changements climatiques sur la détermination des zones à risque

Depuis le début des années 2000, et particulièrement grâce à la mise sur pied du Plan d'actions sur les changements climatiques, le Québec s'est doté d'un certain nombre de moyens lui permettant d'estimer l'impact attendu des changements climatiques et la planification de mesures d'adaptation s'y rapportant.

Consortium Ouranos :

Citons tout d'abord la création du consortium Ouranos, qui est un organisme à but non lucratif qui développe des projets collaboratifs impliquant un réseau de 450 chercheurs, experts, praticiens et décideurs issus de différentes disciplines et organisations. La mission d'Ouranos est d'acquérir et développer les connaissances sur les changements climatiques, leurs impacts, ainsi que sur les vulnérabilités socioéconomiques et environnementales, de façon à informer les décideurs sur l'évolution du climat et les aider à identifier, évaluer, promouvoir et mettre en œuvre des stratégies d'adaptation nationales, régionales et locales.

Atlas hydroclimatique du Québec méridional :

Le MDDELCC a produit 3 versions de l'Atlas hydroclimatique du Québec méridional, soit en 2013, en 2015 et une toute nouvelle version 2018. L'Atlas hydroclimatique présente une synthèse des conséquences des changements climatiques sur le régime hydrique du Québec méridional, dont celui du régime des crues.

L'Atlas hydroclimatique 2018 qui sera diffusé au cours des prochaines semaines offre des projections quantifiées du régime hydrique pour environ 1500 tronçons de rivière du Québec méridional, et ce, pour les horizons 2030, 2050 et 2080. L'information sera diffusée via une interface de cartographie numérique dynamique accessible sur le site du ministère.

À partir des informations produites dans l'Atlas, il sera possible à différents scientifiques, praticiens et professionnels du domaine de la gestion des zones à risque d'inondation de planifier leurs analyses et interventions d'adaptation en tenant compte de l'évolution possible du régime des crues, associable aux tendances climatiques projetées.

Programme Info-Crue :

Récemment annoncée dans le cadre du budget 2018 du Québec, Info-Crue est une initiative de cartographie générale des zones inondables du MDDELCC. Elle s'applique à un grand nombre de cours d'eau du Québec méridional et vise deux grands objectifs :

- Délimiter les zones inondables nécessaires pour l'aménagement du territoire tout en prenant en compte les changements climatiques;
- Mettre en place un système de prévision qui fournira une cartographie prévisionnelle des secteurs qui pourraient être inondés sur un horizon de quelques jours.

Info-Crue produira donc des cartographies de zones inondables utiles à l'aménagement du territoire, ainsi qu'à la visualisation des zones potentiellement inondées lors des prochains jours.

La mise en place d'Info-Crue a été évaluée à 34,5 M\$ de dollars. De cette enveloppe globale, 6,9 M\$ ont déjà été attribués en aide financière à Ouranos et servira notamment à la réalisation de simulations, de scénarios et d'analyses climatiques ainsi qu'à des études exhaustives des crues historiques et des crues à venir. L'analyse et l'évaluation des secteurs les plus à risque en lien avec les conséquences des changements climatiques seront également réalisées. Tous ces travaux ont pour objectif de soutenir la réalisation d'Info-Crue.

Par ailleurs, le gouvernement a aussi annoncé une aide financière de 20,5 M\$ à plusieurs MRC pour qu'elles mettent à jour la connaissance qu'elles ont de leurs zones inondables. Ces initiatives d'aide financière annoncées pour les MRC sont complémentaires au programme Info-Crue. En effet, puisque les aides financières annoncées ne couvrent pas toutes les MRC de la province, Info-Crue permettra de développer une cartographie générale de base qui couvre les zones inondables d'un grand nombre de cours d'eau, tout en prenant en compte les changements climatiques.

Fournir l'état du réseau des stations hydrométriques du MDDELCC

Le réseau hydrométrique québécois est actuellement composé de 226 stations hydrométriques, soit 170 stations de mesures des débits et 56 stations de mesure des niveaux d'eau, qui sont réparties sur l'ensemble du territoire de la province de Québec. Environ 35 % de ces stations sont liées à la gestion des barrages publics.

Le réseau de stations hydrométriques couvre toutes les régions du Québec, incluant le Grand Nord. Certains partenaires, comme Hydro-Québec, Rio Tinto, Environnement et Changement climatique Canada et Pêches et Océans Canada, exploitent eux aussi des stations hydrométriques qui viennent élargir le territoire couvert. En outre, le MDDELCC a amélioré son niveau de service sur une centaine de stations au cours des années en y ajoutant de la prévision hydrologique, service qui n'était pas offert auparavant. La surveillance des cours d'eau y est donc particulièrement intense, surtout en période d'inondations.

De 2006 à 2012, le Plan d'action sur les changements climatiques (PACC) a permis au Centre d'expertise hydrique du Québec (CEHQ) d'investir 4 300 000 \$ dans le réseau de surveillance hydrologique. Les principales réalisations qui ont découlé du PACC sont :

- la réouverture de 10 stations dans les régions de la Baie d'Ungava, de la Baie d'Hudson et de la Baie James;
- l'ajout de 10 stations sur, entre autres, certains des bassins versants identifiés « prioritaires » par la Politique nationale de l'eau (PNE 2002) qui ne possédaient que très peu d'information à caractère hydrologique;
- la diffusion des données instantanées sur le site Internet du CEHQ;
- la modernisation des instruments de 124 stations hydrométriques.

Indiquer les moyens mis en avant pour assurer une gestion durable des eaux pluviales.

Différentes actions ont été mises de l'avant par le Ministère pour assurer une gestion durable des eaux pluviales. Ces actions se regroupent en quatre axes :

1. Modifications légale et réglementaire
2. Diffusion d'information
3. Collaboration avec les partenaires du Ministère

Il est à noter que l'essentiel des actions du Ministère en matière de gestion des eaux pluviales découle de l'*Action 30.4 - Adaptation de la gestion des eaux pluviales à un contexte de changements climatiques* du plan d'action gouvernemental sur les changements climatiques (PACC) dont le MDDELCC est porteur.

1. Modifications légale et réglementaire

La récente modernisation de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) a permis d'intégrer la notion « eaux pluviales » à la LQE. Notamment, l'article 22, qui établit le régime d'autorisation du Ministère, assujettit désormais l'installation, la modification et l'extension de « systèmes de gestion des eaux pluviales » à l'autorisation préalable du Ministre. Par ailleurs, le projet de *Règlement relatif à l'autorisation ministérielle et à la déclaration de conformité en matière environnementale* (RAMDCME), qui entrera en vigueur prochainement et qui découle de la modernisation de la LQE, dressera une liste des renseignements à joindre à une demande d'autorisation. En matière de système de gestion des eaux pluviales, les renseignements exigés permettront au Ministère d'évaluer adéquatement l'impact des rejets d'eaux pluviales sur les milieux récepteurs. Ainsi donc, avec le nouveau régime d'autorisation, le Ministère s'est donné les moyens d'évaluer correctement les impacts des rejets d'eaux pluviales et d'améliorer les pratiques de gestion des eaux pluviales.

Par ailleurs, le Ministère a publié en 2017 un manuel technique qui regroupe l'ensemble des règles de bonnes pratiques pour la conception d'ouvrages de gestion des eaux pluviales. Ce manuel a été traduit en un règlement, intitulé *Règlement sur l'extension des systèmes de gestion des eaux pluviales admissibles à une déclaration de conformité*, qui constitue la base des normes de conception à respecter pour qu'un système de gestion des eaux pluviales puisse être soustrait de l'obligation d'obtenir une autorisation préalable du Ministre. Le Ministère est donc venu, par ce règlement, établir des normes balisant la conception des ouvrages de gestion des eaux pluviales. Ce projet de règlement fait lui aussi partie des règlements de mise en œuvre de la modernisation de la LQE.

Enfin, le projet de *Règlement sur les travaux relatifs à une installation de gestion ou de traitement des eaux* est un nouveau règlement qui contiendra des normes générales de conception, de construction et d'exploitation applicables aux systèmes de gestion des eaux pluviales. Ce projet de règlement fait aussi partie des règlements de mise en œuvre de la modernisation de la LQE.

Bref, les modifications récentes apportées à la LQE et les trois projets de règlements nommés ci-dessus traduisent une volonté du Ministère de mieux encadrer la gestion des eaux pluviales afin de minimiser les impacts sur les milieux récepteurs.

2. Diffusion de l'information

Une section du site Internet du MDDELCC Web est dédiée exclusivement à la gestion des eaux pluviales. Cette section propose à la clientèle du Ministère des documents de références relativement à la gestion des eaux pluviales et la conception d'ouvrages de gestion des eaux pluviales. Parmi les documents cités dans cette section figure le *Guide de gestion des eaux pluviales* publié par le MDDELCC et qui constitue un document de référence au Québec en matière de gestion des eaux pluviales. Ce Guide est venu par ailleurs compléter le *Guide sur la gestion durable des eaux de pluie*, un autre guide portant sur la gestion des eaux pluviales publié par le gouvernement, soit le Ministère des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire.

Enfin, le Ministère participe annuellement à de nombreux ateliers et événements de diffusion du savoir (congrès, colloque, symposium) afin de sensibiliser la clientèle à l'importance de la gestion des eaux pluviales et exposer l'encadrement effectué par le Ministère en cette matière.

3. Collaboration avec les partenaires du Ministère

Le MDDELCC soutient activement les actions déployées par ses partenaires visant l'amélioration des pratiques en matière de gestion des eaux pluviales. Ainsi, au cours des dernières années, le MDDELCC a participé et soutenu des projets du Regroupement des organismes de bassins versants (ROBVQ), du Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU), de Réseau-Environnement, et de l'Institut national de recherche scientifique (INRS). Notamment, le soutien du MDDELCC a permis la publication d'un guide d'autoévaluation des municipalités relativement à leur politique de gestion des eaux pluviales. Actuellement, le MDDELCC collabore avec Réseau-Environnement à l'élaboration d'un *Programme d'excellence en gestion durable des eaux pluviales* afin de souligner et mettre en lumière les initiatives municipales favorables à une gestion durable des eaux pluviales.

Indiquer si des documents ont été préparés par le MDDELCC pour proposer une refonte du régime fiscal municipal en vue d'inciter les municipalités à mettre en place des initiatives écoresponsables qui restreignent le développement dans des zones vulnérables.

La fiscalité municipale relève du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques n'a pas préparé de documents à ce sujet.

Nombre de dérogations et d'autorisations octroyées par le MDDELCC en 2017-2018 afin de permettre la construction en zone inondable.

Les autorisations du MDDELCC sont délivrées en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE). La LQE ne prévoit pas de processus de dérogation. Par conséquent le ministère n'octroie pas de dérogation.

Quant à elles, les municipalités régionales de comté (MRC) et les municipalités intègrent les normes de la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (PPRLPI) dans leur schéma d'aménagement et de développement (SAD) et dans leur règlement d'urbanisme respectivement. Les MRC peuvent adopter des dérogations dans leur SAD conformément aux mécanismes prévus dans la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) et selon les constructions, ouvrages et travaux admissibles à une dérogation énumérés dans la PPRLPI. Par conformité, les municipalités intègrent ces dérogations à leurs règlements d'urbanisme. Le MDDELCC n'est toutefois pas détenteur de cette information. Le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire est responsable de l'approbation des modifications de SAD en vertu de la LAU.

Du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018, le Ministère a délivré 908 certificats d'autorisation en vertu de l'article 22 LQE pour des dossiers avec impacts sur des milieux hydriques ou humides. Le suivi administratif du ministère ne permet toutefois pas de faire la distinction entre les dossiers délivrés par type de milieu (rive, littoral, plaine inondable ou milieu humide).

Nombre de dérogations et d'autorisations accordées en lien avec la règle de la bande riveraine de 3 mètres en rive.

Les autorisations du MDDELCC sont délivrées en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE). La LQE ne prévoit pas de processus de dérogation. Par conséquent, le ministère n'octroie pas de dérogation.

Quant à elles, les municipalités intègrent les normes de la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (PPRLPI) dans leurs règlements d'urbanisme.

La bande riveraine de 3 mètres s'applique pour la culture des sols à des fins d'exploitation agricole selon la PPRLPI. Le MDDELCC ne délivre pas d'autorisation pour la culture des sols dans la rive et la plaine inondable. Ce sont les municipalités locales qui autorisent selon leurs règlements d'urbanisme. Ces dernières peuvent également procéder à des dérogations mineures à leurs règlements conformément à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Le MDDELCC n'est toutefois pas détenteur de cette information.

Nombre de dérogations et d'autorisations accordées en lien avec la règle de la «zone 0-2 ans» pour la culture avec travail du sol.

Les autorisations du MDDELCC sont délivrées en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE). La LQE ne prévoit pas de processus de dérogation. Par conséquent, le ministère n'octroie pas de dérogation.

Quant à elles, les municipalités intègrent les normes de la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (PPRLPI) dans leurs règlements d'urbanisme.

Le MDDELCC ne délivre pas d'autorisation pour la culture des sols sur le littoral des lacs et des cours d'eau (zone 0-2 ans). En vertu de l'article 3.3 de la PPRLPI, la culture des sols n'est pas permise sur le littoral. Les municipalités locales ne devraient pas autoriser de nouvelles superficies en culture sur le littoral selon leurs règlements d'urbanisme.

État de situation au 31 mars 2018 sur la mise en place du Portail gouvernemental des connaissances sur l'eau. Indiquer :

- a. **Le calendrier révisé des étapes de mise en place;**
- b. **Les dépenses (ventilées annuellement) consacrées au projet depuis le lancement;**
- c. **Les ETC consacrés annuellement de 2008-2009 à 2017-2018;**
- d. **La liste et la valeur totale des contrats conclus à l'externe.**

a. Le calendrier révisé des étapes de mise en place

La première phase du projet PCE a été autorisée le 20 septembre 2011 par le Conseil du trésor (C.T. 210604 pour un montant de 2 496 403 \$). Cette phase consistait à réaliser les travaux de conception permettant la mise en place d'une plateforme collaborative et d'un système de gestion de l'information géographique. La première phase du projet PCE a été divisée en deux étapes distinctes :

- Une première étape d'analyse préliminaire, complétée en 2011 par la transmission d'un dossier de présentation stratégique au Conseil du trésor et décrivant l'ensemble du projet;
- Une seconde étape d'analyse et d'architecture, finalisée en juin 2015 par la livraison de l'architecture détaillée de la plateforme collaborative du PCE et de l'analyse préliminaire du système de gestion de l'information géographique.

Cette première phase du projet s'est terminée le 1^{er} octobre 2015, pour une dépense totale de 1,38 M\$, ce qui concluait les travaux sous-jacents à l'autorisation C.T. 210604 obtenue par le Conseil du trésor. Cette phase a donc été complétée pour un montant inférieur de 1,12 M\$ par rapport à ce qui avait été autorisé au C.T.

En avril 2016, un repositionnement du projet a permis de confirmer la poursuite du projet en utilisant des solutions technologiques déjà en place au MDDELCC, soit la plateforme collaborative et l'Atlas géomatique, permettant ainsi la diminution des coûts et l'accélération de la mise en opération du Portail.

- La plateforme collaborative du Portail des connaissances sur l'eau inclut des espaces intranet et extranet uniquement (sites privés, semi-publics, publics), un site commun et la possibilité de créer des sites de collaboration, etc.
- Le système de gestion de l'information géographique retenu est l'Atlas géomatique du MDDELCC. Cet atlas permet une intégration efficace des données à référence spatiale provenant de différentes sources. Il permet également une visualisation et une analyse des données nécessaires à la gestion intégrée des ressources en l'eau (GIRE) sur un territoire donné. L'Atlas géomatique du MDDELCC est opérationnel depuis mars 2012.

Le 1^{er} novembre 2016, le Conseil du trésor autorisait la seconde phase des travaux du projet PCE au montant de 899 466 \$ (C.T. 216967). Cette phase consiste à effectuer la réalisation technique, l'implantation et le déploiement du PCE, selon la nouvelle portée d'affaires. Les travaux de cette seconde phase sont actuellement en cours et se sont échelonnés sur une période de 18 mois. La date de fin du projet est prévue en mai 2018.

b. Les dépenses (ventilées annuellement) consacrées au projet depuis le lancement

2010-2011 : 93 312 \$
 2011-2012 : 63 820 \$
 2012-2013 : 219 699 \$
 2013-2014 : 436 633 \$
 2014-2015 : 271 756 \$
 2015-2016 : 294 718 \$

2016-2017 : 377 963 \$

2016-2017 : 499 725 \$ au 28 février 2018

c. Les ETC consacrés annuellement de 2008-2009 à 2017-2018

2010-2011 : 0,3 ETC

2011-2012 : 0 ETC

2012-2013 : 0,26 ETC

2013-2014 : 0,9 ETC

2014-2015 : 1,67 ETC

2015-2016 : 0,48 ETC

2016-2017 : 0,36 ETC

2017-2018 : 0,6 ETC

d. La liste et la valeur totale des contrats conclus à l'externe

Voici, tel qu'inscrit à la réponse de la question générale n° 12 :

- La valeur totale des contrats pour le projet Portail des connaissances sur l'eau :
2 090 502 \$
- La liste des prestataires de service :
LGS, CGI, GP3, R3D, L-IPSE, LAMBDA, COFOMO, LEVIO, MULTIFORCE

ANNEXE - Synthèse des principales étapes du projet

Année financière	Étapes du projet
2010-2011	<ul style="list-style-type: none">• Analyse préliminaire du projet;• Dossier d'affaires et C.T. pour autorisation.
2011-2012	<ul style="list-style-type: none">• Organisation du projet pour la phase d'architecture détaillée du Portail et analyse préliminaire du système de gestion de l'information géographique;• Soutien à la cartographie des connaissances sur l'eau;• Approbation du projet au Conseil du trésor (C.T. 210604 - 20 septembre 2011).
2012-2013	<ul style="list-style-type: none">• Préparation et lancement de l'appel d'offres;• Travaux de démarrage de l'architecture détaillée du Portail.
2013 -2014	<ul style="list-style-type: none">• Architecture détaillée du Portail qui comprend :<ul style="list-style-type: none">○ Étude de positionnement sur le volet Internet du Portail,○ Architecture informationnelle,○ Architecture de sécurité,○ Organisation du travail et politiques du Portail,○ Gestion du changement,○ Architecture technologique,○ Assurance qualité;• Travaux de démarrage de l'analyse préliminaire de la plateforme de gestion de l'information géographique sur l'eau.
2014-2015	<ul style="list-style-type: none">• Architecture détaillée du Portail (poursuite des travaux);• Analyse préliminaire de la plateforme de gestion de l'information géographique sur l'eau (poursuite des travaux).
2015-2016	<ul style="list-style-type: none">• Architecture détaillée du Portail (finalisation des travaux);• Analyse préliminaire de la plateforme de gestion de l'information géographique sur l'eau (finalisation des travaux);• Bilan et recommandations au Conseil du trésor.
2016-2017	<ul style="list-style-type: none">• Repositionnement du projet (avril 2016);• Dépôt du C.T. et du dossier d'affaires (juillet 2016);• Approbation de la phase « Réalisation et déploiement » au Conseil du trésor (C.T. 216967 – 1^{er} novembre 2016);• Début des travaux de la phase « Réalisation, implantation et déploiement ».
2017-2018	<ul style="list-style-type: none">• Poursuite des travaux de la phase « Réalisation, implantation et déploiement »;• Livraison de la première portion de la solution en juillet auprès des clientèles prioritaires afin de faire des essais à l'été;• Deuxième portion de la solution mise en production en mars 2018 pour débiter l'édition du contenu ;• Mise en ligne de la solution prévue en mai 2018.

Ventilation des sommes octroyées en 2017-2018 par le plan d'action du Ministère pour couvrir les zones orphelines des PACES. Fournir le nom des projets et des partenaires associés.

Le Ministère a signé quatre ententes avec des établissements de recherche universitaire pour couvrir les territoires suivants :

- Laurentides (UQAM) : 1 495 000 \$;
- Estrie (INRS-ETE) : 1 495 000 \$;
- Lanaudière, Nord-est de la Mauricie et la Haute-Côte-Nord (UQAC): 1 495 000 \$;
- Sud-ouest du Bas-Saint-Laurent, vallée de la Matapédia et pourtour de la Gaspésie (UQAR) : 1 195 000 \$.

Deux autres ententes seront signées au cours du mois d'avril 2018 pour la réalisation de projets spécifiques sur les territoires suivants :

- Îles-de-la-Madeleine (ULaval) : 1 000 000 \$;
- Territoire cri (projet-pilote) (UQAT) : 1 000 000 \$.

Gestion intégrée du Saint-Laurent

État de situation au 31 mars 2018 du suivi de l’engagement de mettre en œuvre la gestion intégrée du Saint-Laurent (GISL). Fournir un état d’avancement de la mise en place des Tables de concertation régionales (TCR) en 2017-2018;

L’état d’avancement de la mise en place des Tables de concertation régionales (TCR) est présenté au tableau suivant :

Nom de la zone	État d’avancement
Zone de Québec	<ul style="list-style-type: none">• 20 novembre 2012 : désignation officielle de la Communauté métropolitaine de Québec par le ministre du Développement durable, de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.• 17 janvier 2013 : signature de la convention par les deux parties.• 4 mars 2014 : assemblée de fondation.• Plan de gestion intégrée régional déposé le 18 décembre 2017
Zone du Haut-Saint-Laurent et du Grand Montréal	<ul style="list-style-type: none">• 3 juin 2104 : désignation du Comité ZIP Jacques-Cartier.• 15 octobre 2014 : signature de la convention par les deux parties.• 29 septembre 2015 : assemblée de fondation.• En cours : planification stratégique et plan d’action
Zone du lac Saint-Pierre	<ul style="list-style-type: none">• 8 février 2013 : désignation du Comité ZIP du lac Saint-Pierre.• 18 juin 2013 : signature de la convention par les deux parties complétée.• 6 février 2014 : assemblée de fondation.• En cours : planification stratégique et plan d’action
Zone des Îles-de-la-Madeleine	<ul style="list-style-type: none">• 24 février 2014 : désignation du Comité ZIP des Îles-de-la-Madeleine.• 5 août 2014 : signature de la convention par les deux parties.• 25 septembre 2015 : assemblée de fondation.• En cours : planification stratégique et plan d’action
Zone du sud de l’Estuaire moyen	<ul style="list-style-type: none">• 11 avril 2013 : désignation du Comité ZIP du sud de l’Estuaire.• 3 juillet 2013 : signature de la convention par les deux parties.• 5 mai 2014 : assemblée de fondation.• En cours : planification stratégique et plan d’action
Zone de l’Estuaire fluvial	<ul style="list-style-type: none">• 14 août 2015 : désignation du Comité ZIP Les Deux Rives.• 4 décembre 2015 : signature de la convention par les deux parties.• Novembre 2016 : assemblée de fondation.• En cours : analyse de zone

Concernant les sommes injectées en 2017-2018, chaque TCR a reçu un financement annuel de 125 000 \$.

État de situation au 31 mars 2018, incluant les sommes injectées en 2017-2018, du suivi de l'engagement d'adopter une stratégie de protection et de conservation des sources destinées à l'alimentation en eau potable. Fournir l'échéancier pour 2018-2019.

Le Québec dispose d'une réglementation qui assure à la population un approvisionnement en eau potable de qualité, selon les standards parmi les plus élevés en Amérique du Nord. Des investissements publics de l'ordre de 1,5 G\$ ont été faits depuis 2001 dans le cadre de la mise aux normes des équipements de captage et de traitement de l'eau potable. Une stratégie de protection des sources permettrait d'assurer la pérennité de ces investissements.

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) maintient sa volonté d'adopter une stratégie de protection et de conservation des sources destinées à l'alimentation en eau potable. D'ailleurs, le Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection fournit l'assise à la mise en œuvre de la première étape de cette stratégie. Le Règlement prévoit, en effet, certaines mesures minimales de protection des sources servant à l'alimentation en eau potable; il exige également que les prises d'eau municipales qui alimentent plus de 500 personnes fassent l'objet d'une analyse de leur vulnérabilité. Cette analyse de vulnérabilité devra être complétée et transmise au MDDELCC au plus tard en avril 2021.

En soutien à la démarche d'analyse de vulnérabilité, le MDDELCC a publié le *Guide de réalisation des analyses de vulnérabilité des sources destinées à l'alimentation en eau potable au Québec* afin d'encadrer et d'uniformiser la réalisation de cette démarche. En avril 2016, il a publié sur son site Web le *Guide sur les principes d'atténuation et de compensation des activités agricoles relativement aux installations de prélèvement d'eau*. En 2017, il a également publié le guide technique intitulé *Détermination des aires de protection des prélèvements d'eau souterraine et des indices de vulnérabilité DRASTIC*. De plus, il a tenu plusieurs webinaires et réalisé des présentations lors de congrès et colloques pour fournir de la formation sur le sujet aux municipalités.

Le budget 2017-2018 du gouvernement du Québec permet de répondre à l'engagement d'offrir un soutien financier aux municipalités dans l'amélioration de la protection de leurs sources d'approvisionnement en eau potable. En effet, 37 M\$ y ont été alloués pour cinq années pour la mise en œuvre d'un programme d'aide financière destiné à cette fin.

Ventiler les sommes dépensées depuis l'adoption de la mesure du budget 2017-2018 pour améliorer la protection des sources d'eau potable, et ce, par type de priorités mentionnées dans le budget :

- a. réalisation d'analyses de vulnérabilité des sources d'eau potable par les municipalités;**
- b. compensation des agriculteurs affectés par de nouvelles mesures de protection des sources prévues au Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (RPEP);**
- c. mise en place de mesures de protection des sources d'eau potable.**

Les modalités du programme sont en élaboration. Aucune somme n'a donc été dépensée en 2017-2018.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 44

Ventiler par année, de 2017-2018 à 2021-2022, le nombre estimé de municipalités concernées par la mesure du budget 2017-2018 pour améliorer la protection des sources d'eau potable.

Les modalités du programme sont en élaboration.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 45

Fournir les critères que devront remplir les municipalités pour pouvoir bénéficier de la mesure du budget 2017-2018 pour améliorer la protection des sources d'eau potable.

Les modalités du programme sont en élaboration.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 46

Ventiler par année, de 2017-2018 à 2021-2022, le nombre estimé d'agriculteurs concernés par la mesure du budget 2017-2018 pour améliorer la protection des sources d'eau potable.

Les modalités du programme sont en élaboration.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 47

Indiquer le nombre d'ETC et les sommes consacrées à la formation depuis l'adoption du RPEP. Ventiler par année.

Depuis le 14 août 2014, plusieurs formations et présentations sur le Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection ont été données, tant à l'intention du personnel du Ministère qu'à celle de clientèles externes :

Période	Nombre de formations offertes
14 août au 31 décembre 2014	8
1 ^{er} janvier au 31 décembre 2015	21
1 ^{er} janvier au 31 décembre 2016	12
1 ^{er} janvier au 31 décembre 2017	5
1 ^{er} janvier au 31 mars 2018	0

Les durées de formations se sont échelonnées de 30 minutes à 7 heures selon les cas.

Indiquer le nombre de municipalités concernées par la transmission d'analyses de vulnérabilité d'ici avril 2021. Indiquer le nombre de municipalités ayant complété le processus au 31 mars 2018.

Nombre de municipalités concernées

Selon l'étude d'impact économique réalisée au sujet du Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (RPEP), 375 municipalités alimentées en eau souterraine et 238 municipalités alimentées en eau de surface devront fournir un rapport d'analyse de vulnérabilité d'ici le 1^{er} avril 2021.

Source : Étude d'impact économique – Règlement sur le captage des eaux et leur protection, Direction de l'analyse économique et des lieux contaminés, 9 juillet 2014.

Nombre de municipalités ayant transmis un rapport d'analyse de vulnérabilité

Au 31 mars 2018, huit municipalités ont transmis au Ministère un rapport d'analyse de vulnérabilité.

L'obligation de transmettre un rapport d'analyse de vulnérabilité ne prend cependant effet, pour les municipalités visées, que le 1^{er} avril 2021. Il n'est donc pas surprenant que peu l'aient fait jusqu'à présent, particulièrement dans le contexte où le rapport doit ensuite être mis à jour cinq ans après sa transmission.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 49

Indiquer le budget réservé en 2017-2018 à la concertation des acteurs de l'eau et à la mise en œuvre des actions au niveau des municipalités et des MRC pour réaliser les analyses de vulnérabilité des sources d'eau potable.

Afin de soutenir les municipalités, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) a publié en avril 2015 un guide technique précisant la démarche d'analyse de vulnérabilité que les municipalités doivent compléter. Dans ce guide, le Ministère souligne l'importance, pour les municipalités, d'obtenir une collaboration des divers intervenants des territoires visés. Le MDDELCC a également publié en 2017 un guide relatif à la détermination des aires de protection des prélèvements d'eau souterraine.

Dans le cadre de la démarche d'analyse de vulnérabilité, le MDDELCC favorise le partage d'information et la concertation entre les municipalités, de même que l'implication accrue des organismes de bassin versant et des tables de concertation régionale, selon les secteurs dans lesquels se situent les prises d'eau potable visées. Il s'agit d'une orientation véhiculée par le guide technique ainsi que par les représentants du MDDELCC dans le cadre des sessions d'information réalisées sur le sujet.

Aucun budget n'a été versé, en 2017-2018, au soutien à la réalisation des analyses de vulnérabilité des sources d'eau potable.

État d'avancement des actions menées par le MDDELCC au sein de la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable du MAMOT au 31 mars 2018. Sommes engagées en 2017-2018.

Le Québec est l'un des plus grands consommateurs d'eau au monde par habitant. Le fait que le Québec possède 3 % des ressources mondiales renouvelables en eau douce a contribué au siècle dernier à l'implantation d'industries et de pratiques culturelles dont la demande en eau était élevée.

Un changement progressif des pratiques est en cours dans un contexte global des changements climatiques et le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) collabore avec le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire à l'atteinte des différents objectifs de la Stratégie d'économie d'eau potable :

Objectif 1 énoncé par la Stratégie: S'inscrire dans le contexte mondial du resserrement des politiques relatives à l'eau;
et
Objectif 3 énoncé par la Stratégie: S'inscrire dans une optique de gestion intégrée de l'eau dans une perspective de développement durable;

Action menée par le MDDELCC pour contribuer à l'atteinte des objectifs 1 et 3 :

Le Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection, adopté le 16 juillet 2014, a permis de mettre en œuvre un nouveau régime d'autorisation des prélèvements d'eau qui leur confère un caractère renouvelable. Il a aussi introduit l'obligation pour les municipalités de réaliser une analyse de vulnérabilité de leurs prises d'eau potable, tant au point de vue de la quantité d'eau prélevée que de la qualité.

Objectif 2 énoncé par la Stratégie: Respecter l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent;

Action menée par le MDDELCC pour contribuer à l'atteinte de l'objectif 2 :

Dans le cadre de l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent, signée en 2005, le MDDELCC a publié, en septembre 2013, un programme de conservation et d'utilisation efficace de l'eau pour les volets municipaux, industriels et agricoles. Ce programme prévoit la mise en œuvre de plusieurs mesures dans le but de conserver l'eau, de l'utiliser efficacement et de diminuer le gaspillage dans plusieurs secteurs d'activité.

Objectif 4 énoncé par la Stratégie: Réaliser les objectifs en utilisant une approche concertée avec les partenaires;

Action menée par le MDDELCC pour contribuer à l'atteinte de l'objectif 4 :

Le MDDELCC a contribué, en 2017-2018, pour 7500 \$ au programme annuel de Réseau Environnement nommé « Programme d'économie d'eau potable » qui vise la sensibilisation des citoyens à l'usage raisonnable de l'eau potable à des fins domestiques. En 2017-2018, ce sont 62 municipalités (représentant 2,3 millions de citoyens) qui y ont participé.

Fournir la liste des exploitants d'OMAE qui, en 2017-2018, étaient en non-conformité avec l'obligation d'installation d'enregistreurs de débordement inscrite au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (Art. 9).

En 2017-2018, 12 avis de non-conformité ont été émise en lien avec l'absence d'équipement enregistreur de débordement d'eaux usées.

Fournir la liste des exploitants d'OMAE qui, en 2017-2018, étaient en non-conformité avec l'obligation de transmission d'un rapport annuel dans les délais prescrits par le Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (Art. 13).

Selon le ROMAEU, le rapport annuel de l'année 2016 devait être transmis au plus tard le 1^{er} avril 2017. En date du 20 mars 2018, le MDDELCC a reçu 776 rapports annuels 2016 sur un total de 831 (93 %).

Les rapports annuels de 2017 seront transmis pour la première année via le système SOMAEU. La date de transmission du rapport annuel 2017 a été fixée au 1^{er} juin 2018 compte tenu du déploiement des fonctionnalités du système SOMAEU. Une compilation sera effectuée par le Ministère en cours d'année.

En 2017-2018, 73 avis de non-conformité ont été émis pour ne pas avoir transmis le rapport annuel selon les délais et les conditions fixés.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 53

Fournir la liste des attestations d'assainissement municipales délivrées en 2017-2018 en application du Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées.

Aucune attestation d'assainissement municipale n'a été délivrée en 2017-2018.

Préciser, pour 2017-2018, le nombre d’inspections réalisées annuellement par le CCEQ des ouvrages municipaux d’assainissement des eaux usées, en précisant le nombre de vérifications des avis de déversement et le nombre d’inspections effectuées à la suite de plaintes.

Le Ministère effectue un suivi des exigences du ROMAEU et planifie le contrôle et les inspections en ce sens.

En 2017-2018, 1188 interventions de contrôle ont été réalisées pour le programme de contrôle « M-6 - Contrôle environnemental des ouvrages municipaux d’assainissement des eaux usées (OMAE).

	M-6 Avis de déversement	M-6 OMAE
2017-18	61	1127

QUESTION PARTICULIÈRE N° 55

Fournir le plus récent bilan du nombre de débordements d'eaux usées répertoriés pour chaque ouvrage d'assainissement des eaux usées.

Pour la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018, 486 avis au Ministre ont été transmis pour des débordements de plus de 48 heures.

Ces 486 avis au Ministre ont été transmis par 138 OMAEU.

Fournir la liste des avis de non-conformité et des avis de réclamation d'une sanction administrative pécuniaire pour un ouvrage d'assainissement des eaux usées, en 2017-2018. Préciser :

- a. l'exploitant d'ouvrage municipal visé;**
- b. le type de document;**
- c. l'objet du document;**
- d. la référence légale;**
- e. le montant de la sanction administration pécuniaire;**
- f. le libellé;**
- g. le montant de la sanction pénale, le cas échéant.**

-
- Du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018, 9 avis de réclamation (SAP) ont été émis (voir annexe I)
 - Du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018, 127 avis de non-conformité ont été émis. (voir annexe II)
 - Du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018, une condamnation pénale pour deux constats d'infraction a menée à une amende totale de 24 000 \$.

ANNEXE I : Nombre d'avis de réclamation (SAP) émis du 2017-04-01 au 2018-02-28

Exploitant	Loi	Art.L	Règlement	Art. R	Libellé	Montant (\$)
Municipalité de Grand-Saint-Esprit			r. 34.1: Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	20 (1)	Ne pas avoir transmis le rapport mensuel comprenant les mesures de débit, les résultats d'analyse d'échantillons, les mesures de pH, les résultats des essais de toxicité, les relevés de débordement et les observations effectuées dans le cadre de l'exploitation de son ouvrage. selon les délais et les conditions fixés pour sa production, à savoir au plus tard 42 jours suivant la fin de chaque mois et par voie électronique.	1 000
Municipalité du village de Fort-Coulonge			r. 34.1: Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	20 (1)	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1 000
Municipalité de Saint-Clément			r. 34.1: Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	20 (1)	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1 000
Ville de Saint-Joseph-de-Beauce			r. 34.1: Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	23 (4)	À fait défaut d'aviser le ministre des événements visés au premier alinéa de l'article 15, à savoir	10000
Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Beauce			r. 34.1: Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	22 (2)	À fait défaut d'étalonner l'appareil visé à l'article 4 au moins une fois par année.	3500

Exploitant	Loi	Art.L	Règlement	Art. R	Libellé	Montant (\$)
Municipalité de Saint-Wenceslas			r. 34.1: Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	20 (1)	A fait défaut de transmettre un avis ou de fournir toute information ou tout plan ou rapport ou ne respecte pas les délais ou les conditions fixées pour leur production conformément à l'article [].	1000
Municipalité de Saint-Ferdinand			r. 34.1: Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	21 (2)	À fait défaut de prélever un échantillon, de prendre une mesure ou de l'analyser conformément à l'article 6.	2500
Municipalité de Saint-Justin			r. 34.1: Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	33	A fait défaut d'installer un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées contrairement à l'article 31.	2500
Ville de Grande-Rivière	Q-2: Loi sur la qualité de l'environnement	115.26 al. 1 (1)			A enfreint la prohibition prévue au deuxième alinéa de l'article 20 relativement à l'émission, au dépôt, au dégagement ou au rejet d'un contaminant dont la présence dans l'environnement est susceptible de porter atteinte à la vie, à la santé, à la sécurité, au bien-être ou au confort de l'être humain, de causer du dommage ou de porter autrement préjudice à la qualité du sol, à la végétation, à la faune ou aux biens, soit	10 000
Total						32 500

ANNEXE II : Nombre d'avis de non-conformité émis du 2017-04-01 au 2018-02-28

Exploitant	Type d'intervention	Objet du document délivré	Loi	art. LQE	Règlement	art. R.	Libellés	ANC
Municipalité de la paroisse de Saint-Cléophas	Vérification (autre qu'inspection)	Rapport annuel 2015 - Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées - Municipalité de Saint-Cléophas			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité de Saint-Médard	Suivi de manquement sans inspection	Rapport annuel 2016 OMAEU - Non-conformité au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	6 al. 3 partie 1	Ne pas avoir prélevé des échantillons ou procéder à des mesures de l'effluent de la station aux fréquences prévues, à savoir	1
						4 al. 2 partie 2	Ne pas avoir étalonné l'appareil de mesure de débit journalier au moins une fois par année.	
Municipalité de Saint-Ulric	Vérification (autre qu'inspection)	Non-conformité Rapport annuel 2016 - Station d'épuration des eaux usées Saint-Ulric			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	4 al. 2 partie 2	Ne pas avoir étalonné l'appareil de mesure de débit journalier au moins une fois par année.	1
	Inspection	Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Saint-Ulric			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 2	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées dans le délai prévu.	1
Municipalité de Notre-Dame-du-Portage	Vérification (autre qu'inspection)	Rapport annuel 2016 - Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées - Municipalité de Notre-Dame-du-Portage			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	6 al. 1	Ne pas avoir respecté les normes de rejet prescrites, à savoir	1

Municipalité de Saint-Michel-du-Squatec	Vérification (autre qu'inspection)	Vérification du rapport annuel 2016 - Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Saint-Michel-du-Squatec		r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	6 al. 3 partie 1	Ne pas avoir prélevé des échantillons ou procéder à des mesures de l'effluent de la station aux fréquences prévues, à savoir	1
	Inspection	Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Saint-Michel-du-Squatec		r. 34.1: Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 2	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées dans le délai prévu.	1
Paroisse de Saint-Philippe-de-Néri	Vérification (autre qu'inspection)	Vérification du rapport annuel 2016 - Saint-Philippe-de-Néri		r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	4 al. 2 partie 2	Ne pas avoir étalonné l'appareil de mesure de débit journalier au moins une fois par année.	1
Municipalité de Padoue	Vérification (autre qu'inspection)	Vérification du rapport annuel 2016 - Padoue		r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
					4 al. 2 partie 2	Ne pas avoir étalonné l'appareil de mesure de débit journalier au moins une fois par année.	
Municipalité de Saint-Gabriel-de-Rimouski	Inspection	Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Saint-Gabriel-de-Rimouski		r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 2	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées dans le délai prévu.	1
					10 al. 1	Ne pas avoir fait exécuter l'opération et le suivi du fonctionnement d'une station d'épuration par une personne titulaire d'un certificat de qualification valide.	
Paroisse de Saint-Marc-du-Lac-Long	Vérification (autre qu'inspection)	Rapport annuel 2016 OMAEU Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Saint-Marc-du-Lac-Long		r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	4 al. 2 partie 2	Ne pas avoir étalonné l'appareil de mesure de débit journalier au moins une fois par année.	1

Municipalité de Saint-Jean-de-Dieu	Vérification (autre qu'inspection)	Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Saint-Jean-de-Dieu - Rapport annuel 2016			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité de la paroisse de Saint-Moïse	Vérification (autre qu'inspection)	Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Saint-Moïse - Rapport annuel 2016			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité de Val-Brillant	Vérification (autre qu'inspection)	Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Val-Brillant - Rapport annuel 2016			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité de la paroisse de Saint-Donat	Vérification (autre qu'inspection)	Rapport annuel 2016 - Saint-Donat			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité de Sainte-Rita	Vérification (autre qu'inspection)	Rapport annuel 2016 - Sainte-Rita			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	4 al. 2 partie 2	Ne pas avoir étalonné l'appareil de mesure de débit journalier au moins une fois par année.	1
Municipalité de Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	Inspection	Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	6 al. 3 partie 2	Ne pas avoir analysé les échantillons prélevés selon la procédure établie, à savoir	1
						9 al. 2	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées dans le délai prévu.	
Municipalité du village de Marsoui	Vérification (autre qu'inspection)	Rapports annuels d'eaux usées 2015 et 2016			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité du village de Mont-Saint-Pierre	Vérification (autre qu'inspection)	Rapports annuels 2014, 2015 et 2016			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1

Canton de Cloridorme	Inspection	Non conformité du suivi de vos ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées situés sur le territoire de la municipalité du canton de cloridorme			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	12	Ne pas avoir transmis le rapport mensuel comprenant les mesures de débit, les résultats d'analyse d'échantillons, les mesures de pH, les résultats des essais de toxicité, les relevés de débordement et les observations effectuées dans le cadre de l'exploitation de son ouvrage. selon les délais et les conditions fixés pour sa production, à savoir au plus tard 42 jours suivant la fin de chaque mois et par voie électronique.	1
Ville de Dolbeau-Mistassini	Vérification (autre qu'inspection)	Transmission du rapport annuel des ouvrages d'assainissement des eaux usées 2016.			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité de Larouche	Vérification (autre qu'inspection)	Transmission du rapport annuel des ouvrages d'assainissement des eaux usées 2016.			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité de Petit-Saguenay	Vérification (autre qu'inspection)	Transmission du rapport annuel des ouvrages d'assainissement des eaux usées 2016.			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Ville de Saguenay	Vérification (autre qu'inspection)	S'assurer de recevoir le rapport annuel pour l'année 2016 OMAE			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
	Vérification (autre qu'inspection)	Transmission du rapport annuel des ouvrages d'assainissement des eaux usées 2016 (Laterrière).			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1

	Vérification (autre qu'inspection)	Transmission du rapport annuel des ouvrages d'assainissement des eaux usées 2016.			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
	Vérification (autre qu'inspection)	Transmission du rapport annuel des ouvrages d'assainissement des eaux usées 2016 (La Baie).			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
	Vérification (autre qu'inspection)	Transmission du rapport annuel des ouvrages d'assainissement des eaux usées 2016 (Shipshaw-Sud).			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
	Vérification (autre qu'inspection)	Transmission du rapport annuel des ouvrages d'assainissement des eaux usées 2016.			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
La municipalité de Saint-François-de-Sales	Vérification (autre qu'inspection)	S'assurer de recevoir le rapport annuel pour l'année 2016 OMAE			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité de Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	Suivi des données transmises par l'exploitant	Non-respect du Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	4 al. 2 partie 2	Ne pas avoir étalonné l'appareil de mesure de débit journalier au moins une fois par année.	1
Municipalité de la paroisse de Saint-Irénée	Suivi des données transmises par l'exploitant	Non-Respect au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 1	Ne pas avoir avisé le ministre lors d'un débordement d'eaux usées survenu en cas d'urgence ou en temps sec à un ouvrage de surverse ou ailleurs sur le réseau d'égout.	1
						9 al. 1	Ne pas avoir répertorié tous les débordements d'eaux usées qui se produisent à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées selon l'une des méthodes prescrites, à savoir	

						8 al. 1 (1)	Avoir exploité un ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées ayant subi des débordements d'eaux usées dans l'environnement en temps sec.	
Ville de La Malbaie	Suivi des données transmises par l'exploitant	Non respect au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	8 al. 1 (1)	Avoir exploité un ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées ayant subi des débordements d'eaux usées dans l'environnement en temps sec.	1
						4 al. 2 partie 2	Ne pas avoir étalonné l'appareil de mesure de débit journalier au moins une fois par année.	
Cantons unis de Stoneham-et-Tewkesbury	Suivi des données transmises par l'exploitant	Non respect au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	4 al. 2 partie 2	Ne pas avoir étalonné l'appareil de mesure de débit journalier au moins une fois par année.	1
Ville de Cap-Santé	Suivi des données transmises par l'exploitant	Rapport annuel 2016 - Non-respect au Règlement pour la transmission du rapport			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Ville de Donnacona	Suivi des données transmises par l'exploitant	Rapport annuel 2016 - Non-respect au Règlement pour la transmission du rapport			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Ville de Pont-Rouge	Suivi des données transmises par l'exploitant	Rapport annuel 2016 - Non-respect au Règlement pour la transmission du rapport			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Ville de Neuville	Suivi des données transmises par l'exploitant	Rapport annuel 2016 - Non-respect au Règlement pour la transmission du rapport			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1

	Suivi des données transmises par l'exploitant	Rapport annuel 2016 - Non-respect au Règlement pour la transmission du rapport			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité de la paroisse de Saint-Hilarion	Suivi des données transmises par l'exploitant	Rapport annuel 2016 - Non-respect au Règlement pour la transmission du rapport			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité de Saint-Siméon	Suivi des données transmises par l'exploitant	Non-respect au Règlement sur les Ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité de Saint-Ubalde	Suivi des données transmises par l'exploitant	Rapport annuel 2016 - Non-respect au Règlement pour la transmission du rapport			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité de la paroisse de Saint-Urbain	Suivi des données transmises par l'exploitant	Rapport annuel 2016 - Non-respect au Règlement pour la transmission du rapport			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Ville de Saint-Marc-des-Carières	Suivi des données transmises par l'exploitant	Non-respect au Règlement sur les Ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 1	Ne pas avoir avisé le ministre lors d'un débordement d'eaux usées survenu en cas d'urgence ou en temps sec à un ouvrage de surverse ou ailleurs sur le réseau d'égout.	1
Municipalité de Saint-Ubalde	Suivi des données transmises par l'exploitant	Rapport annuel 2016- Non-respect au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux (art. 4 al.2 partie 2)			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	4 al. 2 partie 2	Ne pas avoir étalonné l'appareil de mesure de débit journalier au moins une fois par année.	1
Municipalité de Beaumont	Suivi des données transmises par l'exploitant	Vérification du rapport annuel 2016 des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées de la municipalité de Beaumont (15780-2)			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	6 al. 1	Ne pas avoir respecté les normes de rejet prescrites, à savoir	1

Municipalité de la paroisse de Saint-Martin	Suivi des données transmises par l'exploitant	Vérification du rapport annyuel 2016 des ouvrages d'assainissement des eaux usées - OMAEU Saint-Martin			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	4 al. 1	Ne pas avoir mesuré le débit journalier des eaux usées traitées à l'aide d'un appareil permettant de mesurer le débit avec une marge d'erreur inférieure à 15% de la valeur réelle.	1
Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Beauce	Suivi des données transmises par l'exploitant	Vérification du rapport annuel 2016 des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées.			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	4 al. 2 partie 2	Ne pas avoir étalonné l'appareil de mesure de débit journalier au moins une fois par année.	1
Municipalité de la paroisse de Saint-Cyprien	Suivi des données transmises par l'exploitant	Vérification du rapport annuel 2016 des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées.			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	4 al. 2 partie 2	Ne pas avoir étalonné l'appareil de mesure de débit journalier au moins une fois par année.	1
Municipalité de la paroisse de Saint-Malachie	Suivi des données transmises par l'exploitant	Vérification du rapport annuel 2016 des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (La Crapaudière)			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	6 al. 1	Ne pas avoir respecté les normes de rejet prescrites, à savoir	1
Ville de Saint-Pamphile	Suivi des données transmises par l'exploitant	Réception et vérification du rapport annuel 2016 des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées.			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	6 al. 3 partie 1	Ne pas avoir prélevé des échantillons ou procéder à des mesures de l'effluent de la station aux fréquences prévues, à savoir	1
Municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-de-la-Rivière-Sud	Suivi des données transmises par l'exploitant	Manquements constatés lors de la vérification du rapport annuel 2016 des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées.			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	7 al. 1	Ne pas avoir respecté les normes de rejet prescrites, à savoir	1
Municipalité de Leclercville	Vérification (autre qu'inspection)	Débordement d'eaux usées suite aux bris de pompes survenus au poste de pompage LE-1 - Ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (OMAEU) Leclercville			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 1	Ne pas avoir avisé le ministre lors d'une défaillance d'équipement ayant un impact sur la qualité des rejets ou sur la fréquence ou le volume des débordements.	1
Ville de La Tuque	Vérification (autre qu'inspection)	Non respect de la frequence des essais de toxicité aiguë en 2016 à l'effluent de l'ouvrage de traitement des eaux usées de La Tuque			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	7 al. 2	Ne pas avoir effectué les essais de toxicité aiguë conformément aux fréquences et à la procédure	1

							prescrites.	
Municipalité de Sainte-Ursule	Vérification (autre qu'inspection)	Étalonnage de l'appareil de mesure du débit non réalisé, ni mesures du pH prises sur place en 2016 à l'effluent de l'ouvrage de traitement des eaux usées de Sainte-Ursule			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	4 al. 2 partie 2	Ne pas avoir étalonné l'appareil de mesure de débit journalier au moins une fois par année.	1
						6 al. 3 partie 1	Ne pas avoir prélevé des échantillons ou procéder à des mesures de l'effluent de la station aux fréquences prévues, à savoir	
Municipalité de Saint-Mathieu-du-Parc	Vérification (autre qu'inspection)	Mesures du pH n'ont pas été prises sur place en 2016 à l'effluent de l'ouvrage de traitement des eaux usées de Saint-Mathieu du Parc			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	6 al. 3 partie 1	Ne pas avoir prélevé des échantillons ou procéder à des mesures de l'effluent de la station aux fréquences prévues, à savoir	1
Ville de Trois-Rivières	Inspection	Rejet d'eaux usées dans le ruisseau Martin en provenance du réseau d'égout de la rue St-Alexis à Trois-Rivières (secteur St-Louis de France)			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 1	Ne pas avoir avisé le ministre lors d'un débordement d'eaux usées survenu en cas d'urgence ou en temps sec à un ouvrage de surverse ou ailleurs sur le réseau d'égout.	1
Ville de Louiseville	Inspection	Rejet d'eaux usées dans le fossé de la voie ferrée et le cours d'eau du Petit Bois en provenance du réseau d'égout sanitaire de la rue de l'érable à Louiseville			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 1	Ne pas avoir avisé le ministre lors d'un débordement d'eaux usées survenu en cas d'urgence ou en temps sec à un ouvrage de surverse ou ailleurs sur le réseau d'égout.	1
Municipalité de Saint-Justin	Inspection pour suivi de manquement	Non-respect du règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées à la municipalité de Saint-Justin			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	31	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées conforme.	1
						9 al. 2	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les	

							débordements d'eaux usées dans le délai prévu.	
Municipalité de Saint-Bonaventure	Suivi des données transmises par l'exploitant	Vérification du rapport annuel 2016 pour l'OMAE de Saint-Bonaventure			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	4 al. 2 partie 2	Ne pas avoir étalonné l'appareil de mesure de débit journalier au moins une fois par année.	1
Ville de Bécancour	Suivi des données transmises par l'exploitant	Vérification du rapport annuel 2016 pour l'OMAE de Bécancour, secteur Précieux-Sang			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	4 al. 2 partie 2	Ne pas avoir étalonné l'appareil de mesure de débit journalier au moins une fois par année.	1
	Suivi des données transmises par l'exploitant	Vérification du rapport annuel 2016 pour l'OMAE de Bécancour, secteur Sainte-Gertrude			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	4 al. 2 partie 2	Ne pas avoir étalonné l'appareil de mesure de débit journalier au moins une fois par année.	1
	Suivi des données transmises par l'exploitant	Vérification du rapport annuel 2016 pour l'OMAE de Bécancour, secteur Ouest			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	7 al. 1	Ne pas avoir respecté les normes de rejet prescrites, à savoir	1
						4 al. 2 partie 2	Ne pas avoir étalonné l'appareil de mesure de débit journalier au moins une fois par année.	
Municipalité de Saint-Wenceslas	Suivi des données transmises par l'exploitant	Non conformités constatées dans le cadre de la vérification du rapport annuel 2016 de l'OMAE de Saint-Wenceslas.			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	4 al. 2 partie 1	Ne pas avoir maintenu l'appareil de mesure de débit journalier en bon état de fonctionnement en tout temps.	1
						4 al. 2 partie 2	Ne pas avoir étalonné l'appareil de mesure de débit journalier au moins une fois par année.	
						6 al. 3 partie 1	Ne pas avoir prélevé des échantillons ou procéder à des mesures de l'effluent de la station aux fréquences prévues, à savoir	

						12	Ne pas avoir transmis le rapport mensuel comprenant les mesures de débit, les résultats d'analyse d'échantillons, les mesures de pH, les résultats des essais de toxicité, les relevés de débordement et les observations effectuées dans le cadre de l'exploitation de son ouvrage. selon les délais et les conditions fixés pour sa production, à savoir au plus tard 42 jours suivant la fin de chaque mois et par voie électronique.	
	Vérification (autre qu'inspection)	Retard de transmission du rapport annuel 2016 pour l'OMAE de Saint-Wenceslas			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
	Vérification (autre qu'inspection)	Retard de transmission du rapport annuel 2016 pour l'OMAE de la municipalité de Grand-Saint-Esprit			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité de Grand-Saint-Esprit	Suivi des données transmises par l'exploitant	Non-conformités constatées à la suite de la vérification du rapport annuel 2016 de l'OMAE de la municipalité du Grand-Saint-Esprit			r. 34.1: Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	12	Ne pas avoir transmis le rapport mensuel comprenant les mesures de débit, les résultats d'analyse d'échantillons, les mesures de pH, les résultats des essais de toxicité, les relevés de débordement et les observations effectuées dans le cadre de l'exploitation de son ouvrage. selon les délais et les conditions fixés pour sa production, à savoir au plus tard 42 jours suivant la fin de chaque mois et par voie	1

							électronique.	
						13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	
Municipalité de Saint-Ferdinand	Suivi des données transmises par l'exploitant	Non conformités constatées suite à la vérification du rapport annuel 2016 pour l'OMAE de Saint-Ferdinand			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	6 al. 3 partie 1	Ne pas avoir prélevé des échantillons ou procéder à des mesures de l'effluent de la station aux fréquences prévues, à savoir	1
						7 al. 2	Ne pas avoir effectué les essais de toxicité aiguë conformément aux fréquences et à la procédure prescrites.	
Municipalité de Manseau	Suivi des données transmises par l'exploitant	Débordement en temps secs au régulateur St-Georges (Rivière du Chêne) en juin 2016)			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	8 al. 1 (1)	Avoir exploité un ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées ayant subi des débordements d'eaux usées dans l'environnement en temps sec.	1
						15 al. 1	Ne pas avoir avisé le ministre lors d'un débordement d'eaux usées survenu en cas d'urgence ou en temps sec à un ouvrage de surverse ou ailleurs sur le réseau d'égout.	
Municipalité de Sainte-Anne-de-la-Rochelle	Vérification (autre qu'inspection)	Non conformité au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées pour Sainte-Anne-de-la-Rochelle.			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1

Municipalité de Saint-Georges-de-Windsor	Vérification (autre qu'inspection)	Non conformité au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées pour Saint-Georges-de-Windsor.			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité du Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton	Vérification (autre qu'inspection)	Non conformité au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées pour la municipalité de Sainte-Edwidge-de-Clifton.			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité d'Upton	Inspection	Non-respect des normes de rejets à l'effluent de la station d'épuration des eaux usées municipale, située sur le lot 1 959 970 du cadastre du Québec, municipalité d'Upton			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	6 al. 1	Ne pas avoir respecté les normes de rejet prescrites, à savoir	1
						7 al. 1	Ne pas avoir respecté les normes de rejet prescrites, à savoir	
Ville de Cookshire-Eaton	Inspection	Non conformité pour l'ouvrage d'assainissement des eaux usées de Johnville, à Cookshire-Eaton.			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
						6 al. 3 partie 1	Ne pas avoir prélevé des échantillons ou procéder à des mesures de l'effluent de la station aux fréquences prévues, à savoir	
Ville de Cookshire-Eaton	Inspection pour suivi de manquement	Non-conformité à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Johnville, à Cookshire-Eaton.			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité de Saint-Côme	Vérification (autre qu'inspection)	Rapport annuel de votre ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	4 al. 2 partie 2	Ne pas avoir étalonné l'appareil de mesure de débit journalier au moins une fois par année.	1
Municipalité de la paroisse de Brébeuf	Intervention étudiante (vérification)	Non transmission du rapport annuel 2016 pour l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Brébeuf			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1

Municipalité de La Conception	Intervention étudiante (vérification)	Non-transmission du rapport annuel 2016 pour l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de La Conception			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Station Mont Tremblant société en commandite	Intervention étudiante (vérification)	Non-transmission du rapport annuel 2016 pour l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Mont-Tremblant (Station Mont-Tremblant)			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Ville de Mont-Tremblant	Intervention étudiante (vérification)	Non-transmission du rapport annuel 2016 pour l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Mont-Tremblant (Saint-Jovite)(Agrand.)			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
	Intervention étudiante (vérification)	Non-transmission du rapport annuel 2016 pour l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Mont-Tremblant (Village)			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
	Intervention étudiante (vérification)	Non-transmission du rapport annuel 2016 pour l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Mont-Tremblant (Station Mont-Tremblant)			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité de Saint-André-d'Argenteuil	Intervention étudiante (vérification)	Non-transmission du rapport annuel 2016 pour l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Saint-André-d'Argenteuil (Carillon)			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
	Intervention étudiante (vérification)	Non-transmission du rapport annuel 2016 pour l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Saint-André-d'Argenteuil (Est)			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité de Saint-Faustin-Lac-Carré	Intervention étudiante (vérification)	Non-transmission du rapport annuel 2016 pour l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Saint-Faustin-Lac-Carré			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1

Municipalité de Saint-Placide	Intervention étudiante (vérification)	Non-transmission du rapport annuel 2016 pour l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Saint-Placide			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité de Pontiac	Suivi de manquement sans inspection	Manquement à l'article 13 du Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées, municipalité de Pontiac (Quyon),			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Ville de Chibougamau	Vérification (autre qu'inspection)	Avis de déversement en urgence non transmis au ministre sans délai			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	15 al. 2	Ne pas avoir fourni les informations requises ou ne pas avoir respecté le délai prescrit.	1
Municipalité de la paroisse de Saint-Lambert	Suivi des données transmises par l'exploitant	Non transmission du rapport annuel 2016 des ouvrages d'assainissement des eaux usées de Saint-Lambert			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité de Saint-Dominique-du-Rosaire	Suivi des données transmises par l'exploitant	Non transmission du rapport annuel 2016 des ouvrages d'assainissement des eaux usées de Saint-Dominique-du-Rosaire			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Village d'Angliers	Suivi des données transmises par l'exploitant	Non transmission du rapport annuel 2016 des ouvrages d'assainissement des eaux usées d'Angliers.			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité de Sacré-Coeur	Suivi des données transmises par l'exploitant	Non-conformité au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
						4 al. 2 partie 2	Ne pas avoir étalonné l'appareil de mesure de débit journalier au moins une fois par année.	
Ville de Port-Cartier	Suivi des données transmises par l'exploitant	Non-conformité au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1

Municipalité de Portneuf-sur-Mer	Suivi des données transmises par l'exploitant	Non-conformités au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité de Saint-Augustin	Suivi des données transmises par l'exploitant	Non-conformités au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	6 al. 1	Ne pas avoir respecté les normes de rejet prescrites, à savoir	1
						13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	
Municipalité de la Rivière-au-Tonnerre	Suivi des données transmises par l'exploitant	Non-conformité au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	4 al. 1	Ne pas avoir mesuré le débit journalier des eaux usées traitées à l'aide d'un appareil permettant de mesurer le débit avec une marge d'erreur inférieure à 15% de la valeur réelle.	1
						13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	
Municipalité de Bouchette	Inspection	Manquement au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées			r. 34.1 : Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	10 al. 1	Ne pas avoir fait exécuter l'opération et le suivi du fonctionnement d'une station d'épuration par une personne titulaire d'un certificat de qualification valide. Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	1
Municipalité de Lemieux	Inspection	Non conformités constatées à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Lemieux			r. 34.1: Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	6 al. 3 partie 2	Ne pas avoir analysé les échantillons prélevés selon la procédure établie, à savoir	1
						9 al. 1	Ne pas avoir répertorié tous les débordements d'eaux usées qui se produisent à l'ouvrage municipal	

							d'assainissement des eaux usées selon l'une des méthodes prescrites, à savoir	
Municipalité de Rivière-Bleue	Inspection	Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Rivière-Bleue			r. 34.1: Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 2	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées dans le délai prévu.	1
Municipalité de la paroisse de Saint-Louis-du-Ha!-Ha!	Inspection	Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées			r. 34.1: Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 2	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées dans le délai prévu.	1
Ville d'Amqui	Inspection	Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de la Ville d'Amqui			r. 34.1: Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 2	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées dans le délai prévu.	1
Municipalité de Lac-des-Aigles	Inspection	Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Lac-des-Aigles			r. 34.1: Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 2	Ne pas avoir installé un appareil permettant d'enregistrer les débordements d'eaux usées dans le délai prévu.	1
Municipalité de la paroisse de La Trinité-des-Monts	Inspection	Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées Municipalité de La Trinité-des-Monts			r. 3 Règlement relatif à l'application de la Loi sur la qualité de l'environnement	12, partie 2	Avoir utilisé, pendant les heures de production, un équipement visé, alors qu'il ne fonctionne pas de façon optimale, à savoir	1
					r. 34.1: Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	9 al. 1	Ne pas avoir répertorié tous les débordements d'eaux usées qui se produisent à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées selon l'une des méthodes prescrites, à savoir	
						13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	

Municipalité d'Adstock	Vérification administrative	Transmission du rapport annuel pour l'année 2016 - Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainiss				13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
	Vérification administrative	Transmission du rapport annuel pour l'année 2016 – Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainiss			r. 34.1: Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité de la paroisse de Saint-Nazaire-de-Dorchester	Vérification administrative	Manquement constaté lors de la vérification du rapport annuel 2016 des OMAE			r. 34.1: Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	4 al. 2 partie 2	Ne pas avoir étalonné l'appareil de mesure de débit journalier au moins une fois par année.	1
Municipalité de la paroisse de Saint-Damien-de-Buckland	Vérification administrative	Transmission du rapport annuel des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées pour l'année 2016			r. 34.1: Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité de la paroisse de Sainte-Hénédine	Vérification administrative	Transmission du rapport annuel des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées pour l'année 2016			r. 34.1: Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité de Sainte-Agathe-de-Lotbinière	Vérification administrative	Transmission du rapport annuel des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées pour l'année 2016			r. 34.1: Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité de Saint-Apollinaire	Vérification administrative	Transmission du rapport annuel des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées pour l'année 2016			r. 34.1: Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité de Cap-Saint-Ignace	Vérification administrative	Transmission du rapport annuel des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées pour l'année 2016			r. 34.1: Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1

Municipalité de Rivière-Bleue	Vérification administrative	Rapport annuel de l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées pour l'année 2016			r. 34.1: Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Ville de Gaspé	Vérification administrative	Déversement du poste de pompage SP11 situé sur le lot 4 054 681			Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	12	Ne pas avoir transmis le rapport mensuel comprenant les mesures de débit, les résultats d'analyse d'échantillons, les mesures de pH, les résultats des essais de toxicité, les relevés de débordement et les observations effectuées dans le cadre de l'exploitation de son ouvrage. selon les délais et les conditions fixés pour sa production, à savoir au plus tard 42 jours suivant la fin de chaque mois et par voie électronique.	1
						15 al. 1	Ne pas avoir avisé le ministre lors d'un débordement d'eaux usées survenu en cas d'urgence ou en temps sec à un ouvrage de surverse ou ailleurs sur le réseau d'égout.	
Municipalité de Campbell's Bay	Vérification administrative	Manquements aux articles 10 al.1 et 13 du Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux au 59, rue Leslie, Campbell's Bay.			Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	10 al. 1	Ne pas avoir fait exécuter l'opération et le suivi du fonctionnement d'une station d'épuration par une personne titulaire d'un certificat de qualification valide.	1
						13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	

Municipalité de Chelsea	Vérification administrative	Manquement à l'article 13 du Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées au 100, chemin Old Chelsea, Municipalité de Chelsea.			Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité du village de Fort-Coulonge	Vérification administrative	Manquements au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées au 134, rue Principale municipalité de Fort-Coulonge			Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
						12	Ne pas avoir transmis le rapport mensuel comprenant les mesures de débit, les résultats d'analyse d'échantillons, les mesures de pH, les résultats des essais de toxicité, les relevés de débordement et les observations effectuées dans le cadre de l'exploitation de son ouvrage. selon les délais et les conditions fixés pour sa production, à savoir au plus tard 42 jours suivant la fin de chaque mois et par voie électronique.	
Municipalité de Saint-Clément	Vérification administrative	Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Saint-Clément Rapport annuel 2016			Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité d'Auclair	Vérification administrative	Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées Rapport annuel 2016			Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
	Vérification administrative	Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées d'Auclair			Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	4 al. 1	Ne pas avoir mesuré le débit journalier des eaux usées traitées à l'aide d'un appareil permettant de mesurer le débit avec une marge d'erreur inférieure à 15% de	1

							la valeur réelle.	
Municipalité de La Rédemption	Vérification administrative	Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de La Rédemption Rapport annuel 2016			Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Ville de Drummondville	Vérification administrative	Débordement en temps sec de l'ouvrage de surverse <<Régulateur Marler>> en septembre 2017			Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	8 al. 1 (1)	Avoir exploité un ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées ayant subi des débordements d'eaux usées dans l'environnement en temps sec.	1
Municipalité du village de Price	Vérification administrative	Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées Rapport annuel 2016			Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité de Bryson	Vérification administrative	Manquement à l'Article 12 du Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées au 833, rue Principale, Municipalité de Bryson			Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	12	Ne pas avoir transmis le rapport mensuel comprenant les mesures de débit, les résultats d'analyse d'échantillons, les mesures de pH, les résultats des essais de toxicité, les relevés de débordement et les observations effectuées dans le cadre de l'exploitation de son ouvrage. selon les délais et les conditions fixés pour sa production, à savoir au plus tard 42 jours suivant la fin de chaque mois et par voie électronique.	1
Municipalité de Les Méchins	Vérification administrative	Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Les Méchins Rapport annuel 2016			Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1

Municipalité de la paroisse de Saint-Narcisse-de-Rimouski	Vérification administrative	Ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées de Saint-Narcisse-de-Rimouski Rapport annuel 2016			Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	1
Municipalité de Saint-Édouard-de-Maskinongé	Suivi des données transmises par l'exploitant	Non-respect de la norme de rejet de MES par l'effluent de la station d'épuration de Saint-Édouard de Maskinongé en 2016			Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	6 al. 1	Ne pas avoir respecté les normes de rejet prescrites, à savoir	1
Municipalité de Lac-Sainte-Marie	Vérification administrative	Non-respect du règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées, municipalité de Lac-Sainte-Marie			Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	12	Ne pas avoir transmis le rapport mensuel comprenant les mesures de débit, les résultats d'analyse d'échantillons, les mesures de pH, les résultats des essais de toxicité, les relevés de débordement et les observations effectuées dans le cadre de l'exploitation de son ouvrage. selon les délais et les conditions fixés pour sa production, à savoir au plus tard 42 jours suivant la fin de chaque mois et par voie électronique.	1
						13	Ne pas avoir transmis le rapport visé selon les délais et les conditions fixés pour leur production.	
	TOTAL:						127	

Pour la période
du 1er avril 2017
au 28 février
2018

Fournir la liste des stations d'épuration municipales existantes non conformes aux critères de performance du ROMAEU. Ventiler selon :

- a. les stations d'épuration à risque élevé;
- b. les stations d'épuration à risque moyen;
- c. les stations d'épuration à risque faible;

Fournir l'échéancier de mise à niveau pour chaque niveau de risque.

-
- a. Les stations d'épuration à risque élevé :
Nombre = 0
Mise à niveau requise d'ici le 31 décembre 2020
 - b. Les stations d'épuration à risque moyen :
Nombre = 14
Mise à niveau requise d'ici le 31 décembre 2030
 - c. Les stations d'épuration à risque faible :
Nombre = 50
Mise à niveau requise d'ici le 31 décembre 2040

Fournir la liste des réseaux d'égout municipaux sans station d'épuration et de stations dotées uniquement d'un dégrillage. Fournir l'échéancier de mise à niveau.

La mise à niveau est requise au plus tard le 31 décembre 2020.

Tableau 1 : Municipalités avec réseaux d'égouts municipaux sans traitement ou avec dégrilleur seulement

Municipalité	Code géo	Région	Secteur	Dégrilleur
Biencourt	13055	1		
Esprit-Saint	10005	1		
Les Méchins	08005	1		OUI
Saint-Adelme	08030	1		
Sainte-Françoise	11030	1		
L'Anse-Saint-Jean	94210	2	Village (bassins 2 à 5) Route 170 (bassin 1)	OUI
Labrecque	93055	2		
MRC Maria-Chapdeleine (TNO Passes-Dangereuses)	92902	2	Collectivité de Sainte- Élizabeth-de-Proulx	
Notre-Dame-de-Lorette	92060	2		
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	91010	2		
Saint-Charles-de-Bourget	94085	2		OUI
Saint-Edmond-les-Plaines	92050	2		
Saint-Fulgence	94035	2		OUI
Sainte-Monique	93075	2		
Sainte-Rose-du-Nord	94230	2		
Saint-Eugène-d'Argentenay	92065	2		
Saint-Ludger-de-Milot	93080	2		
Saint-Thomas-Didyme	92045	2		
Baie-Sainte-Catherine	15065	3		
La Malbaie	15013	3	Saint-Fidèle	
Les Éboulements	16048	3	St-Joseph-de-la-Rive	OUI
Petite-Rivière-Saint-François	16005	3		
Saint-Irénée	15005	3		OUI
La Tuque	90012	4	Base radar Parent La Croche	
Saint-Boniface	51085	4		
Authier	87050	8		
Angliers	85080	8		OUI
Belcourt	89050	8		
Belleterre	85065	8		
Champneuf	88005	8		
Chazel	87095	8		
Fugèreville	85055	8		
Gallichan	87020	8		
Guérin	85095	8		
La Reine	87080	8		
Latulipe-et-Gaboury	85060	8		
Nédélec	85100	8		
Normétal	87115	8		
Poulares	87035	8		
Rochebaucourt	88010	8		
Roquemaure	87015	8		
Sainte-Germaine-Boulé	87030	8		
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	87070	8		
Saint-Marc-de-Figuery	88040	8		
Val-d'Or	89008	8	DuBuisson	

Baie-Johan-Beetz	98035	9		OUI
Baie-Trinité	96005	9		
Blanc-Sablon	98005	9	Blanc-Sablon	OUI
	98005-2		Lourdes	OUI
Bonne-Espérance	98010-2	9	Riv. St-Paul	OUI
	98010		Vieux-Fort	OUI
Chute-aux-Outardes	96035	9		
Colombier	95050	9		
Franquelin	96015	9		
Havre-Saint-Pierre	98040	9		OUI
Les Bergeronnes	95018	9		
Les Escoumins	95025	9		OUI
L'Île-d'Anticosti	98020	9	Port Menier	OUI
Pointe-Lebel	96025	9	Parc Langlois/Parc Murray	
Port-Cartier	97022	9	Rivière Pentecôte	
Ragueneau	96040	9		
Sept-Îles	97005	9	Moisie-Maliotenam	OUI
Tadoussac	95005	9		OUI
Chapais	99020	10		
Cap-Chat	04047	11		
Caplan	05060	11		OUI
Chandler	02040	11	Newport	OUI
Gaspé	03005	11	Rivière au Renard	OUI
Grande-Vallée	03020	11		OUI
Murdochville	03025	11		
Lac-Frontière	18010	12		
Saint-Adrien-d'Irlande	31095	12		
Saint-Alfred	27015	12		
Saint-Antoine-de-Tilly	33095	12	Village	OUI
	33095	12	Les Fonds	
Saint-Benjamin	28025	12	Morrissette-Station	
Sainte-Croix	33100	12		OUI
Saint-Frédéric	27065	12	Village Marie	
Saint-Fortunat	31030	12		
Saint-Michel-de-Bellechasse	19110	12		OUI
Saint-René	29050	12		
La Visitation-de-Yamaska	50085	17		
Pierreville	50113	17	Notre-Dame-de-Pierreville	
Sainte-Cécile-de-Lévrard	38060	17		
Sainte-Clotilde-de-Horton	39117	17		
Sainte-Marie-de-Blandford	38015	17		
Sainte-Monique	50057	17		
Sainte-Sophie-de-Lévrard	38040	17		
Sainte-Sophie-d'Halifax	32023	17		
Saint-Pierre-les-Becquets	38065	17		
Saint-Zéphirin-de-Courval	50090	17		

Tableau 2 : Municipalités avec rejets au pluvial sans traitement

Municipalité	Code géo	Région
Sainte-Florence	7010	1
Saint-François-Xavier-de-Viger	12025	1
Sainte-Pétronille	20030	3
Saint-Évariste-de-Forsyth	29025	12

Fournir les obligations financières additionnelles générées par l’application du ROMEAU et la mise en œuvre des exigences éventuellement incluses dans les attestations d’assainissement au cours de l’année 2017-2018, ainsi que pour les 10, 20 et 30 prochaines années. Ventiler par :

- a. Coût de mise aux normes des rejets;
- b. Coût de réalisation des plans de réduction des débordements d’eaux usées.

Mise en œuvre du ROMAEU - Année 2017-2018

Coût additionnel pour les municipalités pour le suivi des rejets de l’ensemble des stations d’épuration (art. 7 du Q-2, r.34.1)

Les stations d’épuration devront effectuer au total 912 échantillons et tests de toxicité. Il s’agit d’une dépense de 356 k\$ par an pour l’ensemble des stations d’épuration au Québec.

Catégorie de l’ouvrage	Nombre d’ouvrages	Échantillonnage		Coût toxicité aiguë	Coût total
		Fréquence	Coût (\$)	(%)	
Très petite taille	394	—	—	—	—
Petite taille	239	—	—	—	—
Moyenne taille	156	4	124 800	118 560	243 360
Grande taille	30	4	24 000	22 800	46 800
Très grande taille	14	12	3 600	31 920	65 520
Total	833	20	182 400	173 280	355 680

Coût additionnel pour les municipalités pour la production d’un rapport annuel (art. 13 du Q-2, r.34.1)

Le coût relié à la production du rapport annuel, une nouvelle exigence réglementaire, représente environ 362 k\$ par année pour l’ensemble des exploitants du Québec.

Catégorie de l’ouvrage	Nombre d’ouvrages		Nombre d’heures requises	Total des frais par OMAE (\$)	Total pour l’ensemble des OMAE (\$)
Très petite taille	394		7	204	80 376
Petite taille	239		10	285	68 115
Moyenne taille	156		24	663	103 428
Grande taille	30		70	1 905	57 150
Très grande taille	14		140	3 795	53 130
Total			833		362 199

Coût additionnel pour les municipalités pour l’étalonnage de l’appareil mesurant le débit journalier des eaux usées traitées par la station d’épuration (art. 4 du Q-2, r.34.1)

Le coût relié à l’étalonnage représente environ 958 k\$ pour l’ensemble des stations pour l’année 2017-2018.

Nombre de station	Coût d’un étalonnage (\$)	Total pour l’ensemble des OMAE (\$)
833	1 150	957 950

De plus, pour l'année 2017-2018, les municipalités ont également dû défrayer les coûts pour la formation des opérateurs des stations tel que requis par l'article 10 du ROMAEU, soit environ 180 k\$ pour l'ensemble des municipalités

Coût additionnel total pour l'année 2017-2018

Le coût additionnel total pour l'ensemble des municipalités du Québec s'élève donc à 1,855 M\$

Mise en œuvre du ROMAEU - Coût additionnel pour les 10, 20 et 30 prochaines années.

a. Coût de mise aux normes des rejets

Selon les estimations, plus de 3,2 G\$ sont requis pour la période de 2015 à 2040 pour réaliser la mise aux normes des rejets.

	2015 à 2020	2021 à 2030	2031 à 2040	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$
Mise aux normes des rejets	1 297,8	1 838,3	80,5	3 216,6

b. Coût de réalisation des plans de réduction des débordements d'eaux usées

- La réduction des débordements des eaux usées n'est pas une obligation règlementaire.
- La réduction des débordements découle de la mise en œuvre de la Stratégie pancanadienne sur la gestion des effluents d'eaux usées municipales.
- Les plans de réduction des débordements pourront être demandés dans les attestations d'assainissement municipales.

Selon les estimations, près de 6,2 G\$ sont requis pour la période de 2015 à 2040 pour préparer et réaliser les plans de réduction des débordements d'eaux usées.

	2015 à 2020	2021 à 2030	2031 à 2040	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$
Préparation des plans de réduction des débordements	22,6	12,6	—	35,2
Réalisation des plans de réduction des débordements	912,0	2 778,9	2 469,1	6 160,0

Source : Étude d'impact économique portant sur le Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (<http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/eau/eaux-usees/ouvrages-municipaux/etude-econo20131126.pdf>), MDDELCC, 26 novembre 2013.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 60

Indiquer si le Système sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (SOMAEU) est accessible à d'autres entités que les exploitants municipaux. Si oui, indiquer quels organismes y ont accès.

Le système informatique de suivi des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (SOMAEU) est disponible depuis le 1^{er} janvier 2017. Il est uniquement accessible aux exploitants d'ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées soit une régie intermunicipale, une municipalité ou une personne agissant à titre de concessionnaire pour une municipalité conformément à l'article 43 de la Loi sur la qualité de l'environnement et à l'article 22 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1).

État de situation au 31 mars 2018 sur l'application du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (Q-2, r.22)

Le Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (Q-2, r.22) vise à s'assurer que les eaux usées soient traitées et évacuées de ces résidences de manière à assurer la santé publique et la protection de l'environnement. Les municipalités sont chargées de l'application du Règlement. Celles-ci délivrent les permis préalables à la réalisation des travaux, effectuent le suivi des conditions d'exploitation et interviennent en cas de nuisance, de contamination ou de non-conformité au Règlement. Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) est en support aux municipalités dans l'application du Règlement.

Un programme de formation a été créé en 2008 en collaboration avec la Fédération québécoise des municipalités (FQM) et l'Union des municipalités du Québec (UMQ). Chaque année, des formations sont données aux officiers municipaux dans plusieurs régions du Québec. Depuis 2008, 1070 participants ont suivi cette formation. Une entente entre le MDDELCC et la Corporation des officiers municipaux en bâtiment et en environnement du Québec (COMBEQ) a été signée en 2017-2018 pour organiser et dispenser les formations.

En septembre 2011, la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) a été modifiée pour permettre aux municipalités d'intenter une poursuite pénale devant la cour municipale et percevoir le montant des amendes lorsqu'une infraction est commise sur son territoire. Enfin, le 19 juin 2013, le Règlement a été modifié pour rehausser le montant des amendes.

Lorsqu'une installation septique doit être remplacée, c'est qu'elle est généralement une source de nuisance ou une source de contamination des eaux de puits ou de sources servant à l'alimentation ou une source de contamination des eaux superficielles.

La technologie qui sera mise en place pour remplacer l'installation septique déficiente doit assurer la protection de la santé publique et de l'environnement.

Certains terrains présentent des caractéristiques peu favorables pour l'assainissement autonome (petit terrain, affleurement rocheux, nappe phréatique élevée, sol argileux imperméable, présence de milieux sensibles, etc.) Ceci fait en sorte de réduire considérablement le nombre de solutions applicables en assainissement autonome en plus d'augmenter les coûts. La technologie mise en place doit être plus performante puisque le sol naturel ne peut pas contribuer au traitement des eaux usées et que, dans certains cas, le rejet doit se faire en surface avec présence de milieux sensibles.

Le Ministère s'est engagé à entreprendre une réforme en deux phases du Règlement, pour faciliter la mise aux normes des installations septique. Le Règlement a été modifié le 29 mars 2017 (phase 1) pour entre autres offrir quatre solutions aux propriétaires de résidences isolées existantes qui sont contraints d'installer un système de traitement tertiaire avec déphosphatation, le temps que d'autres solutions puissent être développées.

Ces modifications sont entrées en vigueur le 26 avril 2017.

Les travaux de la deuxième phase de la réforme sont en cours et des solutions additionnelles seront proposées d'ici la fin de l'année 2018.

Enfin, tel qu'il a été annoncé dans le budget 2017-2018, les propriétaires d'une habitation résidentielle qui devront faire des travaux de mise aux normes de leur installation d'assainissement des eaux usées seront admissibles à un crédit d'impôt remboursable s'ils concluent une entente avec un entrepreneur qualifié avant le 1^{er} avril 2022. Ce crédit d'impôt ne vise que les propriétaires de résidences principales ou secondaires, dans la mesure où celles-ci sont habitables à l'année et généralement occupées par ces derniers. En outre, il ne s'applique qu'aux habitations résidentielles qui ne sont pas raccordées à des réseaux d'égout municipaux. La valeur du crédit d'impôt remboursable correspondra à 20 % des dépenses admissibles d'un particulier qui excéderont 2 500 \$. Elle atteindra un maximum de 5 500 \$. On estime que cette aide additionnelle profitera à quelque 32 000 propriétaires au Québec.

Fournir la ventilation des sommes dépensées en 2017-2018 pour lutter contre les algues bleu-vert, notamment les sommes investies pour les OBV.

Le plan d'intervention sur les algues bleu-vert s'étant terminé le 31 mars 2017, aucune somme n'a été dépensée spécifiquement pour ce plan.

Toutefois, le montant alloué aux organismes de bassin versant et à leur regroupement (ROBVQ) pour réaliser leur mandat général passera de 5,2 millions à 10 millions de dollars par an pour les années 2018-2019 à 2020-2021.

Fournir un état de situation sur la mise en place de la phase 2 pour l'implantation de solutions de rechange concernant les installations septiques des résidences isolées.

Les travaux réalisés afin d'implanter la phase 2 de la réforme annoncée par le ministre permettront de proposer, d'ici l'automne 2018, des solutions additionnelles pour faciliter les travaux de mise aux normes des installations septiques. Ces solutions permettront également de faciliter l'application du Règlement, notamment dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue.

Depuis son adoption en 1981, les municipalités de cette région affirment que les solutions de traitement par infiltration dans le sol prévues au Règlement ne peuvent être utilisées étant donné la prépondérance de sol argileux. Les eaux usées devant être rejetées en surface, elles doivent généralement faire l'objet d'une désinfection. De plus, la présence de nombreux lacs impose la mise en place d'un système de traitement tertiaire avec déphosphatation.

Le règlement a été modifié le 29 mars 2017 afin d'offrir des solutions alternatives aux propriétaires de résidences isolées existantes qui sont contraints d'installer un système de déphosphatation.

Le Ministère a étudié en continu la problématique d'application du Règlement en Abitibi-Témiscamingue afin d'identifier des solutions qui pourraient, le cas échéant, être exportables à d'autres régions. Un comité technique composé de représentants de municipalités, de municipalités régionales de comté, du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et des deux organismes de bassin versant de cette région a été créé à cette fin. Les solutions additionnelles qui seront proposées s'appuient sur ces travaux.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 64

Fournir le nombre estimé de résidences isolées au Québec et le nombre de ces résidences qui ne sont pas conformes au Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées au 31 mars 2018.

Il n'y a pas d'inventaire des résidences isolées à l'échelle du Québec. Par contre, le Ministère estime que :

- il y aurait entre 700 000 à 1 000 000 de résidences isolées au Québec;
- 8 % des résidences isolées seraient une source de nuisance ou de contamination directe et nécessiteraient une mise aux normes (56 000 à 80 000);
- 30 % seraient une source de contamination indirecte pour laquelle la municipalité locale pourrait exiger la mise aux normes (210 000 à 300 000).

Fournir le coût moyen estimé des dépenses requises pour la réfection des installations septiques des résidences isolées.

Le tableau suivant fournit les coûts moyens (avant taxe) des différentes installations possibles pour une résidence isolées de 3 chambres à coucher. Ces coûts comprennent l'achat des équipements et leur installation. Ils peuvent varier en fonction du choix des équipements et de la complexité des sites. Ces coûts excluent l'achat et l'installation d'un poste de pompage (dans le cas où cela est requis) et les travaux de terrassement, de plomberie, de raccordement électrique et de ventilation de la résidence isolée. Ils excluent également les frais d'entretien annuel.

Les solutions de traitement proposées pour la phase 2 du Règlement sur l'évacuation et le traitement des résidences isolées seront admissibles au crédit d'impôt annoncé dans le budget 2017-2018 lorsqu'appliquées dans le cadre de la mise aux normes d'une installation septique d'une résidence habitable à l'année et généralement occupée par le propriétaire.

Installation	Coût
Remplacement d'une fosse septique (raccordée à un système existant)	2 000 à 5 000
Fosse de rétention à vidange périodique (comportant un système de flotte avec alarme)	2 500 à 6 000
Ouvrage conventionnel (fosse septique avec élément épurateur)	6 000 à 12 000
Système de traitement certifié – niveau secondaire (fosse septique et élément épurateur)	8 500 à 12 500
Système de traitement certifié – niveau secondaire avancé (avec fosse septique et champ de polissage)	9 000 à 18 500
Système de traitement certifié – niveau tertiaire avec désinfection (chaîne de traitement complète)	12 000 à 25 000 ²
Système de traitement certifié – niveau tertiaire avec déphosphatation (chaîne de traitement complète)	17 000 à 23 000
Système de traitement certifié – niveau tertiaire avec désinfection et déphosphatation (chaîne de traitement complète)	19 500 à 27 000

Nombre d'ordonnances émises par le ministère en 2017-2018 pour s'assurer du recouvrement des montants auprès des propriétaires de barrages, ainsi que les montants récoltés.

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) n'a pas à émettre d'ordonnance pour s'assurer du recouvrement de quelconque montant auprès des propriétaires de barrages. Conséquemment, aucun montant n'a été récolté.

Le lien suivant présente les ordonnances émises par le ministère durant l'année 2017-2018 et donne les objectifs recherchés par chacune des ordonnances émises par le MDDELCC :

<http://www.registres.mddelcc.gouv.qc.ca/ordonnances/index.htm>

Indiquer si le ministère a entrepris des consultations pour régler les problématiques d'application de la Loi sur la sécurité des barrages et de son règlement. Fournir la liste des personnes physiques et morales rencontrées.

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) a réalisé des consultations concernant les problématiques d'application de la Loi sur la sécurité des barrages et de son règlement.

Les ministères et organisme suivants ont été rencontrés :

- Agence du Revenu
- Ministère des Transports
- Ministère de la sécurité publique
- Ministère de l'Énergie et des ressources naturelles
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

Les personnes physiques et morales suivantes ont été consultées :

- Algonquin Power (Canada) Holdings inc.
- Compagnie d'estacades des rivières Coulonge & Crow ltée (Brookfield)
- Innergex, Société en commandite
- PF Résolu Canada inc.
- Rio Tinto Alcan inc.
- Société en commandite Boralex Énergie
- Direction générale des barrages de l'État (MDDELCC)
- Hydro-Québec
- Axor
- Québec Forestland, L. P.
- Séminaire de Québec
- Association des propriétaires Domaine Alpine inc.
- Association des propriétaires du lac Bouchette ltée
- Association des propriétaires du lac Crooks inc.
- Corporation du Vieux Moulin d'Ulverton inc.
- Développement du lac Gareau inc.
- 9162-6978 Québec inc.
- Cric à David 1985 inc.
- Camping du Vieux Moulin inc.
- Canton de Gore
- Municipalité de Rawdon
- Municipalité de Saint-Bruno
- Municipalité de Saint-Donat
- Municipalité de Saint-Calixte
- Municipalité régionale de comté des Collines-de- l'Outaouais
- Municipalité de Chertsey
- Ville de Rimouski
- Développement VM Beloeil inc.
- Alain Lefebvre et Vi Thuy Kieu
- André Gagnon et Joanne Paquette
- Marcel Durand
- Mary Gallery
- Succession de Luise Brousseau
- Allister McLellan
- Marcel Noel
- OEL Hydrosys
- Groupe SMI
- WSP groupe
- Miroslav Chum inc.

- CIMA+
- Tétratech
- Adriel Expert-Conseil inc.
- Équipe Laurence, experts-conseils, S.E.N.C.
- Canards Illimités Canada
- Gadian Experts-Conseils inc.
- SNC-Lavalin inc.
- Ville de Lachute
- Ville de Gatineau
- SG Expert Conseil
- Ville de Sherbrooke/Service Hydro-Sherbrooke

Indiquer si le ministère a préparé un tableau de bord contenant, notamment, des indicateurs sur le taux de respect des échéances relatives au dépôt des documents d'évaluation de la sécurité, le taux de respect par le ministère du délai de l'analyse de ces documents et le taux de respect des engagements associés aux travaux correctifs et au calendrier de mise en œuvre. Indiquer si ces renseignements requis ont été intégrés au rapport annuel de gestion.

La reddition de comptes du Ministère quant à l'application de la Loi sur la sécurité des barrages s'effectue au moyen des indicateurs suivants qui sont cumulatifs depuis l'entrée en vigueur de la Loi en 2002 jusqu'au 20 mars 2018 :

- Indicateur 1 : Taux de dépôt par les propriétaires de barrages des études d'évaluation de la sécurité prévues au Règlement sur la sécurité des barrages.

Cet indicateur permet de représenter le taux de dépôt par les propriétaires de barrages de l'étude d'évaluation de la sécurité de leur barrage qui est exigible en vertu du Règlement.

Résultat : 76.0 %

- Indicateur 2 : Taux d'approbation par le Ministère des exposés des correctifs et des calendriers de mise en œuvre déposés.

Cet indicateur permet de représenter la proportion des exposés des correctifs et des calendriers de mise en œuvre qui ont été approuvés par le Ministère parmi ceux déposés par les propriétaires de barrages.

Résultat : 81.3 %

- Indicateur 3 : Taux de respect par le Ministère des délais de traitement prévus par le Règlement sur la sécurité des barrages.

Cet indicateur permet de représenter la proportion des dossiers qui ont été approuvés ou autorisés dans les délais prévus par le Règlement. Ces délais sont de 6 mois pour l'approbation de l'exposé des correctifs et du calendrier de mise en œuvre ainsi que pour l'autorisation visant la construction ou la modification de structure d'un barrage et de 2 mois pour l'autorisation visant la démolition.

Résultats :

- **88.8 % pour les demandes d'approbation de l'exposé des correctifs et du calendrier de mise en œuvre;**
- **94.9 % pour les demandes d'autorisation pour la réalisation de travaux.**
- Indicateur 4 : Taux de respect par les propriétaires des engagements associés aux correctifs approuvés.

Cet indicateur permet de représenter la proportion des correctifs approuvés qui ont été réalisés par les propriétaires, en respect ou non de l'échéancier du calendrier de mise en œuvre approuvé par le Ministère.

Résultats :

- **72.1 % pour les correctifs approuvés qui ont été réalisés avant leur échéance respective;**
- **84.9 % pour les correctifs approuvés qui ont été réalisés, sans égard à l'échéancier approuvé.**

Identifier les critères permettant de déterminer si un barrage est essentiel ou non à la mission de l'État. Indiquer si des consultations ont été tenues pour proposer au gouvernement le partage des responsabilités approprié. Si oui, fournir la liste des personnes physiques et morales rencontrées.

Les critères qui ont été utilisés pour évaluer si un barrage est essentiel à la mission de l'État sont présentés à l'annexe 1.

Le tableau ci-dessous présente les ministères et organismes avec lesquels le MDDELCC a eu des rencontres exploratoires pour discuter de la gouvernance des barrages publics. Certaines de ces rencontres ont été tenues à la demande du ministère ou de l'organisme concerné (MERN, MTMDET et Hydro-Québec). Les représentants indiqués étaient souvent accompagnés de personnel technique.

Rencontres exploratoires :

Ministère ou organisme	date	Représentant(e)s
MERN	12 juillet 2017	Sonia Grenon et Daniel Deschênes
MFFP	20 juillet 2017	Isabelle Bergeron et Simona Motnikar
Hydro-Québec	6 décembre 2017	Josée Boudreault
MTMDET	26 janvier 2018	Jean Pierre Morin
MÉRN	22 février 2018	Yves Robertson et Daniel Deschênes
Revenu Québec	2 mars 2018	Pierre Bouchard

QP_69 - Annexe 1 - Critères d'évaluation pour le caractère essentiel d'un barrage

Critères			Description du critère	P*	Facteurs d'évaluation détaillés
MDDELCC	1	Précaution – Risques	<ul style="list-style-type: none">• Risques occasionnés par la présence ou la rupture de l’ouvrage• Incluant responsabilités civiles	5	9 : Niveau de conséquences en cas de rupture considérable et très important (forte contenance) 6 : Niveau de conséquences en cas de rupture important et moyen (forte contenance) 3 : Niveau de conséquences en cas de rupture faible ou minimal (forte contenance) 2 : Barrage à faible contenance 1 : Petit barrage
	2	Prévention – Contrôle des crues	<ul style="list-style-type: none">• Évite ou réduit les risques d’inondation• Réduit les impacts des changements climatiques	8	9 : Permet de réduire significativement le risque d'inondation 3 : Permet de réduire légèrement le risque d'inondation 0 : Ne permet pas de réduire le risque d'inondation
PUBLIC	3	Conservation et biodiversité	<ul style="list-style-type: none">• Espèces menacés• Espèces vulnérables• Espèces susceptibles• Milieux humides détaillés et potentiels	7	9 : Espèce menacé 6 : Espèce vulnérable 3 : Milieu humide détaillé ou espèce susceptible 1 : Milieu humide potentiel 0 : Ne rencontre pas le critère
	4	Contribue à l’activité économique régionale ou nationale (exception faune)	<ul style="list-style-type: none">• Activités lucratives pour les instances publiques• Attrait touristique régional ou national• Production hydroélectrique de l'état (HQ) en aval du barrage• Pisciculture gouvernementale	6	9 : Parc national, Influence la production hydroélectrique de l'état (HQ) en aval du barrage, barrage- pont (route nationale) 6 : Réserve faunique, pisciculture gouvernementale, barrage-pont (route régionale) 3 : Attrait touristique, marina publique, camping public, barrage-pont (piste cyclable, sentier officiel de motoneige, VTT) 0 : Ne rencontre pas les critères
	5	Mise en valeur de la faune	<ul style="list-style-type: none">• Mise en valeur de la faune et de son habitat dans une perspective de développement durable• Contribue significativement à la viabilité des territoires fauniques publics	5	9 : Représente plus de 5 % de la superficie des lacs de la Zec 6 : Barrage-pont (route d'accès d'une zec), représente de 2 à 5 % de la superficie des lacs de la Zec 3 : ZEC 0 : Ne rencontre pas les critères
	6	Culturel et patrimonial	<ul style="list-style-type: none">• Bien culturel ou patrimonial reconnu (protégé en vertu de la loi)	4	9 : Inscrit au Répertoire du patrimoine culturel du Québec 6 : Réserve autochtone ou site archéologique 1 : Territoire revendiqué par une communauté autochtone 0 : Ne rencontre pas les critères
	7	Villégiature publique	<ul style="list-style-type: none">• La présence du barrage profite aux villégiateurs et/ou aux résidents en raison de la qualité du plan d'eau et/ou de l'accès aux habitations• Pour les détenteurs de baux en terres publiques (ex. : chalet, résidence)	3	9 : Plus de 25 habitations 6 : Entre 10 et 25 habitations 3 : Moins de 10 habitations 0 : Ne rencontre pas les critères
MUNICIPAL	8	Contribue à la vie municipale et/ou à son financement	<ul style="list-style-type: none">• Eau potable• Réserve incendie• Contribution à l'assiette fiscale• Production hydroélectrique municipale en aval du barrage	4	9 : Utilisation eau potable, Influence la production hydroélectrique municipale en aval du barragel, VIM plus de 50 M\$ 6 : Utilisation réserve incendie, VIM se situe entre 10 M\$ et 50 M\$, Barrage-Pont (route municipale) 4 : VIM se situe entre 2 M\$ et 10 M\$ 3 : Camping municipal, VIM se situe entre 500 k et 2 M\$ 2 : VIM se situe entre 100 k\$ et 500 k\$ 1 : VIM est moins de 100 k\$ 0 : Ne rencontre pas les critères, VIM = aucune valeur
	9	Contribue à la rentabilité d’entreprises privées	<ul style="list-style-type: none">• Production hydroélectrique privée en aval du barrage• Pourvoirie• Accès aux activités de l’entreprise	2	9 : Influence la production hydroélectrique privée en aval du barrage 6 : Pourvoirie à droits exclusifs, barrage-pont (route d'accès d'une pourvoirie) 3 : Pourvoirie sans droit exclusif, camping privé, marina privée 0 : Ne rencontre pas les critères
	10	Villégiature privée	<ul style="list-style-type: none">• La présence du barrage profite aux villégiateurs et/ou aux résidents en raison de la qualité du plan d'eau et/ou de l'accès aux habitations• Accès aux habitations privées	1	9 : Plus de 25 habitations 6 : Entre 10 et 25 habitations 3 : Moins de 10 habitations 0 : Ne rencontre pas les critères

* P : Pondération utilisée par la DGBP

Les facteurs d'évaluation détaillés concernant le critère "mise en valeur de la faune" est en révision au MFFP

Le critère 1 a été retiré de l'évaluation étant donné qu'il ne permet pas d'évaluer le caractère essentiel d'un barrage

Indiquer si le ministère a identifié quelles modifications législatives et réglementaires pourraient être apportées afin de permettre de tarifier les bénéficiaires du parc de barrages publics retenus.

Le MDDELCC a étudié les outils légaux les plus appropriés qui permettraient au ministre du MDDELCC de proposer au gouvernement l'encadrement réglementaire associé à une éventuelle politique de tarification.

En raison des enjeux pour l'ensemble des ministères et organismes, ces travaux ont été suspendus considérant la nécessité de lancer un grand chantier de consultation sur la gouvernance des barrages publics. Sur la base de ces consultations, le MDDELCC pourrait proposer une nouvelle politique gouvernementale concernant les barrages publics, fondées sur les principes du développement durable. Celle-ci préciserait le partage des responsabilités à l'égard du parc de barrage de l'État et la tarification des services rendus qui y sont associés.

Indiquer quelles démarches ont été entreprises en 2017-2018 pour déposer un projet de politique de tarification des services rendus aux bénéficiaires du parc de barrages publics retenus.

Le MDDELCC a évalué l'impact potentiel d'une éventuelle politique de tarification sur les ministères, organismes et municipalités concernées, selon différentes hypothèses, notamment une modification de la composition du parc de barrages sous la responsabilité du MDDELCC.

Toutefois ces travaux ont été suspendus considérant la nécessité de lancer un grand chantier de consultation sur la gouvernance des barrages publics. Sur la base de ces consultations, le MDDELCC pourrait proposer une nouvelle politique gouvernementale concernant les barrages publics, fondées sur les principes du développement durable. Celle-ci préciserait le partage des responsabilités à l'égard du parc de barrage de l'État et la tarification des services rendus qui y sont associés.

Indiquer le nombre minimal d'activités de surveillance des barrages publics prévues au règlement.

Pour la période 2017-2018, le nombre minimal d'activités de surveillance prévues par le Règlement sur la sécurité des barrages pour les barrages sous la responsabilité du MDDELCC est de 691 activités.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 73

Indiquer si le programme de sécurité des barrages publics a été réintroduit. Fournir la ventilation des inspections par barrage.

La Direction générale des barrages (DGB) du MDDELCC n'a pas, jusqu'à à ce jour, présenté une demande d'approbation afin de réintroduire un programme de sécurité. La ventilation des activités de surveillance (inspections) réalisées en 2017-2018 est présentée à l'annexe 1.

No. Lieu	Nom du barrage	Propriétaire	Nb d'inspections prescrites par RSB	Nb d'inspections réalisées	Avril Réalisée	Mai Réalisée	Juin Réalisée	Juillet Réalisée	Août Réalisée	Septembre Réalisée	Octobre Réalisée	Novembre Réalisée	Décembre Réalisée	Janvier Réalisée	Février Réalisée	Mars Réalisée	Inspection spéciale	Inspection spéciale	Inspection spéciale	Inspection spéciale	COMMENTAIRES
X0003105	Anse-à-l'Eau-3, Barrage de l'	MDDELCC	2	2				IR_2017-07-13			VR_2017-10-03										
X0003199	Arthur, Barrage	MDDELCC	2	2				IR_2017-07-19			VR_2017-10-02										
X0003163	Baie-Trinité, Barrage de	MDDELCC	1	1				IR_2017-07-20													
X0000631	Bas, Barrage du	MDDELCC	2	2			IS_2017-08-22			VR_2017-09-20											
X0003136	Boucher, Barrage	MDDELCC	1	1				IR_2017-07-12													
X0003140	Brûlé, Barrage	MDDELCC	2	2				IR_2017-07-12			VR_2017-10-04										
X0000478	Casault, Barrage	MDDELCC	2	2			IS_2017-08-20				VR_2017-10-12										
X0003133	Chatignies, Barrage	MDDELCC	1	1				IR_2017-07-12													
X0000726	Chaudière, Barrage	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-24															
X0003153	Croche, Barrage	MDDELCC	1	1				IR_2017-07-11													
X0000541	Eaux-Mortes, Barrage des	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-16					VR_2017-10-25										
X0000515	Étang-à-la-Truite, Barrage de l'	MDDELCC	6	6			IS_2017-08-20	IR_2017-07-10	VR_2017-08-07		IR_2017-10-25		VR_2017-12-19		VR_2018-02-13						
X0000746	Étang-de-l'Écluse, Barrage de l'	MDDELCC	1	1			IR_2017-08-12														
X0003138	Gorgotton, Barrage	MDDELCC	2	2				IR_2017-07-12			VR_2017-10-04										
X0000639	Grand-Lac-Neigette, Barrage du	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-16															
X0000629	Haut, Barrage du	MDDELCC	2	2			IS_2017-08-22			VR_2017-09-20											
X0000516	Lac-Bonjour, Barrage du	MDDELCC	1	1				IR_2017-06-15													
X0000602	Lac-des-Baies, Barrage du	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-19															
X0000483	Lac-du-Nord, Barrage du	MDDELCC	1	1				IR_2017-08-15													
X0000518	Lac-Duvivier, Barrage du	MDDELCC	1	1				IR_2017-08-15													
X0000517	Lac-Matane, Barrage du	MDDELCC	6	6			IS_2017-08-20	IR_2017-07-10	VR_2017-08-07		IR_2017-10-25		VR_2017-12-04		VR_2018-02-13						
X0000600	Lac-Rimouski, Barrage du	MDDELCC	2	6		IR_2017-05-26					VR_2017-10-24						Speciale_2017-05-07	Speciale_2017-05-09	Speciale_2017-05-18	Speciale_2017-08-02	
X0002339	Armand, Barrage	MDDELCC	1	1			IR_2017-06-21														
X2125955	Armand, Digue	MDDELCC	1	1			IR_2017-06-21														
X0007140	Balsamine, Barrage de la	MDDELCC	1	1			IR_2017-06-12														
X0000857	Boilleau, Barrage	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-18					VR_2017-10-19										
X0000895	Bois-Joli, Barrage du	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-17															
X0000763	Bonhomme, Barrage	MDDELCC	1	1				IR_2017-07-11													
X0007152	Bonhomme, Barrage du	MDDELCC	1	1				IR_2017-06-14													
X0002357	Bostonnais, Barrage	MDDELCC	2	2			IR_2017-06-09				VR_2017-10-30										
X2009502	Bouteroue, Barrage	MDDELCC	1	1			IR_2017-06-15														
X0001017	Canard, Barrage du	MDDELCC	1	1					IS_2017-08-08												
X0000960	Cascoûla, Digue	MDDELCC	6	6		IR_2017-05-09		VR_2017-07-11	IS_2017-08-30		IR_2017-10-10		VR_2017-12-19		VR_2018-02-28						
X0001027	Chat, Barrage du	MDDELCC	1	1			IR_2017-06-16														
X0007149	Chevreuil, Barrage du	MDDELCC	1	1				IR_2017-07-11													
X0000748	Commissaires, Barrage des	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-09					VR_2017-10-10										
X0000932	Coulée-Gagnon, Digue de la	MDDELCC	12	12	VR_2017-04-24	IR_2017-05-11	VR_2017-06-12	VR_2017-07-17	IS_2017-08-31	IR_2017-09-20	IR_2017-10-10	VR_2017-11-15	VR_2017-12-19	VR_2018-01-17	VR_2018-02-01	VR_2018-03-21					
X0007143	Crampe, Barrage de la	MDDELCC	1	1				IR_2017-06-12													
X0000933	Creek-Outlet-1, Digue	MDDELCC	6	6		IR_2017-05-24		VR_2017-07-19	IS_2017-08-31			IR_2017-11-01	VR_2017-12-12		VR_2018-02-20						
X0000934	Creek-Outlet-2, Digue	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-24						VR_2017-11-01									
X0000935	Creek-Outlet-3, Digue	MDDELCC	6	6		IR_2017-05-24		VR_2017-07-19	IS_2017-08-31			IR_2017-11-01	VR_2017-12-12		VR_2018-02-20						
X2124066	Creek-Outlet-4, Digue	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-24															
X0007527	Custeau, Barrage	MDDELCC	1	1			IR_2017-06-05														
X0000785	Damase, Barrage	MDDELCC	1	1			IR_2017-06-16														
X0007166	David (Grand Lac), Barrage	MDDELCC	2	2			IR_2017-06-21				VR_2017-10-18										
X0000990	Demaux, Barrage	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-17															
X0001015	Desmeules, Barrage	MDDELCC	1	1			IR_2017-06-27														
X0001013	Edwards, Barrage	MDDELCC	1	1			IR_2017-06-28														
X0000783	Ébenniche, Barrage	MDDELCC	1	1			IR_2017-06-27														

No. Lieu	Nom du barrage	Propriétaire	Nb d'inspections prescrites par RSB	Nb d'inspections réalisées	Avril Réalisée	Mai Réalisée	Juin Réalisée	Juillet Réalisée	Août Réalisée	Septembre Réalisée	Octobre Réalisée	Novembre Réalisée	Décembre Réalisée	Janvier Réalisée	Février Réalisée	Mars Réalisée	Inspection spéciale	Inspection spéciale	Inspection spéciale	Inspection spéciale	COMMENTAIRES
X2115820	Grandes-Pointes, Barrage aux	MDELC	2	2			IR_2017-06-27				VR_2017-10-12										
X000792	Grand-Jourdain, Barrage du	MDELC	2	2			IR_2017-06-13				VR_2017-10-11										
X001043	Huit-Chutes-2, Barrage des	MDELC	2	2			IR_2017-06-21				VR_2017-10-18										
X001018	Léger, Barrage	MDELC	2	2			IR_2017-06-27				VR_2017-10-12										
X001026	Louise, Barrage	MDELC	1	1			IR_2017-06-28														
X001019	Mandan, Barrage	MDELC	2	2			IR_2017-06-27				VR_2017-10-12										
X001028	Maurice, Barrage	MDELC	1	1			IR_2017-06-16														
X000898	Moncouche, Digue de	MDELC	2	2		IR_2017-05-05					VR_2017-10-13										
X000781	Noir, Barrage	MDELC	2	2			IR_2017-06-13				VR_2017-10-11										
X001988	Aigles, Barrage des	MDELC	1	1		IR_2017-05-30															
X001848	Alexandre, Barrage	MDELC	2	2		VR_2017-05-23	IS_2017-07-19														
X007193	Alliés, Barrage des	MDELC	1	1			IR_2017-07-12														
X001281	Allioux, Barrage	MDELC	2	2			IS_2017-07-13		VR_2017-09-19												
X001577	Ariane, Barrage	MDELC	1	1			IR_2017-07-11														
X001280	Arthabaska, Barrage	MDELC	1	1		IR_2017-05-31															
X002015	Baie, Barrage de la	MDELC	2	2		IR_2017-05-31			VR_2017-08-29												
X001269	Barley, Barrage	MDELC	1	1		IR_2017-05-31															
X001859	Blanc, Barrage	MDELC	2	2		VR_2017-05-24	IS_2017-07-19														
X001272	Carré, Barrage	MDELC	1	1			IR_2017-07-13														
X001412	Champlain, Barrage	MDELC	1	1			IR_2017-07-12														
X002024	Chienne, Barrage à la	MDELC	2	2		IR_2017-05-30			VR_2017-08-28												
X001994	Clelan, Barrage	MDELC	2	2		IR_2017-05-30			VR_2017-08-28												
X001878	Coin, Barrage du	MDELC	1	1		IR_2017-05-29															
X001268	Coq, Barrage du	MDELC	1	1		IR_2017-05-31															
X001874	Coucou, Barrage du	MDELC	2	2		IR_2017-05-24				VR_2017-09-11											
X001879	Cristal, Barrage	MDELC	2	2		IR_2017-05-29				VR_2017-09-25											
X007205	Croche, Barrage	MDELC	1	1			IR_2017-07-11														
X002022	Crow, Barrage	MDELC	1	1		IR_2017-05-31															
X001883	Deslèttes, Barrage	MDELC	1	1		IR_2017-05-29															
X002378	Deverick, Barrage	MDELC	2	2		VR_2017-05-29	IS_2017-07-18														
X001872	Drôle, Barrage	MDELC	1	1		IR_2017-05-24															
X001439	Duchesnay, Barrage de	MDELC	2	2		IR_2017-05-26				VR_2017-09-13											
X001896	Dussault, Barrage	MDELC	1	1			IS_2017-07-17														
X001273	Eaux-Mortes, Barrage des	MDELC	1	1			IR_2017-07-13														
X001262	Écluse, Barrage à l'	MDELC	1	1				IS_2017-06-10													
X2115819	Émilie, Barrage	MDELC	1	1						IR_2017-09-14											
X001149	Érables, Barrage des	MDELC	2	2			IR_2017-06-01			VR_2017-09-06											
X001277	Étang-Malbaie, Barrage de l'	MDELC	1	1			IR_2017-06-01														
X001159	Étangs-des-Îlots, Barrage des	MDELC	1	1			IR_2017-06-01														
X001891	Étoile, Barrage de l'	MDELC	1	1				IR_2017-07-11													
X002010	Éveline, Barrage	MDELC	2	2		IR_2017-05-30			VR_2017-08-28												
X001980	Fou, Barrage	MDELC	1	1		IR_2017-05-29															
X002403	Frémont, Barrage	MDELC	2	2			IR_2017-06-01		VR_2017-08-29												
X001265	Gilbert, Barrage	MDELC	1	1		IR_2017-05-31															
X001471	Gouat, Barrage	MDELC	2	2		IR_2017-05-25				VR_2017-09-13											
X002333	Grace-5, Barrage	MDELC	1	1			IR_2017-06-01														
X007214	Hélène, Barrage	MDELC	2	2		IR_2017-05-25				VR_2017-09-13											
X001417	Honorine, Barrage	MDELC	2	2			IS_2017-07-12			VR_2017-09-18											
X001989	Howe, Barrage	MDELC	2	2		IR_2017-05-30			VR_2017-08-28												
X001760	Jean-Noël-Côté, Barrage	MDELC	2	2			IR_2017-05-02			VR_2017-09-12											

No. Lieu	Nom du barrage	Propriétaire	Nb d'inspections prescrites par RSB	Nb d'inspections réalisées	Avril Réalisée	Mai Réalisée	Juin Réalisée	Juillet Réalisée	Août Réalisée	Septembre Réalisée	Octobre Réalisée	Novembre Réalisée	Décembre Réalisée	Janvier Réalisée	Février Réalisée	Mars Réalisée	Inspection spéciale	Inspection spéciale	Inspection spéciale	Inspection spéciale	COMMENTAIRES
X0001873	La Salle, Barrage	MDELCC	2	2		IR_2017-05-24				VR_2017-09-11											
X0001276	Lac-à-Jack, Barrage du	MDELCC	2	2		IR_2017-05-30				VR_2017-09-21											
X0001414	Lac-à-l'Épaulé, Barrage du	MDELCC	2	2		VR_2017-05-24			IS_2017-08-10												
X0001156	Lac-au-Plongeon, Barrage du	MDELCC	2	2			IR_2017-06-01			VR_2017-09-06											
X0001150	Lac-aux-Îlots, Barrage du	MDELCC	1	1			IR_2017-06-01														
X0002426	Lajeunesse, Barrage	MDELCC	1	1				IR_2017-07-11													
X0001881	Landry, Barrage	MDELCC	1	1		IR_2017-05-29															
X0001418	Launière, Barrage	MDELCC	2	2				IS_2017-07-12		VR_2017-09-18											
X0002422	Lavoie, Barrage	MDELCC	1	1				IR_2017-07-11													
X0007210	Leneuf, Barrage	MDELCC	1	1				IS_2017-07-19													
X0001997	Livernois, Barrage	MDELCC	1	1		IR_2017-05-31															
X0001576	Lombric, Barrage	MDELCC	1	1				IR_2017-07-11													
X0001871	Lorenzo, Barrage	MDELCC	1	1				IS_2017-07-19													
X0002013	Louis-Gill, Barrage	MDELCC	2	2		IR_2017-05-31			VR_2017-08-29												
X0001420	Mare-du-Sault, Barrage de la	MDELCC	2	2		VR_2017-05-24		IR_2017-07-13													
X0001928	Masketsi, Barrage	MDELCC	2	2			IR_2017-06-05		VR_2017-08-30												
X0001394	Métascouac, Barrage	MDELCC	1	1				IR_2017-07-12													
X0001857	Montre, Barrage à la	MDELCC	2	2			IR_2017-06-06			VR_2017-09-14											
X0001423	Neiges, Barrage des	MDELCC	2	2		VR_2017-05-23		IR_2017-07-13													
X0002389	Oriskany, Barrage	MDELCC	2	2			VR_2017-06-01	IS_2017-07-18													
X0001984	Ours, Barrage à l'	MDELCC	2	2			IR_2017-06-05		VR_2017-08-30												
X0001849	Pas-de-Poisson, Barrage	MDELCC	2	2		IR_2017-05-25				VR_2017-09-13											
X0001415	Petit-Lac-à-l'Épaulé, Barrage du	MDELCC	1	1			IR_2017-06-07														
X0001573	Petit-Lac-Jacques-Cartier, Barrage du	MDELCC	1	1				IR_2017-07-12													
X0001278	Pikauba-1, Barrage	MDELCC	1	1		IR_2017-05-30															
X0001279	Pikauba-2, Digue	MDELCC	1	2				IR_2017-07-12		VR_2017-09-20										Exposé des correctifs demande de réaliser une inspection supplémentaire au RSB	
X0001281	Pikauba-5, Barrage	MDELCC	1	1		IR_2017-05-30															
X0007889	Pointe, Barrage de la	MDELCC	1	1			IR_2017-06-01														
X0001850	Renversi, Barrage	MDELCC	1	1		IR_2017-05-23															
X0001371	Retenue, Barrage la	MDELCC	2	2		IR_2017-05-23				VR_2017-09-05											
X0001425	Ruban, Barrage	MDELCC	2	3		VR_2017-05-24		IS_2017-07-13									IR_2017-06-07				
X2123668	Ruban, Digue	MDELCC	1	1				IS_2017-07-13													
X0002025	Sables, Barrage des	MDELCC	2	2		IR_2017-05-31			VR_2017-08-29												
X0003570	Laroche, Barrage	MDELCC	1	1			IR_2017-06-13														
X0002415	Arm, Barrage	MDELCC	1	1				IR_2017-07-11													
X0002983	Achigan, Barrage de l'	MDELCC	2	2		IR_2017-05-23					VR_2017-10-24										
X0002372	Ayotte, Barrage	MDELCC	1	1				IR_2017-07-11													
X0001574	Sainte-Anne, Barrage	MDELCC	1	1				IR_2017-07-11													
X0000992	Orignal, Barrage	MDELCC	1	1			IR_2017-06-01														
X0000753	Ouellet 2, Barrage	MDELCC	2	2		IR_2017-05-24					VR_2017-10-10										
X0002353	Ouest, Barrage de l'	MDELCC	4	4		IR_2017-05-30		VR_2017-07-25	IS_2017-08-09		IR_2017-10-30										
X2117548	Oulqui (point bas #15), Digue	MDELCC	1	1		IR_2017-05-17															
X0005502	Brodrick, Barrage	MDELCC	6	6		IR_2017-05-31		VR_2017-07-19		IS_2017-09-12	IR_2017-10-25		VR_2017-12-12		VR_2018-02-22						
X0001840	Saint-Raymond, Barrage de	MDELCC	2	3		IR_2017-05-26				VR_2017-09-14							Speciale_2017-07-19				
X0005226	Brûlé, Barrage	MDELCC	2	2		IR_2017-05-10					VR_2017-10-16										
X0001431	Sautauriski, Barrage	MDELCC	2	2					IS_2017-08-10	VR_2017-09-19											
X0001889	Scott, Barrage	MDELCC	1	1		IR_2017-05-29															
X0002807	Blanche, Barrage la	MDELCC	2	2		IR_2017-05-29					VR_2017-10-10										
X0007234	Shitagoo, Barrage	MDELCC	1	1			IR_2017-06-01														

No. Lieu	Nom du barrage	Propriétaire	Nb. d'inspections prescrites par RSB	Nb d'inspections réalisées	Avril Réalisée	Mai Réalisée	Juin Réalisée	Juillet Réalisée	Août Réalisée	Septembre Réalisée	Octobre Réalisée	Novembre Réalisée	Décembre Réalisée	Janvier Réalisée	Février Réalisée	Mars Réalisée	Inspection spéciale	Inspection spéciale	Inspection spéciale	Inspection spéciale	COMMENTAIRES
X2143751	Shitagoo, Digue	MDELCC	1	1			IR_2017-06-01														
X0005425	Campion, Digue	MDELCC	6	6		IR_2017-05-04		VR_2017-07-24		IS_2017-09-20	IR_2017-10-18		VR_2017-12-21		VR_2018-02-14						
X0000562	Lunettes, Barrage	MDELCC	1	1		IR_2017-05-16															
X0003146	Marot, Barrage	MDELCC	1	1				IR_2017-07-11													
X0000501	Mathieu-d'Amours, Barrage	MDELCC	11	11		IR_2017-05-30	IS_2017-06-21	VR_2017-07-14	IR_2017-08-21	VR_2017-09-29	IR_2017-10-30	VR_2017-11-20	IR_2017-12-07	VR_2018-01-22	VR_2018-02-12	IR_2018-03-12					
X0002597	Bombardier, Barrage	MDELCC	2	2		IR_2017-05-18					VR_2017-10-18										
X0005756	Choinière, Barrage	MDELCC	6	6		IR_2017-05-30		IS_2017-07-19	VR_2017-08-28		IR_2017-10-19		VR_2017-12-20		VR_2018-02-22						
X0005757	Choinière, Digue	MDELCC	12	12	VR_2017-04-10	IR_2017-05-30	VR_2017-06-22	IS_2017-07-19	IR_2017-08-22	VR_2017-09-28	IR_2017-10-16	VR_2017-11-21	VR_2017-12-18	VR_2018-01-16	VR_2018-02-22	VR_2018-03-13					
X2014043	Décharge, Barrage de la	MDELCC	2	2		IR_2017-05-26					VR_2017-10-27										
X0005426	Cauchon-A, Digue	MDELCC	2	2		IR_2017-05-04					VR_2017-10-18										
X0007428	Cauchon-B, Digue	MDELCC	2	2		IR_2017-05-04					VR_2017-10-18										
X0005410	Chapleau, Barrage	MDELCC	2	3		VR_2017-05-23		VR_2017-07-05		IS_2017-09-18											
X0004496	Caribou, Digue du	MDELCC	2	2		IR_2017-05-16					VR_2017-10-17										
X0004479	Charland, Barrage	MDELCC	1	1			IR_2017-06-12														
X0005256	Cornu, Barrage	MDELCC	2	2		IR_2017-05-04					VR_2017-10-16										
X0004473	Cousineau, Barrage	MDELCC	1	1			IR_2017-06-13														
X0002911	David, Barrage	MDELCC	2	2		IR_2017-05-10					VR_2017-10-11										
X0003021	Allouez, Barrage	MDELCC	2	2			IR_2017-06-07				VR_2017-10-26										
X0003033	Bleu, Barrage	MDELCC	1	1			IR_2017-06-18														
X0003030	Dixon, Barrage	MDELCC	1	1			IR_2017-06-07														
X0003059	Duchat, Barrage	MDELCC	2	2			IR_2017-06-12				VR_2017-10-02										
X0003023	Fils, Barrage du	MDELCC	1	1			IR_2017-06-16														
X0003017	Kikwissi, Barrage	MDELCC	1	1			IR_2017-06-13														
X0002992	Kipawa, Barrage de	MDELCC	12	12	VR_2017-04-10	IR_2017-05-15	VR_2017-06-15	VR_2017-07-21	IS_2017-08-15	VR_2017-09-12	IR_2017-10-11	VR_2017-11-14	IR_2017-12-21	VR_2018-01-17	VR_2018-02-16	VR_2018-03-23					
X0007534	Lac-Beauchêne, Barrage du	MDELCC	1	1					IS_2017-08-15												
X0003027	Laniel, Barrage de	MDELCC	6	6		IR_2017-05-15		VR_2017-07-21	IR_2017-08-11		IR_2017-10-11		VR_2017-12-21		VR_2018-02-16						
X0003031	McCracken, Barrage	MDELCC	2	2			IR_2017-06-02				VR_2017-10-27										
X0002996	Quinze, Barrage des	MDELCC	6	6		IR_2017-06-23		VR_2017-07-31	IR_2017-08-11		IR_2017-10-10		VR_2017-12-14		VR_2018-02-27						
X0002997	Quinze, Digue des	MDELCC	6	6		IR_2017-06-23		VR_2017-07-31	IR_2017-08-11		IR_2017-10-10		VR_2017-12-14		VR_2018-02-21						
X0003036	Sangsues, Barrage aux	MDELCC	2	2			IR_2017-06-22				VR_2017-10-26										
X0003035	Six-Milles, Barrage	MDELCC	2	2			IR_2017-06-22				VR_2017-10-26										
X0002991	Tee, Barrage	MDELCC	6	6		IR_2017-05-15		VR_2017-07-21	IS_2017-08-15		IR_2017-10-11		VR_2017-12-21		VR_2018-02-16						
X0007806	Croix (déversoir secondaire), Barrage en	MDELCC	2	2		IR_2017-05-25					VR_2017-10-02										
X0005458	Doré, Barrage	MDELCC	2	2		IR_2017-05-03					VR_2017-10-19										
X0002941	Dumont, Barrage	MDELCC	2	2		IR_2017-05-24					VR_2017-10-25										
X0003600	Mont-Louis, Barrage	MDELCC	2	2			IR_2017-06-14				VR_2017-10-10										
X0000730	Morin, Barrage	MDELCC	6	6		IR_2017-05-01	IS_2017-06-21		VR_2017-08-14		IR_2017-10-31		VR_2017-12-06		VR_2018-02-14						
X0000731	Morin, Digue	MDELCC	6	6		IR_2017-05-01	IR_2017-06-21		VR_2017-08-14		IR_2017-10-31		VR_2017-12-06		VR_2018-02-14						
X0000743	Parke, Barrage de	MDELCC	2	2		IR_2017-05-01					VR_2017-10-31										
X0000540	Petit-Lac-Neigette, Barrage du	MDELCC	1	1		IR_2017-05-16															
X0003141	Piliers, Barrage des	MDELCC	2	2				IR_2017-07-12			VR_2017-10-03										
X0003137	Pipe, Barrage à la	MDELCC	1	1				IR_2017-07-12													
X0003155	Polette, Barrage	MDELCC	2	2				IR_2017-07-12			VR_2017-10-04										
X0000597	Prime, Barrage	MDELCC	2	2		IR_2017-05-17					VR_2017-10-23										
X0003198	Rambois, Barrage	MDELCC	1	1				IR_2017-07-21													
X0003164	Raquette, Barrage à la	MDELCC	1	1				IR_2017-07-20													
X2057464	Shackleton, Barrage	MDELCC	1	1				IR_2017-07-20													
X2134473	Shackleton, Digue	MDELCC	1	1				IR_2017-07-20													

No. Lieu	Nom du barrage	Propriétaire	Nb d'inspections prescrites par RSB	Nb d'inspections réalisées	Avril Réalisée	Mai Réalisée	Juin Réalisée	Juillet Réalisée	Août Réalisée	Septembre Réalisée	Octobre Réalisée	Novembre Réalisée	Décembre Réalisée	Janvier Réalisée	Février Réalisée	Mars Réalisée	Inspection spéciale	Inspection spéciale	Inspection spéciale	Inspection spéciale	COMMENTAIRES
X0100844	Taché, Barrage	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-17					VR_2017-10-23										
X0003627	Therrien, Barrage	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-25															
X0000603	Touradi, Barrage	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-19					VR_2017-10-23										
X0003202	Varin, Barrage	MDDELCC	1	1				IR_2017-07-19													
X0002672	Aylmer, Barrage	MDDELCC	6	6		IR_2017-05-19		VR_2017-07-17	IR_2017-08-22		IR_2017-10-13		VR_2017-12-21		VR_2018-02-22						
X0002206	Beaudet, Barrage	MDDELCC	6	7		IR_2017-05-23		IR_2017-07-17	IR_2017-08-17		IR_2017-10-12		VR_2017-12-18		VR_2018-02-20		Speciale_2018-01-23				
X0003925	Jules-Allard, Barrage	MDDELCC	12	12	VR_2017-04-18	IR_2017-05-24	VR_2017-06-20	IS_2017-07-12	IR_2017-08-24	VR_2017-09-20	IR_2017-10-13	VR_2017-11-15	VR_2017-12-21	VR_2018-01-26	VR_2018-02-22	VR_2018-03-22					
X0002489	Mégantic, Barrage	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-09					VR_2017-10-10										
X0003912	Sartigan, Barrage	MDDELCC	2	2				IS_2017-07-13			VR_2017-10-11										
X0002569	Walter-MacKenzie, Barrage	MDDELCC	2	2				IS_2017-07-12			VR_2017-10-10										
X0003926	Barbue, Barrage de la	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-09															
X0005774	Émileville, Barrage d'	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-19					VR_2017-10-13										
X2075287	Caché, Barrage	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-16															
X0002636	Écho, Barrage	MDDELCC	2	3		IR_2017-05-29					VR_2017-10-10						Speciale_2017-05-08				
X0002894	Hubert-Tremblay, Barrage	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-03					VR_2017-10-18										
X0005618	Joinville, Barrage	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-11					VR_2017-10-10										
X0002123	Croix, Barrage en	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-25					VR_2017-10-02										
X0005460	Kiamika, Barrage	MDDELCC	6	6		IR_2017-05-29		VR_2017-07-24	IS_2017-08-08		IR_2017-10-27		VR_2017-12-13		VR_2018-02-19						
X0003097	Camatose-2, Barrage	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-25															
X0003070	Chochocouane, Barrage	MDDELCC	1	1			IR_2017-06-12														
X0004481	Cyprés, Barrage des	MDDELCC	6	6		IR_2017-05-23		IS_2017-07-27	VR_2017-08-14		IR_2017-10-04		VR_2017-12-06		VR_2018-02-08						
X0004462	Devenyns, Barrage	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-23					VR_2017-10-03										
X0004482	Froid, Barrage	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-15					VR_2017-10-04										
X0004477	Grand-Lac-des-Îles, Barrage du	MDDELCC	2	2				IS_2017-07-26			VR_2017-10-03										
X0004491	Hull, Barrage	MDDELCC	1	1			IR_2017-06-19														
X0005461	Kiamika-2, Digue	MDDELCC	6	6		IR_2017-05-29		VR_2017-07-24		IS_2017-09-19	IR_2017-10-24		VR_2017-12-13		VR_2018-02-19						
X0004495	Jaune, Barrage	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-16					VR_2017-10-17										
X0005462	Kiamika-5, Digue	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-29															
X0002965	Lac-Antoine, Barrage du	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-23															
X0004891	Lac-Carillon, Barrage du	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-04					VR_2017-10-03										
X0004488	Lac-Provost, Barrage du	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-16					VR_2017-10-17										
X0004490	L'Assomption-1, Barrage	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-16					VR_2017-10-04										
X0004492	L'Assomption-2, Barrage	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-16					VR_2017-10-04										
X0002770	Étang-aux-Cerises, Barrage de l'	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-26					VR_2017-10-27										
X0004639	Étang-Masson, Barrage de l'	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-17					VR_2017-10-05										
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	MDDELCC	2	2				IS_2017-07-18			VR_2017-10-06										
X0004483	Lavigne, Barrage	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-15					VR_2017-10-04										
X0005609	Cinq-Doigts, Barrage	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-11					VR_2017-10-05										
X0004474	Légaré, Barrage	MDDELCC	1	1			IR_2017-06-12														
X0005202	Ludger, Barrage	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-10					VR_2017-10-16										
X0005608	Clabo, Barrage	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-16															
X0006622	Como, Barrage	MDDELCC	1	1			IR_2017-06-22														
X0005203	Ludger, Digue	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-30					VR_2017-10-16										
X0007413	Lusignan, Barrage	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-23					VR_2017-10-04										
X0005241	Manitou, Barrage	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-04															
X0005450	Curières, Barrage	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-15					VR_2017-10-19										
X0005617	Escalier, Barrage	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-17															
X0004973	Masson, Barrage	MDDELCC	6	6		IR_2017-05-04		IS_2017-07-25	VR_2017-08-16		IR_2017-10-16		VR_2017-12-18		VR_2018-02-15						
X0005325	Étang-à-l'Ours, Barrage de l'	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-17															

No. Lieu	Nom du barrage	Propriétaire	Nb d'inspections prescrites par RSB	Nb d'inspections réalisées	Avril Réalisée	Mai Réalisée	Juin Réalisée	Juillet Réalisée	Août Réalisée	Septembre Réalisée	Octobre Réalisée	Novembre Réalisée	Décembre Réalisée	Janvier Réalisée	Février Réalisée	Mars Réalisée	Inspection spéciale	Inspection spéciale	Inspection spéciale	Inspection spéciale	COMMENTAIRES
X2137411	Foster (déversoir secondaire), Barrage	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-31															
X0005620	Foster, Barrage	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-31															
X0002901	Grénord, Barrage	MDDELCC	1	1			IR_2017-06-12														
X0002382	Huot, Barrage	MDDELCC	1	1				IR_2017-07-10													
X0005179	Montagne-Noire, Barrage de la	MDDELCC	2	2				IS_2017-07-26			VR_2017-10-16										
X0044485	Morissette, Barrage	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-15					VR_2017-10-04										
X0005512	Montjoie, Barrage	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-11					VR_2017-10-10										
X0005513	Montjoie-A, Digue	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-11					VR_2017-10-10										
X0005463	Morier, Digue	MDDELCC	6	6		IR_2017-05-24		VR_2017-07-24		IS_2017-09-19	IR_2017-10-24		VR_2017-12-13		VR_2018-02-19						
X0044499	Lac-Long, Barrage du	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-30					VR_2017-10-04										
X0044457	Petit Collin, Barrage	MDDELCC	2	2				IS_2017-07-26			VR_2017-10-05										
X0005422	Pimbina, Barrage du	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-11					VR_2017-10-18										
X0002429	Landry, Barrage	MDDELCC	1	1						IS_2017-09-13											
X2095620	Pimbina, Barrage	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-24															
X0005328	Rossignol, Barrage	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-17					VR_2017-10-18										
X0005204	Sables, Barrage des	MDDELCC	12	12	VR_2017-04-19	IR_2017-05-04	VR_2017-06-08	IS_2017-07-26	VR_2017-08-16	VR_2017-09-21	IR_2017-10-18	VR_2017-11-20	IR_2017-12-18	VR_2018-01-16	VR_2018-02-15	VR_2018-03-22					
X0002434	Laval, Barrage	MDDELCC	1	1				IR_2017-07-12													
X0003083	Léger, Barrage	MDDELCC	4	4		IR_2017-05-30		VR_2017-07-13		IS_2017-09-13	IR_2017-10-05										
X0005497	Line, Barrage	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-30															
X2000841	Lou, Barrage	MDDELCC	1	1				IR_2017-07-12													
X0044063	Saint-Oldace, Barrage	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-15															
X0044486	Sarrazin, Barrage	MDDELCC	1	1				IS_2017-07-27													
X0002313	Sorcier, Barrage au	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-24					VR_2017-10-03										
X0044489	Tellier, Barrage	MDDELCC	1	1			IR_2017-05-20														
X0044974	Théodore, Barrage	MDDELCC	2	2				IS_2017-07-25			VR_2017-10-16										
X0002309	Vieux, Barrage du	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-24															
X0005500	Mitchi-Menjo, Digue	MDDELCC	6	6		IR_2017-05-31		VR_2017-07-19		IS_2017-09-12	IR_2017-10-25		VR_2017-12-12		VR_2018-02-22						
X0005503	Mitchinamecus, Barrage	MDDELCC	6	6		IR_2017-05-30		VR_2017-07-19		IS_2017-09-12	IR_2017-10-25		VR_2017-12-12		VR_2018-02-22						
X0007310	Lyster, Barrage	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-18					VR_2017-10-13										
X0044638	Moulins, Barrage des	MDDELCC	1	1						IS_2017-09-12											
X0005771	Saint-Pie, Barrage de	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-19															
X0002730	Stukely, Barrage	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-29					VR_2017-10-19										
X0000962	Ouqui, Digue	MDDELCC	12	12	VR_2017-04-25	IR_2017-05-10	VR_2017-06-13	VR_2017-07-12	IS_2017-08-29	IR_2017-09-20	VR_2017-10-11	VR_2017-11-09	IR_2017-12-13	VR_2018-01-18	VR_2018-02-15	VR_2018-03-13					
X0007156	Perdreux, Barrage des	MDDELCC	1	1			IR_2017-05-02														
X0007524	Petite-Chute, Barrage de la	MDDELCC	2	2		VR_2017-05-24			IS_2017-08-07												
X0001016	Petits-Pins, Barrage des	MDDELCC	1	1			IR_2017-06-28														
X2133166	Pibrac (point bas #1), Digue	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-23					VR_2017-10-31										
X0000937	Pibrac-Est, Barrage	MDDELCC	6	6		IR_2017-05-24		VR_2017-07-25	IS_2017-08-30		IR_2017-10-19		VR_2017-12-12		VR_2018-02-23						
X0000936	Pibrac-Est, Digue	MDDELCC	6	6		IR_2017-05-24		VR_2017-07-25	IS_2017-08-30		IR_2017-10-19		VR_2017-12-12		VR_2018-02-23						
X0002084	Sincennes, Barrage	MDDELCC	1	1				IS_2017-07-18													
X0007208	Sirois, Barrage	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-23															
X0001780	Soixante-Arpents, Barrage des	MDDELCC	2	2		VR_2017-05-25				IR_2017-09-12											
X0001985	Suève-2, Barrage	MDDELCC	1	1			IR_2017-06-05														
X0001284	Talbot, Barrage	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-30															
X0001924	Terrien, Barrage	MDDELCC	1	1			IR_2017-06-05														
X0001430	Thérèse, Barrage	MDDELCC	1	1				IS_2017-07-12													
X0001283	Tourangeau, Barrage	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-30															
X0005737	Waterloo, Barrage de	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-29															
X2086704	Tee, Digue	MDDELCC	6	6		IR_2017-05-15		VR_2017-07-21	IS_2017-08-15		IR_2017-10-11		VR_2017-12-21		VR_2018-02-16						
X0005501	Mitchi-Réal, Digue	MDDELCC	6	6		IR_2017-05-31		VR_2017-07-19		IS_2017-09-12	IR_2017-10-25		VR_2017-12-12		VR_2018-02-27						

No. Lieu	Nom du barrage	Propriétaire	Nb d'inspections prescrites par RSB	Nb d'inspections réalisées	Avril Réalisée	Mai Réalisée	Juin Réalisée	Juillet Réalisée	Août Réalisée	Septembre Réalisée	Octobre Réalisée	Novembre Réalisée	Décembre Réalisée	Janvier Réalisée	Février Réalisée	Mars Réalisée	Inspection spéciale	Inspection spéciale	Inspection spéciale	Inspection spéciale	COMMENTAIRES
X0005511	Monroe, Barrage	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-17															
X0000939	Pibrac-Ouest, Barrage	MDDELCC	6	6		IR_2017-05-24		VR_2017-07-25	IS_2017-08-30		IR_2017-10-19		VR_2017-12-12		VR_2018-02-23						
X0000938	Pibrac-Ouest, Digue	MDDELCC	6	6		IR_2017-05-24		VR_2017-07-25	IS_2017-08-30		IR_2017-10-19		VR_2017-12-12		VR_2018-02-23						
X0003032	Tête-d'Orignal, Barrage de la	MDDELCC	2	2			IR_2017-06-07				VR_2017-10-27										
X0005510	Savane, Barrage de la	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-17															
X0001890	Travers, Barrage de	MDDELCC	1	1			IR_2017-06-06														
X2053989	Travers, Digue de	MDDELCC	1	1			IR_2017-06-06														
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	MDDELCC	6	6		IR_2017-05-04		VR_2017-07-20	IS_2017-08-28		IR_2017-10-20		VR_2017-12-19		VR_2018-02-23						
X0003892	Canard, Barrage du	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-29															
X0005507	Trego, Barrage	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-15															
X0008017	Rotule, Barrage	MDDELCC	1	1			IR_2017-06-16														
X2000845	Rotule, Digue	MDDELCC	1	1			IR_2017-06-16														
X0002635	Waterville, Barrage de	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-29					VR_2017-10-13										
X0007217	Truite, Barrage à la	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-29															
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	MDDELCC	12	12	VR_2017-04-20	IR_2017-05-04	VR_2017-06-07	VR_2017-07-24	VR_2017-08-28	IS_2017-09-21	IR_2017-10-18	VR_2017-11-13	IR_2017-12-11	VR_2018-01-15	VR_2018-02-14	VR_2018-03-21					
X0005466	Reno, Barrage	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-23					VR_2017-10-16										
X0001282	Wabano, Barrage	MDDELCC	1	1				IR_2017-07-13													
X0000670	Saint-Germains, Barrage	MDDELCC	1	1			IR_2017-06-15														
X0001011	Silver, Barrage	MDDELCC	1	1					IS_2017-08-08												
X0001433	Walsh, Barrage	MDDELCC	1	1				IR_2017-07-12													
X0000993	Smith, Barrage	MDDELCC	1	1			IR_2017-06-01														
X0001029	Wapishish, Barrage	MDDELCC	1	1					IS_2017-08-08												
X0007164	Zoé, Barrage	MDDELCC	1	1					IS_2017-08-08												
X0003889	Petit-Castor, Barrage du	MDDELCC	1	1		IR_2017-05-29															
X0002978	Schyan, Barrage	MDDELCC	2	2		IR_2017-05-23					VR_2017-10-24										

TOTAL 691 701

Indiquer si un programme d'entretien préventif des barrages publics a été élaboré et le nombre d'ETC ayant été requis pour mener les travaux en 2017-2018. Fournir l'état du déficit d'entretien inventorié par barrage.

Un programme d'entretien préventif des barrages publics a été élaboré et une planification quinquennale de réalisation des demandes d'intervention a été mise en œuvre.

Huit (8) ETC ont été requis pour réaliser les travaux d'entretien préventifs en 2017-2018. Le déficit d'entretien n'a pratiquement pas évolué depuis l'an passé.

La valeur du déficit d'entretien des barrages sous la responsabilité du MDDELCC est estimée à 71,5 M\$ pour l'ensemble des barrages de forte contenance. La liste des travaux à réaliser sur chacun des barrages est présentée à l'annexe 1.

Liste des interventions d'entretien

NoX	Nom du barrage	RQT	Description	Catégorie
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	521	PILIER DU BARRAGE (Béton): -Éclatements de béton face amont et aval partie gauche au joint avec pilier #1, -Éclatements de béton face amont de la partie centrale (île) à gauche du pilier #8, -Éclatements de béton face aval au joint à gauche et à dr	CIV
X0001281	Allioux, Barrage	694	2-3 zones de la rive gauche sont suffisamment basses pour laisser couler de l'eau vers le nord-est du site du barrage. Cette situation fait en sorte que la rivière en aval de la passe migratoire est à sec à certains moments de l'année.	CIV
X0003600	Mont-Louis, Barrage	625	-Il y a déjà eu déplacement de l'enrochement dans la pente aval gauche du déversoir et dans la passe migratoire. Des travaux correctifs ont été fait à l'automne 2008. En 2009, il y a eu lessivage des petites pierres de remplissage des vides dans la partie	CIV
X0003105	Anse-à-l'Eau-3, Barrage de l'	569	Le garde-corps en bois du côté amont droit n'est pas continu. -DE: Manque une section de garde-corps, sentier pédestre sur ce mur. Ralonger la clôture de bois. 2013-06-06: DE prend charge. -DS: Bois ou acier. Mise aux normes en 2008 Ajouter une	CIV
X0003600	Mont-Louis, Barrage	624	Érosion importante de la rive gauche amont entre le barrage et DE: 2006-2008 2013-06-06: DE prend charge. -DS: DE s'en occupe. -Recommandation: Ajouter de l'enrochement de protection.	CIV
X0001439	Duchesnay, Barrage de	758	Érosion hydraulique sur toute la longueur du seuil de la vanne #1. Recommandation 1 : Réduire la progression de l'érosion en favorisant l'évacuation par la vanne #3 (transférer le contrôle automatique sur la vanne #1). Recommandation 2 : Faire un suivi en	CIV
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1103	Délaminage avec armatures visibles et parfois rouillées à la base de certaines poutres de support des dalles de la passerelle (inspection détaillée 2012). Entre autres aux déversoirs # 1, 4, 6 et 18. Travaux majeurs en cours.	CIV
X0004639	Étang-Masson, Barrage de l'	1562	MISE AUX NORMES: -Le barrage doit faire l'objet d'une mise aux normes pour assurer la stabilité du mur central et l'étanchéité de la rive gauche.	CIV
X0003925	Jules-Allard, Barrage	1386	Pertuis 1-VS et 4-VS : Les mouffles des poulies des câbles de levage sont figé par la rouille et ne fonctionne pas adéquatement. Risque de bris lors d'opération.	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1282	Général : Vérifier les paramètres de la génératrice (Groupe électrogène). Pour le niveau de réservoir de Diesel.	ELE
X0002996	Quinze, Barrage des	1607	Recommandation : Remplacer les vannes murales	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1379	Pertuis 25-VVF : L'indicateur de position de la VVF25 de Portage est en trouble.	ELE
X0000753	Ouellet 2, Barrage *	1867	Démolition	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	2124	V15àV17 : Protéger les câbles électriques, entrant sur le dessus de la vanne, de la pression d'eau et de l'infiltration possible des connecteurs par une protection mécanique pour chaque vanne.	ELE
X0003912	Sartigan, Barrage	2153	Remplacer les enseignes de sortie par des enseignes lumineuses.	ELE
X0003912	Sartigan, Barrage	2161	V15àV17 : Réparer les joints d'étanchéité endommagés sur les vannes.	MEC
X0003912	Sartigan, Barrage	2165	V15àV17 : Concevoir pare-débris (3)	MEC
X0003912	Sartigan, Barrage	2129	V15àV17 : Changer le modèle de connecteur de la cellule de charge ou percer une fenêtre pour protéger le connecteur.	MEC
X0003912	Sartigan, Barrage	2167	V15-V16-V17 Finir étanchéité des composantes pour 1,2m au dessus de la vanne (têtes de branchement, reniflards, sorties de pompe, etc...)	MEC
X0003912	Sartigan, Barrage	2169	V16-V17 Allonger bras limite extrême	MEC
X0002572	Aylmer, Barrage	1989	Les gardes corps à l'amont du barrage n'ont plus de support sous la dalle de béton. N'est pas conforme	CIV
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1992	L'échangeur de voies du palan ou treuil amont au bâtiment principal (vanne 33 @ 26) est en trouble. Les billes de roulement ne roulent plus....très difficile à opérer. (voir Photos)	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	2014	Le bâtiment est fissuré, car il n'y a pas de joint de dilatation comme sur le barrage.	CIV
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	2017	Une poutre est située à la hauteur du visage dans le passage de circulation entre la structure du pertuis no.21 et celle du pertuis no.20. Les travaux d'ajout des nouvelles vannes et le repositionnement des escaliers d'accès ont amené cette problématique	CIV
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	2013	Il semble que des boulons se sectionnent périodiquement le long des poutres de pont-roulant. Le mandat serait d'analyser la/les sources potentielles de cette problématique. Est-ce causé par des effets thermiques ?Il y a un lien possible avec la présence	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	2096	Aucun endroit disponible pour stocker une poutrelle de batardeau lors des déplacements. Les ouvriers doivent déposer la poutrelle sur le caillebotis et l'attacher avec les moyens à leur disposition.	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	2092	Poutrelles amonts des vannes de fond. Ouvriers réticent à utiliser les supports d'opérations (Beams en H pour support les poutrelles batardeaux). Aucune indication de leur capacité.Calculer, approuver et indiquer sur les supports la capacité.	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	2093	Aiguillage du palan extérieur est non manoeuvrable. Roues extrêmement rouillées et mécanisme de déplacement non optimal. Changer et graisser les roues. Revoir le concept de corde et poulie pour le déplacement du l'aiguillage.	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	2091	Besoin d'utiliser le pont roulant pour ouvrir la trappe d'accès et voir quelle poutrelles à dans le pertuis. Il serait intéressant d'avoir simplement une penture pour y avoir accès.	MEC
X2120252	Conduite de Saint-Félicien	2484	Le débitmètre n'est plus fonctionnel	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	2613	Bardeaux de la toiture du bâtiment du centre de service prématurément gondolés et déformés.	CIV
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	2621	Il n'y a pas de bouton d'urgence sur les pertuits 23 à 33.	ELE
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	2643	Perte d'alimentation du panneau de chauffage des rainures VE-22	MEC
X0004638	Moulins, Barrage des	2851	VANNES BATARDEAU (Mise en place): -Il n'est pas possible d'installer les vannes batardeau amont pour faire la réparation ou l'inspection des vannes bascules #1, #2 et #3 sans retirer complètement la passerelle au-dessus des vannes.	MEC
X0004638	Moulins, Barrage des	2879	AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR (Lampadaires): -Les lampadaires du barrage sont dans un état de rouille avancé. -Certains sont percés à leurs bases, ce qui laisse le filage d'alimentation électrique à découvert. -Certains lampadaires pourraient tomber n'importe qu	MEC
X0004638	Moulins, Barrage des	2894	APPAREIL DE LEVAGE (Mécanique): -Lors de la descente sur une plateforme, il a été constaté qu'aucune protection machine n'est située sur les arbres et tambours. -De plus leurs enjambement est inévitable pour accéder à la plateforme avec le système de des	MEC

Liste des interventions d'entretien

NoX	Nom du barrage	RQT	Description	Catégorie
X0002206	Beaudet, Barrage	3056	Vanne 2 : Bloquée à 45 cm d'ouverture et n'ouvre pas plus.	MEC
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	3063	ÉCLAIRAGE (Intérieur): -Plusieurs lumières à changer à l'intérieure du garage au barrage de Grand Moulin.	ELE
X0004063	Saint-Didace, Barrage	3123	La vanne 4 fait du bruit à partir de 1,90 m (de plus en plus intense). Voir David Demontigny pour info.	MEC
X0004063	Saint-Didace, Barrage	3124	La vanne 1 fait du bruit à partir de 1,65 m. Voir David Demontigny pour info.	MEC
X0002206	Beaudet, Barrage	3305	Affouillement dans le haut et dégradation des marches de l'escalier aval droit	CIV
X0002339	Armand, Barrage	3303	Des obstructions régulières du barrage par le castor sont observées.	CIV
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	3339	APPAREIL DE LEVAGE (Afficheur de position): -Il y a des troubles avec les afficheurs pour la position des vannes et l'écart entre les deux côtés des vannes.	ELE
X0002339	Armand, Barrage	3348	Recommandation de l'exposé des correctifs: Réaliser tous travaux afin d'assurer la fiabilité de l'appareil d'évacuation	CIV
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	3371	Le système "Solk" de contrôle à distance des vannes des barrages Pibrac-Est et Pibrac-Ouest ainsi que Portage-des-roches ne fonctionne pas partir du Centre de service Portage-des-roches. Il fonctionne seulement à partir du Centre de service Pibrac.	ELE
X0000937	Pibrac-Est, Barrage	3367	Le mécanisme de sécurité des vannes lors d'une ouverture ou d'une fermeture est usé, se déclanche facilement et la résistance n'est pas assez importante, cela entraine le déclenchement du dispositif de sécurité qui entraine l'arrêt du moteur. Cela se prod	MEC
X0000937	Pibrac-Est, Barrage	3424	Faire la validation des 5 anciens pylones électriques qui transportent le courant au barrage Pibrac-Est. Les bases en béton sont vieillissantes. De plus, la nature des poteaux sont en métal peut-elles être problématique (agir de paratonnerre et créer des	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	3423	Contrôle du pont roulant en amont: Lorsque l'on utilise le pendant pour contrôler le pont roulant, le connecteur pour la partie amovible se coincent souvent sur les obstacles et parfois avec les charges ce qui abîme le connecteur.	ELE
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	3440	VANNES (Boulons d'assemblage): -Les boulons qui assemblent les vannes 1-2-4-5-6-8-9-10 sont déserrés.	MEC
X0003912	Sartigan, Barrage	3451	En actionnant le sectionneur chauffage élément encastré rive gauche de la V-15 Un court circuit c'est produit. Par la suite il m'a été impossible de mettre du chauffage dans les autres parties de la vanne ?	ELE
X2120252	Conduite de Saint-Félicien	3455	Lors d'une inspection sous-marine en 2015, des détériorations sur le col de cygne à l'exutoire de la conduite ont été observées. Des épaisseurs amincies des parois du col de cygne par abrasion ont été mesurées. Il est donc pour le moment risqué d'install	MEC
X0005503	Mitchinamecus, Barrage	3484	Stéphane Roy et Martin Mailhot ont eu de la difficulté à démarrer le moteur au Mitchinamécus. Il faisait -9 et le moteur tournait tranquillement comme s'il faisait -25.	MEC
X0000629	Haut, Barrage du	3510	Le MFFP veut procéder à une réfection du barrage du Haut. Il seront en charge de la réalisation. En temps que propriétaire, faire le suivi et la supervision approprié.	CIV
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	3528	Les ordinateurs IPM de SOLK sont en fin de vie. Un des ordinateurs de Portage-des-roches est non-fonctionnel.	ELE
X0000939	Pibrac-Ouest, Barrage	3529	Les ordinateurs IPM de SOLK sont en fin de vie. Un des ordinateurs de Pibrac redémarre avec difficulté lors d'un arrêt. Dangerueux de perdre la programmation de l'ipm _ driver de windows 2000.	ELE
X0004639	Étang-Masson, Barrage de l'	3600	ÉQUIPEMENT MÉCANIQUE (Palan): -Le palan, d'une capacité de une tonne, servant aux travaux de nettoyage est fortement corrodé.	MEC
X0001431	Sautauriski, Barrage	3612	Présence de fissures sur les culées (gauche et droite) de béton.	CIV
X0005756	Choinière, Barrage	1489	RECOMMANDATION ÉÉS 2003 : -Enlever et nettoyer le béton bitumineux existant sur le seuil des vannes amont et le remplacer par un béton autonivellant spécialement conçu pour des travaux sous l'eau.	CIV
X0005756	Choinière, Barrage	1494	RECOMMANDATION ÉÉS 2003 : -Améliorer l'étanchéité des équipements mécanique. L'amélioration de l'étanchéité des vannes consiste à l'ajustement des 4 vannes de fond (#3-4-5-6). Par exemple : ajustement des butées de coinçage, ajustement des interrupteurs	MEC
X0005241	Manitou, Barrage	1653	Recommandation : Nettoyer au jet de sable les rainures en acier en amont et en aval et appliquer un apprêt adéquat pour les conditions d'exposition.	MEC
X0001272	Carré, Barrage	1465	Recommandation : Remplacement des éléments en bois endommagés.	CIV
X0005503	Mitchinamecus, Barrage	1676	À l'ouvrage de contrôle, effectuer les réparations associées aux érosions locales et aux érosions des coursiers à l'aval des vannes	CIV
X0005503	Mitchinamecus, Barrage	1673	Injecter les principales fissures du déversoir, de l'ouvrage de contrôle et du barrage-poids	CIV
X0005502	Brodrick, Barrage	1440	SECTION CENTRALE: Vanne: réparation de l'érosion des piliers aval ainsi que la réparation du coursier des vanne après avoir rendu les vanne d'évacuation étanche	CIV
X0005502	Brodrick, Barrage	1441	CULÉES : Examen et injection des fissures ouvertures au niveau des culées	CIV
X0005502	Brodrick, Barrage	1449	VANNES : Prodécder au nettoyage des passages hydrauliques jusqu'en aval des vannes de fond	CIV
X0005502	Brodrick, Barrage	1444	BATIMENT: Réparation de la fissure dans le mur de brique du bâtiment	CIV
X0005503	Mitchinamecus, Barrage	1675	Resurfacer localement les parements de béton	CIV
X0005503	Mitchinamecus, Barrage	1674	Procéder au nettoyage du dépôt de la surface aval du déversoir et du parement aval du barrage-poids de façon à faciliter les inspections futures	CIV
X0005502	Brodrick, Barrage	1450	VANNE : Remplacement des éléments des vases des unités de réduction des treuils où la corrosion a atteint un niveau trop important	MEC
X0005502	Brodrick, Barrage	1447	VANNES: Procéder à un nettoyage complet des vannes, de leur cadre de levage et des rainures et autres pièces métalliques exposées	MEC
X0005502	Brodrick, Barrage	1451	VANNE : Travaux de réparation de la section déformée de la plaque écran par l'addition d'une plaque de revêtement soudée	MEC
X0005502	Brodrick, Barrage	1446	VANNES : Remplacer les joints d'étanchéité pour les linteau des vannes	MEC
X0005502	Brodrick, Barrage	1445	VANNES : Remplacer la poutre principale supérieure de la vanne no2	MEC
X0002489	Mégantic, Barrage	1669	Recommandation : Réparer le seuil de la vanne #2	MEC
X0002489	Mégantic, Barrage	1670	Recommandation : Vérifier et serrer les boulons des glissières latérales	MEC
X0004063	Saint-Didace, Barrage	1783	Recommandation : vérifier l'horizontalité des poutres de seuil et la corriger au besoin afin d'assurer un contact plus uniforme de la vanne lors de sa descente vers le seuil	MEC

Liste des interventions d'entretien

NoX	Nom du barrage	RQT	Description	Catégorie
X0004063	Saint-Didace, Barrage	1780	Recommandation : ajouter des sabots de guidage latéral afin de limiter le déplacement transversal des vannes	MEC
X0000730	Morin, Barrage	1702	Recommandation : Améliorer le drainage au pied aval de l'aile gauche et droite	CIV
X0000730	Morin, Barrage	1696	Recommandation : Mettre des blindages d'acier sur les piliers amont des vannes 1-2-3	CIV
X0005460	Kiamika, Barrage	1600	Étude d'évaluation de la sécurité (RSW, 2006), recommandation 2.3: Scellement des joints de retrait sur la crête du tablier (sections déversantes gauche et droite).	CIV
X0005460	Kiamika, Barrage	1598	Étude d'évaluation de la sécurité (RSW, 2006), recommandation 1.1: Scellement des joints de retrait sur la crête (culées gauche et droite).	CIV
X0000935	Creek-Outlet-3, Digue	1525	Réparer et entretenir le chemin d'accès (recommandation qui provient de l'exposé des correctifs)	CIV
X0000934	Creek-Outlet-2, Digue	1521	Recommandation : Réparer et entretenir le chemin d'accès	CIV
X0000933	Creek-Outlet-1, Digue	1517	Recommandation (Expos des correctifs) : Réparer et entretenir le chemin d'accès	CIV
X0002569	Walter-MacKenzie, Barrage	1843	Recommandation : Réparer les joints détériorés entre les sections du déversoir fixe	CIV
X0002569	Walter-MacKenzie, Barrage	1844	Recommandation : Réparer la fissure verticale ouverte sur le pilier no2	CIV
X0002569	Walter-MacKenzie, Barrage	1845	Recommandation : Réparation des fissures et des cavités constatés lors de l'inspection sous-marine	CIV
X0001279	Pikauba-2, Digue	1801	En attente Recommandation (EES 2008): Mettre un filtre drainant, ou un géotextile, dans la pente aval. NOTE : Attendre la révision de la LSB avant d'entreprendre ces travaux (voir commentaire).	CIV
X0001278	Pikauba-1, Barrage	1795	Recommandation (EES, 2008) : Protéger adéquatement l'écran d'étanchéité avec de l'enrochement approprié.	CIV
X0001278	Pikauba-1, Barrage	1798	Recommandation (EES, 2008) : Restaurer l'enrochement en rive gauche aval.	CIV
X0005460	Kiamika, Barrage	164	Pilier #9, face droite amont: Érosion et désagrégation importante à gauche du déversoir à poutrelles concentré dans la zone de marnage. Joint de construction horizontal très détérioré (ouverture 3cm x 2m) avec armature exposée.	CIV
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	348	Faces aval en général (surtout piliers, partie droite, face inclinée aval des vannes de fond et passerelle aval du bâtiment de contrôle): Dégradation du béton (fissuration, érosion désagrégation, etc) entraînant la dégradation de certains joints verticaux	CIV
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	347	Partie gauche, face amont: Plusieurs joints verticaux n'ont pas de scellant.	CIV
X0005460	Kiamika, Barrage	161	Faces amont: Les joints verticaux manquent de scellant.	CIV
X0005460	Kiamika, Barrage	165	Encoignure aval déversoir #8/face gauche pilier #9: Venue d'eau importante dans la partie inférieure du joint vertical.	CIV
X0002572	Aylmer, Barrage	1145	Le béton est désagrégré sur environ 4,6 m² (5 à 15 cm de profondeur) à l'élévation 247,2 m du mur amont droit. DE: en dessous du niveau d'eau à faire en hiver avant crue des eaux, fer angle nez des piliers courbés visible un peu trop2014-04-22_GL_Niv	CIV
X0005502	Brodrick, Barrage	18	MASQUE AMONT: Plusieurs joints verticaux manquent de scellant dans la zone de marnage et possiblement dans la partie submergée (valider par inspection sousmarine).	CIV
X0005502	Brodrick, Barrage	19	SECTION DE CONTROLE: Un joint de la passerelle est très détérioré près du pilier 4	CIV
X0005502	Brodrick, Barrage	24	PIED AVAL: Zone de mares d'eau au pied aval de l'aile droite.	CIV
X0000730	Morin, Barrage	636	-Il y a une importante fuite d'eau à l'intersection de la partie droite du barrage et du pilier # 6. -DE: 2013-06-04: SP prend charge. -DS: Étancher par l'amont (jontion Pilier #6 et partie droite). P.A. + A.P. SP attendra détails des dommages et pro	CIV
X0005503	Mitchinamecus, Barrage	275	DEVERSOIR/ PARTIE DROITE: Beaucoup de joints verticaux amont et aval du déversoir fixe et de la partie droite du barrage sont détériorés.	CIV
X0001439	Duchesnay, Barrage de	754	Les murs des culées et du pilier sont très fissurés dans la zone de marnage. Il y a des fissures polygonales ouvertes dans la partie submergée des culées (inspection sous-marine oct. 2010). Recommandation: Réparer.	CIV
X0005202	Ludger, Barrage	236	Le barrage ne pourrait résister à la poussée des glaces selon l'étude d'évaluation de la sécurité 2003.	CIV
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	515	CRETE DU BARRAGE (Affaissement): -Affaissement au coin aval gauche du bâtiment de service (# I). -Ce problème semble relié avec l'accumulation de sable dans le tuyau du caniveau principale situé au-dessous. -Recommandation: Colmater avec un produit expa	CIV
X0002426	Lajeunesse, Barrage	813	Reconstruciton prévue Les composantes de bois sont presque complètement cariées. La vie utile de ce barrage est terminée. Il devient inutile d'énumérer toutes les défaillances de l'ouvrage car une intervention est nécessaire. Barrage identifié essentiel.	CIV
X0005507	Trego, Barrage	400	-L'eau s'infiltre entre les blocs de béton du déversoir ce qui aura pour conséquence prévisible d'éroder le béton.	CIV
X0005503	Mitchinamecus, Barrage	278	BATIMENT: La toiture du bâtiment de contrôle n'est pas étanche.	CIV
X0005511	Monroe, Barrage	297	-Il y a de l'érosion sur la rive droite aval.(Require une clé spéciale #112 du Parc du Mont-Tremblant. (H. Tremblay)) vérifier qu'est-ce qu'on entend par RIVE. (cours d'eau ou digue)	CIV
X0005460	Kiamika, Barrage	167	Déversoir à poutrelle #9: Les poutrelles fuient de plus en plus et il y a des fuites près des rainures.	CIV
X0005460	Kiamika, Barrage	166	Passerelle et déversoirs libre droit: Certains joints sont détériorés.	CIV
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	353	Bâtiment de contrôle, portes latérale gauche et de façade aval droite (anciennes portes en bois): Elles sont en mauvais état. La porte aval droite est perméable à l'air, ce qui cause des infiltrations de neige en hiver. La neige qui s'infiltre fond, cause	CIV
X0001881	Landry, Barrage	818	-Il n'y a pas d'enrochement de protection sur les pentes amont. Protèger adéquatement les pentes amont.	CIV
X0002569	Walter-MacKenzie, Barrage	1229	-Le mur droit de la passe migratoire est fissuré près du changement de pente. -Recommandation: Réparer.	CIV
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	517	RIVE GAUCHE ET RIVE DROITE (Protection en enrochement):-Érosion sur la rive amont;-Érosion sur la rive aval. -Recommandation: Ajouter de l'enrochement de dimension adéquate.	CIV
X0003138	Gorgotton, Barrage	589	-L'eau évacuée par le déversoir frappe le mur de la culée gauche et sa semelle à cause de l'angle inadéquat du mur ce qui érodera le béton prématurément. -DE: Plaque d'acier ancrée sur mur et semelle -Recommandation: Installer des plaques de protectio	CIV
X0005771	Saint-Pie, Barrage de	548	DÉVERSOIR FIXE (crête et face amont): -Zones d'éclatement de béton sur la face amont et la crête (selon inspection sous-marine de l'étude d'évaluation de la sécurité 2002).-Recommandation: Réparer.	CIV

Liste des interventions d'entretien

NoX	Nom du barrage	RQT	Description	Catégorie
X0005771	Saint-Pie, Barrage de	547	PROTECTION AMONT (rive gauche): -Il se produit de l'érosion et un déplacement de l'enrochement sur la rive gauche amont, immédiatement avant le déversoir.-Recommandation: Ajouter de l'enrochement.	CIV
X0001574	Sainte-Anne, Barrage	885	Il y a un trou dans le mur dissipateur d'énergie à l'aval droit du déversoir par lequel de l'eau fuit. Recommandation : réparer.	CIV
X0001439	Duchesnay, Barrage de	755	Il y a des fissures sur le radier à droite de la passe migratoire + fuites. Recommandation: Réparer.	CIV
X0001439	Duchesnay, Barrage de	753	Le béton est désagrégé en amont (près du joint) de la rainure à poutrelle de la culée gauche (défaut de bétonnage). La cavité est assez profonde. Recommandation : Réparer.	CIV
X0000730	Morin, Barrage	640	Écaillage du béton sur le nez amont des piliers # 1, 2, 3 et 4. -DE: 2013-06-04: SP prend charge.-DS: Voir vidéo de l'inspection soumarine.P.A. DS souhaite réaliser une inspection sur cordes de l'amont si possibilité d'abaisser le niveau amont.	CIV
X0000730	Morin, Barrage	638	Il manque d'enrochement de protection sur la rive droite amont. Érosion près du barrage. -DE: Important. 2012-05-01_Adoucir la pente. Bel accès. -Recommandation: Ajouter de l'enrochement.	CIV
X0000730	Morin, Barrage	637	-Le béton de l'ancien mur sur la face amont de la partie droite se détériore de plus en plus. De gros éclats de béton se sont détachés vis-à-vis la majorité des joints verticaux ainsi que sur plusieurs plots. Le scellant de plusieurs joints est décollé ou	CIV
X0000730	Morin, Barrage	632	écaillage du béton sur le nez amont du pilier # 6 sur 2 m de hauteur à l'élévation 193 m. Le béton est également arraché au même niveau sur le nez amont du pilier # 5. -DE: 2013-06-04: SP prend charge. -DS: Sous l'eau Dernière EES en 2006.	CIV
X0005460	Kiamika, Barrage	162	Piliers, nez amont: La tête amont des piliers des déversoirs libres se fissure et se détériore de plus en plus.	CIV
X0005517	Escalier, Barrage	134	-Il y a quelques fosses dans l'enrochement aval.	CIV
X0004481	Cypès, Barrage des	102	-Il manque d'enrochement à quelques endroits le long de l'écran d'étanchéité et dans le déversoir là où il y a eu des déplacements.	CIV
X0004481	Cypès, Barrage des	101	Creuser canaux de drainage -Il y a beaucoup d'eau le long du pied aval de l'aile gauche ce qui empêche la réalisation d'une inspection efficace à cet endroit. Un remblai en bordure du cours d'eau semble retenir les eaux. -DE: Eau de ruissellement et ea	CIV
X0004485	Morissette, Barrage	312	-Érosion par ruissellement dans la pente de la rive droite dans l'axe du chemin d'accès.	CIV
X0001265	Gilbert, Barrage	780	Érosion en rive droite aval causée par le drainage de la route. Recommandation : Aménager un canal de drainage avec un lit de pierres.	CIV
X0004063	Saint-Didace, Barrage	374	-Enrochement de protection irrégulier sur les rives aval.	CIV
X0004063	Saint-Didace, Barrage	373	-Écaillage et réseau de fissure à plusieurs endroits.	CIV
X0004063	Saint-Didace, Barrage	372	-Le scellant des joints des murs des culées est détérioré.	CIV
X0005460	Kiamika, Barrage	163	Piliers: Le gonflement du béton provoque des bris. Piliers #3, #5, #7 et #14 très endommagés.	CIV
X0007369	Joannès, Barrage	426	-Érosion en amont et en aval des ailes gauche et droite. -Recommandation: Ajouter de l'enrochement de protection.	CIV
X0005501	Mitchi-Réal, Digue	294	L'enrochement de la pente aval de la digue se déforme (gonflement) par endroit au point de favoriser des éboulis de pierres.	CIV
X0005202	Ludger, Barrage	239	Il manque d'enrochement juste en amont du barrage sur les rives gauche et droite.	CIV
X0004483	Lavigne, Barrage	226	-Érosion (formation d'une cuvette) en rive droite aval à l'endroit où il manque d'enrochement de protection. Ajouter du remblai et de l'enrochement.	CIV
X0004483	Lavigne, Barrage	225	Érosion par ruissellement dans les pentes de l'aile droite. Procéder à de l'ensemencement de stabilisation sur les ailes.	CIV
X0004207	Kildare, Barrage	199	-Érosion dans la pente aval de chaque côté du tunnel d'évacuation. Ajouter du matériau.	CIV
X0000939	Pibrac-Ouest, Barrage	1081	À droite du déversoir # 6, le béton est éclaté sur la face amont au niveau de la passerelle et il y a quelques fissures avec laitance sous cette zone. Recommandation: Réparer pour réduire les effets du gel-dégel.	CIV
X0001026	Louise, Barrage	1031	Il y a une venue d'eau rouillée qui s'accumule dans une mare d'eau en aval de l'aile droite. Cette mare d'eau rouillée s'écoule dans le chemin d'accès aval pour rejoindre la rivière. -DE: faut régler canal et ponceau -DS: SP: attend EES prévue en 201	CIV
X0001026	Louise, Barrage	1030	L'écran d'étanchéité en bois est déchaussée sur une hauteur d'environ 0,3 m. Elle est déformée vers l'aval et endommagée à trois endroits. -DS: SP: attend EES prévue en 2018. -Recommandation: Réparer et ajouter de l'enrochement en aval	CIV
X0007527	Custeau, Barrage	980	Quelques trous d'affaissement dans la pente aval de l'aile droite.	CIV
X0002572	Aylmer, Barrage	1141	Déversoir # 4, en amont droit, il y a un début d'effritement dans la rainure batardeau environ à l'élévation 248,1 m. -DE: 2014-04-22_GL_Voir inspection des plongeurs? -DS: Angle de vue difficile vue la présence des grilles au tablier	CIV
X0002084	Sincennes, Barrage	896	Reconstruction -Venue d'eau très importante en aval de l'aile gauche à 6 m du déversoir et sous les caissons des culées gauche et droite. -DE: 2013-06-04: SP prendra charge suite à l'étude. -DS: En étude en ce moment. H.T.	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	1216	Exsudation de diverses matières par les murs de la galerie. Formation de substance verte. Le caniveau se rempli de calcaire. -DE: 2014-04-22_GL_Vérifier au préalable si la pompe à eau fonctionne. Ou disposer les barils plein qui sera sur l'île.	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	1210	Il y a des fissures de cisaillement sur les poutres du pont-route. -DE: 2013-06-04: SP prend charge. -DS: voir note interne de la surveillance aux projets du 25 janvier 2013. P.A. SP attend l'EES prévu pour 2014-2015.	CIV
X0002489	Mégantic, Barrage	1204	à droite du déversoir # 6, le béton est éclaté sur la face amont au niveau de la passerelle et il y a quelques fissures avec laitance sous cette zone. Recommandation: Réparer pour réduire les effets du gel-dégel.	CIV
X0003925	Jules-Allard, Barrage	1194	-Érosion dans la partie supérieure du perré de la pente aval des ailes gauche et droite. -DE: il en manque beaucoup -DS: Toujours les cas selon Alain Ouelette. Il en manquerait plus loin en aval. -Recommandation: Ajouter de l'empierrement.	CIV

Liste des interventions d'entretien

NoX	Nom du barrage	RQT	Description	Catégorie
X0002572	Aylmer, Barrage	1147	-Fissuration sur le dessus du mur de protection aval droit. -DE: 2014-04-22_GL_Pas réparé -DS: PHOTO À FOURIR PAR LE CS SI RÉPARÉ -Recommandation: Imperméabiliser pour éviter les effets du gel-dégel.	CIV
X0001574	Sainte-Anne, Barrage	884	Érosion en amont gauche. Recommandation : Ajouter de l'enrochement de protection.	CIV
X0001423	Neiges, Barrage des	842	Le sol aux extrémités du mur amont des ailes est plus bas que le mur et manque de protection contre l'érosion. Recommandation : Ajouter de l'enrochement de protection jusqu'au niveau de la crête du mur amont. Pour complément, voir requête 2697.	CIV
X0002426	Lajeunesse, Barrage	816	-Affaissements sur les parties gauche et droite. Il y a déjà eu des déversements. -Recommandation: Ajouter du matériel.	CIV
X0002426	Lajeunesse, Barrage	814	La revanche et la capacité d'évacuation semblent insuffisantes car il y a déjà eu des déversements sur les parties gauche et droite. -DE: Ruine, à reconstruire, 4h pour aller, 4h pour revenir + 2 km chaloupe. Accès en hélico au printemps.	CIV
X0001963	Petit-Lac-Vlimeux, Barrage du	855	-Érosion en amont, à l'endroit où le béton s'ancre dans l'aile gauche (descente à bateaux). -Recommandation: Ajouter du matériel.	CIV
X0001963	Petit-Lac-Vlimeux, Barrage du	856	-Il manque d'enrochement de protection de chaque côté de la section en béton. -Recommandation: Ajouter de l'enrochement.	CIV
X0001963	Petit-Lac-Vlimeux, Barrage du	853	-La revanche est insuffisante. -Recommandation: Effectuer les modifications nécessaires.	CIV
X0000937	Pibrac-Est, Barrage	1062	Les joints entre les plots G-H et H-I sont détériorés sur la face amont. Recommandation: Réparer.	CIV
X0001261	Pikauba-5, Barrage	859	Quelques planches du radier sont brisées à l'extrémité aval.	CIV
X0005500	Mitchi-Menjo, Digue	263	Plusieurs trous d'affaissement et d'érosion en crête, entre autres aux chaînages 50 et 75, suite aux pluies abondantes du 2003.08.04.	CIV
X0003925	Jules-Allard, Barrage	1193	-Trace d'huile au système de levage de la vanne de fond et de la vanne demi-fond. -DE: Depuis sa mise en fonction ça coule (1988) -DS: Il semble que le problème ne se réglera pas avant la modernisation des appareils. Selon Alexandre ces appareils ne s	MEC
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	350	Vannes Stoney, appareil de levage: Les attaches actuelles des vannes nécessitent deux opérateurs. Les opérateurs doivent lubrifier avant chaque usage. Depuis février 2010 (changement d'écrou), les deux attaches sont désaxés ce qui requiert trois opérateur	MEC
X0005179	Montagne-Noire, Barrage de la	301	Sortir la vanne pour galvaniser. Remplacer l'étanchéité latérale de la vanne (vérifier les plaques de glissements).	MEC
X0002489	Mégantic, Barrage	1205	-Il manque un boulon sur le guide latéral droit de la vanne # 2 et l'étude d'évaluation de la sécurité réalisée en 2004 recommande de vérifier et serrer les boulons des autres guides latéraux. -DE: Vérifier sur les plans c'est quoi et avertir DE. -DS:	MEC
X0002489	Mégantic, Barrage	1207	-Des grincements ont été entendus au niveau des engrenages des vis du mécanisme de levage de la vanne # 8 dans le cadre de l'étude d'évaluation de la sécurité réalisée en 2004 (seules les vannes # 2, 5 et 8 ont été testés). -DE: Selon Benoit Denis, les	MEC
X0002489	Mégantic, Barrage	1206	-Il n'y a plus de joint d'étanchéité au seuil de la vanne # 2, 3, 4 et 5. -DS: Changer les joints d'étanchéité. P.A. -Recommandation: Corriger la situation en allongeant la course de la vanne.	MEC
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	349	Vannes Stoney: Il y a de la rouille sur la face amont des vannes.	MEC
X0005466	Reno, Barrage	360	DÉVERSOIR #3 (VVD#3): -Le béton de la rainure gauche de la vanne # 3 (assemblage de poutrelles) est endommagé. -Un morceau de béton s'est détaché en amont de la rainure à l'hiver 2014. -Il y a fuite d'eau par cette rainure.	MEC
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	334	Pied aval rive gauche, vis-à-vis le pilier #1: Érosion du remblai près de l'assise des colonnes de l'escalier en bois.	CIV
X0001956	Grandes-Piles, Barrage de	793	Reconstruction prévue -Les murs de protection en bois en amont sont dans un état de pourriture avancé. De plus, les caissons formant les culées sont pourris et s'affaissent de chaque côté de la section déversante.	CIV
X0001282	Wabano, Barrage	915	Il manque quelques pièces de bois au-dessus du mur aval gauche. Bois carié. Recommandation : Réparer.	CIV
X0005502	Brodrick, Barrage	25	FACE AVAL: L'arête aval de la passerelle est érodée vis-à-vis le bâtiment de service.	CIV
X0002572	Aylmer, Barrage	1151	-Éclatement du béton dans la rainure de la vanne batardeau amont droit du déversoir #5. Fissure entre les deux rainures du côté gauche. -Recommandation: Réparer.	CIV
X0005756	Choinière, Barrage	486	GALERIE (Sortie du canal d'évacuation et murs bajoyer) : CRÊTE DE LA SORTIE: -Trou de marmotte au dessus du portail de sortie.MUR GAUCHE: -Fissuration verticale et horizontale avec laitance. -Joints de coulées apparents. -Écaillage et érosion à la ba	CIV
X0005756	Choinière, Barrage	485	GALERIE (joint entre les sections de béton) : -Aval de V#6 (droit), Joint érodé (mur et plafond) avec armature visible par endroit. -Joint A-B (gauche et droit), Venue d'eau par 2 tuyaux et suintement, (droit) Éclats de béton. -Joint B-C (gauche et droit)	CIV
X0000730	Morin, Barrage	639	-L'eau venant des drains de la face aval droite s'accumule au pied aval. -DS: Canal de drainage. A.P + P.A. -Recommandation: Aménager un canal de drainage vers la rivière.	CIV
X0003146	Marot, Barrage	611	Érosion de la rive droite aval. -DE: 2012-05-01_Pas accès 2013-06-06: DE prend charge. Voir Hélène Tremblay. -DS: Barrage reconstruit en 2007. -Recommandation: Ajouter de l'enrochement de protection.	CIV
X0001276	Lac-à-Jack, Barrage du	804	Érosion importante par ruissellement au pied aval de l'aile droite et en rive droite aval à 16 m de la culée. Recommandation : Ajouter enrochement et ensemençer. Aménager un canal de drainage.	CIV
X0005502	Brodrick, Barrage	27	CRETE: Drainage inadéquat (accumulation d'eau) près de la porte du bâtiment de contrôle.	CIV

Liste des interventions d'entretien

NoX	Nom du barrage	RQT	Description	Catégorie
X0005502	Brodrick, Barrage	28	CRETE: Eaux stagnantes en crête amont de l'ouvrage au chaînage 200 approximativement suite aux travaux de rehaussement de la crête et de l'ajout de la couche de roulement	CIV
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1100	Quelques fissures verticales importantes dans les colonnes des faces amont et aval du bâtiment de contrôle.Recommandation: Réparer.	CIV
X0003036	Sangsues, Barrage aux	453	-Érosion importante par ruissellement dans la pente du chemin d'accès en rive droite.	CIV
X0005502	Brodrick, Barrage	29	CHEMIN D'ACCES: Beaucoup d'érosion par ruissellement dans la pente aval extrémité gauche et érosion dans le chemin d'accès en rive gauche.	CIV
X0002206	Beaudet, Barrage	1178	-Manque d'enrochement en amont côtés droit et gauche (géotextile visible). -DE: Mettre pierre plus grosse pour éviter le vandalisme. -DS: Pierre de grosse dimension requise. P.A. -Recommandation: Ajouter de l'enrochement.	CIV
X0005179	Montagne-Noire, Barrage de la	1689	Recommandation : Rendre le perré amont conforme aux règles de l'art	CIV
X0005460	Kiamika, Barrage	171	*Pilier #3, #5, #7, #12 et #18: Les faces amont et aval présentent des délaminages et parfois des éclatements. *Pilier #4: Le béton et très fissuré sur la face gauche. *Pilier #13 et #17: Fissures verticales à la face aval.	CIV
X0001414	Lac-à-l'Épaule, Barrage du	1611	Recommandation (EES 2009) : Des travaux correctifs doivent être entrepris au niveau des perrés amont des digues en remblai et du déversoir. 1) Rechargement dans déversoir 2) Longueur de protection amont sur aile gauche devrait être prolongée.	CIV
X0002572	Aylmer, Barrage	1159	-Désagrégation et éclatement du béton en bordure du tablier sur toute la partie amont. -DE: Dessous le tablier. 2013-06-04: SP prend mais prévoit attendre EES. -DS: Assez important. Il semble que ce soit également le cas pour plusieurs des corbeaux so	CIV
X0002572	Aylmer, Barrage	1157	-Fissures sur le mur de soutènement aval gauche (halte routière) et déplacement. -DE: 2014-04-22_GL_Remplir la fissure. -Recommandation: Réparer.	CIV
X0002572	Aylmer, Barrage	1155	-Éclatement au coin aval droit du bâtiment de contrôle accompagné de fissuration. -DE: 2013-04-15_Localisé sous la porte. -DS: La base a été calfeutrée. Toujours fissuré. P.A. -Recommandation: Réparer.	CIV
X0002572	Aylmer, Barrage	1153	-La canalisation des eaux de ruissellement au pied aval gauche n'est pas complète vers la rivière. -DE: Prendrait géomembrane pour empêcher que l'eau entre dans le sol. 2013-04-15_L'eau se perd dans le sol. -DS: Pente à corriger. Requiert excavatrice.	CIV
X0005460	Kiamika, Barrage	173	Passerelle, aval du joint entre les déversoirs #13 et #14: Le béton est éclaté avec armature exposé.	CIV
X0001013	Edwards, Barrage	991	-Géotextile visible au bas de la pente amont gauche. -DS: CS va tenter de régler seul. -Recommandation: Ajouter de l'enrochement de protection à cet endroit.	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	1219	-Une venue d'eau assez importante a été observée du côté droit du pilier # 12 (voir inspection spéciale du 2007-09-19); la venue d'eau a diminué suite à une injection à l'uréthane effectuée en 2008, mais n'est pas disparue complètement. Lors de l'inspecti	CIV
X0005502	Brodrick, Barrage	31	PROTECTION AVAL: Érosion des rives gauche et droite à la sortie de l'exutoire en aval.	CIV
X0005502	Brodrick, Barrage	30	BERME STABILISATION: Érosion de la berme stabilisatrice au pied aval droit près du pilier #4. Il y a érosion régressive au pied du remblais.	CIV
X0005502	Brodrick, Barrage	32	CRETE: Vallonnements et petits effondrements visibles localement en crête des ailes. Les repères de nivellements sont exposés aux impacts de véhicules.	CIV
X0000939	Pibrac-Ouest, Barrage	1082	Éclatement de béton sur la face amont gauche du pilier # 1 à la jonction du plot H. Recommandation: Réparer.	CIV
X0000937	Pibrac-Est, Barrage	1066	Fissure verticale ouverte sur la face amont au-dessus de la fenêtre vis-à-vis le déversoir # 11.Recommandation: Réparer.	CIV
X0000937	Pibrac-Est, Barrage	1065	Les joints de coulées sont fissurés sur les plots G et H sur la face aval. Recommandation: Réparer.	CIV
X0000937	Pibrac-Est, Barrage	1064	Manque de scellant dans les joints entre les plots sur la face amont. Recommandation: Corriger la situation.	CIV
X0002572	Aylmer, Barrage	1160	-Le revêtement du bâtiment de contrôle des vannes #6 et #7 est détérioré sur la face aval. Il semble que ce soit le scellant protecteur qui s'écaille progressivement du bas vers le haut. -DE: 2010-04-19_Remplacer le parklex et les vis. 2013-06-06: DE pr	CIV
X0002572	Aylmer, Barrage	1161	Fissurations transversales et verticales sur le mur aval gauche. Écaillage et éclatement à l'extrémité aval. -Recommandation: Réparer.	CIV
X0005511	Monroe, Barrage	298	-Érosion dans le chemin d'accès de la rive gauche dû au ruissellement.	CIV
X0001371	Retenue, Barrage la	1733	Reconstruction.	CIV
X0002206	Beaudet, Barrage	1179	-Érosion et déplacement d'enrochement le long de la protection aval gauche immédiatement en aval de la culée. -Recommandation: Ajouter de l'enrochement de protection.	CIV
X0005508	Clabo, Barrage	80	-Quelques petits affaissements en crête de l'ouvrage.	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	1220	Fissures dans les piliers des déversoirs fixes sous le tablier immédiatement en aval des rainures des grilles à débris. -DE: 2013-06-04: SP prend charge. -DS: Relevé lors de la dernière inspection sur cordes.	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	1221	Béton fissuré et joints de construction dégradés dans les coursiers des déversoirs fixes. Armatures visibles. -DE: 2013-06-04: SP prend charge. -DS: Barres d'armatures visibles en plus des fissures et joints ouverts	CIV
X0002572	Aylmer, Barrage	1162	Éclatement dans la rainure batardeau droite de la vanne # 2. -DS: Prendre une photo de près du dommage. -Recommandation: Réparer.	CIV
X0001956	Grandes-Piles, Barrage de	792	Reconstruction prévue Trou à l'extrémité droite de la crête de l'aile droite au pied de la pente du talus qui démontre qu'il y a débordement occasionnellement dans ce secteur. Une toile bleu recouvre la crête de l'aile droite. -DS: Débordement et érosi	CIV

Liste des interventions d'entretien

NoX	Nom du barrage	RQT	Description	Catégorie
X0005771	Saint-Pie, Barrage de	551	VANNE DE FOND:-Débit important évacué par la vanne de fond.-Recommandation: Corriger la situation si nécessaire.	CIV
X0005771	Saint-Pie, Barrage de	550	DÉVERSOIR FIXE (face aval):-Venue d'eau par un trou dans le béton de la face aval à gauche de la vanne de fond.-Recommandation: Réparer.	CIV
X0002422	Lavoie, Barrage	1635	Reconstruction	CIV
X0003030	Dixon, Barrage	423	-Enrochement de faible dimension en amont droit.	CIV
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	356	Superstructure Vannes Stoney: Contreventements (cornières) des structures horizontales voilés ou fléchis au sommet des pertuis (1 à 9). *Note: Une inspection détaillée de la superstructure (2014) pour liste exhaustive des défauts.	MEC
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	526	APPAREILS DE LEVAGE (Vanne #1):Le bras gauche de la vanne #1 frotte sur le pilier.-Recommandation: Corriger la situation.	MEC
X0002597	Bombardier, Barrage	466	APPAREIL DE LEVAGE (V.B. #3):-L'appareil de levage de la vanne 3 gèle en hiver. RECOMMANDATION -Corriger la situation.	MEC
X0001439	Duchesnay, Barrage de	756	Quatre fissures horizontales ouvertes sur le coin amont de la culée gauche, les armatures sont visibles (inspection sous-marine oct. 2010). Recommandation : Réparer.	CIV
X0001439	Duchesnay, Barrage de	757	La cornière amont de la rainure batardeau gauche du déversoir #1 a subi un impact, il n'est plus possible d'installer les poutrelles batardeaux. Recommandation: Corriger la situation.	CIV
X0002434	Laval, Barrage	1632	Reconstruction	CIV
X0003084	Victorine, Barrage	1458	Démolition	CIV
X0003070	Chochocouane, Barrage	1485	Reconstruction	CIV
X0002353	Ouest, Barrage de l'	1732	Reconstruction	CIV
X0002572	Aylmer, Barrage	1163	Les cornières d'acier en amont de presque tous les piliers sont très détériorées. Elles sont détachées du béton par endroit. -DS: SP: Attend le dépôt de l'EES 2014-2015. -Recommandation: Remplacer.	CIV
X0005497	Line, Barrage	233	-Érosion par ruissellement à l'extrémité gauche sur la crête de l'aile gauche. -DE: Garantie interne ? 2013-06-06: Selon SP roc à proximité. Faudrait détourner les eaux vers l'aval. DE prend en charge. -DS: Barrage reconstruit en 2007. P.A.	CIV
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	357	Vannes Stoney # 6 et 7: il manque des boulons et une plaque de fixation sur la pièce servant de guide latéral.	MEC
X2101397	Clair, Barrage *	732	Faible contournement dans l'aile gauche. -Recommandation: Ajouter du matériel.	CIV
X0005756	Choinière, Barrage	487	VANNES DE FOND (V#4 et V#6) : -Fuite à la base et au sommet des vannes. -Érosion importante et fissuration au mur gauche à la sortie de V#4 avec suintement. -Érosion importante et barres d'armatures visibles au plancher et au bas des murs à la sortie d	CIV
X0005756	Choinière, Barrage	488	GALERIE (bas des murs) : -Les joints horizontaux près du plancher présentent de l'abrasion et l'écaillage avec cavité atteignant jusqu'à 100mm de profondeur par endroit;-Recommandation: Réparer.	CIV
X0002206	Beudet, Barrage	1180	Scellant manquant dans les joints du muret de rehaussement aux chaînages 65, 70, 75, 90, 250 et 435. -DS: Des travaux semblent avoir été réalisés mais il est évident qu'il en manque à certains endroits.PHOTO À FOURIR PAR LE CS SI POSSIBLE DES END	CIV
X0001576	Lombric, Barrage	834	Zone marécageuse et venue d'eau par la rive au pied aval de l'aile droite. Recommandation: Aménager un canal de drainage pour assécher la zone.	CIV
X0001850	Renversi, Barrage	864	-Les caissons des extrémités gauche et droite sont en mauvais état. -DS: Structure très pourrie selon A.B. -Recommandation: Réparer.	CIV
X0001850	Renversi, Barrage	862	-Il manque une planche sur le seuil déversant à l'extrémité droite. -Recommandation: Réparer.	CIV
X0002353	Ouest, Barrage de l'	1040	Lors de la reconstruction-refaire la descente à bateau-Le chemin permettant d'atteindre la descente à bateaux est abrupte et très érodé, il n'est plus possible d'y descendre en véhicule. L'embarcation et le moteur doivent être transportés à bras d'homme	CIV
X0002597	Bombardier, Barrage	467	STRUCTURE DE BÉTON (V.B. #5): -Éclatement à l'endroit où les fils électriques entrent dans le béton.	CIV
X0000939	Pibrac-Ouest, Barrage	1332	Pertuis 6-VVD : Panneau de chauffage non fonctionnel, mais vanne fonctionnel	ELE
X0005460	Kiamika, Barrage	177	Face aval vis-à-vis déversoir #8: Venue d'eau importante par un joint horizontal (Él. 264.3m) et par 2 fissures diagonales au dessus du joint. Cette fuite semble s'accroître. Il y a suintement le long de ce joint vis-à-vis les déversoirs #1 @ #7.	CIV
X0002569	Walter-MacKenzie, Barrage	1231	-Le volant de l'appareil de levage de la vanne de la passe migratoire est difficile à tourner. -DE: <<2012-Le volant n'est pas "tournable" selon Alain Ouelette. 2014-04-22_GL_Découpler le volant et investiguer. -DS: C'est possiblement plus la vanne q	MEC
X0002382	Huot, Barrage	1587	Reconstruction	CIV
X0002597	Bombardier, Barrage	468	APPAREILS DE LEVAGE (V.B. #3, #4 et #5):-Problèmes de fonctionnement des appareils de levage. -Vanne bascule #3, il y a du frottement anormal. -Vannes bascule #4 et #5, il y a des signes d'usures selon la Division des opérations régionales.	MEC
X0005426	Cauchon-A, Digue	64	Extrémité droite de la digue: Trou en amont de 1m de profondeur, 0.3m de largeur et 1m de longueur.	CIV
X0005460	Kiamika, Barrage	174	Systèmes auxiliaires: En 2011, les fils électriques et la mise à la terre du chariot élévateur ont été volés. L'adaptateur électrique du système électrogène en aval gauche a été vandalisé.	ELE
X0002309	Vieux, Barrage du	1563	Reconstruction ou démolition	CIV
X0005422	Pimbina, Barrage du *	1769	RECOMMANDATION (Reconstruction): -Il est recommandé d'entreprendre d'importants travaux de mise aux normes à long terme afin d'assurer la conformité du barrage aux règles de l'art et aux normes minimales de sécurité.	CIV
X0001431	Sautauriski, Barrage	1513	Exposé correctifs (EES, 2012) : Améliorer (assurer) la stabilité des murs de soutènements en amont des ailes en remblai	CIV
X0002022	Crow, Barrage	1532	Reconstruction	CIV

Liste des interventions d'entretien

NoX	Nom du barrage	RQT	Description	Catégorie
X0001989	Howe, Barrage	800	-Une fissure transversale ouverte de 5 mm sur le déversoir à environ 5 mètres du mur droit (IR 2012-05-08). Une fissure horizontale part de celle-ci jusqu'au prochain joint d'expension à gauche (IR 2015-10-06). -Recommandation: Réparer.	CIV
X0001282	Wabano, Barrage	917	Plusieurs planches manquantes et une autre cassée sur le mur de crête de la culée droite près de la face aval du déversoir.Recommandation : Réparer.	CIV
X0001423	Neiges, Barrage des	844	Scellant décollé sur la face amont de la partie droite près de la section déversante. Recommandation : Réparer.	CIV
X0001417	Honorine, Barrage	798	Il y a un trou dans l'écran d'étanchéité en bois de la transition gauche, le bois est complètement carié dans la zone de marnage.Recommandation : Réparer.	CIV
X0007191	Berthiaume, Barrage *	709	La vie utile de ce barrage est terminée. Il devient inutile d'énumérer toutes les défaillances de l'ouvrage car une intervention est nécessaire. Caractère essentiel. Recommandation: Reconstruire.	CIV
X0002376	Geoffrion, Barrage	776	-La vie utile de ce barrage est terminée. Il devient inutile d'énumérer toutes les défaillances de l'ouvrage car une intervention est nécessaire. Caractère essentiel à déterminer. -Recommandation: Démolir ou reconstruire.	CIV
X0002006	Roc-Causacouta, Barrage	871	En attente ÉÉS Reconstruction possible-La vie utile de ce barrage est terminée. Il devient inutile d'énumérer toutes les défaillances de l'ouvrage car une intervention est nécessaire. Caractère essentiel à déterminer. -DS: Actuellement accès en chaloupe	CIV
X0000517	Lac-Matane, Barrage du	600	-Il y a beaucoup de rouille sur les vannes # 2 et 3. -DE: Vannes à repeinturer en entier -Recommandation: Corriger la situation.	MEC
X0002016	Catinon, Barrage	725	-Érosion en pente aval des ailes gauche et droite près du déversoir. Érosion en amont de l'aile droite près du déversoir. -Recommandation: Ajouter de l'enrochement.	CIV
X0002016	Catinon, Barrage	723	-L'ensemble de la structure est dans un état pauvre. La vie utile de ce barrage est terminée. Il devient inutile d'énumérer toutes les défaillances de l'ouvrage car une intervention est nécessaire. Caractère essentiel à déterminer. -Recommandation: Démo	CIV
X0002014	Roland, Barrage	873	-La vie utile de ce barrage est terminée. Il devient inutile d'énumérer toutes les défaillances de l'ouvrage car une intervention est nécessaire. Caractère essentiel à déterminer. -Recommandation: Reconstruire ou démolir.	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	1222	Zone horizontale de délaminage sur la face amont du plot D et au-dessus des vannes # 12 et 13 entre les élévations 172.2 m et 173.6 m. -DE: 2013-06-04: SP prend charge. -DS: voir note interne de la surveillance aux projets du 25 janvier 2013.	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	1223	-Joint vertical ouvert entre les plots B et C sur les faces amont et aval. -DS: voir note interne de la surveillance aux projets du 25 janvier 2013. P.A. -Recommandation: Ajouter scellant et installer un témoin de variation.	CIV
X0002569	Walter-MacKenzie, Barrage	1224	-L'espace entre l'extrémité amont droite de la clôture et le réservoir est d'environ 3 m. -DE: 2013-04-15_ Allonger la clôture jusqu'à l'enrochement. Présence de pierres donc aucun forage. 2014-04-22_GL Mettre des blocs de béton, 2 hauteurs et idéalemen	CIV
X0004638	Moulins, Barrage des	544	VANNE BASCULE (vanne #1):-Le butoir gauche de la vanne # 1 est manquant.-Recommandation: Corriger la situation.	MEC
X0001265	Gilbert, Barrage	781	Le dessus de l'aile droite, ainsi que les pentes aval des ailes droite et gauche sont composées presque essentiellement de matériel sablonneux. La protection végétale contre l'érosion est donc très faible.Recommandation : Vérifier la possibilité d'ajouter	CIV
X0001414	Lac-à-l'Épaule, Barrage du	806	Mare d'eau stagnante à environ 14 m à gauche de la section déversante près du boisé. Recommandation : Aménager un canal de drainage.	CIV
X0002941	Dumont, Barrage	1541	RECONSTRUCTION	CIV
X0000939	Pibrac-Ouest, Barrage	1083	Il n'y a pas de scellant dans les joints verticaux et le joint horizontal du muret de rehaussement amont. -DE: Faut voir si l'absence de scellement est compensé par la présence de lames d'étanchéité.DS: Mise aux normes en 2011.Faisable par le CS selon	CIV
X0004063	Saint-Didace, Barrage	1255	Pertuis 4-VVD : Potentiomètre donne des signaux bizarres	ELE
X0001874	Coucou, Barrage du	740	-Manque d'enrochement de protection entre le barrage et le pont en rive droite. -Recommandation: Ajouter de l'enrochement.	CIV
X0000962	Ouiqui, Digue	1048	Érosion causée par des véhicules dans la pente aval et à l'extrémité droite du palier supérieur de la crête de la digue.	CIV
X0002426	Lajeunesse, Barrage	1621	Reconstruction	CIV
X0000600	Lac-Rimouski, Barrage du	603	Il y a plusieurs fissures et éclats de béton sur les parois verticales de la passe migratoire en particulier du côté droit. -Recommandation: Réparer.	CIV
X0000937	Pibrac-Est, Barrage	1070	La sortie des vannes de fond n'est pas visible lors des opérations à la noirceur. Recommandation : Installer des luminaires.	ELE
X0000933	Creek-Outlet-1, Digue	973	Tassement du remblais en crête. La resurfaceuse endommage le dessus du mur écran. Recommandation : Ajouter du matériel.	CIV
X0001956	Grandes-Piles, Barrage de	789	Reconstruction prévuel'ensemble de la structure est dans un état pauvre. La vie utile de ce barrage est terminée. Il devient inutile d'énumérer toutes les défaillances de l'ouvrage car une intervention est nécessaire. Barrage identifié essentiel (faible	CIV
X0005460	Kiamika, Barrage	180	Appareil de levage: Il se produit de la condensation à l'intérieur du panneau de commande situé à l'extérieur sur l'appareil de levage.	ELE
X0002569	Walter-MacKenzie, Barrage	1226	-Clôture en rive aval gauche en mauvais état. -Recommandation: Corriger la situation.	CIV
X0000730	Morin, Barrage	642	-Venue d'eau par une fissure verticale du mur cantilever au plot C. -DS: SP attendra détails des dommages et prochaine EES prévue pour 2015-2016. -Recommandation: Réparer.	CIV
X0001840	Saint-Raymond, Barrage de	890	-Manque de scellant dans les joints de construction des murs des culées. -Recommandation: Réparer.	CIV
X0004638	Moulins, Barrage des	534	AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR (accès au barrage):-Fissure longitudinale ouverte sur la face gauche de l'escalier de la culée gauche.-Recommandation: Réparer.	CIV

Liste des interventions d'entretien

NoX	Nom du barrage	RQT	Description	Catégorie
X0005502	Brodrick, Barrage	35	CHEMIN D'ACCÈS: La courbe du chemin d'accès à l'approche de la crête en rive gauche est très prononcée pour les véhicules d'entretien. De plus, des gens se stationnent par moment près de cet endroit ce qui limite ou empêche l'accès en véhicule jusqu'au ba	CIV
X0004974	Théodore, Barrage	394	-Béton ancien éclaté dans les rainures des déversoirs à poutrelles.	CIV
X0001577	Ariane, Barrage	699	Mare d'eau et sol mou au pied aval gauche. Il n'y a pas de fossé de drainage qui draine les eaux provenant de la route de par la rive gauche. DE: 2014-05-01_GL_Travaux pas terminé? Marcel Simard est intervenu en 2013. Vérifier sur place? Recommandation:	CIV
X0000483	Lac-du-Nord, Barrage du	598	Fossé de drainage des rives pas assez profond pour capter les eaux de ruissellement venant du chemin d'accès. -DS: Reconstruit en 2012. -Recommandation: Corriger la situation.	CIV
X0001879	Cristal, Barrage	741	-Érosion par ruissellement dans le bas des pentes des ailes gauche et droite. La protection végétale tarde à croître dans cette partie suite à la reconstruction. -DS: Reconstruit en 2012. -Recommandation: Ensemencer les pentes de nouveau.	CIV
X0007889	Pointe, Barrage de la	861	Zone de sol mou, rigoles d'érosion et mare d'eau au printemps à l'extrémité du fossé de drainage amont droit, près du chemin d'accès. Recommandation : Prolonger le fossé de drainage et aménager un autre bassin de décantation.	CIV
X0008017	Rotule, Barrage	1108	L'ensemencement de l'aile gauche n'a pas pris, le sol est sablonneux. Il y a de l'érosion par ruissellement. -DS: Reconstruit en 2012. -Recommandation: Corriger la situation.	CIV
X0002376	Geoffrion, Barrage	779	-Érosion à la jonction du déversoir. Il y a des traces de débordement et une rigole d'érosion assez profonde sur l'aile gauche près du déversoir (formation de brèche). -Recommandation: Réparer.	CIV
X0004063	Saint-Didace, Barrage	369	-Béton de la passerelle éclaté autour des ancrages des escaliers gauche et droit. -DE: 2014-04-24_GL_Ajout d'un fer angle ou poutre d'acier comme support.	CIV
X0002313	Sorcier, Barrage au	387	-Érosion par ruissellement dans le chemin d'accès. -DE: 2014-04-24_GL_Faire un fossé et ajouter du gravier. -DS: Fossé et gravier.	CIV
X0004063	Saint-Didace, Barrage	1256	Pertuis 4-VVD : Afficheur défectueux	ELE
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	358	Système auxiliaire, éclairage: le poteau du luminaire aval vis-à-vis le plot F est incliné vers la gauche et celui du plot H est mal fixé.	CIV
X0005460	Kiamika, Barrage	178	Gardes-corps: Des sections de garde-corps ont des ancrages partiellements dévissés et certaines de ces sections bougent lorsqu'on s'y appuie. *Recommandation: Inspecter toutes gardes-corps et les ancrages et visser les ancrages au besoin.	CIV
X0005460	Kiamika, Barrage	179	Appareil de levage, rails: Il y a 14 boulons très corrodés du rail aval de l'appareil de levage sur la passerelle. Certaines extrémitées filetées des ancrages ne dépassent pas l'écrou (elles sont trop courtes).	MEC
X0004063	Saint-Didace, Barrage	1250	Pertuis 3-VVD : Bornier en dessous du chauffage à remplacer	ELE
X0004063	Saint-Didace, Barrage	1245	Pertuis 1-VVD : Installer thermostat	ELE
X0004063	Saint-Didace, Barrage	1246	Pertuis 1-VVD : Il n'y a plus d'huile dans le réducteur	MEC
X0004063	Saint-Didace, Barrage	1252	Pertuis 4-VVD : Fuites d'huile derrière le moteur	MEC
X0001840	Saint-Raymond, Barrage de	891	-La cornière droite d'une chicane de la passe migratoire n'est plus fixée dans le béton, la chicane s'est déplacée vers l'aval (vis-à-vis la jonction des murs de crête et aval). -DE: 2014-05-01_GL_Vérifier avec Christian Lavoie si on a une entente avec	CIV
X0001371	Retenue, Barrage la	865	La passerelle en rive gauche au-dessus du ruisseau du Petit Pré est en mauvais état, le tablier est incliné et la main courante aval déformée. Recommandation : Réparer si cette structure appartient au CEHQ.	CIV
X0005756	Choinière, Barrage	492	GALERIE (sections de béton - Plots) : -Érosion importante et fissure diagonale, haut du mur aval vanne #4. -Érosion importante et armature visible, plancher et mur aval vannes #4 et #6. -Le bas des plots est passablement érodé par l'action de l'eau. -Plot	CIV
X0001265	Gilbert, Barrage	782	La chicane de la passe migratoire la plus près du déversoir n'est pas fonctionnelle. L'encoche ne touche pas l'eau. L'eau passe en dessous. Recommandation : Corriger la situation.	CIV
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	527	APPAREILS DE LEVAGE (Vanne #4): -Fuite d'huile provenant de la vanne #4 côté droit. Réducteur qui coule il y a des daleaux en attendants pour récupérer les huiles -Recommandation: Corriger la situation.	MEC
X0005756	Choinière, Barrage	483	PIED AVAL (Terriers, trous et affaissement): -Trou d'environ 50x50x50 cm au chaînage 215; -Quelques trous près de l'affiche du chaînage 350; -Terrier aux environs des chaînages 125, 200, 385, 680 et 838; -Terriers autour des fondations du bâtiment d'accès	CIV
X0004063	Saint-Didace, Barrage	1257	Pertuis 3-VVD : Manque de graisse sur les tiges	MEC
X0000937	Pibrac-Est, Barrage	1061	La peinture du plancher et du bas des murs du bâtiment de contrôle est défraichie. Recommandation: Repeindre.	CIV
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1390	Remplacer la graisse par de l'huile dans les nouveaux appareils de levage, car il s'agit des même qu'à Pibrac.	MEC
X0007205	Croche, Barrage	1529	Perré amont pas assez haut. Recommandation : Rehausser le perré amont des deux ailes jusqu'à l'élévation 100.31 où le niveau supérieur du perré n'a pas été atteint.	CIV
X0005774	Émileville, Barrage d'	1551	RECOMMANDATION ÉÉS 2014 (Stabilité du déversoir): -Améliorer la stabilité du déversoir.	CIV

Liste des interventions d'entretien

NoX	Nom du barrage	RQT	Description	Catégorie
X0005774	Émileville, Barrage d'	1552	RECOMMANDATION ÉÉS 2014 (Enrochement rive droit): -Déplacement de l'enrochement de la protection aval, rive droite -Recharger le manque d'enrochement, pied aval du mur de soutènement afin de réduire le risque d'érosion -Recharger le manque d'enrochement	CIV
X0000539	Grand-Lac-Neigette, Barrage du	1578	Recommandation : Il est recommandé de prolonger le perré de protection le long de la rive gauche aval Exposé :	CIV
X0005241	Manitou, Barrage	248	-Érosion et déplacement du muret de roche en rive droite près de la station accentué.	CIV
X0002770	Étang-aux-Cerises, Barrage de l'	503	CHEMINÉE D'ÉVACUATION (Grille de protection): -La grille située sur le dessus de la cheminée d'évacuation est très détériorée. -Recommandation: Changer la grille et ajouter une grille en façade.	CIV
X0001439	Duchesnay, Barrage de	1234	Général : Garde-corps non-conformes	CIV
X0001439	Duchesnay, Barrage de	1240	Pertuis 3-VVD : Panneau non-conforme	ELE
X0001439	Duchesnay, Barrage de	1239	Pertuis 1-VVD : Panneau non-conforme	ELE
X0001439	Duchesnay, Barrage de	1238	Pertuis 1-VVD : Bouton de l'overload est cassé	ELE
X0001439	Duchesnay, Barrage de	1236	Général : Prise électrique de la vanne 3 non-conforme	ELE
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1235	Général : Joints d'étanchéité en caoutchouc à changer	MEC
X0001439	Duchesnay, Barrage de	1237	Pertuis 1-VVD : Réducteur coule	MEC
X0001439	Duchesnay, Barrage de	1242	Pertuis 3-VVD : Actionneur coule	MEC
X0005466	Reno, Barrage	1375	APPAREIL DE LEVAGE (VVD#3): -Graisser les vis sans fin de l'appareil de levage de la vanne #3.	MEC
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	513	GARDE-CORPS (Boulon manquant): -Le garde-corps aval, côté de la Ville de Laval, près de l'entrée est brisé. -Recommandation: Réparer	CIV
X0002978	Schyan, Barrage	379	AILE GAUCHE (Crête): -Érosion causée par des traces de véhicule (ornières) -De l'eau provenant de la forêt ruissele et érode la crête de l'aile gauche.	CIV
X0007210	Leneuf, Barrage	831	-Éclatement de béton d'environ 50 cm x 20 cm x 3 cm de profondeur à l'extrémité aval de la culée gauche.	CIV
X0001873	La Salle, Barrage	801	-Zone de sol mou et d'eau rouillée au pied aval de l'aile droite. -Recommandation: Aménager un canal de drainage pour assécher la zone.	CIV
X0005774	Émileville, Barrage d'	500	CULÉE GAUCHE (joints): -Scellant manquant à la base du mur de la culée gauche amont dans les deux joints de construction (le boudin d'étafoam est sortie du joint à la base du mur). -Scellant décollé sur le dessus du mur dans le joint entre les murs amont	CIV
X0005774	Émileville, Barrage d'	499	PROTECTION AVAL (Rive gauche): -Déplacement de l'enrochement de la protection aval, géotextile visible. -L'enrochement est abrupte et instable. -Recommandation: Réparer	CIV
X0003164	Raquette, Barrage à la	660	-Érosion et ravinement par ruissellement en crête de l'aile gauche. -Recommandation: Réparer. Construire un canal de dérivation.	CIV
X0000603	Touradi, Barrage	684	-Au dessus de la passe-migratoire, les garde corps sont branlants des deux côtés. -Recommandation: Stabiliser.	CIV
X0000600	Lac-Rimouski, Barrage du	604	-Trous causés par le passage des véhicules en crête de la digue gauche -Recommandation: Combler	CIV
X0001889	Scott, Barrage	893	-Manque d'enrochement de protection en amont des ailes. -Recommandation: Ajouter de l'enrochement.	CIV
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1267	Pertuis 30-VVF : Importante fuite de lubrifiant	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1266	Pertuis 29-VVF : Graisse commence à se séparer	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1265	Pertuis 28-VVF : Graisse commence à se séparer	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1264	Pertuis 27-VVF : Graisse commence à se séparer	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1263	Pertuis 26-VVF : Graisse commence à se séparer	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1262	Pertuis 25-VVF : Fuite d'huile par le seal du shaft manuel	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1260	Pertuis 23-VVF : Fuite d'huile sur le seal du bas	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1261	Pertuis 24-VVF : Graisse commence à se séparer	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1268	Pertuis 30-VVF : Fuite d'huile sur le joint mécanique de la base	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1259	Pertuis 23-VVF : Graisse commence à se séparer	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1273	Pertuis 26-VVF : Élément chauffant du panneau fonctionne mais faiblement	ELE
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1274	Pertuis 26-VVF : Vibrations importantes de la structure	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1275	Pertuis 28-VVF : Flexion extrême de la structure de soutien	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1271	Général : Passer câble teck entre cabinet et boîte de démarcation hydro.	ELE
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1272	Général : Noter la position des vannes 10 à 22	ELE
X0001439	Duchesnay, Barrage de	1278	Général : L'un des lampadaire est toujours allumé.	ELE
X0001439	Duchesnay, Barrage de	1277	Pertuis 3-VVD : Réducteur coule	MEC
X0002206	Beaudet, Barrage	1284	Réfection des 5 vannes VVD. Peinturer et remplacer les barres de Lubrite (déjà acheter). Inspecter le glissements de pièces encastrés lorsque la vanne sera sortie.	MEC
X0005502	Brodrick, Barrage	16	MOTEUR: Les moteurs des barrages Brodrick et Mitchinamecus ne sont pas correctements fixés au plancher depuis qu'ils ont été interchangés.	MEC
X0005503	Mitchinamecus, Barrage	270	GARDE-FOU: Côté amont: Un bareau manquant au pilier # 5. Deux bareau passablement croche près de l'angle que fait le barrage au plot I. Il manque un écrou à la base d'un poteau aux plots L et Q. Côté aval: Un poteau est fissuré par le gel au plot	CIV

Liste des interventions d'entretien

NoX	Nom du barrage	RQT	Description	Catégorie
X0005460	Kiamika, Barrage	183	Appareil de levage: Le couvercle de l'alimentation électrique de l'appareil de levage n'est pas étanche.	ELE
X0005756	Choinière, Barrage	1290	PERTUIS 2 (VVD) : -Problème d'alimentation de la motorisation de la vanne	ELE
X0005460	Kiamika, Barrage	1292	Général : Remplacer la prise de courant connectant le chariot	ELE
X0002572	Aylmer, Barrage	1308	Pertuis 3-VV : Éléments de chauffage sur bornier 10 brûlé.	ELE
X0002572	Aylmer, Barrage	1300	Général : 1 kit de lumière urgence non-fonctionnel	ELE
X0002572	Aylmer, Barrage	1302	Général : 2 Lumières extérieur au dessus des portes à changer	ELE
X0002572	Aylmer, Barrage	1301	Général : Station pendante à bouton défectueuse	ELE
X0002572	Aylmer, Barrage	1311	Pertuis 4-VV : Connecteurs du câble chauffage a changé	ELE
X0002572	Aylmer, Barrage	1314	Général : Graissé tous les câbles de levage des vannes.	MEC
X0002572	Aylmer, Barrage	1309	Pertuis 2-VV : Seals des pillows blocks moteur/ventilateur à changer (trop de graisse)	MEC
X0002572	Aylmer, Barrage	1304	Pertuis 1-VV : Poulies égalisatrice ne graisse plus.	MEC
X0002572	Aylmer, Barrage	1312	Pertuis 5-VV : Poulies égalisatrice ne graisse plus.	MEC
X0002572	Aylmer, Barrage	1305	Pertuis 2-VV : Seals des pillows blocks moteur/ventilateur à changer (trop de graisse)	MEC
X0002572	Aylmer, Barrage	1306	Pertuis 2-VV : Poulies égalisatrice ne graisse plus.	MEC
X0002572	Aylmer, Barrage	1307	Pertuis 3-VV : Poulies égalisatrice ne graisse plus.	MEC
X0002572	Aylmer, Barrage	1303	Général : Acheter 4 Filtre à l'huile et un relais dans le démarreur (relais bobine 240V)	MEC
X0002572	Aylmer, Barrage	1299	Général : Couvercle de prise 120V cassé vis-à-vis la vanne VVD-1	MEC
X0002572	Aylmer, Barrage	1298	Le monorail de la vanne batardeau amont vibre lors de déplacement latéral.	MEC
X0002572	Aylmer, Barrage	1310	Pertuis 3-VV : Roulette pour le support de câble de chauffage est bloqué	MEC
X0002572	Aylmer, Barrage	1313	Pertuis 5-VV : Roulette pour le support de câble de chauffage est bloqué	MEC
X0007806	Croix (déversoir secondaire), Barrage en *	1531	Reconstruction	CIV
X0002123	Croix, Barrage en	1530	Reconstruction	CIV
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	514	CRÊTE DU BARRAGE (Trappes d'accès aux poutrelles batardeau):-La trappe d'accès en bois de la cage à poutrelles a été vandalisée.-Recommandation: Réparer ou placer un couvert de métal	CIV
X0002635	Waterville, Barrage de	1315	APPAREIL D'ÉVACUATION (poutrelle batardeau): -Général : Modification des poutrelles batardeau	MEC
X0000939	Pibrac-Ouest, Barrage	1320	Général : Groupe électrogène consomme de l'huile	MEC
X0002992	Kipawa, Barrage de	1605	Recommandation : Réparer le béton sur le radier aval	CIV
X0002992	Kipawa, Barrage de	1610	Recommandation : Comblar l'affaissement le long de la culée gauche, lorsque le propriétaire de l'aile aura été défini	CIV
X0003027	Laniel, Barrage de	1623	Recommandation : Mise aux normes des appareils d'évacuation pour assurer leur fiabilité et leur fonctionnalité Exposé : Mise aux normes des appareils d'évacuation pour assurer leur fiabilité et leur fonctionnalité	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1334	Pertuis 12-VVD : L'indicateur à cadran ne fonctionne plus	MEC
X0003925	Jules-Allard, Barrage	1339	Pertuis 3-VDF : Remplacer l'échelle et le palier dans le puits des vannes de fond.	CIV
X0002206	Beaudet, Barrage	1352	Remplacement des panneaux de contrôle des 5 vannes. Doit être fonctionnel avec les appareils Limitorque	ELE
X0002572	Aylmer, Barrage	1351	Pertuis 7-VVF : Potentiomètre presque réglé, reste à mettre la résistance.	ELE
X0000730	Morin, Barrage	1354	Pour les deux nouvelles vannes, un part débris devra être installé pour empêcher les branches de coincer avec poutre de rive	MEC
X0005466	Reno, Barrage	1342	APPAREIL DE LEVAGE: -Les appareils de levage sont très usé.	MEC
X0005737	Waterloo, Barrage de	1350	APPAREIL DE LAVAGE (vanne bascule 2): -Pertuis 2-VB : Arbre de transfert sous-dimensionné	MEC
X0005737	Waterloo, Barrage de	1349	APPAREIL DE LAVAGE (vanne bascule 1): -Pertuis 1-VB : Arbre de transfert sous-dimensionné	MEC
X0004638	Moulins, Barrage des	1348	APPAREIL DE LEVAGE (pertuis 1-VB): -Fissure dans plaque près du boulon. -Voir courriel 2007 dans entretien préventif.	MEC
X0003912	Sartigan, Barrage	1355	Pertuis 13-VVF : Remplacement des relais dans le panneau de contrôle	ELE
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1364	Pertuis 33-VVF : Importante fuite d'huile	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1361	Pertuis 20-VVD : L'équipement manque d'entretien, eau dans la graisse	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1362	Pertuis 31-VVF : Importante fuite de lubrifiant	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1360	Pertuis 19-VVD : L'équipement manque d'entretien, eau dans la graisse	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1363	Pertuis 32-VVF : Importante fuite de lubrifiant	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1359	Pertuis 14-VVD : La vanne est voilé et fait de la friction en opérant	MEC
X0004063	Saint-Didace, Barrage	1368	Pertuis 4-VVD : Écart de 4 cm entre afficheur et réalité et afficheur défectueux	ELE
X0002635	Waterville, Barrage de	1370	APPAREIL DE LEVAGE (vanne verticale déversante #1): -Pertuis 1-VVD : Réducteur coule	MEC
X0000939	Pibrac-Ouest, Barrage	1374	Pertuis 2-VVD : Il y a un problème l'afficheur et l'appareil de levage	ELE
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	1377	Général : Plusieurs problème relié à la sécurité de la grue portique (arbres non protégés)	MEC
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	1376	Général : Fuite de lubrifiant à plusieurs endroit de l'appareil	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1380	Général : Reprogrammer les encodeurs et noter les infos pour disponibilité au bureau	ELE
X0005737	Waterloo, Barrage de	1856	RECOMMANDATION ÉÉS 2015 (Garde-Corps): -Solidifier les gardes-corps de la passerelle.	CIV
X0005737	Waterloo, Barrage de	1857	RECOMMANDATION ÉÉS 2015 (Électricité): -Attacher de façon permanente le câble d'alimentation menant aux appareils de lavage.	ELE
X0005737	Waterloo, Barrage de	1850	RECOMMANDATION ÉÉS 2015 (Vannes): -Galvaniser et peindre les vannes	MEC
X0005737	Waterloo, Barrage de	1852	RECOMMANDATION ÉÉS 2015 (Plaques de glissement): -Évaluer l'état des plaques de glissement, les peindre ou les remplacer.	MEC
X0005737	Waterloo, Barrage de	1853	RECOMMANDATION ÉÉS 2015(Appareil de levage): -Réaligner les engrenages ouverts des treuils de levage.	MEC
X0005737	Waterloo, Barrage de	1851	RECOMMANDATION ÉÉS 2015 (Joints d'étanchéité): -Ajouter des joints d'étanchéité latéraux	MEC

Liste des interventions d'entretien

NoX	Nom du barrage	RQT	Description	Catégorie
X0007140	Balsamine, Barrage de la	1871	Démolition	CIV
X0000763	Bonhomme, Barrage	1872	Démolition	CIV
X0001261	Pikauba-5, Barrage	1875	Démolition	CIV
X0003083	Léger, Barrage	1868	Correctifs ou reconstruction.	CIV
X2115819	Émilie, Barrage *	1911	Reconstruction	CIV
X0005522	Como, Barrage	1879	Démolition	CIV
X0003202	Varin, Barrage	1876	Démolition	CIV
X0001420	Mare-du-Sault, Barrage de la	1870	Démolition, reconstruction ?...	CIV
X0002084	Sincennes, Barrage	1919	Reconstruction	CIV
X0002009	Polette, Barrage	1917	Reconstruction	CIV
X0001850	Renversi, Barrage	1918	Reconstruction	CIV
X0005325	Étang-à-l'Ours, Barrage de l'	1880	Projet à venir : Démolition, modification ou reconstruction	CIV
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1938	VVD 16 le contrôle à distance a des problèmes. dePDR la vanne ouvre mais ne ferme pas et le contraire de Pibrac. Nous avons effectués les tests électriques, mais le problème semble venir soit du programme ou du versa max.	ELE
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1940	VVD 11 la vanne opère convenablement en mode local, mais si on passe en mode distance et que la vanne est ouverte, cette dernière se referme.	ELE
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1941	VVD10à13 : Problème avec l'isolateur optique et l'appareil Phoenix contact. Chute de tensions ce qui fait perdre des données sur la position des vannes	ELE
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	1939	VVD 12 le cadran indicateur mécanique sur le mécanisme de levage ne fonctionne plus. Le problème vient du petit réducteur situé entre les 2 actuateurs à vis. Le planétaire qui tient la flèche est OK	MEC
X0003912	Sartigan, Barrage	2150	V12-V13 : Étancher le bâtiment de fibre ou le remplacer	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	2116	V12-V13 : Remplacer le bâtiment de fibre de verre par un bâtiment isolé de plus grande dimension permettant de circuler facilement et d’y installer un escabeau de manière convenable ou une passerelle d’accès pour l’entretien	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	2160	V15àV17 : Rehausser les éléments sensibles à l’eau tels que les sondes RTD, les reniflards, les sondes, le puits des éléments chauffants, etc. pour chaque vanne (VVF-15, VVF-16 et VVF-17). Rendre le système à l’épreuve de l’eau et du sable.	ELE
X0003912	Sartigan, Barrage	2172	V16-V17 Enlever enrouleurs de câble de signaux température et mettre portée lâche	ELE
X0003912	Sartigan, Barrage	2131	V15àV17 : Installer des fusibles individuellement ou pour de petits groupes d’éléments de chauffage.	ELE
X0003912	Sartigan, Barrage	2132	Refaire l’étude de coordination pour vérifier si on peut améliorer la coordination des disjoncteurs pour éviter l’ouverture en cascade des disjoncteurs des moteurs des aérothermes des vannes.	ELE
X0003912	Sartigan, Barrage	2115	V12-V13 : Déplacer les panneaux de contrôle des vannes de manière permanente, tout en respectant la réglementation, afin d’éviter des déplacer lors d’interventions d’entretien dans les vannes. Cette recommandation sera plus facile à mettre en œuvre si l’a	ELE
X0003912	Sartigan, Barrage	2133	Vannes : Adapter le panneau de sélection du chauffage des vannes et finir la connexion.	ELE
X0003912	Sartigan, Barrage	2164	V15àV17 : Concevoir aérothermes (6) et panneaux fusibles avec CT (3)	ELE
X0003912	Sartigan, Barrage	2120	V12-V13 : Installer un système de modulation du chauffage des rainures en fonction de la température des pièces encastrées pour économie d’énergie. Connecter le chauffage avec les nouvelles vannes.	ELE
X0003912	Sartigan, Barrage	2152	Augmenter le volume de la sirène tout en respectant le voisinage.	ELE
X0003912	Sartigan, Barrage	2171	Calibrer les consignes pour chauffage d’été	ELE
X0003912	Sartigan, Barrage	2149	V15àV17 : Ajouter une extension plus longue de 1 à 2 m sur le câble de la boîte pendante de contrôle du pont roulant ou remplacer complètement le pendant par un pendant plus long.	ELE
X0003912	Sartigan, Barrage	2158	V12-V13 : Vérifier la capacité des treuils à partir des données théoriques et mesurées pour déterminer la réserve de sécurité en fonction des niveaux d’eau d’opération et de crue.	MEC
X0003912	Sartigan, Barrage	2130	V15àV17 : Réenrouler complètement les câbles de levage sur les tambours et les poulies et s’assurant de ne pas provoquer d’effet de torsion indésirable aux câbles ou analyser la possibilité d’un élément mécanique permettant la rotation.	MEC
X0003912	Sartigan, Barrage	2159	Effectuer une inspection du déplacement des guides et du linteau des pièces encastrées des vannes VVF-12 et VVF-13 pour permettre de prévenir les risques de déficience de fonctionnement des vannes occasionnés par le gonflement du béton (RAG).	MEC
X0003912	Sartigan, Barrage	2157	Installer des goupilles instrumentées sur la poulie centrale des treuils pour connaître les efforts en guise de protection contre les surcharges.	MEC
X0003912	Sartigan, Barrage	2155	Investiguer sur les raisons qui font en sorte que les vannes ne sont pas étanches et corriger la situation le cas échéant.	MEC
X0003912	Sartigan, Barrage	2119	V12-V13 : Nettoyer le sol dans le bâtiment de fibre et vérifier l’étanchéité des treuils	MEC
X0003912	Sartigan, Barrage	2121	V12-V13 : Remplacement des poutrelles amont en bois créosoté.	MEC
X0003912	Sartigan, Barrage	2117	V12-V13 : Prévoir une façon simple de sortir les treuils de levage pour leur entretien	MEC
X0003912	Sartigan, Barrage	2122	V12-V13 : Ajout d’un portique de levage avec palans tandem pour opération des poutrelles aval.	MEC
X0003912	Sartigan, Barrage	2151	Grille à débris. Remplacer l’anneau ou ajouter une manille de dimension convenable pour le crochet de la grue-portique des grilles de rétention de glace au cas où il y aurait des manipulations à faire dans le futur	MEC
X0003892	Canard, Barrage du	1186	afin d’assurer la stabilité de l’ouvrage, une recharge d’enrochement d’un calibre médian supérieur à 400 mm est requise dans la partie aval du déversoir. De même, les pentes latérales du déversoir doivent être protégées avec un enrochement de calibre médi	CIV
X2095620	Pimbina, Barrage *	1990	Reconstruction	CIV
X0002206	Beaudet, Barrage	2006	Remplacement du système de vannes automatiques datant de 1980 par des automates.	ELE
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	2015	Ce site subit périodiquement des problèmes causés par la foudre (composantes électriques et électroniques brûlées). Lors de l’installation des nouvelles vannes en 2012, il semble qu’un système parafoudre aurait été installé sur l’abri des vannes 21 et 22	ELE
X0002992	Kipawa, Barrage de	2001	Problème avec l'appareil de levage. Les rainures fonctionnent et la vanne aussi. Les trust bearing de l'appareil ont été changé, mais le problème reviendra dû au sel de la route ou de l'emprun créé par l'opération du barrage.	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	2022	Réfection des poutrelles batardeaux pour les vannes de fond. Elles sont rouillé et comporte possiblement plusieurs problèmes.	MEC
X0001282	Wabano, Barrage	2023	Abaisser le barrage pour le rendre faible contenance.	CIV

Liste des interventions d'entretien

NoX	Nom du barrage	RQT	Description	Catégorie
X0005460	Kiamika, Barrage	2054	Les vannes sont difficilement opérables l'hiver. Il y a déjà eu des éléments chauffant auparavant, mais ils ont été enlevés. Vérifier la possibilité des remettre ou faire en sorte que les vannes soient plus facilement opérable.	MEC
X0005179	Montagne-Noire, Barrage de la	2061	Garde-corps hors norme.	CIV
X0003027	Laniel, Barrage de	2057	Remplacer les cadres de vannes murales	MEC
X0005179	Montagne-Noire, Barrage de la	2060	Mécanique à volant difficile l'hiver	MEC
X0002206	Beaudet, Barrage	2063	Remplacer les appareils de levage de marque EIM par les Limitorque (déjà acheté).	MEC
X0000730	Morin, Barrage	2068	Les poutrelles batardeaux des nouvelles vannes ne rentre plus dans les rainures. Les rainures semblent s'avoir refermées, car les poutrelles s'inserrait avant et maintenant, il faut retirer des cales pour les insérer.	CIV
X0000730	Morin, Barrage	2070	La sonde du système de chauffage de la vanne 5 est à changer.	ELE
X0005756	Choinière, Barrage	2073	VANNE DE FOND (V#4) : -La vanne #4 n'a pas de jeux latéral dans son guide droit/haut ; -Jeux latéraux varient de 2 mm à 11 mm dans les 3 autres vannes.	MEC
X0000517	Lac-Matane, Barrage du	2076	Il y a un néon de brûlé à droite en rentrant dans le petit bâtiment	ELE
X0000501	Mathieu-D'Amours, Barrage	2079	Le tuyau de la prise électrique de la vanne 4 est cassé	ELE
X0000517	Lac-Matane, Barrage du	2077	Appareil à poutrelles : le frein moteur amont et aval sont grippé, les moteurs devront être remplacer	MEC
X0000501	Mathieu-D'Amours, Barrage	2081	VS7 : il y a une fuite d'huile de l'appareil de levage	MEC
X0000501	Mathieu-D'Amours, Barrage	2078	Les chaînes des indicateurs de position sont lousse. Il faudrait vérifier le potentiomètre de la VS3 qui est défectueux.	MEC
X0000517	Lac-Matane, Barrage du	2075	Groupe électrogène : la courroie de l'alternateur est loose.	MEC
X0000501	Mathieu-D'Amours, Barrage	2080	VS5 : le réducteur du potentiomètre à une fuite d'huile.	MEC
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	2085	Rive gauche amont, ancienne remise à bateau: le bâtiment est dans un état de dégradation avancé et n'est plus utilisé.	CIV
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	2084	Bâtiment de contrôle, fenêtres: Plusieurs fenêtres en bois sont dans un état de dégradation avancé (peinture écaillée, bois érodé et fendu, mastic de vitrier fissuré).	CIV
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	2082	V10àV18, tous les AUMA ont été installés avec le module de positionnement et de torque par en bas. Ceci est permis dans le livre mais par expérience (Lac Matane) et par discussions avec le représentant, ceci n'est pas recommandé car l'huile finira par at	MEC
X0002635	Waterville, Barrage de	2086	APPAREIL DE LEVAGE (vanne verticale déversante #1): -Difficulté de mettre en équilibre de pression les poutrelles amont pour les retirer.	CIV
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	2087	Poutrelles des pertuis 21-22 difficile à passer d'un pertuis à l'autre	MEC
X0004063	Saint-Didace, Barrage	2088	Mise à niveau technique : Les appareils de levage des 4 pertuis sont vieillissant et il n'existe plus de pièces de rechange. Ils devront être remplacé. Ils ont souvent des problème de fuites d'huile. Il faudra mettre à niveau des panneaux de commande des v	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	2098	Chaines et mailles patente des poutrelles batardeaux extérieure sont rouillés. Corrosion très avancé.	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	2097	Les joints de caoutchouc des poutrelles batardeaux extérieures se désagrègent rapidement parce qu'elles sont exposés au rayon UV.	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	2100	VVD 18 n'a pas voulu ouvrir malgré le courant dessus.	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	2102	La VVD 16 ne prend pas de commande à distance à Partir de Pibrac et Portages-des-Roches sur le système SOLK.	MEC
X0005502	Brodrick, Barrage	2104	SECTION DE CONTROLE: Joint de coulée subhorizontal détérioré dans la partie inférieur du pilier #4	CIV
X0005502	Brodrick, Barrage	2106	FACE AVAL: Éclatement du béton au joint horizontal sur la face inclinée aval du pilier #1.	CIV
X0005502	Brodrick, Barrage	2107	FACE AVAL: Joint horizontal détérioré dans la continuité de la surface inférieure du tablier au dessus du pilier #2 sur la face aval	CIV
X0005502	Brodrick, Barrage	2108	FACE AVAL: Écaillage sur la face inclinée aval du pilier #3	CIV
X0005502	Brodrick, Barrage	2109	MURET REHAUSSEMENT: La section du muret au changement d'angle de l'aile droite est très endommagée.	CIV
X0005502	Brodrick, Barrage	2103	MASQUE AMONT: Présence de mousse végétale dans les joints (surtout plots A à D).	CIV
X0005503	Mitchinamecus, Barrage	2113	Installation de pendules inversés sur l'ouvrage.	CIV
X0005460	Kiamika, Barrage	2114	Installation de pendules inversés sur l'ouvrage.	CIV
X2115820	Grandes-Pointes, Barrage aux *	2191	Reconstruction	CIV
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	2201	ACCÈS (Barrière): -Lors du remplacement des barrières, l'asphalte coupé pour la mise en place des pôteaux n'a pas été remplacé. -Recommandation: Ajouter de l'asphalte au bas des pôteaux.	CIV
X2120252	Conduite de Saint-Félicien	2210	L'automate Johnson Control fait souvant défaut et le technicien de la compagnie coute très cher. L'accès au code est impossible et nous ne sommes pas autonome de ce système. Il doit être remplacé.	ELE
X0003925	Jules-Allard, Barrage	2213	Le seuil de la porte n'est pas étanche. Une première réparation a eu lieu mais ce n'est pas suffisant.	CIV
X0001431	Sautauriski, Barrage	2233	Manque de grosse roche à l'amont des l'ailes gauche et droite. Recommandation : ajouter de l'enrochement.	CIV
X0005756	Choinière, Barrage	2237	VANNES DE FOND (V#3, V#4, V#5 et V#6) : -Il y a un problème de frottement et de flambement des vis de levage. -De plus les portions filtées devraient être protégées des intempéries.	MEC
X0002206	Beaudet, Barrage	2238	Dans les dernières semaines, nous avons reçu des alarmes concernant les potentiomètres des vannes 3 et 4 au barrage Beaudet. J'ai constaté également le même problème sur la vanne 5. Évidemment, ces alarmes sont erronées.	ELE
X0003925	Jules-Allard, Barrage	2239	Fuites importantes au niveau du linteau des vannes segments. Même fermé, il y a de l'emprunt qui se crée. Problème de glace.	MEC
X0000730	Morin, Barrage	2240	En hiver, un problème d'humidité est présent à l'intérieur du bâtiment de contrôle. Ce problème d'humidité entraîne la corrosion de la structure du bâtiment et des appareils de levage.	CIV
X0005328	Rossignol, Barrage	2253	Exposé de correctifs: Améliorer la stabilité de la pente aval de l'aile droite sous sollicitation sismique.	CIV
X0001848	Alexandre, Barrage	2246	Érosion importante par ruissellement dans le chemin d'accès en rive gauche.	CIV
X0002378	Deverick, Barrage	2252	Pièces de bois des caissons gauche et droit arrachées du côté aval.	CIV
X0002572	Aylmer, Barrage	2256	Pile faible affiché sur l'automate pour le délestage du chauffage. Probablement un certain danger de perdre le programme s'il y a une panne de courant et plus de pile pour la mémoire.	ELE
X0003912	Sartigan, Barrage	2266	Il y a des roulières sur la voie principale de la nouvelle section du barrage (15 à 17).	CIV

Liste des interventions d'entretien

NoX	Nom du barrage	RQT	Description	Catégorie
X0001282	Wabano, Barrage	2270	Mise aux normes afin d'assurer une revanche hydraulique suffisante.	CIV
X0001282	Wabano, Barrage	2271	Protection adéquate des ailes du barrage contre l'érosion	CIV
X0001282	Wabano, Barrage	2272	Validation du calibre de l'enrochement à la sortie du coursier et correction si requise	CIV
X0003925	Jules-Allard, Barrage	2279	Certains éléments de chauffage des vanne segments sont brisés : VS1 Éléments dans la vanne1, 2, 5, 6, 11, 12, 19 et 20, les éléments des tourrillons gauche et droite, l'élément 1 du linteau et les éléments 3 et 4 des plaques de glissements. VS4 : Touril	ELE
X0003925	Jules-Allard, Barrage	2280	Finir l'installation de l'unité d'urgence sur la vanne VS4. Il faut remplacer l'arbre de transmission du frein ventilateur, mettre un petit step pour surélevé l'unité d'urgence.	MEC
X0000730	Morin, Barrage	2282	Il y aurait une infiltration d'eau par la face amont entre la nouvelle et la vieille partie du bâtiment des vannes. (Vu par Luc Marineau)	CIV
X0001272	Carré, Barrage	2293	Manque de protection en amont du déversoir sur l'aile gauche (grosses roches). Recommandation : ajouter de l'enrochement.	CIV
X0000730	Morin, Barrage	2305	Il y a des problème de sécurité machine à ce barrage. Il faut vérifier les problèmes de sécurité par rapport aux treuils.	MEC
X0002206	Beaudet, Barrage	2303	Remplacer les tiges de levage des vannes (déjà acheté)	MEC
X0001277	Étang-Malbaie, Barrage de l'	2309	Déplacement d'enrochement dans le déversoir. Recommandations (EES 2015) : Recharger le déversoir.	CIV
X0002372	Ayotte, Barrage	2315	Présence d'un boudin à sédiment en aval	CIV
X0005510	Savane, Barrage de la	2321	Manque d'enrochement sur la pente amont droite	CIV
X0000517	Lac-Matane, Barrage du	2330	Le fil électrique de la manette d'opération est endommagé.	ELE
X0000517	Lac-Matane, Barrage du	2328	Le dernier entretien mécanique de la génératrice et de l'appareil de levage mobile date de 2011. à faire	MEC
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	2337	Fuite importante entre la face gauche du pilier 1 et le terrain de fondation.	CIV
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	2336	Ouverture du joint vertical entre le plot H et le pilier 1.	CIV
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	2347	Section barrage-poids rive gauche, vannes Stoney et vannes de fond: Suintement et/ou venue d'eau observé à certains joints de construction. Il faudrait investiguer à l'amont et injecter avant de réparer le béton sur les faces aval au droit de ces joints.	CIV
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	2341	Sections vannes de fond: La face aval et le nez des piliers des 4 pertuis des vannes de fond sont érodés (ÉÉS 2005).	CIV
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	2338	Sections vannes de fond: Béton désagrégé écaillage en plaques non-solidaires sur une grande partie de la surface. Certains joints de retrait ouverts. Béton délaminé avec dépôts de calcaire au droit des joints de construction et de retrait.	CIV
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	2339	Sections vannes Stoney: Béton des piliers détérioré avec épaufrures des joints de construction (aval)	CIV
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	2344	Sections déversoirs à poutrelles: Surfaces de béton aval des piliers détériorées avec certains joints de construction épaufrés et ouverts.	CIV
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	2345	Sections vannes de fond: Fissure ouverte de 5 à 10mm au dessus de la fenêtre à l'extrémité droite.	CIV
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	2342	Bâtiment de contrôle: Le béton est détérioré par endroit sur les murs de bâtiments (avec éclatement et présence d'armature apparente).	CIV
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	2346	Culée Ouest (barrage poids rive droite): Béton détérioré à quelques endroits et certains joints de retraits ouverts avec épaufrures.	CIV
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	2348	Sections vannes Stoney et déversoirs à poutrelles: La surface de béton des coursier est érodée sur une profondeur de 50 à 120mm en moyenne et jusqu'à 150mm et plus localement, c.-à-d. le long des joints de construction et des arêtes (degré de sévérité de	CIV
X0001414	Lac-à-l'Épaulé, Barrage du	2398	Manque d'enrochement en rive gauche aval. Recommandation : ajouter de l'enrochement.	CIV
X0100844	Taché, Barrage *	2349	Accumulation d'eau au pied aval, entre la digue et la route	CIV
X0001849	Pas-de-Poisson, Barrage	2352	Présence d'une mare d'eau en amont de l'aile gauche, canal de drainage apparament trop étroit. Recommandation : améliorer le canal de drainage.	CIV
X0005756	Choinière, Barrage	2353	VANNES DU BARRAGE : -Il n'y a pas d'unité d'urgence pour les vannes. -Il faudrait un plan de contingence pour ce barrage de niveau considérable.	MEC
X0007889	Pointe, Barrage de la	2362	Érosion dans la pente en rive aval droite en raison du drainage. Le couvert végétal a de la difficulté à pousser à cet endroit. Recommandation : eménager une protection adéquate de la pente.	CIV
X0001278	Pikauba-1, Barrage	2357	Présence de trous d'affaissement (voir aussi Régistre Surveillance). 1) dans la pente aval de l'aile gauche dans l'axe de l'ancien barrage (en aval du barrage actuel). 2) dans l'axe de l'ancien barrage sur la rive droite (en aval du barrage actuel). Reco	CIV
X0004485	Morissette, Barrage	2395	Le chemin d'accès est non praticable sur une bonne section.	CIV
X0002489	Mégantic, Barrage	2391	Peinture de la face amont des vannes détériorées.	MEC
X0003912	Sartigan, Barrage	2408	Ouverture entre les plots D et E. Suintement. Le scellant n'est plus étanche et un écoulement est visible à la base (2015-06-10).	CIV
X0003027	Laniel, Barrage de	2405	Les oeils magiques sur les lampadaires du barrage ne sont pas efficaces. Ils sont souvent brisés en cas d'orage.	ELE
X0003912	Sartigan, Barrage	2410	Quelques ancrages des rails du treuil mobile des pertuis 1 à 11 sont brisés.	MEC
X0003912	Sartigan, Barrage	2409	Le treuil au-dessus de la porte menant au palier supérieur du puits d'accès n'est plus fonctionnel.	MEC
X0003925	Jules-Allard, Barrage	2418	Le capteur de charge gauche de la vanne segment gauche 1 tombe en surcharge facilement malgré l'absence de glace.	MEC
X2120252	Conduite de Saint-Félicien	2423	La toiture du bâtiment de contrôle est endommagé. Il y a infiltration périodique à l'intérieur du bâtiment. L'isolation du toit et des murs est inadéquate et un début de corrosion de la structure d'acier est apparent.	CIV
X0005426	Cauchon-A, Digue	2426	Il y a un trou de terrier (marmotte) à l'extrémité aval gauche.	CIV
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	2442	Porte amont gauche du bâtiment de contrôle (porte récente): La porte est conçue pour se refermer toute seule et ne peut être ouverte par l'extérieur (c.-à-d. on peut s'enfermer sur la passerelle amont du bâtiment de contrôle).	CIV
X0002489	Mégantic, Barrage	2447	La vanne 4 du Mégantic est non opérable depuis environ le 25 février 2016.	MEC
X0002894	Hubert-Tremblay, Barrage	2451	APPAREIL DE LEVAGE: -Certaines pièces des moteurs électriques commencent à rouiller.	MEC

Liste des interventions d'entretien

NoX	Nom du barrage	RQT	Description	Catégorie
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	2453	Lors de la fonte de la neige, l'eau rentre dans le bureau du bâtiment des vannes. Accumulation d'eau sur le planché du bureau.	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	2455	Les thermocouples des vannes, rainures et linteaux ne fonctionnent plus bien.	ELE
X0003912	Sartigan, Barrage	2459	chauffage des rainures vvf12 coté droit amont aval éléments brûlés	ELE
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	2462	Lorsqu'on effectue une ouverture en mode local de la VVF28, celle-ci ne s'arrête pas lorsqu'on passe l'interrupteur de "monter" à "arrêt". Il faut couper le courant en abaissant l'interupteur du boitié électrique de la vanne. Si on remet le courant, la v	ELE
X0004638	Moulins, Barrage des	2464	APPAREIL DE LEVAGE (Câbles): -les câbles des vanne frottent sur la passerelle d'accès aux moteurs.	MEC
X0004650	Pointe-Calumet, Digue de	2477	PENTE AMONT (Terriers): -Il y a plusieurs trous de terriers en amont de la digue entre les chaînages 0 et 450 à un niveau tel qu'ils peuvent fournir un chemin préférentiel à l'eau en période de crue. -Il y a des affaissements au-dessus de ces terriers.	CIV
X0001272	Carré, Barrage	2502	Les murs de crête de la culée droite s'inclinent vers le déversoir : Recommandation (COURT TERME) : Réparer et stabiliser le mur de la culée droite sous la passerelle et en aval de celle-ci. Par exemple, en ajoutant des poutres de bois de renforcement ent	CIV
X0001272	Carré, Barrage	2504	La vie utile de ce barrage en bois maintenant âgé de 44 ans est terminée. Une reconstruction de la partie centrale est requise à moyen terme (0-3 ans).	CIV
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	2512	Système électrique, aval barrage poids plot C: Une mise à la terre a été coupée (observé lors d'une visite par un gardien le 2016-06-01).	ELE
X0001423	Neiges, Barrage des	2518	Le garde-fou aval gauche commence à rouiller légèrement. Recommandation : peindre le garde-fou.	CIV
X0002206	Beaudet, Barrage	2522	vanne 4 refuse de fermer en mode automatique	ELE
X0002206	Beaudet, Barrage	2523	Investiguer et réparer si nécessaire les plaques de glissement en Inox lorsque les vannes seront sortie.	MEC
X0001431	Sautauriski, Barrage	2537	Mauvais drainage en aval gauche, près de la route. Recommandation : Régler le problème de drainage de la route en aval gauche	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	2539	Fissures et éclatements tout le long du parapet de la passerelle.	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	2543	Quatre (4) fissures visibles sur le mur de soutènement aval du palier situé à l'aval des plots D et E.	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	2542	Éclatement important avec armature visible sur la face amont du plot D.	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	2538	Lors de ma visite au barrage Sartigan le 27 juin 2016, sur l'afficheur que Quick Panel du cabinet de contrôle de la vanne 17, il y avait le message d'erreur : Présence d'eau dans la vanne! À l'aide de ma pince ampermétrique j'ai constaté que la pompe éta	MEC
X0003925	Jules-Allard, Barrage	2547	Deux (2) fissures verticales injectées commence à se réouvrir.	CIV
X0003925	Jules-Allard, Barrage	2549	Éclatement de la réparation au centre du 2ième plot en partant du déversoir #4.	CIV
X0003925	Jules-Allard, Barrage	2550	Éclatement visible sur le 5ième plot en partant du déversoir #4.	CIV
X0003925	Jules-Allard, Barrage	2548	Ouverture des joints du mur écran amont de l'aile droite sous le niveau de l'eau.	CIV
X0003155	Polette, Barrage	2545	Deux (2) portes sont manquantes sur les gardes-fous. Une à l'aval du pont et une sur le mur amont.	CIV
X0001956	Grandes-Piles, Barrage de	2554	Reconstruction complète de l'ouvrage de retenue.	CIV
X0002333	Grace-5, Barrage	2555	Nettoyage du canal de drainage et stabilisation du pied de talus en rive gauche amont ET aval suite au décrochement (glissement) de talus ce printemps. Stabilisation avec empiement au pied de talus sur la rive amont-aval de l'ouvrage.	CIV
X0000939	Pibrac-Ouest, Barrage	2561	Trou dans le radier Vanne verticale déversante no 2	CIV
X0000939	Pibrac-Ouest, Barrage	2563	Fuites importantes seuils vannes verticale deversante no 1 a 5	MEC
X0000939	Pibrac-Ouest, Barrage	2562	Fuites très importantes seuils vannes verticale deversante no 6 et 7	MEC
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	2587	Il y a une vibration anormale sur la VDF#15.	MEC
X0005502	Brodrick, Barrage	2595	Le palan à chaînes servant à manipuler les poutrelles est endommagé. Les maillons de chaîne sont déformés permettant de croire que le système de levage a été surchargé. Nous pouvons remplacer le palan, mais la norme exige qu'une inspection de la structure	CIV
X0005503	Mitchinamecus, Barrage	2596	Le palan à chaînes servant à manipuler les poutrelles est endommagé. Les maillons de chaîne sont déformés permettant de croire que le système de levage a été surchargé. Nous pouvons remplacer le palan, mais la norme exige qu'une inspection de la structure	CIV
X0003027	Laniel, Barrage de	2599	L'avertisseur sonore manuel a actionner avant les opération ne fonctionne plus et ce sur chaque panneau de commande des 4 vannes.	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	2619	Panneau de contôle de l'appareil de levage mobile n'est pas équipé d'un système d'arrêt d'urgence.	ELE
X0000937	Pibrac-Est, Barrage	2625	VVD 2 l'indicateur de position ne fonctionne pas correctement.	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	2624	Pertuit 25-VVF : La fermeture complète ne ce fait pas. Elle reste ouverte de quelques centimètres.	MEC
X0000937	Pibrac-Est, Barrage	2629	De la corrosion est visible sur la charpente d'acier du batiment des vannes 8 à 13.	CIV
X0005756	Choinière, Barrage	2634	PORTE D'ACCÈS (Centre de Service) : -L'isolation des portes d'accès est inadéquate. -Recommandation : Réparer la porte d'accès principale	CIV
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	2633	Fuite d'eau importante de la vanne 20.	MEC
X0005756	Choinière, Barrage	2636	ISOLATION DU BÂTIMENT (Centre de Service) : -L'isolation de l'entre-toit du CS est inadéquate, elle a été évalué à R:24 alors que la norme est R:30 (voir rapport).	CIV
X0005756	Choinière, Barrage	2637	FENÊTRES DU BÂTIMENT (Centre de Service) : -Les fenêtres du bureau et de la salle ronde sont rendues à la fin de leur vie utile (buée entre les thermos, condensastion, mauvaise isolation, etc)	CIV
X0005756	Choinière, Barrage	2638	RÉSERVOIR À EAU CHAUDE (Centre de Service) : -Le réservoir à eau chaude est à proximité de la machinerie et des panneaux de contrôle du barrage ce qui représente un risque potentiel.	CIV
X0005756	Choinière, Barrage	2640	FONDATION EN BÉTON (Centre de Service) : -Plusieurs fissures au niveau de la fondation du CS -Plusieurs fissures dans le béton de l'escalier extérieur.	CIV

Liste des interventions d'entretien

NoX	Nom du barrage	RQT	Description	Catégorie
X0005756	Choinière, Barrage	2641	AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR (Centre de Service) : -Les salles de bain du CS montrent des signes de dégradation (ex: douches, toilettes, éviers, céramique,etc); -Ergonomie générale du CS déficiente; - Bureau de travail trop petit; - Espace de rangement manquant	CIV
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	2644	Panneau de chauffage VE-22 indique une perte de débit d'air.	MEC
X0002572	Aylmer, Barrage	2646	L'écran tactile de l'interface utilisateur (QuickPanel) ne fonctionne plus correctement sur le panneau d'automate du chauffage des vannes #1 à 5. Il n'est plus possible de faire de sélection/mise en marche du chauffage.	ELE
X0003925	Jules-Allard, Barrage	2652	Intervenir afin de soulager les sous-pressions pour éviter les risques d'érosion interne au niveau de l'aile gauche (ex. Excaver la berme aval de l'aile gauche, composée principalement de silt argileux imperméable, et mettre en place un remblai granulaire	CIV
X0003925	Jules-Allard, Barrage	2653	Ouverture des joints du mur écran amont de l'aile gauche sous le niveau de l'eau.	CIV
X0002894	Hubert-Tremblay, Barrage	2654	PERTUIS 2-VD: -Différence de valeur entre l'afficheur électronique et la graduation de la vanne de 5cm.	ELE
X0005756	Choinière, Barrage	2657	PERTUIS DES VANNES DE FOND (V#3, V#4, V#5 et V#6) : -Fissure à l'intérieur des pertuis #3-4-5-6 ; - Fuites importantes (jet d'eau).	CIV
X0005756	Choinière, Barrage	2656	CONDUITES D'ÉVACUATION (V#2 et V#7) : -Les conduites d'évacuation des pertuis #2 et #7 sont problématiques; -Problème de compatibilité des matériaux (inox vs galv.); -Un ancrage de brisé; -La bride du bas laisse fuir l'eau et la bride du haut manque un bo	MEC
X0002572	Aylmer, Barrage	2662	Les rainures des poutrelles batardeaux sont endommagées. La plaque d'acier servant de plaque de glissement pour la lame de ressort exerçant une pression sur les caoutchoucs d'étanchéité est fortement corrodée. Le niveau du lac qui est plus bas nous a perm	CIV
X0005756	Choinière, Barrage	2659	CRÊTE (Muret du garde-corps) : -Éclat de béton sur le muret du garde-corps au dessus du déversoir #1 près de la passerelle donnant accès aux appareils de levage; -Éclat de béton sur le muret du garde-corps avec armature apparent au dessus du pilier de dro	CIV
X2128729	Centre de services - Pibrac	2663	Le revêtement de la toiture du Centre de Service PIBRAC date de 20 ans, soit la date de la construction du bâtiment.	CIV
X0000501	Mathieu-D'Amours, Barrage	2664	Barrage en mauvais état-Reconstruction complète requise	CIV
X0004974	Théodore, Barrage	2666	Il y a une fuite située au joint entre le déversoir fixe et le pilier #2.	CIV
X0002572	Aylmer, Barrage	2667	La plaque d'acier servant de plaque de glissement et d'étanchéité des rainures batardeaux amont est fortement corrodée. Le niveau du lac, étant plus bas, a permis de le constater. Seulement la vanne 2 semble correcte, cependant on ne peut évaluer son éta	MEC
X0002635	Waterville, Barrage de	2668	APPAREIL DE LEVAGE (vanne verticale déversante #1): -L'appareil de levage EIM EB-2 est vieux et il n'y a plus de pièces de rechange disponible depuis plusieurs années.	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	2671	Les poulies du palan monorail des vannes batardeau des pertuis 21 et 22 ont tendance à geler en période hivernale (novembre à avril) et rendent difficile et peu sécuritaire l'utilisation du palan	MEC
X0000501	Mathieu-D'Amours, Barrage	2673	Un des supports en inox de la vanne VS11 servant à mettre la vanne en suspension durant la période hivernal à casé. Il a été installer trop bas et ne permet pas de clairer le tambour du treuil.	MEC
X0000898	Moncouche, Digue de	2672	Les valves des puits de décharge sont de plus en plus dur à ouvrir et à fermer.	MEC
X2120252	Conduite de Saint-Félicien	2677	Lors du remplissage de la conduite, l'eau qui entre dans la conduite repousse l'air vers l'extérieur via les purgeurs d'air (air release valve). L'air qui n'est pas piégé à un point haut migre vers le point haut le plus près. Une plus grande quantité d'ai	MEC
X2120252	Conduite de Saint-Félicien	2676	Lors du remplissage de la conduite, l'eau est introduite par l'amont via la valve 1 ce qui entraîne de l'air et favorise l'accumulation de l'air à différents endroits dans la conduite ce qui peut engendrer une diminution de la capacité d'évacuation par pe	MEC
X0000501	Mathieu-D'Amours, Barrage	2679	système de barrure sur une vanne à été mal installé provoquant une rupture du mécanisme	MEC
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	2686	Il y a une projection de graisse lors de l'opération de la grue portique des vannes Stoney.	MEC
X0000730	Morin, Barrage	2688	La peinture des portes d'accès du bâtiment sur le barrage est écaillée.	CIV
X0000730	Morin, Barrage	2693	Un accès à la toiture par l'intérieur serait nécessaire pour l'inspection et l'entretien de la toiture.	CIV
X0001272	Carré, Barrage	2695	Passe migratoire très inclinée vers la gauche. Recommandation : Réparer (dans la mesure du possible) l'extrémité aval de la passe migratoire.	CIV
X0002206	Beaudet, Barrage	2696	Effectuer des travaux de mise aux normes au droit de l'aile gauche concernant la résistance aux séismes	CIV
X0001423	Neiges, Barrage des	2697	Rehausser le barrage jusqu'à l'élévation 844, 92 m (selon le système de référence de l'ÉÉS 2016). À noter que l'exposé des correctifs de l'ÉÉS 2016 mentionne qu'on peut aussi adapter la gestion de l'ouvrage aux débits déterminés en crue de sécurité. Avan	CIV
X0001423	Neiges, Barrage des	2698	Effectuer des travaux de mise aux normes au droit de l'aile droite concernant la résistance aux séismes (EES 2016 + Analyse de la stabilité sismique 2016).	CIV
X0001423	Neiges, Barrage des	2715	Installer un équipement permanent pour retenir les poutrelles sécuritairement ou évaluer une solution alternative pour avoir un système déversant. Provient de l'étude de A Côté 2014, dans le cadre de l'ÉÉS des Neiges 2016. À faire d'ici 2-5 ans à partir de	CIV
X0001277	Étang-Malbaie, Barrage de l'	2702	Érosion le long du TTOG de la passe migratoire, à l'aval de l'aile. L'eau semble s'infiltrer le long de la paroi extérieure du TTOG. Recommandation : réparer.	CIV
X0001423	Neiges, Barrage des	2714	Vérifier le gauchissement du joint d'étanchéité du côté gauche de la vanne segment VS-1 et faire les ajustement en conséquence. Provient de l'étude de A Côté 2014, dans le cadre de l'ÉÉS des Neiges de 2016. À faire d'ici 2-5 ans, à partir de 2014.	CIV

Liste des interventions d'entretien

NoX	Nom du barrage	RQT	Description	Catégorie
X0001423	Neiges, Barrage des	2710	Enlever une section de béton au-dessus de la plaque de glissement afin d'éviter le contact caoutouc sur béton, ou allonger les plaques de glissement jusqu'en haut du pilier des vannes VS-1 et VS-5. (Voir rapport sectoriel A.Côté 2014 dans l'ÉÉS de 2016)	CIV
X0002572	Aylmer, Barrage	2707	Corosion sur quelques rainures, plus sur la V-3 il semble y avoir de la friction.	MEC
X0005756	Choinière, Barrage	2720	CANAL JAUGEUR (Système de pompage): -Les pompes du canal jaugeur sont moins performantes RECOMMANDATION: -Vérifier la puissance pour documenter la capacité des pompes.	MEC
X0007208	Sirois, Barrage	2727	Un barrotin du garde-corp sur le mur central droit est crochi	CIV
X0000937	Pibrac-Est, Barrage	2759	Infiltration d'eau à la base des murs du bâtiment de contrôle.	CIV
X0005756	Choinière, Barrage	2744	ABRI DES PIÉZOMÈTRES PNEUMATIQUES (Porte d'accès): -La porte et le cadre en bois de l'abri des piézomètres pneumatiques pourrait être remplacé car brisé près de la serrure et dans le bas, du côté des pentures.	CIV
X0000939	Pibrac-Ouest, Barrage	2750	Trouble électrique : problème de fusible et alimentation encodeur.	ELE
X0002996	Quinze, Barrage des	2766	Démolir le quai et l'ancienne station hydrométrique située au bout de celui-ci qui ne sont plus utilisés.	CIV
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	2779	Le branchement d'équipements 600 V quelconque dans les prises 30 A du bâtiment des vannes 23-33 comporte des risques électriques si celles-ci sont sous tension. Aussi, l'utilisation d'un disjoncteur comme point de mise hors tension d'un circuit n'est pas	ELE
X0004973	Masson, Barrage	2780	Le moteur de l'appareil # 2 est hors service.	MEC
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	2789	Bâtiment de service: La porte de garage n'est pas étanche (jour sous la porte), ce qui augmente les coûts de chauffage en hiver (le bâtiment doit être chauffé pour les équipements d'urgence et l'eau courante dans le bâtiment).	CIV
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	2787	Bâtiment de service: La toiture est détériorée.	CIV
X0000730	Morin, Barrage	2798	Lors des essais de fonctionnement en septembre 2016, la vanne no.1 a descendu par des à-coups important. Il semble manquer de graissage sur l'appareil de levage. Un entretien majeur de l'appareil de levage de la vanne no.1 semble requis.	MEC
X0001471	Gouat, Barrage	2800	Pieds avals des ailes gauche et droite: mauvais drainage, gorgés d'eau couleur rouille en permanence. Recommandation : aménager des canaux de drainage	CIV
X0001149	Érables, Barrage des	2799	La première section du garde-corps près du bâtiment est à 12 cm au lieu de 10 cm. Vérifier si le garde-corps est aux normes. Si non, corriger la situation.	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	2809	Les grilles à glaces courbées ont été remplacées par de nouvelles et nous avons constaté que les dimensions des rainures des pertuis 1, 7, 8 et 11 ont possiblement variées (les nouvelles entrent difficilement)	MEC
X0000730	Morin, Barrage	2822	Des tapis en caoutchoux ont été installés dans les marches en grillage. Elle font en sorte d'accumuler la neige et la glace devant les portes du bâtiment et elles partent au vent. Le contractuel a enlevé ceux devant la porte pour être capable de l'ouvrir	CIV
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	2817	Gardes-corps (général): Plusieurs poteaux de garde-corps sont endommagés (fissurés).	CIV
X0005460	Kiamika, Barrage	2814	Bâtiment de service, sirène: le plywood sur lequel la sirène est fixée semble en mauvais état.	CIV
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	2818	Vanne Stoney #5: Il y a une fuite importante au seuil de la vanne lorsqu'elle est fermée.	MEC
X0002572	Aylmer, Barrage	2828	Les afficheurs de position digitaux du pertuis #3 sont en erreur (affichent S.erre). Le problème est présent sur l'afficheur du panneau d'opération du tablier et aussi sur le panneau de la superstructure.	ELE
X0002572	Aylmer, Barrage	2840	Batiment des vannes : infiltration d'eau provenant de la toiture et coule sur les panneaux électriques	CIV
X0002572	Aylmer, Barrage	2836	le groupe électrogène ne produit plus d'électricité, les diodes dans l'alternateur sont endommagées.	ELE
X0002572	Aylmer, Barrage	2837	Le réservoir du groupe électrogène semble défectueux.	MEC
X0002992	Kipawa, Barrage de	2847	Plusieurs affaissements dans le fossé à l'extrémité gauche de l'aile gauche, à environ 100 m à gauche de l'évacuateur. Comblent tous les trous à l'aide de matériaux granulaires.	CIV
X0000936	Pibrac-Est, Digue	2852	Traverser de l'amont vers l'aval en rive droite n'est pas sécuritaire. Recommandation : une échelle pourrait être installée comme celle en rive gauche du barrage Pibrac Est.	CIV
X0005204	Sables, Barrage des	2859	La plaque d'acier entre le tablier et le socle de béton de la station hydrométrique n'est plus supporté du côté de la station suite à un déplacement du tablier vers l'amont.	CIV
X0005202	Ludger, Barrage	2858	Affaissement en crête de l'aile gauche à proximité du tablier.	CIV
X0005204	Sables, Barrage des	2860	Frottement dans le boîtier d'engrenage du volant de la vanne #2.	MEC
X0004974	Théodore, Barrage	2863	Fuite d'huile provenant du boîtier d'engrenages du volant au déversoir #3.	MEC
X0005511	Monroe, Barrage	2868	Écran d'étanchéité exposé	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	2874	Les rainures et les grilles sont déformées. Les grilles sont coincées.	MEC
X0004638	Moulins, Barrage des	2972	GARDE-CORPS (Ancrages et supports): -Certaines plaques de bases des garde-corps n'avaient pas leurs 2 ancrages requis selon les plans. -Deux ce trouve sur le pilier 1 et une sur le mur de culée droite. -Les plaques étant supportées que par un seul ancrage	CIV
X0004638	Moulins, Barrage des	2908	PASSERELLE (Éclat de béton): -Plusieurs morceaux de béton se détachent des passerelles aux extrémités, près des joints et ancrages. -Des morceaux de ±50mm se sont détachés sous nos mains. -À certains endroits l'armature du béton est visible.	CIV
X0004638	Moulins, Barrage des	2948	PASSERELLE (Système de drainage): -Sur la passerelle, il semble y avoir un problème d'écoulement des eaux. -Une cambrure qui ne figure pas sur les plans a été observé sur la longueur des passerelles (impossible de relever ses dimensions). -Cette cambrure	CIV
X0005466	Reno, Barrage	3024	GARDE CORPS (Boulons et espacement): -Manque 1 écrou sur un boulon (coin de la culée gauche et mur de soutènement aval). -Un boulon de lousse (mur de soutènement aval) -Espacement entre les barreaux du garde-corps plus grand (Culée gauche aval près des po	CIV
X0005466	Reno, Barrage	3023	MUR DE SOUTÈNEMENT AVAL (Gauche): -Le scellant du joint le plus en aval manque d'adhérence.	CIV

Liste des interventions d'entretien

NoX	Nom du barrage	RQT	Description	Catégorie
X0005466	Reno, Barrage	3022	RIVE GAUCHE (Aval): -Érosion importante (type cuvette) en aval des vannes #1 et #2.	CIV
X0002572	Aylmer, Barrage	3019	Infiltration consaté vis-à-vis V-3 et V-5 en dessous de la poutre la plus en aval.	CIV
X0004638	Moulins, Barrage des	2998	GARDE-CORPS (Hauteur réglementaire): -Dans les escaliers situés sur le mur de culée rive gauche, le garde-corps présente une hauteur insuffisante. -L'ajout d'une pièce triangulaire qui s'emboite sur la partie existante a été envisagé (voir photo).	CIV
X0004638	Moulins, Barrage des	2907	APPAREIL DE LEVAGE (Ancrage): -Les plaque de sécurisation de la vanne pour travaux deviennent un élément accrochant lors de travaux sur les plateformes.	CIV
X0004638	Moulins, Barrage des	3018	GARDE-CORPS (Espacement): -Sur le mur de culée rive droite côté aval, l'espacement sous les garde-corps avec le béton varie de 160mm à 200mm par endroit, ce qui ne respecte pas les normes (150mm max. selon CSA S6).	CIV
X0004638	Moulins, Barrage des	2884	PLATEFORME D'ACCÈS AUX APPAREIL DE LEVAGE (Ancrages): -Certains ancrages des plateformes au pilier sont brisés. -Le relevé complet des ancrages et le remplacement de ceux brisés serait à prévoir.	MEC
X0004638	Moulins, Barrage des	2883	PLATEFORME D'ACCÈS AUX APPAREIL DE LEVAGE (Stucture): -Pour permettre le passage des câbles de levage des vannes une coupe a été pratiquée dans des profilés structuraux de la plateforme. -La coupe a pour effet d'affaiblir la solidité de la plateforme.	MEC
X0002572	Aylmer, Barrage	3052	Infiltration d'eau au bas du mûr sous la fenêtre près de la porte côté amont dans le bâtiment des vannes 6 et 7.	CIV
X0001439	Duchesnay, Barrage de	3058	Le véhicule atelier n'est plus capable de s'approcher près du barrage. La SOPFEU a aménagé pelouse et bordure de béton. Si jamais nous devons faire des travaux, nous risquons d'endommager.	CIV
X0002206	Beaudet, Barrage	3053	Le poteau qui retenait la chaine n'est plus là.	CIV
X0005460	Kiamika, Barrage	3060	Les batteries du peson de la grue portique sont toujours à plat durant l'hiver. Il faudrait mettre une alimentation électrique autre que part batterie qui serait lier avec la génératrice.	ELE
X0005502	Brodrick, Barrage	3064	BATIMENT: Les fenêtres du batiment doivent être changées	CIV
X0004207	Kildare, Barrage	3066	La pente amont du barrage a été domagée lors de la crue du printemps 2017.	CIV
X0004207	Kildare, Barrage	3069	Les grilles actuelles retiennent les débris et peuvent causés la submersion du barrage (tel que vécu en 2017). Par contre, il faut laisser des grilles au barrage car il y a des risques de chûtes important.	CIV
X0002635	Waterville, Barrage de	3072	APPAREIL DE LEVAGE (vanne verticale déversante #1): -La valeur du zéro de vannes n'est pas bonne sur la vanne. -Ceci fait de fausse valeurs sur les afficheurs et dans GBP.	ELE
X0002206	Beaudet, Barrage	3070	VVD-1@5 : La valeur des zéros de vannes n'est pas bonne sur la plupart des vannes. Ceci fait de fausse valeurs sur les afficheurs et dans GBP.	ELE
X0004063	Saint-Didace, Barrage	3071	VVD-1@4 : La valeur des zéros de vannes n'est pas bonne sur la plupart des vannes. Ceci fait de fausse valeurs sur les afficheurs et dans GBP.	ELE
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	3080	CONTRÔLE DE LA FAUNE (Pigeons): -Dans les cabanes de contrôles des vannes, les pigeons rentrent par le passage des tuyaux pour le système hydraulique.	MEC
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	3074	APPAREIL DE LEVAGE (Tiges de levage): -Changer les soufflets de 19 tiges de levage. -Les soufflets commencent à lâcher dans les coutures.	MEC
X0000939	Pibrac-Ouest, Barrage	3122	Le scellant des bouches d'aération sur le toit du batiment de services sont fissurés.	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	3127	La boîte de jonction pour les pompes du puits de captation est fortement corrodée et perforée	ELE
X0002489	Mégantic, Barrage	3133	Les boites de jonction des actionneurs sont corrodées	ELE
X0002489	Mégantic, Barrage	3132	Joints d'étanchéits sur les réducteurs MSG-2C suitents d'huile VVD-2 et VVD-4	MEC
X0003925	Jules-Allard, Barrage	3140	Le joint d'étanchéité du levier coule (les actuateurs Rotork)	MEC
X0002489	Mégantic, Barrage	3131	Fuite d'essence sur le réservoir de la génératrice honda	MEC
X0002489	Mégantic, Barrage	3135	Ruban de l'indicateur de position difficile à lire.	MEC
X0002489	Mégantic, Barrage	3138	Il manque un crochet pour maintenir le grillage ouvert vanne 8	MEC
X0003912	Sartigan, Barrage	3143	Le batiment sera reconstruit prochainement. Faire faire un estimé avec une proposition de travaux temporaires par un spécialiste dans le domaine des toitures. INFO: La toiture du bâtiment de l'ancienne génératrice comporte une fuite importante. Lorsque un	CIV
X0000939	Pibrac-Ouest, Barrage	3152	Câblage pour lampadaires est suspendu dans le vide à deux endroits,	ELE
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	3155	Indicateur de contrôle de la VVD22 (chauffage 208 VCA) est allumé, Vanne VVD22 : Perte de débit d'air sur le panneau de chauffage, Vanne VVD15 : Alimentation 600 volts défectueuse, Vanne VVD14 : Perte de tension du chauffage,	ELE
X0002489	Mégantic, Barrage	3165	Fissures horizontales à l'aval des piliers #3 et #4.	CIV
X0002489	Mégantic, Barrage	3167	Éclatement du béton à la base de la motorisation V-2.	CIV
X0002489	Mégantic, Barrage	3166	Fissure sur la réparation à la base du lampadaire aval gauche.	CIV
X0002206	Beaudet, Barrage	3168	Les deux dernières marches du bas de l'escalier aval droit sont en mauvais état. À inclure dans le projet PRJ-172.	CIV
X0005325	Étang-à-l'Ours, Barrage de l'	3169	L'escalier menant à l'appareil de levage est est carié.	CIV
X0005756	Choinière, Barrage	3177	VANNES DE FOND (V#3, V#4, V#5 et V#6): -Lors des travaux en plongée de 2016, il a été noté que les vannes #3, #4, #5 et #6 présentaient des jeux très variable (0 à 12mm) sur le guidage latéral. -Les vanne ne semble pas de niveau dans le plan gauche /droi	MEC
X0005756	Choinière, Barrage	3178	APPAREIL DE LEVAGE (V#3, V#4, V#5 et V#6): -Sur les pièces encastrées des vannes #3, #4, #5 et #6 il y a des petites stries sur la portion en acier inoxydable du haut des guides. Ceci pourrait affecter légèrement la friction générée lors des manoeuvres	MEC

Liste des interventions d'entretien

NoX	Nom du barrage	RQT	Description	Catégorie
X0005756	Choinière, Barrage	3179	APPAREIL DE LEVAGE (V#3, V#4, V#5 et V#6): -Pour les tige de levage des vannes #3, #4, #5 et #6, les manchons d'accouplement en acier carbone (Réf. : plan 10327-005) des tiges de levage des vannes ont une corrosion importante et généralisée. -Le manchon	MEC
X2128727	Centre de services - Mont-Laurier	3180	Problématique au niveau du hangar du CS Mont-Laurier. Les équipements mécaniques sont entreposés dans le hangar mais use prématurément due à la condensation. Des réparations sont souvent nécessaires sur les équipements. Voir commentaires de S.L.	CIV
X0005460	Kiamika, Barrage	3182	Tr Pilier 12, face supérieure droite: Plusieurs fissures ouvertes (jusqu'à 5 mm). Un témoin de variation est installé sur une des fissures.	CIV
X0005460	Kiamika, Barrage	3181	Pilier 11, face droite (à l'intérieur de la vanne 12): Fissure horizontale ouverte (témoin de variation #11). Voir inspection détaillé pour détails.	CIV
X0005460	Kiamika, Barrage	3183	Pilier 8 amont: fissuration avec efflorescence et gonflement du béton.	CIV
X0003925	Jules-Allard, Barrage	3190	Enlever et jeter les appareils du système DTA à l'amont, à l'aval et dans l'abri d'auscultation.	CIV
X0003600	Mont-Louis, Barrage	3196	Il n'y a pas d'endroit où installer l'échelle et la jauge.	CIV
X0003925	Jules-Allard, Barrage	3207	Le garde-fou n'est pas suffisamment long pour éviter que des pêcheurs aient au bout du mur aval.	CIV
X0000763	Bonhomme, Barrage	3211	Des billots de bois et une toile noire a été ajoutés dans le déversoir par des inconnus pour rehausser le niveau du lac après l'inspection de mai 2016. Recommandation : démolir toute la structure.	CIV
X0001281	Allioux, Barrage	3217	Accumulation d'eau rouille au pied aval de l'ouvrage dans le cnal de drainage. Recommandation : lors de prochains travaux, prévoir poursuivre le canal jusqu'à la rivière.	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	3219	Présence de fientes de pigeons sur la passerelle amont.	CIV
X0001439	Duchesnay, Barrage de	3225	FM: Aller voir Éric Cyr pour l'information. Marcel Simard aurait déjà fait ce type d'intervention par le passé. Il faudrait poursuivre la mise en place de grillage afin de prévenir l'accumulation de Vannes automatiques : Dans le panneau d'isolation, il y a un interrupteur pour le choix des vannes. Les ingénieurs de garde (LGF) désire que les 2 vannes soient opéré en même temps. Il faut aussi considérer dans la programmation que le zéro d'une des vann	ELE
X0004063	Saint-Didace, Barrage	3227	Il y a de l'eau qui s'accumule dans les supports de piédestaux.	MEC
X0003926	Barbue, Barrage de la	3229	Problématique en ce qui concerne le niveau d'eau du Lac.	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	3230	L'ancienne partie du barrage tombe en panne d'électricité, le phénomène c'est produit le 23 juillet et 15 août 2017.	ELE
X0001281	Allioux, Barrage	3232	Rétablir la libre-circulation du poisson. Le niveau d'eau voulu lors de la construction n'est pas maintenu pour les raisons suivantes: 1 - Des point bas ont été répertoriés du coté gauche du barrage 2- L'écran d'étanchéité en bois est percé dans sa part	CIV
X0005226	Brûlé, Barrage	3236	Le sol du stationnement est mou.	CIV
X0002206	Beaudet, Barrage	3237	Il ya une perte d'huile à la base de la motorisation de la V-4.	MEC
X0000748	Commissaires, Barrage des	3243	Les bordures en béton du stationnement sont endommagés près de la descente en bateau en rive droite.	CIV
X0000748	Commissaires, Barrage des	3245	Éclat sur la vitre dans la partie inférieur de la fenêtre en face. La fenêtre s'embue maintenant, alors du gaz a dû s'échapper.	CIV
X0002996	Quinze, Barrage des	3242	les montraux du chariot oscillent de l'amont a l'aval , quand il sont hors portée du chemin de clé. Il faut aussi, à l'aide d'un pivot, pousser sur le mât, pour que celui-ci entre dans sont chemin de clé .	MEC
X0004973	Masson, Barrage	3247	Érosion du gravier du chemin d'accès, lors des fortes pluie du 22 août 2017, une partie du matériel a été emporté dans le lac.	CIV
X2128729	Centre de services - Pibrac	3250	Il manque de rangement dans le CS pour classer le matériel.	CIV
X0004570	Duffy, Barrage	3253	Les poutrelles du barrage sont très carié, et le risque de rupture des poutrelles est très présent.	CIV
X0001848	Alexandre, Barrage	3252	Érosion près du pied aval en rives droite et gauche causée par l'eau de ruissellement.	CIV
X0002378	Deverick, Barrage	3254	Plusieurs pièces de bois très cariées dans les caissons de bois à remplacer du côté gauche comme du côté droit. (Voir photo pour exemple).	CIV
X0002992	Kipawa, Barrage de	3265	Fossé à l'extrémité gauche de l'aile gauche à corriger (discontinuité dans la revanche).	CIV
X0002991	Tee, Barrage	3260	Pas de trous de drainage à la base des poteaux du garde-fou (les trous sont dans la partie supérieure, les poteaux ont été assemblés à l'envers).	CIV
X0001281	Allioux, Barrage	3264	Des points bas ont été observé à gauche du barrage Ailloux. Il y a contournement à ces endroits.	CIV
X0002206	Beaudet, Barrage	3274	Il y a une bosse qui s'est formé sur le chemin asphalté de la digue côté droit.	CIV
X0001433	Walsh, Barrage	3275	5-6 fissures diagonales à injecter dans les murs de culées, principalement dans la portion aval des murs.	CIV
X0001026	Louise, Barrage	3278	Problématique: Le niveau d'eau désiré du lac n'est plus maintenu. Il y a des plaintes à ce sujet de la part des riverains.	CIV
X0004638	Moulins, Barrage des	3281	DÉVERSOIRE FIXE (Joint d'étanchéité): -Il y a une venue d'eau observée dans le joint entre les déversoirs DF#4 et le pilier 4.	CIV
X0001930	Profond, Barrage	3300	Barrage dans un état pauvre qui ne retient plus les eaux au niveau requis (baisse de 30 cm environ).	CIV
X0003027	Laniel, Barrage de	3312	Il y a eu installation de minuteur pour enclencher systématiquement le chauffage des guides et de l'intérieur de la vanne. Il y a aussi eu installation d'afficheur indiquant l'ampérage consommé par les éléments. Ce matin (2017-10-05) la vanne #5 était sur	ELE
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	3313	Bien qu'encore solide, il y a de la pourriture dans le plancher près de la porte.	CIV
X0004974	Théodore, Barrage	3317	Resceller les joints dans le déversoir. Les faire au complet (parties visible)	CIV
X0005204	Sables, Barrage des	3323	Risque de chute pour les véhicules entre le barrage et la route sur les deux rives.	CIV
X0004486	Sarrazin, Barrage	3316	Les 4 joints d'étanchéité du déversoir décollent, particulièrement en crête et en amont.	CIV
X0004974	Théodore, Barrage	3318	Il n'y a pas de cran d'arrêt sur les appareils de levage du barrage.	MEC
X0002894	Hubert-Tremblay, Barrage	3324	Le joint de cahoutchouc du boîtier électrique est endommagé.	MEC
X0002894	Hubert-Tremblay, Barrage	3325	Le câble d'acier récent des vannes sont déjà rouillé. Les poulie sont dans l'eau.	MEC
X0000517	Lac-Matane, Barrage du	3327	les moteur de la grue portique ne vont pas à la même vitesse. Le plus vieux doit être remplacer par un modèle identique au plus récent.	MEC
X0000631	Bas, Barrage du	3331	Stabiliser le mur de béton fissuré du coté gauche.	CIV

Liste des interventions d'entretien

NoX	Nom du barrage	RQT	Description	Catégorie
X0000631	Bas, Barrage du	3330	Le ponceau TTOG à l'aval du barrage est déformé. La municipalité de St-Modeste procèdera au changement de la portion passant sous la route. Il faudra changer la section entre la route et le barrage.	CIV
X0002206	Beaudet, Barrage	3332	L'unité d'urgence du barrage Beaudet nécessite une génératrice de 7000W et nous n'avons qu'une génératrice de 2500W à Weedon.	MEC
X0002206	Beaudet, Barrage	3337	Lors d'une opération de la V-5 à 1.5 m le 2017-10-16, la limite de couple embarque en montant et en descente ??	MEC
X0007310	Lyster, Barrage	3340	APPAREIL D'ÉVACUATION (Tuyau pour le débit d'étiage): -Il y a un tuyau qui passe sous les poutrelles du déversoir à poutrelles. -Ce tuyau sert à maintenir un débit d'étiage. -Il n'y a pas de vanne sur ce tuyau et le débit est supérieur au débit réservé	MEC
X0002339	Armand, Barrage	3347	Recommandation de l'exposé des correctifs: Assurer la protection du talus aval contre l'érosion	CIV
X0002339	Armand, Barrage	3349	Recommandation de l'exposé des correctifs: Remplacer la conduite d'évacuation ou la substituer par un autre type d'appareil d'évacuation.	CIV
X0000748	Commissaires, Barrage des	3351	Sur la vanne 2 le support du potentiomètre est installer en l'envers. Ce qui peut entrainer plusieurs problèmes de fonctionnement.	MEC
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	3362	AFFICHEUR-CONTRÔLEUR (Encodeurs): -Les encodeurs des afficheurs sont en fin de vie utiles et ne sont plus fabriqués. -On a un modèle de remplacement Hercule mais ils sont assez chère.	ELE
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	3361	PANNEAUX DE CONTRÔLE (Vannes #1 à #10): -Les panneaux de contrôle des vannes sont à améliorer à court terme. -Le câblage est vieux et sec et l'espace nécessaire pour le "troubleshooting" est problématique.	ELE
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	3360	AFFICHEUR-CONTRÔLEUR (Vannes #1 à #10): -Les afficheurs-contrôleurs des vannes 1@10 sont en fin de vie utile. -Il ne reste qu'un afficheur en spare et ils ne sont plus disponible sur le marché. -La vanne #9 à de nouveaux afficheurs de marque Texmate et	ELE
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	3359	ÉLECTRICITÉ (Afficheur Texmate): -On n'a pas la programmation initiale des nouveaux afficheurs Texmate programmé en usine chez Pro-Automation.	ELE
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	3358	ÉLECTRICITÉ (Arrêt d'urgence): -Les arrêts d'urgence pour les 10 panneaux de contrôle des vannes 1@10 ne sont pas câblé dur, il actionne un relais quand ce dernier est pressé. -Le relais devraient être alimenté en tout temps pour que la sécurité de la	ELE
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	3357	ÉLECTRICITÉ (Plan vanne #9): -Afin de pouvoir répondre aux urgences au barrage Grand-Moulin pour un problème de contrôle électrique ou de positionnements des vannes, on doit mettre les plans à jours rapidement pour la vanne 9 qui est contrôlée avec les no	ELE
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	3356	ÉLECTRICITÉ (Camswitchs): -Les interrupteurs des cams de toutes les stations sont défectueux. -Les contacts de fin de course des camswitchs pour arrêt automatique monter-descendre sont à changer. -Luc a commencé à en remplacer et il y a souvent des pro	ELE
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	3364	RÉSERVOIR À DIESEL (Usure): -En raison de l'emplacement du réservoir à diesel à proximité d'un cours d'eau et le nombre d'années que nous estimons à 32 ans, il serait préférable de le remplacer ainsi que les conduites qui alimentent le groupe électrogène.	MEC
X0001439	Duchesnay, Barrage de	3365	L'opération manuelle des vannes 1 et 3 ne fonctionne pas	MEC
X0000616	Renouf, Barrage	3373	Barrage de castors à la sortie du barrage	CIV
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	3372	La vanne 28 ne s'arrête pas lors d'une ouverture même si l'on met le sélecteur en mode arrêt. Il faut fermer le dijoncteur sur le panneau de contrôle.	ELE
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	3368	Les vannes 30 à 33 laissent s'écouler de l'huile lors de leurs utilisation et même lorsqu'elles ne fonctionnent pas.	MEC
X0000937	Pibrac-Est, Barrage	3366	L'outil manuel pour les vannes de fonds de Pibrac-Est est une manivelle que l'on doit tourner physiquement et on ne peut pas l'effectuer seul, car cela pourrait engendrer des blessures au niveau du dos du bassin ou des jambes.	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	3370	l'appareil Manuel pour les vannes de fond est très lent lors de sont utilisation pour une fermeture ou une ouverture. Environ 1 cm au 10 minutes	MEC
X0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	3377	Lors de la fermeture à distance de la vanne 28 à partir de Pibrac, celle-ci indiquait qu'elle était fermer sur le système solk(0 cm), mais en réalité elle était toujours ouverte de 10 cm.	ELE
x0000899	Portage-des-Roches, Barrage de	3376	Porblème lors de la fermeture des vannes 21 et 22. Elle ne fonctionne plus.	MEC
X0003912	Sartigan, Barrage	3379	Nouveaux pare-débris: Il n'y a pas de système qui permet de bouger manuellement le flotteur lorsqu'il y a des débris de coincé sans lever la vanne en position haute. Il n'y a pas de moyen d'accès sécuritaire par le haut pour vérifier l'état du pare-débris	MEC
X0000501	Mathieu-D'Amours, Barrage	3380	Le connecteur de la vanne 8 doit souvent être réenclenché pour faire fonctionner la vanne sur automatique.	ELE
X0003027	Laniel, Barrage de	3381	Nous avons fait la tournée des chauffages ce matin au barrage Laniel. Toute les rainures fonctionne bien. Cependant, pas les aérotherme. V-2 = OK V-3 = Seulement les ventilateurs fonctionne V-4 = Le gauche fonctionne mais pas le droit V-5 = Rien ne	ELE
X0001017	Canard, Barrage du	3383	Il manque un boulon sur une plaque de base en amont. Plusieurs barottins fendus, les trous de drainage ont été recouvert par les soudures. Un peu de rouille à l'extrémité amont, en crête et en aval	CIV

Liste des interventions d'entretien

NoX	Nom du barrage	RQT	Description	Catégorie
X0001011	Silver, Barrage	3385	Il n'y a peu ou pas de repousse végétale sur les pentes amont et aval et sur le pied aval de l'aile gauche.	CIV
X0005503	Mitchinamecus, Barrage	3387	Le crépis du mur droit du batiment est de plus en plus dégradé.	CIV
X0005503	Mitchinamecus, Barrage	3388	Les trous des forages de 2016 ne sont toujours pas bouchés.	CIV
X0005502	Brodrick, Barrage	3390	Un trou de forage de 2016 n'a pas été comblé encore.	CIV
X0000939	Pibrac-Ouest, Barrage	3392	La graisse des tige de levage des vannes 1 à 6 doit être changé.	MEC
X0000937	Pibrac-Est, Barrage	3391	La grasse des tige de levage des vanne 1 à 7 doit être changer.	MEC
X0000501	Mathieu-D'Amours, Barrage	3398	Les garde-corps du barrage et de la passe migratoire sont très rouillés.	CIV
X0000501	Mathieu-D'Amours, Barrage	3400	Sur la vanne 12 présence de pigeon	CIV
X0000730	Morin, Barrage	3404	Sur le pont roulant neuf le sectionneur est brisé, donc il est toujours laisser à On.	ELE
X0002572	Aylmer, Barrage	3416	Sur la vanne 3 l'afficheur numérique est en erreur (serr)	ELE
X0002572	Aylmer, Barrage	3417	Sur la vanne 4, le fusible FU-15 est brûlé. Le témoin de ventilateur 1 ne fonctionne pas.	ELE
X0002206	Beaudet, Barrage	3413	Plusieurs lampadaires sur le barrage ne fonctionnent pas : 0-29-45-140-159-189-250-372	ELE
X0001439	Duchesnay, Barrage de	3405	L'éclairage extérieure du bâtiment ne fonctionne pas, et les lampadaire fonctionne par intermitence.	ELE
X0000730	Morin, Barrage	3402	Le 4ème néon intérieur à partir de la gauche est brulé	ELE
X0005503	Mitchinamecus, Barrage	3394	les courroies d'entraînement du groupe moteur sont à changer.	MEC
X0005502	Brodrick, Barrage	3396	les courroies d'entraînement du moteur sont à remplacer.	MEC
X0002572	Aylmer, Barrage	3414	Sur la vanne 1, un caoutchouc est à changer sur l'encodeur et limite haute	MEC
X0000501	Mathieu-D'Amours, Barrage	3401	Sur la vanne 12 les limites switches gauche et droit sont non-fonctionnelles	MEC
X0000501	Mathieu-D'Amours, Barrage	3399	Les câble gauche et droite de la vannes segment 7 sont endommagé.	MEC
X0001439	Duchesnay, Barrage de	3406	Les jonts d'étanchéité des poutrelles d'assèchements sont très usé.	MEC
X0002572	Aylmer, Barrage	3415	Sur les vannes 2, 3 et 4 les tuyaux des éléments chauffants sont rouillés	MEC
X0000748	Commissaires, Barrage des	3409	Sur le groupe électrogène, le grillage du pare chaleur est briser à 4 endroit.	MEC
X0000730	Morin, Barrage	3403	Sur le groupe électrogène l'ajustement de l'alarme est trop serré.	MEC
X0005756	Choinière, Barrage	3420	SYSTÈME DE POMPAGE: -Les témoins lumineux des pompes n'allument pas.	ELE
X0002572	Aylmer, Barrage	3425	Un des deux aérothermes du bâtiment de service ne fonctionne pas.	ELE
X0002206	Beaudet, Barrage	3418	Perte d'hule à la base de motorisation de la V-4.	MEC
X0003912	Sartigan, Barrage	3428	Joint à la coupure entre nouvelle et ancienne partie du barrage: Des trous se forment dans l'asphalte au joint (voir photo - visite du 22 novembre 2017). Il y avait déjà eu correctif récent. Il semble que le problème persiste.	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	3427	Stationnement-route rive droite: Il y a un dénivelé de 1 à 2po entre la surface du pilier de béton et la surface d'asphalte près de l'entrée de l'abri des poutrelles batardeau amont ce qui occasionne des problématiques lors du mouvement du chariot du pal	CIV
X0000726	Chaudière, Barrage	3446	Faire un suivi post-travaux auprès du MFFP et du MPO.	CIV
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	3435	GÉNÉRATRICE (Alternateur): -Le voltage de sortie de l'alternateur de la génératrice est trop élevé.	ELE
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	3449	ÉLECTRICITÉ (Chauffage des bâtiments des vannes): -Dans la sous-station D le chauffage ne fonctionne pas.	ELE
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	3433	ÉLECTRICITÉ (Chauffage intérieur): -Dans le bâtiment, le chauffage du garde-robe ne fonctionne pas.	ELE
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	3432	POUTRELLES BATARDEAU (Usure): -Les poutrelles batardeau commence à se détériorer par la rouille. -Présence de gallette de rouille à plusieurs endroits.	MEC
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	3441	APPAREIL DE LEVAGE (Système hydraulique): -L'huile des appareils de levages des vannes 1-2-3-4-5-6-7-8-9-10 est a changer.	MEC
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	3439	UNITÉ HYDRAULIQUE (Réservoir): -Le réservoir de l'unité hydraulique coule par joint de soudure.	MEC
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	3437	UNITÉ HYDRAULIQUE (Cadran de pression): -Le cadran de pression droit de l'unité hydraulique est brisé	MEC
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	3447	APPAREIL DE LEVAGE (Vanne #4): -Les réducteurs gauche et droit manquent d'huile.	MEC
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	3443	APPAREIL DE LEVAGE (Graissage): -Plusieurs Raccord de graissage des vanne 1-2-3-4-5-6-7-8-9 sont non-fonctionnel. -Les raccord non-fonctionnel sont peinturé pour les différenciers des fonctionnels.	MEC
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	3445	APPAREIL DE LEVAGE (Compteur): -Compteurs à changer sur plusieurs vannes: -vanne 1 compteur gauche. -vanne 4 compteur droit. -vanne 5 compteur gauche. -vanne 6 compteur gauche.	MEC
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	3438	UNITÉ HYDRAULIQUE (Couplage): -Les couplage gauche et droit de l'unité hydraulique sont craquelé	MEC
X2120252	Conduite de Saint-Félicien	3453	Suite aux travaux de réparation du bris de la conduite près de la chambre #14 en avril 2016, le chemin d'accès n'a pas été remis au normes. Également, certaines détériorations dans le chemin d'accès via la chambre #16 rend l'accès difficile en tout temps	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	3452	Le chauffage dans la vanne de la V-13 (bas) ne semble pas fonctionner.	ELE
X0005502	Brodrick, Barrage	3456	La parement extérieur du bâtiment commence à s'effriter.	CIV
X0000603	Touradi, Barrage	3459	Recharger le perré amont minimalement jusqu'à la cote de la revanche (211.6m), en incluant un recharge au niveau du pied de talus immergé, et le prolonger sur toute la longueur des ailes.	CIV
X0000939	Pibrac-Ouest, Barrage	3482	Les ancrage de la barrière qui donne accès au digue et pibrac-est sont lousse. Ils ont été reserré cet été, mais sont lousse de nouveau. La barrière a plusieurs couches de grillage se qui la rend très lourde.	CIV
X2128730	Centre de services - Portages-des-Roches	3473	Un néon d'éclairage se retrouve au dessus de la porte de garage une fois ouverte. Le cahoutchouc de la porte frotte sur le néon lors de l'ouverture.	ELE
X2128730	Centre de services - Portages-des-Roches	3474	Le mécanisme d'ouverture des portes de garage à besoin de réparation, les cables sont mal enroulés	MEC
X0005756	Choinière, Barrage	3487	TOITURE (Centre de Service) : -Dans la partie atelier du garage, il y a un drain de toit au plafond qui est mal installé. Le coude est mal fixé et l'eau coule par celui-ci.	CIV

Liste des interventions d'entretien

NoX	Nom du barrage	RQT	Description	Catégorie
X0002206	Beaudet, Barrage	3488	L'indicateur (numérique)de position sur la V-2 et V-4 ne fonctionne pas !	MEC
X0003925	Jules-Allard, Barrage	3491	Des travaux ont été réalisés en 2012, mais certains secteurs du dessus du tablier se draine difficilement dont le secteur des piézomètres 34 et 43 au mur de crête droit. Faire après les travaux. Possibilité: mettre de l'asphalte froide près des piézomètr	CIV
X0003925	Jules-Allard, Barrage	3490	Mettre un déflecteur pour ne pas envoyer l'eau qui provient du drainage de la porte du bâtiment vers les poulies de la vanne segment gauche.	CIV
X0003925	Jules-Allard, Barrage	3489	-Installer un coupe froid sur la porte d'entrée.	CIV
X0002941	Dumont, Barrage	3493	M. Collin Lachance, propriétaire des terrains adjacents au barrage nous informe qu'en raison d'activités de coupe forestières prévues dans le secteur, il y a des chemins qui seront aménagés et qui passeront près du barrage. Pour cette raison, M. Lachance	CIV
X0000939	Pibrac-Ouest, Barrage	3494	La barrière d'accès près de la VVF7 en période hivernale est ouverte car le barrage n'est pas déneigé (on ne pourrais pas l'ouvrir). Celle-ci quand elle est ouverte au complet empêche l'accès à l'échelle de la VVF7. La barrière étant enneigé, on ne peut	CIV
X0003600	Mont-Louis, Barrage	3497	Érosion en rive gauche amont.	CIV
X0000730	Morin, Barrage	3496	Il y a un problème de résurgence d'eau pour les vannes VV-4 et VV-5. il s'agit du même problème que les vannes 13, 14, 15 au Sartigan. Aussi, lors de l'opération en hiver, il se forme une grande quantité de glace sur les câbles de levage et à l'aval de la	MEC
X0004638	Moulins, Barrage des	3500	APPAREIL DE LEVAGE (Limite switch): -Il n'y a pas de limit switch aux 3 vannes.	MEC
X0004638	Moulins, Barrage des	3501	APPAREIL DE LEVAGE (Opération): -Pour le moment, il n'est pas possible d'opérer manuellement les vannes à partir du tablier.	MEC
X0005226	Brûlé, Barrage	3503	Lors des opérations au barrage la "surcharge moteur" ce déclanche même si nous avons fait le déglacage de la vanne au préalable. L'opération est réalisable si nous amorcons la vanne de façon manuel avant d'utiliser le panneau. Comme si de la glace ce fo	MEC
X0003925	Jules-Allard, Barrage	3504	Il y a infiltration d'eau de fonte de neige depuis le début des travaux par la trappe d'accès VF et VDF dans la salle de génératrice. Avec la température variante cela occasionne de la glace sur le plancher et escalier.	CIV
X0000730	Morin, Barrage	3507	Valider la séquence de fonctionnement du chauffage des vannes 4 et 5 et la conformité des plans.	ELE
X0004063	Saint-Didace, Barrage	3506	Le chauffage de la vanne 4, en plus d'être mis en fonction par le disjoncteur, possède une minuterie. Il faudrait démystifier le fonctionnement et la programmation de la minuterie tel qu'actuelle (mémoire de la programmation, séquence de chauffage, quoi v	ELE
X0000730	Morin, Barrage	3512	Nous aimerions améliorer la sécurité de nos abris d'auscultation qui contiennent un pendule inversé. Ca consisterais à souder une protection en métal autour du cadenas des portes pour éviter que le cadenas puisse être couper. Voici la liste des abris à m	MEC
X0003975	Grand-Moulin, Barrage du	3514	BÂTIMENTS DE CONTRÔLE -Infiltration d'eau par la trappe menant à l'amont des piliers des bâtiments de contrôles.	CIV
X0003925	Jules-Allard, Barrage	3517	Vanne 1, le témoin lumineux présence de 120V est brûlé	ELE
X0003925	Jules-Allard, Barrage	3516	vanne 4, un frein commence à ce décoller	MEC
X0004638	Moulins, Barrage des	3527	APPAREIL DE LEVAGE (Indicateur de position): -L'indicateur d'élévation des vannes est problématique passé 1 m d'ouverture.	MEC
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	3538	Extrémité aval supérieure du mur d'aile de la culée droite: Désagrégation du béton dans lequel le poteau de la dernière section de garde corps est ancré. Le garde-corps n'est pas solide pour en raison de ce défaut.	CIV
X0005424	Rapides-des-Cèdres, Barrage des	3532	Vis-à-Vis le joint vertical aval entre les plots D et E: Un tuyau de protection de câbles électriques est sectionné.	ELE
X0003912	Sartigan, Barrage	3531	V15-V17 la graisse des roulement des appareil de levage, près du tambour, se sépare et coule.	MEC
X0003912	Sartigan, Barrage	3539	RECOMMANDATION ÉÉS 2017: -Consolider les zones détériorées de la face aval des déversoirs en réalisant un gainage structural pour donner un minimum de ductilité à ces zones afin d'éviter une éventuelle rupture fragile de plaques de béton.	CIV
X0004638	Moulins, Barrage des	3543	VANNE BATARDEAU (pertuis 1-VB): -La rainure du mur de culée en rive gauche pertuis #1 du côté aval ne monte pas jusqu'en haut et cela peu rendre problématique l'insertion des nouvelles poutrelles batardeaux	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	3541	La neige et la glace du toit du batiment tombe directement sur le réservoir de carburant de la génératrice et sur les tuyaux en porte-à-faux (voir photo).	CIV
X0003027	Laniel, Barrage de	3542	Le témoin lumineux indiquant la présence de tension sur le panneau de commande de la vanne #2 sur la passerelle est brûlé.	ELE
X0000726	Chaudière, Barrage	3545	Faire les travaux correctifs au déversoir afin de rendre conforme en vertu de la Loi sur les pêches du MPO.	CIV
X0002489	Mégantic, Barrage	3548	attache brisé du caillebotis de la passe migratoire à différent endroit	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	3549	Pertuis DP-6, la grille est plié	CIV
X0002572	Aylmer, Barrage	3550	VV-1-2-3-4, le caoutchouc est sec des conduits d'alimentations chauffage de la vanne.	ELE
X0003912	Sartigan, Barrage	3555	Les couplings pour les interrupteurs de fin de course sont mal ajustés sur VVF17 à 17 et les hubs de plastique sont à changer.	MEC
X0002206	Beaudet, Barrage	3558	Vol des câbles de la clôture aval droit près de la station hydrométrique. Ils ont été coupés et enlevés sur environ 40 m il ne reste que les poteaux. Remplacer à L'automne (voir commentaires).	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	3561	L'affichage de position des vannes VVF15@17 Omron est différent de celui du HMI de l'automate.	ELE
X0003912	Sartigan, Barrage	3559	Compléter l'ajustement final des interrupteurs de fin de course des Vannes VVF15@17 lorsque RQT_3555 sera complété; remplacement couplage mécanique des interrupteurs de fin de course.	ELE
X0003912	Sartigan, Barrage	3560	Les cellules de charge des vannes VVF15@17 n'affichent pas les mêmes valeurs.	MEC
X0003912	Sartigan, Barrage	3563	Fuite sur drain situé dans le caniveau du tunnel entre piezos # 9 et # 10.	CIV
X0004638	Moulins, Barrage des	3573	APPAREIL DE LEVAGE (Moteur vanne #1 et #3): -Rebrancher et/ou vérifier les fils des moteurs car mal branchés.	ELE
X0004638	Moulins, Barrage des	3570	APPAREIL DE LEVAGE (Arrêt d'urgence): -Il n'y a pas d'arrêt d'urgence près du moteur pour faire l'arrêt du système lors d'inspection.	ELE
X0004638	Moulins, Barrage des	3575	APPAREIL DE LEVAGE (Contrôle)L -La boîte pendante pour les opérations est non-conforme.	ELE
X0003925	Jules-Allard, Barrage	3578	Les luminaires des lampadaires # 5 et # 12 ne fonctionnent pas.	ELE

Liste des interventions d'entretien

NoX	Nom du barrage	RQT	Description	Catégorie
X2128726	Centre de services - Québec	3579	La pompe flyght 3po submersible est en bris. Un des condensateurs situé dans le panneau de contrôle est en bris.	ELE
X0004638	Moulins, Barrage des	3572	VANNES (Entretien): -Les plaques de glissement et les vannes nécessite un nettoyage au jet de sable, peinture ou galvanisation.	MEC
X0004638	Moulins, Barrage des	3576	APPAREIL DE LEVAGE (Moteur des vannes #1 et #3): -Les chaînes ont trop de jeu et ne sont pas assez serré.	MEC
X0004638	Moulins, Barrage des	3574	APPAREIL DE LEVAGE (Vannes #1, #2 et #3)): -L'attache du câble à la vanne et les serres-clips sont corrodés	MEC
X0004638	Moulins, Barrage des	3566	APPAREIL DE LEVAGE (Câble et engrenages): -Il n'y a pas de détecteur de câble lâche ni de frein de sécurité en cas de bris d'engrenage.	MEC
X0004638	Moulins, Barrage des	3567	APPAREIL DE LEVAGE (Moteur VB#2 et VB#3): -Il y a un mouvement de l'engrenage sous le moteur de V2 et V3 et un mouvement de l'arbre de la vis sans fin.	MEC
X0004638	Moulins, Barrage des	3569	APPAREIL DE LEVAGE (Treuil de la vanne #3): -Il manque de graisse sur la chaîne du treuil de V3.	MEC
X0005756	Choinière, Barrage	3581	APPAREIL DE LEVAGE (Mécanique V#4): -Pour l'appareil de levage de la vanne #4, la couronne et la pignone sont endommagées.	MEC
X0005463	Morier, Digue	3588	Vallonnements et déflexions en crête sur toute la longueur de la digue (L=680 m). Les relevés de terrain réalisés en octobre 2017 indiquent que ponctuellement, les dépressions atteignent l'élévation théorique du dessus du noyau (él. 272.10 m), alors que	CIV
X0005461	Kiamika-2, Digue	3589	Vallonnements et déflexions en crête sur toute la longueur de la digue (L=345 m). Les relevés de terrain réalisés en octobre 2017 indiquent que ponctuellement, les dépressions atteignent l'élévation théorique du dessus du noyau (él. 272.10 m), alors que	CIV
X0000730	Morin, Barrage	3594	Les indicateurs mécaniques sont vieux sur ce système et couteux à entretenir pour réparation et entretien.	ELE
X0003925	Jules-Allard, Barrage	3596	Les panneaux d'affichage des cellules de charge est restreint pour supporter tout le cablage qu'il y a à l'intérieur.	ELE
X0003925	Jules-Allard, Barrage	3595	Il n'y a pas de plans à jour pour les panneaux de commande et les panneaux des afficheurs des cellules de charge.	ELE
X0004639	Étang-Masson, Barrage de l'	3601	POUTRELLE (État): -Les poutrelles de bois sont d'origines et n'ont pas fait l'objet d'une inspection détaillée pour en vérifier l'état et pour en garantir la résistance face aux charges hydrauliques et de glace.	CIV
X0001840	Saint-Raymond, Barrage de	3609	Annuellement nous devons nettoyer le déversoir du barrage. Des arbres s'accumulent en amont.	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	3611	Annuellement nous devons nettoyer le déversoir. Présence d'une grande quantité d'arbres.	CIV
X0000603	Touradi, Barrage	3613	Annuellement nous devons faire le nettoyage de l'estacade. Présence de bois.	CIV
X0000501	Mathieu-D'Amours, Barrage	3604	Annuellement nous devons nettoyer l'amont du barrage. Présence de beaucoup d'arbres.	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	3616	Il se produit de l'érosion chemin d'accès en amont droit.	CIV
X0003912	Sartigan, Barrage	3614	L'indicateur de position de la V-12 est défectueux.	MEC
X0007310	Lyster, Barrage	3615	APPAREIL DE LEVAGE (Mécanique): -le réducteur et le roulement de l'appareil de levage sont a changer.	MEC

Fournir le taux de réalisation des travaux majeurs requis par barrage public au 31 mars 2018, notamment quant aux 51 barrages gérés par le ministère.

En 2017-2018 le taux de réalisation des travaux majeurs est de 60%. Le taux de réalisation des travaux majeurs prévus sur les barrages gérés par le ministre est de 57%.

